

93168


# Le Monde

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE – Nº 15815 – 7 F — VENDREDI 1er DÉCEMBRE 1995 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI


## Sarajevo inquiète Jacques Chirac

Le président a écrit à Bill Clinton pour exprimer ses craintes sur la situation des quartiers serbes de la capitale bosniaque, qui seront sous la responsabilité des soldats français. p. 28

## Croissance ralentie aux Etats-Unis

La croissance a ralenti aux Etats-Unis en 1995, après la forte expansion de l'année précédente. L'OCDE la situe à 3 %, au lieu de 4 % l'an passé. p. 5

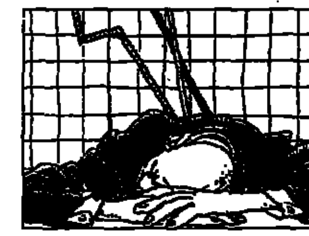
## Les législatives en Russie

A trois semaines des élections législatives du 17 décembre, les communistes russes et les nationalistes sont donnés favoris par les sondages. p. 4

## Abstention en Egypte

*Le premier tour des élections législatives égyptiennes, le 29 novembre, a été marqué par une forte abstention, qui inquiète l'opposition.* p. 3

## Petits patrons en faillite



*Plus de 60 000 chefs d'entreprise* font faillite chaque année. Avant d'en arriver là, ils vivent un calvaire, qui commence le plus souvent par un manque de fonds propres et l'inadaptation de leur société au marché. p. 13

## Aide aux quartiers en difficulté

*Le gouvernement met la dernière main* à son programme d'intégration urbaine, dont Alain Juppé annoncera le contenu en décembre. Il s'agit d'aider au développement économique des quartiers en difficulté. p. 11

## L'alcool ne paie plus

Frappés par la baisse de la consommation, les producteurs de vins et spiritueux réduisent leurs coûts de production et de distribution, et réinvestissent dans le marketing pour améliorer leur image. p. 17

## Week-end

Chaque jeudi (daté vendredi), vous trouverez notre nouvelle page « Week-end ». Aujourd'hui, le Salon nautique de Paris, une promenade au cimetière du Montparnasse *et la vente, le 7 décembre*, d'une grande collection d'art *préhispanique.* p. 21


Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 800 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 350 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2700 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 9 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 230 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 800 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1 Din ; USA (NY), 2 $ ; USA (others), 2,50 $.




M 0147 - 1201 - 7,00 F

# Le pouvoir entend maintenir son calendrier de réformes malgré l'extension des grèves

## Les étudiants et les salariés de plusieurs services publics manifestaient jeudi 30 novembre

**LA PARALYSIE** des chemins de fer et des transports en commun de la région parisienne restait totale, jeudi 30 novembre, alors que des manifestations étaient organisées dans la capitale, d'une part par les syndicats d'EDF-GDF, rejoints par des postiers et des agents de France-Télécom, pour la défense des services publics ; d'autre part, par la coordination des syndicats d'étudiants et d'enseignants, qui réclame des moyens supplémentaires pour les universités. Les organisations d'étudiants restent méfiantes devant les propositions de M. Bayrou, qui a promis d'ouvrir une négociation vendredi.

Le premier ministre a chargé le porte-parole du gouvernement, M. Lamassoure, ministre du budget, d'intervenir jeudi en fin de matinée, puis quotidiennenent, par des points de presse à l'Hôtel Matignon. M. Juppé lui-même, selon son entourage, a prévu de s'exprimer à la télévision quand il le jugera utile. M. Chirac a invité le gouvernement à tenir le calendrier prévu pour la réforme de la Sécurité sociale.

Les chiffres du chômage pour le mois d'octobre, publiés jeudi par le ministère du travail, indiquent une augmentation de 0,3 % (plus 9 700 demandeurs d'emploi par rapport à septembre). C'est le deuxième mois consécutif de progression du chômage (40 000 chômeurs de plus en septembre et octobre). La Bourse de Paris était en baisse de 1 % jeudi matin. Le franc était victime d'un accès de faiblesse face au mark. Les taux d'intérêt repartaient à la hausse.


- L'état des grèves et des manifestations en province et à Paris p. 6
- *M. Juppé reste ferme sur ses projets ; les socialistes déposent une motion de censure* p. 6
- Le pouvoir fait face à une contestation de nature politique p. 6
- Les relations sociales à la SNCF et les nouveaux acteurs du paysage syndical p. 7
- La colère des conducteurs du métro parisien p. 7
- François Bayrou face à la manifestation étudiante du 30 novembre p. 8
- *Reportage à l'université Paul-Sabatier de Toulouse* p. 8
- Le trésor caché des présidents d'université p. 8
- Les conséquences des conflits sur les entreprises, les marchés et les usagers p. 9


PARIS, un jour de grève.



FAC, un jour normal.

# Le virus du sida contamine 6 000 personnes chaque jour

**LES SIGNES** de stabilisation enregistrés dans les pays développés n'autorisent aucun relâchement dans la lutte contre le sida. L'épidémie continue de faire des ravages dans le monde. Selon les statistiques de l'OMS, rendues publiques à l'occasion de la traditionnelle journée de mobilisation contre le sida, le 1er décembre, 6 000 personnes sont chaque jour contaminées par le VIH. L'Afrique subsaharienne, l'Asie du Sud-Est, l'Amérique latine et les Caraïbes sont les zones les plus touchées. Les Nations Unies ont décidé de restructurer l'action de leurs agences spécialisées. Le programme ONUSIDA coordinera la lutte, en liaison avec les stratégies locales mises en œuvre. Son directeur, Peter Piot, professeur de nationalité belge, s'explique, dans un entretien au *Monde*, sur le redéploiement des efforts de la communauté internationale. ONUSIDA veut agir, non comme *« donateur »*, mais comme organisme d'assistance technique, de conseil, de liaison et d'incitation.

*Lire page 2, les points de vue page 14 et notre éditorial page 15*

# *La fosse commune de Che Guevara*

*LE « CHE » dans une fosse commune*, près de l'aéroport de Vallegrande, un chef-lieu de province situé à 150 kilomètres au sud-ouest de Santa Cruz, au centre de la Bolivie ? C'est la révélation faite par le général bolivien Mario Vargas Salinas dans un entretien au *New York Times*. Une confidence confirmée par un ancien officier supérieur, Gary Prado, qui, lui aussi, était sur les lieux du crime en octobre 1967.

Ils étaient nombreux à diriger la chasse à l'homme dans ce Sud-Est bolivien hostile, depuis qu'en mars 1967 les autorités du pays avaient acquis la certitude que Che Guevara, ancien compagnon et ancien ministre de Fidel Castro, dirigeait effectivement une colonne de guérilla dans cette région. Une poignée d'hommes efflanqués, épuisés, *cheminant de ravins en pitons, face aux unités* d'élite de l'armée bolivienne, épaulée par des rangers et des instructeurs nord-américains, formés à la lutte antiguérilla à l'école de guerre de la zone du canal de Panama. La guérilla etait ambitieuse : *« Il faut créer un, deux, trois Vietnam »*, disait le « Che ». Celui-ci portait le rêve fou de transformer la cordillère des Andes en sierra Maestra de l'Amérique latine, du Chiapas mexicain à la Patagonie chilienne.

Une utopie condamnée au départ par un petit grain de sable : le refus du Parti communiste bolivien de participer à l'entreprise. *Le Journal de Bolivie* de Guevara relate sobrement les épreuves, les dangers, les obstacles de cette marche à l'échec et à la mort.

On savait l'essentiel : la longue asphyxie de la colonne, l'embuscade, la capture du « Che » blessé, l'interrogatoire dans une salle de classe, les instructions demandées à La Paz, le feu vert de Washington, l'exécution à la mitraillette par un subalterne, le cadavre nu exposé avec ce visage maigre et livide sous la barbe noire, un hélicoptère qui décolle. Et puis plus rien, ou si peu. Des rumeurs, une légende, des fleurs apportées par des paysans.

Il manquait la fosse commune. Un dernier acte de mépris des tueurs aux ordres. Mais les militaires du pays andin ont désormais des états d'âme. Ils ont ruminé longtemps, vingt-huit ans.

La véritable biographie du « Che » reste à écrire. Son itinéraire demeure emblématique. Qu'est-ce que la Bolivie aujourd'hui ? Un pays dont l'économie est soutenue par les dollars sales du trafic de drogue et dont le gouvernement est traité en vassal par Washington. A Cuba, le portrait géant du « Che », en pointillé, domine encore la place de la Révolution. Mais l'« homme nouveau » dont il rêvait est absorbé à La Havane par la chasse aux dollars. En Argentine, la famille du « Che » attend sa dépouille mortelle, promise par les autorités boliviennes.

*Marcel Niedergang*

# Les clés d'un succès planétaire



MICHAEL CRICHTON

*CINQUANTE-TROIS ANS* et 2,05 mètres, ancien médecin à la curiosité jamais en repos, Michael Crichton n'est sans doute pas un grand écrivain, prêt à prendre la relève de Faulkner, Saul Bellow, Philip Roth ou Cormac McCarthy. Mais il a trouvé, dans la mise en scène des questions de l'époque, à travers les « techno-polars » dont il est le père, les clés d'un succès planétaire. Les droits des adaptations cinématographiques de ses *ouvrages sont achetés avant* même que le livre ne soit écrit.

Quand le docteur Crichton a compris qu'il était *« trop imaginatif »*, trop désireux de s'emparer de sujets inédits et sensibles (comme le récent *Harcèlement* et *Jurassik Park*, dont il vient de publier la suite), *il a décidé, dès 1969*, d'écrire de la fiction à vertu pédagogique.

*« Le style littéraire ne l'intéresse pas*, dit son agent, *il veut éduquer les gens. »* Ses revenus sont de 22 millions de dollars (environ 110 millions de francs) pour 1995.

*Lire page 23*

# Duo américano-russe sur l'OTAN

**LES CHOSES** changent vite, ces temps-ci, à l'OTAN. A Mons, au quartier général de l'organisation *militaire atlantique, un morceau* du mur de Berlin symbolise la fin de la guerre froide, devant le bâtiment où travaillait naguère l'équipe préparant la riposte à tout acte agressif de l'URSS dans le centre de l'Allemagne. Le même bâtiment abrite maintenant le général Leonti Chevtsov et ses collaborateurs chargés de coordonner l'action des 1 500 soldats russes engagés avec l'OTAN dans l'opération « Effort concerté » en Bosnie. Les troupes russes ne seront pas placées formellement sous le commandement de l'OTAN ; elles recevront toutefois leurs ordres opérationnels du général américain George Joulwan, son commandant en chef. Le contrôle politique de l'opération sera confié à un comité consultatif, composé des représentants des seize pays de l'Alliance atlantique et de la Russie, instance de concertation mais pas de décision (*Le Monde* du 30 novembre).

Le compromis trouvé par le ministre russe de la défense, le général Gratchev, et le secrétaire américain à la défense, William Perry, constitue-t-il un modèle pour la coopération future entre l'OTAN et la Russie ? *« Il aura des conséquences dans le domaine de la sécurité en Europe »*, a déclaré M. Perry. Reste à savoir quelle est l'interprétation qui l'emportera, *car Russes et Américains ne tirent* pas les mêmes leçons de l'accord intervenu mardi 28 novembre, qui devait être entériné jeudi 30 novembre par le conseil des ambassadeurs des Seize.

Les Etats-Unis ont imposé le rôle primordial de l'OTAN et l'*unité de commandement* ; ils n'ont pas cédé aux exigences initiales de Moscou, qui revendiquait une sorte de *« double clef »* – OTAN-ONU – pour pouvoir éventuellement utiliser son droit de veto au Conseil de sécurité ; ils n'ont pas plus accédé aux demandes visant à confier le contrôle politique du maintien de la paix en Bosnie à un *« comité des pays contributeurs »* qui aurait complètement laissé de côté le Conseil de l'OTAN. Les Russes ont donc fait des concessions substantielles afin de participer à l'*Implementation Force.*

*Daniel Vernet*

*Lire la suite page 15*




| | | | |
|---|---|---|---|
| International | 2 | Aujourd'hui | 20 |
| France | 6 | Agenda | 22 |
| Société | 10 | Abonnements | 22 |
| Carnet | 12 | Météorologie | 22 |
| Loto | 12 | Mots croisés | 22 |
| Horizons | 13 | Culture | 23 |
| Entreprises | 16 | Communication | 26 |
| Finances/marchés | 18 | Radio-Télévision | 27 |

**SIDA** La Journée mondiale du 1er décembre contre le sida vient rappeler la gravité de l'épidémie. Si des signes de stabilisation sont enregistrés dans certains pays industrialisés, le fléau est de plus en plus mortel dans de nombreux pays en voie de développement, notamment en Afrique noire, en Asie du Sud-Est et en Amérique latine. ● ON ESTIME à 6 000 le nombre de personnes contaminées par le VIH chaque jour dans le monde. La communauté internationale a décidé de restructurer ses programmes de lutte, hier dispersés entre l'OMS et les autres agences concernées. ● DIRIGÉ par le professeur belge Peter Piot, le programme « Onusida », avec un budget propre de 60 millions de dollars pour 1996, devient opérationnel et assurera une meilleure coordination entre l'action des Nations unies et les programmes de lutte locaux *(lire notre éditorial page 15)*.

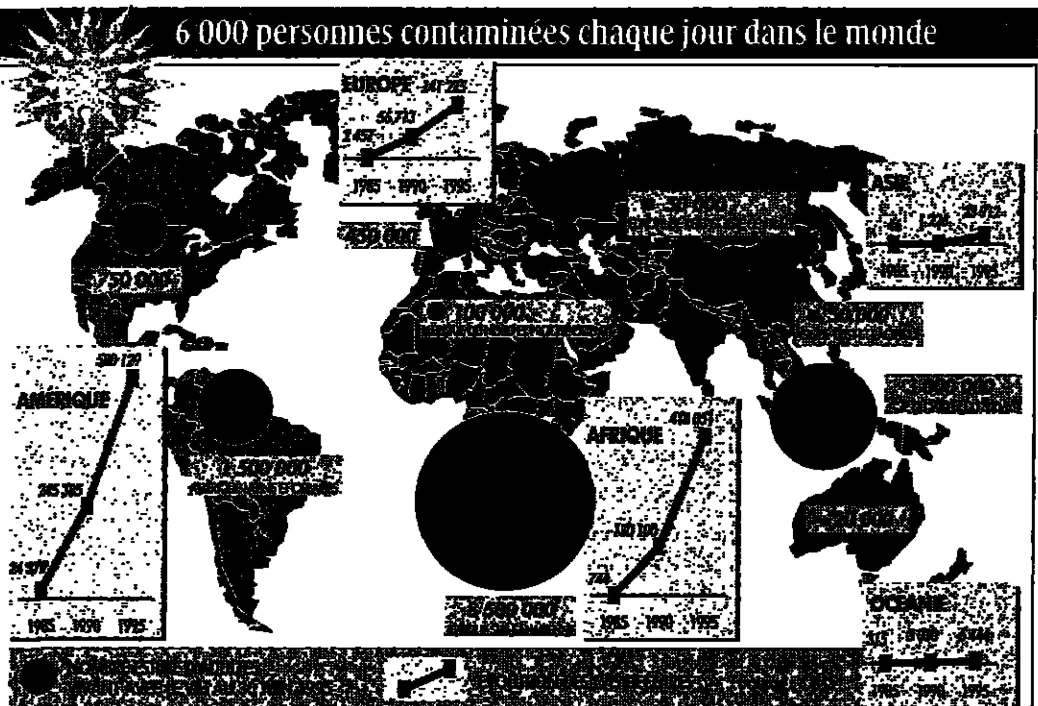
# Les Nations unies lancent « Onusida », une attaque frontale contre l'épidémie

## A l'occasion de la Journée mondiale contre l'épidémie, le 1er décembre, le professeur Piot, directeur du nouveau programme, explique au « Monde » le redéploiement des efforts de la communauté internationale

**GENÈVE (Nations unies)**
*de notre envoyé spécial*

Plus modeste, moins coûteux, mais beaucoup plus efficace. Tel est le triple défi du nouveau programme que les Nations unies viennent de mettre en place pour lutter contre la pandémie de sida. Baptisé « Onusida » (en français et en espagnol) ou « Unaids » (en langue anglaise), il marque une étape essentielle dans la prise en compte de cette nouvelle réalité épidémique. Parce qu'il avait mis en lumière les incohérences et les dysfonctionnements des agences concernées (OMS, Unicef, PNUD, Banque mondiale), le sida a fait éclater le cloisonnement traditionnel du système des Nations unies.

C'est au lendemain du sommet de Paris de décembre 1994 que le professeur Peter Piot, depuis 1992 directeur de la recherche du programme global de lutte antisida à l'OMS, était nommé à la tête d'« Onusida », qui devient aujourd'hui pleinement opérationnel. Il sera doté d'un budget propre de 60 millions de dollars pour l'année 1996, emploiera environ soixante-dix personnes à Genève (médecins, scientifiques, techniciens, acteurs de terrain et administratifs) et quatre-vingts dans les pays en développement les plus touchés (en Afrique, en Asie, en Amérique du Sud, dans les Caraïbes, mais aussi dans les pays de l'ex-bloc de l'Est). Au sein de cette structure, outre les agences onusiennes, siégeront des représentants des pays donateurs et bénéficiaires, des organisations non gouvernementales ainsi que des associations de personnes atteintes.




*« Le budget dont nous disposons ne nous permettra pas de faire des miracles. Mais la nouvelle coordination nous permettra d'agir sur une masse d'argent et une somme d'initiatives beaucoup plus grandes que notre budget »*, a expliqué au *Monde* le professeur Piot. Ainsi, les différentes agences de l'ONU avaient-elles consacré, en 1994 et 1995, 360 millions de dollars à la lutte contre le sida. L'OMS avait participé à cet effort à hauteur de 138 millions de dollars, *via* son programme global de lutte, qui entendait être le principal acteur, donateur et instrument de contrôle.

« *« Onusida » agira sur d'autres sommes. Nous ne serons pas un organisme donateur*, poursuit le professeur Piot. *Nous nous concentrerons sur les aspects techniques de la lutte et sur sa coordination, en partant du constat que la pandémie de sida est devenue un problème chronique et le restera très longtemps. Les pays concernés doivent prendre leurs responsabilités, y compris financières, et les différentes agences des Nations unies doivent faire entrer cette réalité dans leur programme d'assistance au développement. Nous nous éloignons ainsi progressivement de* « l'exceptionnalité ». »

Rompant avec une certaine acceptation fataliste de la progression du fléau, « Onusida » développe d'ores et déjà une méthode permettant de définir des objectifs clairs à l'échelon de chacun des pays en développement frappés par l'épidémie. *« Curieusement, on n'a que trop rarement réfléchi à ce que l'on pouvait et souhaitait attendre des efforts consentis*, estime le professeur Piot. *Il est temps, aujourd'hui, dans chaque pays, de définir ces objectifs, de situer les responsabilités de chacun. »* Pour les membres d'« Onusida », il ne s'agit pas de se satisfaire de l'évolution de certains paramètres indicateurs d'une modification des comportements à risque dans les pays occidentaux (comme le pourcentage des couples ayant recours aux préservatifs masculins), mais bien d'obtenir une diminution de l'incidence de l'infection par le VIH et du nombre de cas de sida.

Ils entendent aussi définir au plus vite des indicateurs témoignant d'une meilleure prise en charge médicale des patients. *« C'est un problème considérable dans de nombreux pays en voie de développement*, souligne le professeur Piot. *Nous ne réclamons pas de l'AZT pour toutes les personnes vivant avec le VIH sur la planète, mais nous estimons indispensable d'améliorer la prise en charge des malades, de leur entourage, y compris les orphelins. »*

### UN CHAMP DE BATAILLE ÉLARGI

Observées depuis Genève, les tendances récentes de la dynamique infectieuse n'ont pas varié. C'est ainsi que, grâce à leur pragmatisme, la plupart des pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est enregistrent les premiers symptômes d'une mobilisation collective. La situation africaine reste très hétérogène. Le sida y demeure souvent vécu comme un problème imposé de l'étranger. *« En Amérique centrale et en Amérique du Sud – le Brésil mis à part* (voir ci-dessous) –, *les responsables sanitaires se heurtent à la très grande difficulté qu'il y a, du fait de l'action des milieux catholiques ou protestants notamment, à parler collectivement de la sexualité. A l'inverse, au Chili, certaines communautés catholiques de base participent efficacement à la lutte »*, souligne-t-on à Genève.

Cet élargissement du champ de bataille, ce nouveau discours plus réaliste et courageux n'est-il pas la dernière version de la langue de bois onusienne face à une pandémie multiforme et en progression ? *« Nous sommes certes dans une situation paradoxale*, reconnaît le professeur Piot. *Nous avons créé un programme spécial contre le sida et, dans le même temps, nous prêchons l'intégration, l'entrée dans les programmes de développement et de santé publique. Mais jusqu'ici, la lutte contre le sida était très « verticale », nullement intégrée. La différence par rapport au passé, c'est que nous n'avons plus la prétention de tout faire nous-mêmes. »* Il conclut : *« C'est précisément cet état d'esprit qui a fait que, dans de nombreux pays, la lutte contre le sida est encore aujourd'hui perçue comme une préoccupation étrangère. Or, du fait de ses implications sanitaires, religieuses, culturelles et sexuelles, du fait des problèmes politiques et de stigmatisation qu'il soulève, le sida n'est pas une maladie comme les autres. »*

***Jean-Yves Nau***

## La participation de Paris

**La décision du gouvernement Juppé de renoncer à financer, à hauteur de 100 millions de francs, le programme « Onusida », en dépit des engagements pris en 1994 par Edouard Balladur, alors premier ministre (*Le Monde* des 10 et 11 novembre), avait suscité de vives inquiétudes dans les milieux associatifs, à Genève et à New York. Il est aujourd'hui acquis que la France fera un geste. *« En dépit de nos difficultés financières, le gouvernement a décidé de verser une première contribution financière d'une quinzaine de millions de francs. Celle-ci permettra sûrement au programme « Onusida » d'être opérationnel dès le 1er janvier 1996 »*, vient d'expliquer devant l'Assemblée nationale Jacques Godfrain, ministre de la coopération. Il a ajouté : *« Les actions de coopération bilatérale seront poursuivies dans le cadre des résolutions du sommet de Paris. La lutte contre le sida représente plus de 20 % des actions de coopération française dans le secteur de la santé. Elles seront poursuivies et amplifiées en 1996. »***

■ **ZIMBABWE** : la principale organisation de lutte contre le sida – la Fondation de conseil sur le sida – fermera ses portes le 1er décembre, faute de soutien financier. Au Zimbabwe, l'épidémie a tué 100 000 personnes depuis 1985 et, selon le directeur de la fondation, fait encore 300 à 400 morts par semaine. – *(Reuter.)*

# *Au Brésil, campagnes actives, mais épidémie galopante*

**RIO DE JANEIRO**
*de notre correspondant*

Le Brésil est à la fois un des pays en voie de développement les plus touchés par le sida et un de ceux où les pouvoirs publics ont le plus activement procédé à des campagnes de prévention. Cette situation est due à une tradition qui donne à l'Etat une responsabilité plus grande en matière de santé que dans le reste de l'Amérique latine.

A la fin de septembre, on recensait officiellement 71 111 cas de sida et 500 000 séropositifs. Depuis son apparition dans le pays en 1982, la maladie a déjà tué 21 000 personnes. On compte trois fois plus d'hommes que de femmes porteurs du virus, et 80 % des malades se trouvent concentrés à Sao Paulo et Rio de Janeiro. Le sida continue de progresser rapidement. Alvaro Matida, directeur du programme anti-sida de l'Etat de Rio, estime que le nombre de malades devrait augmenter d'un quart dans cet Etat dans les douze mois qui viennent. Selon une étude, 40 % des toxicomanes de Rio sont séropositifs. C'est dans cette dernière catégorie que la maladie avance de la façon la plus spectaculaire.

A Rio, les quartiers les plus touchés sont le centre et la zone portuaire, en raison de la drogue et de la prostitution. On y dénombre 390 séropositifs pour 100 000 habitants, soit le taux le plus élevé du pays, supérieur même à celui enregistré dans le grand port de Santos, qui dessert Sao Paulo. Les soins sont gratuits, mais l'approvisionnement en AZT et DDI, les deux principaux médicaments utilisés, est difficile. Le traitement en soins de jour fonctionne *« à peu près normalement »*, selon M. Matida, mais le manque de lits dans les hôpitaux se fait sentir.

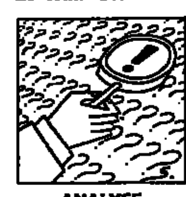
### LE PRÉSERVATIF COÛTE CHER

Le gouvernement fédéral a déjà lancé huit campagnes publiques de prévention. La dernière en date consiste en spots télévisés,soigneusement étudiés pour atteindre les hommes âgés de 20 à 40 ans, gagnant moins ou l'équivalent de 1 000 F par mois, et d'un faible niveau d'instruction. C'est en effet dans cette population que le sida progresse le plus rapidement. La campagne met en scène un jeune homme dans un bar, qui s'adresse à son pénis, surnommé Braulio. *« Pas question de faire ça sans préservatif »*, dit le jeune homme. L'Eglise catholique a vivement dénoncé ces messages télévisés, de même que les Brésiliens qui portent le prénom, assez courant, de Braulio !

L'ennui est que le préservatif coûte cher : environ 5 F l'unité. Il ne s'en vend que 5 millions par mois, pour une population sexuellement active de 60 millions de personnes. Des « débrouillards », dans les favelas, ont trouvé une solution : ils recyclent les gants en plastique transparent utilisés dans les supermarchés pour le maniement des produits d'alimentation. A défaut d'efficacité garantie, c'est en tout cas la preuve que les campagnes gouvernementales en faveur du préservatif ont un certain effet sur la population.

***Dominique Dhombres***

# Un divorce croissant entre médecins et religieux


ANALYSE

**LA CONFÉRENCE** de Yokohama en 1994 avait provoqué un basculement dans la prise de conscience mondiale de l'épidémie de sida. Sans baisser les bras, les spécialistes médicaux et les responsables de santé publique admettaient que la situation leur échappait, que le formidable potentiel de recherche mis en œuvre était d'un effet presque nul sur la diffusion elle-même de la maladie. Son expansion ne pourrait être maîtrisée, affirmaient-ils, qu'à la suite d'un sursaut de l'ensemble du corps social. Si cet appel a dopé les associations anti-sida et placé les pouvoirs publics, une fois de plus, face à leurs responsabilités, les autorités religieuses, pour la plupart, sont restées muettes et sourdes.

Faute de combattants, le climat n'est même plus à l'affrontement, mais à la résignation entre les professionnels de santé, les associations et les représentants des religions. Un fossé se creuse, marqué par l'incompréhension, les procès faux ou vrais, la contrefaçon des positions. La communauté médicale est accusée de ne tenir qu'un discours « hygiéniste », prenant son parti des pratiques homosexuelles, à partenaires multiples ou même toxicomanes. Les responsables religieux, notamment au Vatican et dans les pays d'islam, se voient reprocher de faire du zèle lorsqu'il s'agit de défendre la famille à la conférence du Caire, la femme à Pékin, mais d'être absents des rendez-vous mondiaux qui traitent d'une telle épidémie et des moyens de la prévenir.

Sans doute ne faut-il pas surestimer l'impact de la dissuasion religieuse. La géographie mondiale du sida traverse toutes les frontières confessionnelles. Malgré son système de castes, l'Inde est l'un des pays les plus contaminés au monde. Les pays d'Afrique centrale, majoritairement chrétiens et animistes (Zaïre, Rwanda, Burundi, Ouganda, Kenya), sont les plus touchés du continent noir, mais l'épidémie progresse aussi dans les pays à majorité musulmane comme le Sénégal, le Mali ou le Nigeria, et elle est très meurtrière dans ceux du Maghreb. Longtemps, les pays d'islam ont considéré le sida comme une maladie lointaine, étrangère, de préférence occidentale. Aujourd'hui, en dépit du contrôle social exercé par la religion, on y croise les mêmes peurs obscures et les mêmes exclusions qu'ailleurs.

Le discours religieux sur le sida ne se résume pas aux accents libéraux entendus dans le protestantisme ou le bouddhisme, plus rigides ou réglementaires dans le catholicisme, l'islam ou le judaïsme. Il ne se réduit pas non plus à l'intervention des hiérarchies. Des pas de géant sont franchis dans l'accueil des séropositifs et des malades.

### REFUS DU « TOUT-PRÉSERVATIF »

Dans nombre de pays d'Afrique par exemple, des mosquées, des communautés catholiques ou protestantes, des écoles confessionnelles luttent contre l'exclusion et servent de réseaux de communication et d'alerte contre le sida. Si le préservatif y est parfois encouragé et même distribué (surtout chez les musulmans, qui l'admettent comme contraceptif), le discours premier des responsables religieux reste toutefois celui des valeurs morales, et leur règle absolue, celle de la fidélité.

La position de la hiérarchie catholique est la plus contestée dans les milieux médicaux et les associations de lutte anti-sida. Mais elle n'est pas d'abord ce qu'une certaine caricature veut bien lui faire dire. Seuls des milieux intégristes catholiques et protestants ultraminoritaires font encore de cette maladie un « châtiment de Dieu ». De même, contrairement à une opinion répandue, le pape n'a jamais condamné le préservatif, pour la simple raison qu'il n'en a jamais parlé. Dans son discours de référence, à Kampala (Ouganda) le 6 février 1993, il avait simplement affirmé que *« la chasteté est l'unique manière sûre et vertueuse de mettre fin à cette plaie tragique qu'est le sida »*. De quoi faire oublier ses baisers à des enfants contaminés, ses discours énergiques en faveur de la recherche scientifique et de la solidarité.

Depuis bien plus longtemps, aux Etats-Unis, en Angleterre, en Allemagne, en France, des évêques avaient préconisé le préservatif quand des partenaires sexuels, incapables d'un comportement fondé sur la fidélité, risquaient de mettre leur vie en danger. Dès 1986, un document de l'épiscopat américain incitait les catholiques à se joindre à des campagnes qui comportaient aussi le préservatif. En 1988, le cardinal Lustiger déclarait à son tour que l'utilisation du préservatif constituait un moindre mal. Ne pas se protéger revient à ajouter le crime, affirmait-il, à la faute. Thème repris dans nombre d'interventions épiscopales en France et à l'étranger.

Autrement dit, quand il y a le feu à la maison, on éteint d'urgence l'incendie. On n'en condamne pas moins l'accumulation des matériaux inflammables, c'est-à-dire les conduites à risques, le vagabondage sexuel, l'absence d'éducation à l'amour, une prévention confondue avec l'« *incitation* » et la *« propagande »* (Tony Anatrella, *L'Amour et le Préservatif*, Flammarion).

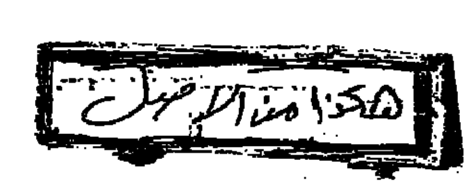
### DISSIMULATION ET CULPABILISATION

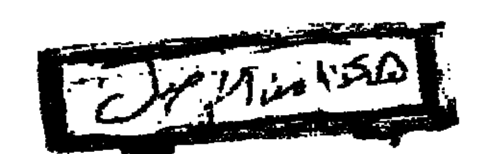
Mais cette remise en cause du « tout-préservatif », c'est-à-dire d'une prévention qui se limiterait à des moyens techniques – entendue aussi dans les traditions protestantes –, n'est guère populaire aujourd'hui. Tout discours normatif ou stoïcien sur la sexualité est rejeté. *« A chaque fois que les religions paraissent exalter la continence, elles s'exposent aux tirs de barrage »*, constate Jean-Paul Guetny, directeur de *L'Actualité religieuse*.

Si leurs positions sont plus nuancées et ouvertes qu'il y paraît, une atmosphère de dissimulation et de culpabilisation continue de régner. En Afrique notamment, des prêtres se voient interdire de parler du sida à leur communauté. *« Le préservatif est le plus grand mensonge du monde moderne »*, vient même de déclarer un évêque du Togo. Soutenues par des groupes de pression conservateurs, de puissantes campagnes anti-préservatifs sont lancées dans des pays développés ainsi qu'en Afrique, en Amérique latine, en Asie.

Mais c'est la réflexion globale sur les enjeux – la vie, la mort, le sang, le sexe, l'exclusion – qui fait le plus cruellement défaut. Les médecins admettent volontiers que le pape ne puisse pas tenir leur discours, mais le professeur Jonathan Mann, premier directeur du programme de lutte de l'OMS contre le sida, lui reproche par exemple, dans la revue française *Chrétiens et sida*, de ne pas assez dénoncer l'aliénation sexuelle de la femme, dont le rôle est capital dans la propagation du virus. La relation avec la santé, le corps et la sexualité devient ainsi le point fort de la rencontre entre les religions instituées et la modernité.

***Henri Tincq***







# Les législatives en Egypte ont été marquées par des violences et une forte abstention

## L'opposition dénonce un traitement inéquitable et des irrégularités

**Des actes de violence ont entaché, mercredi 29 novembre, le premier tour des élections législatives égyptiennes, et des centaines de membres de la confrérie des Frères musulmans ont été arrêtés. Les dirigeants de l'opposition ont dénoncé une inégalité de traitement des candidats. Sur une population de 60 millions d'habitants environ, 21 millions d'électeurs étaient appelés à choisir 444 députés, parmi 14 formations.**

**LE CAIRE**
*de nos envoyés spéciaux*

Les représentants du ministère de l'information avaient promis imprudemment des bureaux pris d'assaut par les électeurs, mais le bus qu'ils ont affrété à l'intention de la presse étrangère a dû errer longtemps dans les rues du quartier résidentiel Médinet Nasr, au Caire, avant d'en trouver finalement un, dont l'affluence s'expliquait surtout par la présence massive des équipes de campagne des candidats, lesquelles tentaient d'influencer, une dernière fois, leurs concitoyens.

Lors d'une première tentative, dans la circonscription d'un candidat islamiste, Adel Hussein, membre du Parti socialiste du travail (PST, allié aux islamistes), les partisans de ce dernier avaient profité de l'occasion pour déplorer bruyamment le faible nombre d'observateurs autorisés par les autorités à contrôler le bon déroulement des opérations. Ils avaient vivement protesté, en outre, contre la répartition des symboles portés sur les bulletins de vote, en face des noms des candidats, pour aider les analphabètes, encore nombreux en Egypte, à faire leur choix. Alors que les candidats du Parti national démocrate (PND, au pouvoir) disposent de symboles populaires (le croissant et le chameau), en tête de liste – les seuls à disposer de ce privilège –, le représentant du PST avait dû se contenter d'un « revolver » assez peu avenant.

En tournée dans sa propre circonscription populaire du vieux Caire, Seif El Islam Hassan El Banna, fils du fondateur de la confrérie des Frères musulmans, a d'ailleurs mis sur le compte du gouvernement la faible participation qu'il a pu constater. *« Il n'a pas assuré un scrutin loyal. Pourquoi voulez-vous que les gens aillent voter dans de telles conditions, alors que l'on sait bien que les résultats seront biaisés ? »*, s'est-il interrogé. Et de citer, à l'appui de ses dires, l'interdiction d'utiliser des automobiles munies de haut-parleurs pour appeler les électeurs aux urnes. Il a évoqué aussi l'alerte à la bombe *« suspecte »* qui a contraint ses partisans à quitter pendant une heure le bureau de vote où ils étaient postés, près de l'université islamique d'El Azhar.

**PASSIVITÉ**

Dans la circonscription de Daber-Ezbekieh, regroupant des quartiers populaires et petits-bourgeois représentatifs du Caire, l'absentéisme était le phénomène dominant, dans la vingtaine de bureaux de vote que les journalistes ont pu visiter. Le nombre de scrutateurs et de responsables des urnes était systématiquement plus élevé que celui des électeurs. Exemple : le bureau de vote de l'école Sainte-Anne, dans le quartier de Sakakini, au Caire. Soixante-deux électeurs sur 683 inscrits avaient voté à 16 h 15, soit 45 minutes avant la fermeture. Dans les bureaux voisins, l'abstention était encore plus élevée : 18 sur 566 et 16 sur 609. Un taux de participation fluctuant entre 5 % et 12 %, et qui ne pouvait qu'augmenter dans de faibles proportions. Il faut, en effet, au moins deux minutes à chaque électeur pour voter. En d'autres termes, 270 personnes au maximum auraient pu voter dans chaque bureau au cours des neuf heures du scrutin. Or, dans tous les bureaux visités à Daber, le nombre d'inscrits fluctuait entre 550 et 700. Il faudrait donc un exploit défiant la logique mathématique pour que la participation atteigne les 50 %.

Cette abstention a été jugée de mauvais augure par l'opposition. Mohamad Nouh, chanteur compositeur et candidat du Wafd à Daher, qui n'hésite pas à critiquer publiquement le président Hosni Moubarak, a estimé amèrement que *« cette passivité prouve malheureusement que les Egyptiens ont les dirigeants qu'ils méritent »*. Une opinion qu'était loin de partager le candidat du PND, Abdel Ahad Gamal el Din, ancien ministre de la jeunesse et des sports, dont les partisans criaient déjà victoire deux heures avant la clôture du scrutin.

L'attitude désabusée des Cairotes devant un scrutin dont le résultat ne fait pas de doute a été renforcée par les déclarations réitérées du *raïs*, selon lesquelles il n'était pas question de changer le gouvernement après les élections. Dans le bureau de vote de l'école primaire de Qolali, un vieil électeur, à la question de savoir s'il avait voté pour le PND, répondait, mi-figue mi-raisin : *« Y a-t-il quelqu'un d'autre ? »*

*Alexandre Buccianti et Gilles Paris*

### *Cinq morts et une soixantaine de blessés*

**Cinq personnes ont été tuées et 61 autres blessées, lors d'accrochages entre les partisans des différents candidats, dans le delta du Nil, au Caire et en Haute-Egypte. L'opposition a accusé le Parti national démocrate (au pouvoir) d'avoir *« bourré les urnes »* dans la capitale et dans le delta. En raison de la multitude des candidats, un second tour devrait être nécessaire dans de nombreuses circonscriptions, le 6 décembre, pour départager les deux candidats arrivés en tête.**

**Alors que des sources indépendantes ont situé le taux de participation entre 5 et 10 %, le ministre de l'information, Safouat El Chérif, déclarait que *« les élections se sont déroulées honnêtement, sans pression des autorités, et la participation est très élevée, ce qui illustre la conscience civique du peuple »*. – (AFP.)**

■ **Des coups de feu ont été tirés** sur un train de nuit transportant des touristes dans le sud de l'Egypte, mais personne n'a été blessé, ont indiqué, jeudi 30 novembre, des sources proches des services de sécurité. C'est le quatrième attentat en novembre contre un train dans cette région. Le mouvement islamiste, Djamaa islamiya, à qui sont atribués ces attentats, a récemment demandé aux touristes étrangers de quitter l'Egypte pour leur propre sécurité. – *(Reuter.)*

# La commission « Vérité » doit faire un bilan de l'apartheid en Afrique du Sud

**JOHANNESBURG**
*de notre correspondant*

Faire la lumière sur les abus du régime de l'apartheid sans compromettre le processus de réconciliation entre les communautés noire et blanche, c'est la délicate mission dont devra s'acquitter l'archevêque Desmond Tutu, désigné mercredi 29 novembre par le président Mandela à la tête de la commission Vérité et réconciliation.

Le chef de l'Eglise anglicane, Prix Nobel de la paix 1984 pour son rôle dans la lutte contre l'apartheid, dirigera les travaux des seize autres membres de la commission. Juristes, hommes d'église ou militants des droits de l'homme, proches de l'ANC ou des partis de la minorité blanche, ces personnalités ont été choisies de façon à garantir l'indépendance et la neutralité de la commission. Celle-ci aura pour tâche le recensement des violations des droits de l'homme commises sous l'apartheid et l'indemnisation des victimes. Elle doit également statuer sur les crimes politiques perpétrés dans le cadre de la lutte entre adversaires et partisans de ce régime. Elle pourra accorder une amnistie à leurs auteurs, à condition qu'ils comparaissent devant elle.

Mandatée pour dix-huit mois, la commission devrait commencer ses travaux au début de l'année prochaine. Elle aura à connaître des exactions commises depuis l'interdiction des mouvements anti-apartheid par le pouvoir blanc en 1960 jusqu'à l'entrée en vigueur de la Constitution intérimaire, fin 1993. Plus de 10 000 cas de violations des droits de l'homme ont été répertoriés pour cette période : arrestations sommaires, tortures, morts en détention, assassinats de responsables de l'ANC par les forces de sécurité et massacres de manifestants dans les townships. La commission Vérité et réconciliation devra aussi se pencher sur les actes commis par les militants de l'ANC dans le cadre de la lutte armée contre le l'apartheid, et d'abord les attentats contre des lieux publics dans les années 80. C'est seulement à cette condition que la commission pourra être considérée comme un organe de justice et non comme un instrument de vengeance par les leaders de la minorité blanche. Ceux-ci redoutent une *« chasse aux sorcières »*, a déclaré Frederik De Klerk, vice-président et chef du Parti national, formation au pouvoir sous l'apartheid.

Cette crainte est avivée par les poursuites judiciaires récemment engagées contre l'ancien ministre de la défense, le général Magnus Malan, et dix autres officiers supérieurs à la retraite, qui constituaient une bonne partie de la hiérarchie militaire de l'apartheid. La justice leur reproche d'avoir été les complices de l'assassinat de treize personnes dans une cité noire du Natal en janvier 1987. Leur procès doit avoir lieu en mars prochain.

Les leaders de la minorité blanche estiment que les faits reprochés aux militaires sont politiques et relèvent de l'amnistie. Ils dénoncent la volonté de revanche de l'ANC et évoquent le risque d'une radicalisation de leur électorat. Le général Malan parle même de son côté de possibles troubles, faisant planer la menace d'une réaction violente des éléments les plus conservateurs.

*Frédéric Chambon*

# Le Rwanda accepte une prolongation du mandat des « casques bleus »

**NAIROBI**
*de notre correspondant*

A l'issue du sommet consacré aux deux millions de réfugiés dans la région des grands lacs africains, Jimmy Carter, initiateur de la réunion, a déclaré, mercredi 29 novembre, qu'il avait demandé une extension de trois mois du mandat de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar) *« afin de rassurer les réfugiés sur leur sécurité »* et que le président rwandais, Pasteur Bizimungu, l'avait acceptée. Interrogé, ce dernier s'est contenté de dire : *« Je confirme. »*

En attendant des explications plus précises, cette réponse laconique du chef de l'Etat rwandais trahit peut-être l'embarras de celui qui avait affirmé vingt-quatre heures plus tôt, lors d'une escale à Addis-Abeba, que les « casques bleus » devaient partir, ajoutant : *« Sinon, le peuple rwandais les chassera »*.

**CRAINTES HUTUES**

Il faut attendre maintenant la réaction de l'homme fort du Rwanda, le général Paul Kagame, vice-président et ministre de la défense, à la requête de M. Carter. En acceptant l'extension du mandat de la Minuar, il reconnaîtrait de fait que l'armée rwandaise (en majorité tutsie) est toujours un sujet de craintes pour les réfugiés hutus.

Cette demande de prolongation intervient au moment où M. Boutros-Ghali, prenant acte de la position de Kigali, s'apprête à recommander au Conseil de sécurité un retrait échelonné des 1 800 « casques bleus » qui restent au Rwanda.

Par ailleurs, à l'issue de la rencontre du Caire – écourtée de quarante-huit heures –, les chefs d'Etat rwandais, burundais, ougandais et zaïrois se sont aussi engagés à ne pas laisser utiliser leur territoire à des fins de guérilla, à empêcher les livraisons d'armes aux rebelles et à écarter les anciens dirigeants rwandais qui dissuadent les réfugiés de rentrer chez eux. Des engagements identiques, sans calendrier précis, ont déjà été pris au cours de précédents sommets consacrés à la crise rwandaise, mais sont en général restés lettre morte.

Kigali a aussi promis la libération prochaine de quelques-uns des 60 000 prisonniers détenus dans les prisons rwandaises, certains depuis près de dix-huit mois, dans l'attente d'un jugement.

Les participants ont décidé de tout faire pour parvenir *« progressivement et avec l'assistance du Haut Commissariat aux réfugiés, au chiffre de 10 000 retours par jour prochainement »*. Agence incontournable dans toute opération de rapatriement, le HCR n'a pourtant pas été invité au sommet du Caire, souligne son porte-parole à Nairobi, Peter Kessler, pas plus que les représentants des réfugiés rwandais, que Kigali considère toujours comme liés aux responsables du génocide de 1994.

*Jean Hélène*

# Plus de six cents islamistes algériens ont été libérés

**LES AUTORITÉS** algériennes ont annoncé, mercredi 29 novembre, avoir fermé le dernier des sept centres de sûreté du Sahara, celui d'Ain M'Guel, dans la région de Tamanrasset, où étaient détenus 641 islamistes présumés. Créés par feu le président Mohamed Boudiaf, ces centres de détention ont « abrité », en 1992, jusqu'à 10 000 prisonniers.

La fermeture d'Ain M'Guel, annoncée deux jours après l'investiture du président Liamine Zeroual, apparaît comme un premier geste symbolique à l'adresse des islamistes. Cheikh Abdallah Djaballah, proche de l'ex-Front islamique du salut (FIS) et président du Mouvement de la renaissance islamique (MRI-Ennahda), a souhaité que cette mesure soit suivie d'une *« amnistie générale »*, tandis que l'Observatoire national des droits de l'homme (ONDH), organisme gouvernemental, exprimait sa *« grande satisfaction »*. Quelque 17 000 personnes, impliquées dans des affaires de terrorisme, sont encore en prison. Sur le terrain au moins une dizaine de civils et plusieurs policiers ont été assassinés, ces derniers jours, et les forces de sécurité ont annoncé mercredi la mort de vingt et un islamistes en six jours. – *(AFP.)*

### EUROPE

■ **ITALIE : la chambre des députés a adopté, ce mercredi, une réforme** de la composition et du mode d'élection du Conseil d'administration de la radio-télévision publique (RAI) sur la base d'un accord entre les partis de centre gauche. Le conseil d'administration comportera désormais neuf membres, dont huit seront élus par le Parlement. Un neuvième membre, le président, sera choisi et coopté par le conseil d'administration dont le mandat sera de trois ans. – *(AFP.)*

■ **LETTONIE : le président Guntis Ulmanis a chargé**, mercredi 29 novembre, Ziedonis Cevers, chef du parti de centre gauche Saimnieks, (« le Patron »), de former un nouveau gouvernement. Ziedonis Cevers, trente-cinq ans, est soutenu par la coalition « bloc de la conciliation » (47 députés) et par les cinq élus du Parti socialiste, ce qui lui assure en principe une courte majorité au Parlement. – *(AFP.)*

### AMÉRIQUES

■ **ÉTATS-UNIS** : un projet de réforme des groupes de pression, déjà approuvé par le Sénat, a été adopté, mercredi 29 novembre, par la Chambre des représentants. Ce projet, qui vise à mieux encadrer les activités des lobbies, a reçu l'approbation du président Clinton. – *(AFP.)*

■ **Patricia Schroeder est devenue le seizième membre démocrate de la Chambre des représentants à renoncer à briguer un nouveau mandat** au terme de la session actuelle. Démocrate libérale, elle représente le Colorado depuis vingt-quatre ans. *(AFP.)*

■ **HAÏTI : à l'issue d'un conseil des ministres en partie consacré à** l'éventuelle prolongation de trois ans du mandat du président Jean-Bertrand Aristide, son porte-parole, Yvon Neptune, a indiqué, mercredi 29 novembre, que le chef de l'Etat *« quittera le pouvoir le 7 février 1996, comme il s'y était engagé et comme l'exige la Constitution »*. – *(Corresp.)*

### PROCHE-ORIENT

■ **IRAN : le Parlement a adopté**, mardi 28 novembre, un nouveau code pénal inspiré par la *charia* (loi islamique), qui prévoit notamment la peine de mort, l'emprisonnement et la flagellation pour certains délits politiques et de droit commun. Parmi ces délits, celui d'atteinte à la sécurité de l'Etat, d'attentat contre un dirigeant, ou d'*« offense »* à l'imam Khomeiny et à son successeur, Ali Khamenei. – *(AFP.)*

■ **SYRIE : les autorités ont libéré**, en novembre, près de mille prisonniers politiques en vertu d'une amnistie décrétée par le président Hafez El Assad, a affirmé, mercredi 29 novembre, Amnesty international, dans un communiqué. Selon Amnesty, de nombreux prisonniers liés aux Frères musulmans ont été relaxés. – *(AFP.)*

### ASIE

■ **SRI-LANKA : l'armée a repris plus de la moitié de Jaffna,** « capitale » depuis 1990 des séparatistes du LTTE (Tigres de libération de l'Eelam tamoul), a annoncé jeudi un porte-parole militaire. Les gouvernementaux se prépareraient à un assaut contre les dernières défenses rebelles. – *(AFP.)*

■ **TIBET : les États-Unis sont *« inquiets »*** pour la liberté religieuse au Tibet après que Pékin a procédé au choix d'un panchen-lama – deuxième personnage de la hiérarchie religieuse du territoire après le dalaï-lama. Chine nouvelle a annoncé mercredi 29 novembre que Gyaincain Norbu, six ans, originaire du nord du Tibet, a été tiré au sort pour réincarner le 10e panchen, mort en 1989. Les autorités chinoises avaient rejeté le successeur désigné en mai par le dalaï-lama. – *(AFP.)*

■ **AFGHANISTAN : les « taliban » ont été repoussés à l'est de Kaboul,** mercredi 29 novembre, par une contre-offensive des forces loyales au président Rabbani. Les « étudiants en religion » qui, les jours précédents, s'étaient emparés de la prison et d'une base militaire à Pul-e-Charki, menaçant ainsi la capitale, ont perdu une vingtaine de kilomètres. Cette victoire soulage les « présidentiels » qui étaient allés de revers en revers depuis début septembre. – *(AFP.)*

### AFRIQUE

■ **MAROC : la direction de l'hebdomadaire *Jeune Afrique*,** interdit de vente depuis une semaine, a dénoncé, mercredi 29 novembre, à Paris, ce qu'elle considère comme une *« décision arbitraire (...) dont l'archaïsme relève d'une époque révolue »*. Le 16 novembre, la police avait saisi tous les exemplaires du numéro 1 819 de *J. A.*, où figurait un article sur le Maroc, intitulé *« Le temps des incertitudes »*.

### ÉCONOMIE

■ **RUSSIE : la marge de fluctuations du rouble sera élargie** avant la fin de la semaine, selon l'agence Interfax. Depuis juillet dernier, dans un effort de stabilisation de la monnaie russe, le cours du dollar a été fixé entre 4 300 et 4 900 roubles. Le cours du dollar devrait être autorisé monter jusqu'à 5 300 roubles. – *(AFP.)*

# La justice sud-coréenne rouvre le dossier du massacre de Kwanju

**TOKYO**
*de notre correspondant*

La décision de la Cour constitutionnelle, qui devait être annoncée jeudi 30 novembre, autorisant une action contre les responsables du massacre commis par l'armée à Kwangju en 1980 rouvre la page la plus noire de l'histoire de la Corée du Sud depuis la guerre de 1950-53. La Cour avait jusque-là estimé que la répression relevait d'*« actes de gouvernement »*, non passibles de la justice ; elle donne aujourd'hui raison à ceux qui avaient déposé une plainte contre l'Etat pour cette affaire, frappée de prescription après quinze ans.

Cette décision et l'adoption d'une loi spéciale devraient conduire au jugement des principaux responsables d'une répression qui fit officiellement 200 morts et 1 000 blessés (sans doute le double) : les ex-généraux-présidents Chun Too-whan et Roh Tae-woo (ce dernier est déjà en prison pour un scandale de pots-de-vin qui éclabousse l'élite du pays).

Suite à l'assassinat de Park Chung-hee en octobre 1979, les deux généraux prirent le pouvoir deux mois après. Des manifestations éclatèrent à Séoul et dans le reste du pays au printemps 1980. Elles donnèrent lieu le 17 mai à Kwangju, au sud-ouest de la péninsule, à une première répression de l'armée qui tira sur la foule. La manifestation devint émeute. Le soir, Séoul donnait l'ordre aux parachutistes de mater l'insurrection. Ce fut fait, à la mitrailleuse et à la baïonnette ; mais l'armée dut se replier. La reprise de Kwangju, après dix jours, fit de nouveaux morts.

En dépit de la démocratisation entamée en 1987, les responsabilités n'ont jamais été établies, pas plus que ne l'a été le rôle de l'armée américaine (dont 37 000 soldats sont basés au Sud), qui autorisa le mouvement des troupes d'élite.

**MANIFESTATIONS**

Pris dans le scandale qui a conduit à l'arrestation, le 16 novembre, de l'ex-président Roh puis, le 29, à celle d'un homme d'affaires (Chung Tae-soo, président du groupe Hanbo), le président Kim Young-sam a annoncé avoir demandé au parti gouvernemental de préparer une loi permettant le jugement des responsables du massacre ; elle sera présentée avant le 18 décembre à l'Assemblée.

La réouverture du dossier était exigée dans l'opinion et, depuis septembre, une nouvelle flambée de manifestations étudiantes a lieu . L'initiative du président a été bien accueillie, car Kwangju reste une plaie ouverte, mais le revirement soudain de M. Kim – qui, récemment, s'opposait à toute action – laisse sceptique. Victoire de la démocratie ou manœuvre de dédouanement ?

Le passage en jugement de M. Chun (président de 1980 à 1988) était impensable il y a peu sans risquer un nouveau coup d'Etat. Le président Kim profite-t-il de la disgrâce de son prédécesseur Roh pour opérer un nettoyage qui permettra au pays de se dégager de la crise de confiance qu'il traverse ? C'est possible. Mais son parti et ses collaborateurs (sinon lui-même) sont loin d'être vierges dans l'affaire de pots-de-vin qui a conduit à l'arrestation de M. Roh.

Des élections sont prévues en avril 1996, et M. Kim n'a guère d'autre choix que de « surfer » sur la vague du scandale en sacrifiant ses prédécesseurs et peut-être, demain, ses proches. Le gouvernement tente aussi d'opérer une diversion : rouvrant le dossier Kwangju, il se lance dans une répression de dissidents supposés mener des *« actions contre l'Etat »* (29 personnes ont été arrêtées), tandis que le ministère de la défense renforce ses mesures, faisant valoir que la Corée du Nord pourrait profiter de la situation au Sud. Frappant à droite et à gauche, le président Kim joue sa survie.

***Philippe Pons***

# Les communistes et les nationalistes sont donnés favoris des élections législatives du 17 décembre en Russie

## Celles-ci devraient servir de test avant la grande bataille de la présidentielle de juin 1996

**Plus de 5 000 candidats, représentant près de cinquante partis, vont s'affronter, dimanche 17 décembre, pour les élections à la Douma, la Chambre basse du Parlement russe. Si tous les sondages laissent prévoir une victoire des communistes et des nationalistes, l'émiettement des formations politiques et la complexité du scrutin – une moitié des députés sera élue à la proportionnelle et l'autre à la majorité simple – rendront difficile la formation d'une nouvelle équipe dirigeante.**

**MOSCOU**
*de notre correspondante*

A trois semaines des élections du 17 décembre à la Douma, la Chambre basse d'un Parlement russe également composé d'un Conseil de la Fédération, tous les sondages annoncent une poussée des communistes et des nationalistes au dépens des « libéraux » qui soutiennent le pouvoir en place. Parmi la demi-douzaine de partis qui ont des chances de franchir la barre des 5 % requise pour entrer au Parlement, trois, au moins, peuvent être classés comme faisant partie de l'opposition de gauche.

Deux sont issus du système totalitaire : les communistes et les agrariens. Les premiers sont soutenus, en majorité, par les personnes âgées, contrairement aux « post-communistes » polonais, qui bénéficient souvent de l'appui des plus jeunes, lesquels, en Russie, ne votent presque pas. Les agrariens sont forts du pouvoir, intact, des chefs de kolkhoze transformés ou non en coopératives privées. La troisième formation était inconnue il y a quelques mois encore : le Congrès des communautés russes (KRO), qui bénéficie de la grande popularité du général Alexandre Lebed, numéro deux sur la liste. Ce dernier a axé toute sa campagne sur un nationalisme vigoureux, appelant à la réconciliation nationale.

Vient ensuite le parti de Vladimir Jirinovski, le grand gagnant des précédentes élections, qui reste inclassable. Malgré sa rhétorique outrancièrement nationaliste et « oppositionnelle », il a constamment voté, dans les moments clés, en faveur du pouvoir en place. Sa popularité serait en baisse, mais il reste très organisé : c'est lui qui présente le plus grand nombre de candidats dans les circonscriptions à scrutin majoritaire.

**TRAITEMENT DE FAVEUR**

Même le parti du pouvoir, « Notre maison la Russie », n'a pas pu en aligner autant. Il bénéficie, en revanche, d'un traitement de faveur écrasant sur les chaînes de télévision, qui ne manquent jamais de suivre les faits et gestes de son chef, le premier ministre Viktor Tchernomyrdine. Cette pratique n'avait pourtant guère porté chance à son prédécesseur, Egor Gaïdar, qui avait mené une campagne semblable en 1993. Enfin, dans l'opposition libérale, on trouve essentiellement le parti « Iabloko » de l'économiste Grigori Iavlinski, planche de salut pour les fidèles de la défunte perestroïka qui n'osent plus voter pour Egor Gaïdar, bouc émissaire des réformes.

Si une victoire des communistes et des nationalistes paraît probable, les avis divergent totalement sur les conséquences possibles d'un tel retour de balancier. Pour les uns, dont Egor Gaïdar, la Russie va droit à une *« revanche communiste »* capable de balayer quatre ans de réformes et d'ouverture sur l'Occident. Ils soulignent que le Parti communiste peut obtenir, avec ses alliés du parti agraire et d'autres mouvements d'opposition, une majorité des deux tiers à la Douma, permettant notamment de surmonter les vetos présidentiels et ceux de la Chambre haute. La « gauche » pourrait alors remettre en cause les privatisations, faire passer des lois protectionnistes, voire former le gouvernement ou imposer ses conseillers auprès du président. Boris Eltsine lui-même avait semblé craindre un tel scénario, en appelant en octobre à *« renforcer la propagande »* pour empêcher une victoire communiste.

D'autres analystes estiment, en revanche, que le scrutin du 17 décembre ne devrait pas changer grand-chose à la situation actuelle. Ils soulignent que les communistes et apparentés pouvaient déjà, dans certains cas, réunir les deux tiers des voix de la Douma et que cela n'a pas empêché le gouvernement d'agir à sa guise. Les communistes sont eux-mêmes trop engagés dans les jeux du pouvoir et du partage des richesses pour vouloir bouleverser le système. Ils ont leurs représentants au gouvernement et beaucoup de relais dans les pouvoirs régionaux ; ils viennent d'approuver la nomination d'un président « monétariste » de la Banque centrale ; des personnalités haut placées sur leur liste sont financées par des banques privées (dont la banque Most, qui soutient aussi des médias libéraux). Quant à leur chef, Guennadi Ziouganov, il promet aux Américains qu'il saura, mieux que le pouvoir actuel, *« protéger les investissements étrangers »*.

Ces analystes soulignent surtout que le président dispose, avec une Cour constitutionnelle qui a déjà prouvé sa loyauté et des services secrets repris en main, d'intruments de choix contre tout aléa. Tout au plus, concèdent-ils, le scrutin du 17 décembre servira de « primaires » pour le pouvoir en place pour ajuster sa tactique et ses alliances en vue de l'élection présidentielle prévue pour le 16 juin 1996. A moins qu'au Kremlin on ne décide de chercher les moyens d'annuler cette dernière, la seule qui compte réellement.

**« PANNE »**

Car un troisième courant d'opinion relève qu'en Russie rien ne s'est jamais vraiment passé comme prévu – ni la révolution bolchevique, ni la « perestroïka », ni la dissolution de l'URSS, ni même les dernières élections à la Douma, en décembre 1993. Elles s'étaient tenues deux mois après l'écrasement au canon de la révolte de l'ancien Parlement, quand ses chefs étaient en prison et certains de leurs partis interdits de scrutin. Tous les sondages donnaient alors gagnants le « Choix de la Russie » d'Egor Gaïdar. Le vainqueur (du moins pour la moitié des sièges attribués à la proportionnelle) fut pourtant Vladimir Jirinovski, qui avait su faire le meilleur usage de la télévision en fin de campagne et emporter beaucoup de voix d'indécis et de protestataires.

Une telle surprise est loin d'être exclue. De même qu'on ne peut rejeter le recours à une manipulation des résultats, comme en 1993. Une « panne » du système informatique la nuit du dépouillement ainsi que des acrobaties comptables sur le nombre des inscrits avaient alors permis d'annoncer l'adoption de la nouvelle Constitution, devenue la pièce maîtresse du pouvoir de Boris Eltsine.

Le 17 décembre, tout pourrait se jouer autour des partis qui obtiendront plus ou moins 5 % des voix, barre fixée pour entrer au Parlement. Ces partis « limite » seront très nombreux, dans la mesure où quarante-trois blocs électoraux sont en lice. Ce qui, d'une part, prouve que la Russie est loin d'être entrée dans un régime de partis classiques, et, de l'autre, offre une belle marge de manœuvre au pouvoir. La menace pèse toujours en effet d'une annulation du scrutin, sous prétexte qu'une trentaine de partis absents de la Douma représenteraient la majorité réelle du pays. Mais une autre manœuvre possible reste inscrite dans les institutions : c'est le sort de la Chambre haute du Parlement, qui doit aussi être renouvelée le 17 décembre. Or, aucune loi définissant la façon dont elle doit être *« formée »* (selon le terme volontairement ambigu inscrit dans la Constitution) n'a encore été adoptée, et la Cour constitutionnelle ne prévoit de se prononcer à ce sujet que le 7 décembre. La Douma n'étant pas pleinement légitime en l'absence de Chambre haute, de nouveaux accrocs au « processus démocratique » sont donc prévisibles.

Les partis d'opposition risquent de réagir violemment, et peut-être dans la rue, les casernes ou les entreprises, à ce qu'ils considéreraient comme un rapt de leur victoire électorale. A moins que la dernière en date des maladies de M. Eltsine ne pousse son entourage fragilisé à lui chercher un héritier dans l'opposition.

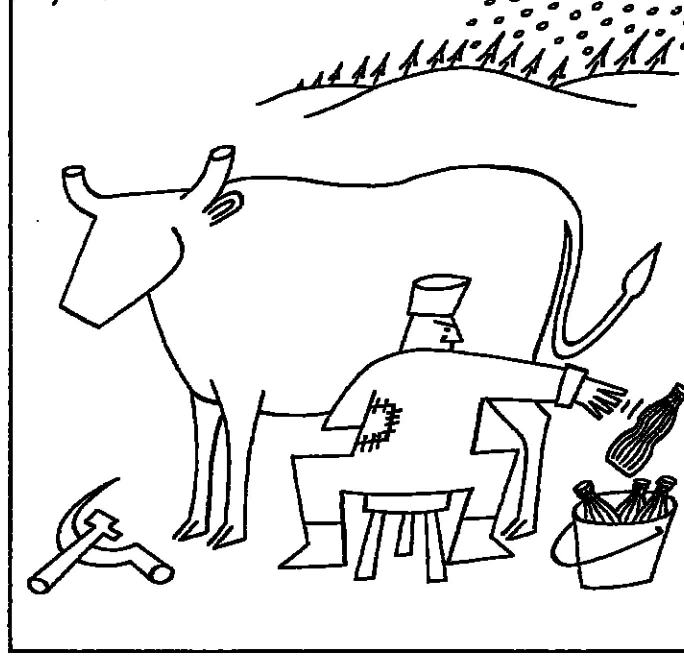
***Sophie Shihab***

# Le nostalgique, « la grosse d'en face » et le tractoriste de Borodino

## A 100 kilomètres de Moscou, on se soucie plus du sort de sa vache que de la campagne électorale

**BORODINO**
*de notre envoyé spécial*

Avec ses maisons en bois peintes de vert ou de bleu, entourées de petites barrières, ses meules de foin, ses tas de bûches pour le chauffage, son église au dôme doré sur la colline, ses champs et ses arbres figés sous le givre, Borodino semble n'avoir jamais changé. A 100 kilomètres de Moscou, le village reste loin de l'agitation, perdu au milieu de champs, où, il y a près de deux siècles, l'armée de Napoléon combattit celle du tsar Alexandre Ier.



Le communisme y a amené les soviets, l'électricité, parfois le gaz et des services sociaux appréciés. Mais il n'y a souvent pas d'eau courante, ni de salle de bains ou de toilettes dans les maisons. Le capitalisme n'a, pour l'instant, apporté au magasin du village que du Coca-Cola, des chocolats et beaucoup plus d'ennuis. *« Ce n'est pas le capitalisme, c'est le bordel »*, affirme le responsable d'une des coopératives privées de fermiers à la dérive.

Glacés, sous la neige, le village et ses hameaux, 3 500 âmes au total et presque autant de vaches, cultivent son glorieux passé. Il a son musée, ses monuments, ses canons de Napoléon gravés « Liberté, égalité, fraternité ». Mais il se morfond dans le présent et a peur de l'avenir. Théâtre du choc en 1812 entre l'armée napoléonienne et les forces russes, puis en 1942 des divisions allemandes avec l'armée rouge, Borodino ne craint pourtant pas une nouvelle bataille. A part peut-être Vladimir Nikanorovitch, l'ombrageux directeur de la ferme d'Etat, personne ici ne ressent de menace, surtout venant de l'Ouest. *« Une guerre avec l'OTAN, c'est impossible ! »*, s'exclame un paysan. L'extension de l'Alliance atlantique à l'Est ? *« La population s'en fout complètement »*, assurent en riant le maire ou la directrice de l'école. *« Si l'OTAN nous envahit, elle va devoir nous nourrir »*, s'amuse Alexandre Ivanovitch, l'un des rares vrais paysans du village. La seule chose que l'on redoute ici, c'est que le fils n'aille mourir en Tchétchénie.

Borodino vit au quotidien une autre guerre, de type inconnu jusqu'ici : la guerre économique, la Berezina de l'agriculture russe. *« On ne vit pas, on survit »*, corrigent à l'unisson les villageois. *« Aujourd'hui, il faut choisir : s'habiller ou se nourrir »*, gémit un tractoriste nostalgique de Brejnev. Du paysan jusqu'au maire, en passant par le retraité, la responsable du magasin ou le directeur du musée, personne ne pense à la lutte électorale en cours, mais plutôt à sa vache, qui donne le lait pour les enfants, fournit le beurre, la crème fraîche pour ajouter aux pommes de terre du jardin. C'est elle qui permet de survivre malgré les salaires de misère, en moyenne 350 000 roubles (350 francs), en vendant le surplus à Mojaïsk, la ville voisine.

**BRAVE HOMME**

Nicolaï Androvitch a été élu maire il y a trois ans. Non pas parce qu'il a fait, des années durant, le même travail au nom du Parti, mais parce que, de l'avis général, c'est un brave homme. Il connaît chacun personnellement. Et, comme tout le monde, cet ingénieur se lève tous les matins à six heures pour donner du fourrage à ses bêtes avant de venir à la mairie. Au petit magasin du village, toujours propriété de l'Etat, Lida, la directrice, témoigne du marasme. *« On a davantage de produits, mais on vend moins qu'avant. Les gens ont moins d'argent. »* La population s'est donc fait une opinion : le capitalisme, c'est le magasin plein de choses parfois inutiles mais des poches presque vides, alors que le socialisme, c'était un magasin sans choix mais des poches pleines. Elle est donc presque unanime : *« Dans le temps, on vivait mieux. »*

Et il y a pire, plus humiliant. Dans cette riche campagne, la moitié des produits alimentaires sont aujourd'hui importés. Au magasin, le kilo de jambon, allemand, coûte 45 000 roubles (45 francs) ; le kilo de cuisses de poulets américains, 11 000 roubles (11 francs). *« Il n'y a pas de poulets russes. On les a déjà tous mangés. Nous n'avions plus de quoi les nourrir »*, explique Mikhaïl. Ambulancier de l'hôpital du village, il gagne 200 000 roubles par mois (200 francs), de quoi s'acheter un peu plus de quatre kilos de jambon...

En 1993, le village avait déjà majoritairement voté pour les partis conservateurs ou protestataires. Le 17 décembre, une majorité semble s'apprêter à soutenir les communistes, comme dans le reste du pays. Sans enthousiasme. Les paysans disent n'avoir vraiment confiance en personne. Pour la présidentielle de juin 1996, le village penche plus pour le général Alexandre Lebed, qui *« parle simplement »*, que pour Boris Eltsine, qui *« est fatigué, doit se reposer, prendre sa retraite »*.

Natalia, soixante-dix ans, une « babouchka » libérale et démocrate, soutient Boris Eltsine. Son adversaire déclarée est *« la grosse d'en face »* : *« Elle n'arrête pas de geindre que c'était mieux sous les communistes, mais elle ne fait rien de toute la journée. Elle se plaint que j'ai trois vaches, que ça la gêne, mais elle ramasse mes bouses sur la route pour son jardin ! »* Natalia est catégorique : *« Ceux qui vont voter pour les communistes, ceux qui critiquent le pouvoir sont des feignants. »*

Vladimir Nikanorovitch Kaoukine, le directeur du sovkhoze Alexandrovo, semble, en revanche, persuadé de livrer la troisième bataille de Borodino. *« Les Français, les Allemands ont déjà voulu s'emparer de la Russie »*, dit-il l'air entendu. Il ne tient pas à parler à la presse étrangère, montre la porte. Toutefois, il ne peut s'empêcher de dire son fait à l'ennemi qui s'est insolemment présenté dans son bureau décrépit : *« Les pays occidentaux veulent mettre la Russie à genoux ! Ils n'y arriveront pas ! »*

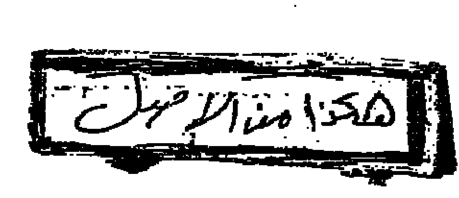
Pour ruiner le pays en général et, en particulier, son sovkhoze, qui *« produisait le meilleur lait de la région »*, les Occidentaux *« importent de mauvais produits à Moscou et nous prennent nos matières premières »*, gronde-t-il, chapka en fourrure sur la tête, lunettes épaisses au bout du nez, tirant sur une mauvaise cigarette. Il tape du poing sur la table. *« Nous ne boirons pas du lait français ! Nous n'avons pas besoin de votre eau minérale ! Ni de vos parfums ! »*

Pour Victor Alexievitch Lapkine, le directeur du kolkhoze Borodino, transformé en « association d'actionnaires », *« la volonté de travailler et de vivre mieux s'est perdue. Les gens se contentent de vodka et d'un bout de pain. Ils ne savent plus travailler. Le paysan russe n'existe plus. »* Les deux tiers des employés actionnaires du kolkhoze sont d'ailleurs partis. Il ne reste que 200 vaches sur 1 200. *« Et nos vaches,* poursuit Victor Lapkine, *ne sont pas compétitives. »* Il faut dégager la bouse à la fourche, traire à la main.

**OPTIMISTE**

Tout au bout d'un chemin en terre défoncé, on trouve Alexandre Ivanovitch, quarante-cinq ans, un marteau à la main. Le premier fermier privé du village est un original, un optimiste incorrigible, *« le dernier des Mohicans »*, dit-il en riant. Il fait même pousser chez lui du café et des petits cactus. Il n'est pas très apprécié dans le coin. *« Le sovkhoze s'est détruit car les gens n'ont plus l'habitude de travailler »*, estime-t-il. Malgré le froid mordant, il profite de la saison morte pour se construire, seul, une nouvelle maison. *« Par jalousie, ils m'ont brûlé ma ferme, en face »*, dit-il. *« Au début, c'était dur,* raconte-t-il. *Ils mettaient des clous sur la route, ils coupaient les tendons de mes vaches. Maintenant, ils se sont habitués. »* Son exploitation connaît des fortunes diverses. *« Le kolkhoze m'a donné les plus mauvaises terres »*, affirme-t-il. Mais il ne démissionne pas. Après avoir tâté du fourrage, il compte se convertir au printemps dans l'apiculture, les poulets et les fruits. Il n'a peur ni de la concurrence ni des communistes. *« Même s'ils me prennent ma terre, et c'est peu probable, ils ne pourront me prendre mes mains. »* Alexandre votera pour ceux qui défendent la privatisation totale de la terre. Comme les autres, il n'attend rien des élections. *« La Russie,* dit-il, *a vécu non pas grâce aux kolkhozes mais par le travail du paysan sur son petit lopin de terre. Ça fait soixante-dix ans qu'on creuse la terre avec une pelle et on va continuer. »*

***Jean-Baptiste Naudet***



# L'OCDE met en garde les Etats-Unis contre une aggravation des inégalités

## L'économie américaine continue de bien se porter

**Une étude de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) consacrée aux Etats-Unis confirme la bonne santé de leur économie, tout en soulignant l'insuffisance de l'épargne des ménages. L'OCDE craint toutefois que l'effort de réduction du déficit budgétaire ne se fasse au détriment des programmes sociaux, ce qui renforcerait les inégalités au sein de la société américaine.**

APRÈS UNE ANNÉE 1994 au cours de laquelle l'économie américaine avait accumulé des performances remarquables, 1995 devait marquer la fin d'un cycle d'expansion entamé au printemps 1991, certains experts pronostiquant même une récession. Si l'année 1995 qui s'achève a effectivement été moins flamboyante que la précédente, avec un taux de croissance qui s'est probablement situé aux alentours de 3 % au lieu de 4 % en 1994, il n'est pas certain du tout que la phase d'expansion qui dure maintenant depuis quatre ans soit sur le point de se terminer. L'OCDE, dans l'étude qu'elle vient de consacrer aux Etats-Unis, prévoit un rebond, et estime que le PIB pourrait encore croître de 2,5 % en 1996.

Le net ralentissement de la croissance enregistré au premier semestre de cette année s'explique en partie par la crise mexicaine : la brutale dépréciation du peso, le plan d'austérité mis en place par le président Ernesto Zedillo ont considérablement réduit la demande intérieure du pays. Ce qui a provoqué au cours de la première partie de l'année une baisse de 20 % des exportations américaines vers le Mexique, un voisin qui absorbe à lui seul » 10 % des ventes totales des Etats-Unis.

Mais ce grave incident de parcours n'explique pas tout : la croissance avait été si forte en 1994, les capacités de production tellement mises à contribution (on n'avait pas vu cela cela depuis les années 70, note l'OCDE), que des tensions inflationnistes commençaient à apparaître dans tous les Etats et dans toutes les professions. La manifestation la plus évidente de ces tensions avait été la baisse spectaculaire du taux de chômage, revenu de 6,7 % de la population active en janvier 1994 à 5,4 % en décembre de la même année. Pour prévenir la surchauffe, la Réserve fédérale préféra relever progressivement les taux d'intérêt à court terme à partir de février 1994. Une partie du ralentissement de l'activité a donc été voulue.

Les tensions inflationnistes étant retombées, la Réserve fédérale a pu commencer à réduire les taux des fonds fédéraux à partir de juillet 1995. Une politique qui a semblé suffisamment crédible aux marchés pour que les taux d'intérêt à long terme baissent sensiblement *« stimulant la demande de logements neufs et d'automobiles »*. Ni récession, ni retour à une croissance aussi forte qu'en 1994, pronostique l'OCDE qui s'attend à un *« rebond »* (celui-ci s'est en fait déjà produit) et ne voit pas le taux de chômage remonter au-dessus de 6 % de la population active.

La faiblesse de l'économie américaine reste évidemment l'insuffisance de l'épargne privée, celle des ménages, car les entreprises qui ont considérablement investi ces dernières années, notamment en 1994, l'ont fait sans recourir à l'emprunt ou très peu, signe de la bonne santé financière des sociétés. Sachant qu'un pays ne modifie pas durablement de telles habitudes, qui ont tout de même pour résultat de creuser largement le déficit de la balance des paiements courants (151 milliards de dollars en 1994), l'OCDE en prend son parti mais note qu'il est *« essentiel de poursuivre les efforts visant à réduire le déficit du budget fédéral »*.

### FERMETÉ INHABITUELLE

Si l'objectif budgétaire est bon, ce sont les moyens employés pour l'atteindre qui posent un problème. Compte tenu des engagements politiques pris par le Congrès et par la Maison Blanche elle-même, *« le résultat final, quel que soit le détail des mesures prises, sera très probablement un affaiblissement des aides sociales à l'égard des plus défavorisés »*. L'OCDE ajoute : *« La responsabilité de certains programmes sociaux existants sera déléguée aux niveaux inférieurs d'administration (...). Il semble très probable qu'au fil des ans les Etats et les collectivités locales devront réduire les services d'intérêt public (...). Les pressions auxquelles seront soumis les Etats pour réduire la générosité des programmes sociaux seront intensifiées par le risque de voir les bénéficiaires potentiels rechercher les Etats qui offrent les programmes les plus avantageux. »* Tout cela, note encore l'OCDE, *« aggravera la tendance à l'inégalité croissante des revenus. En réduisant encore le rôle économique de l'Etat fédéral, on le rendra moins à même d'amortir les chocs régionaux. »*

L'OCDE, qui approuve par ailleurs nombre de réformes entreprises par les Etats-Unis (concurrence entre secteurs financiers, installations de succursales bancaires, concurrence accrue dans les télécommunications...), critique de larges pans de la politique commerciale menée par Washington, notamment vis-à-vis de Tokyo. *« On ne peut que regretter la récente intensification des tensions commerciales avec le Japon »*, note le rapport qui fait preuve d'une inhabituelle fermeté en soulignant que *« le déficit extérieur des Etats-Unis (...) ne résulte pas des politiques commerciales ou des pratiques industrielles du Japon »* mais bel et bien d'*« un manque structurel d'épargne »*. Une façon très claire de dire que le problème ne sera pas réglé en contraignant le Japon à acheter davantage aux Etats-Unis.

***Al. V.***

# La monnaie unique inquiète les députés allemands

**BONN**
*de notre correspondant*

*« Ne reportons pas les échéances de l'union monétaire. Tout délai supplémentaire – sinon de quelques mois, tout au plus pour des raisons techniques – porterait atteinte à la crédibilité du projet. »* Ainsi s'est exprimé, mercredi 29 novembre à Bonn, Alexandre Lamfalussy.

Le message du président de l'Institut monétaire européen, qui s'est longuement expliqué sur la monnaie unique devant des députés du Bundestag en compagnie du président de la Bundesbank Hans Tietmeyer et du ministre des finances Theo Waigel est clair : *« 1999, sinon rien. »* Il était urgent que les principaux responsables monétaires répondent aux inquiétudes grandissantes des députés allemands. Ne serait-ce que pour une raison bien simple : le Parlement allemand (*Bundestag* et *Bundesrat*) s'est réservé le droit, en 1998, de refuser l'entrée de l'Allemagne dans une union monétaire qui ne lui semblerait pas suffisamment digne de confiance.

### LES « IN » ET LES « OUT »

Pendant près de quatre heures, mercredi, les députés de tous les partis ont eu toute latitude pour poser les questions qui les taraudent, du genre : *« Ne pourrait-on pas trouver un moyen d'exclure de l'UEM un pays membre qui manifesterait durablement son indiscipline budgétaire ? »* Au milieu du brouhaha des interrogations, celle qui revient le plus souvent est la suivante : *« Comment organiser le rapport entre les pays de l'UEM et les autres, les "in" et les "out" ? »*. *« Il ne peut pas y avoir d'obligation d'intervention illimitée, n'oublions pas les leçons du passé »*, indique Hans Tietmeyer, rejoint sur ce point par Theo Waigel. *Il y aura donc une* sorte de Système monétaire européen pour forcer les pays non membres à rester « accrochés » au projet et à discipliner leur action.

La réunion du Bundestag a été l'occasion de préciser un peu plus les modalités techniques de l'entreprise : *« Non*, dit Theo Waigel, *nous ne pourrons pas exclure de l'UEM un pays qui ne sera pas discipliné. Mais des sanctions automatiques s'appliqueront. »* Hans Tietmeyer s'oppose pour sa part à ce qu'on exclue du conseil de la Banque centrale européenne le représentant d'un pays « fautif ». Enfin, Alexandre Lamfalussy *« ne pense pas qu'une majorité de pays remplira les critères en 1999 »*. Il n'exclut pas que des *« turbulences »* interviennent sur les marchés au cours des mois qui viennent, notamment entre le moment où seront désignés les pays membres de l'union monétaire et la fixation définitive des parités au 1er janvier 1999.

***Lucas Delattre***

# L'Eurocorps est devenu opérationnel

## Cette force de 50 000 hommes peut travailler pour l'UEO et pour l'OTAN

LES MINISTRES de la défense des cinq pays (Allemagne, Belgique, Espagne, France et Luxembourg) qui ont formé l'Eurocorps devaient assister, jeudi 30 novembre, sur la base de Laon-Couvron (Aisne), à la cérémonie qui officialise l'aptitude opérationnelle de ce corps d'armée européen de 50 000 hommes, commandé par le général (allemand) Helmut Willmann. Cette cérémonie intervient à l'issue d'un exercice baptisé *Pegasus-95*, qui a duré toute la seconde quinzaine de novembre et mobilisé dix mille hommes en Belgique, au Luxembourg et en France pour entraîner les différents niveaux de commandement du corps. En janvier 1996, le commandement de l'Eurocorps sera confié à un général français.

Il aura fallu plus de trois ans et demi pour constituer l'Eurocorps, une création militaire que le chancelier allemand a, dans un lapsus révélateur qui lui a échappé lors d'une réunion franco-allemande, assimilée à une *« armée européenne »*. Cela, en mémoire, sans doute, de la défunte Communauté européenne de défense (CED) qui a laissé tant de souvenirs mitigés en France, en 1953, pendant la IVe République.

Institué en mai 1992, au sommet de La Rochelle, sur une initiative conjointe de François Mitterrand et du chancelier Kohl, l'Eurocorps, qui était au départ une aventure franco-allemande, a été rejoint, dès 1993, par la Belgique, puis, en 1994, par le Luxembourg et l'Espagne. Il rassemble pour l'essentiel la 1re division française (stationnée outre-Rhin, avec des éléments en France), la 10e division blindée allemande, la 1re division mécanisée belge et la 21e brigade espagnole. Pour le commander, le corps européen dispose d'un état-major permanent à Strasbourg, mixte et fort de trois cent cinquante cadres.

### UNE SÉRIE D'EXERCICES

L'Eurocorps a cette particularité de pouvoir intervenir soit dans le cadre de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), soit dans celui de l'OTAN. Les deux traités, qui fondent ces organisations collectives de sécurité, ont pratiquement le même article 5, à savoir l'obligation faite aux pays membres de voler au secours de tout Etat victime d'une agression extérieure. En dehors des conditions déterminées par les articles 5 du traité de Bruxelles (UEO) et du traité de Washington (OTAN) pour une défense commune, l'Eurocorps est mobilisé pour des missions humanitaires, pour des évacuations de ressortissants, pour des opérations de maintien ou de rétablissement de la paix sous l'égide des Nations unies ou de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe).

Concrètement, l'engagement de l'Eurocorps sous le contrôle politique de l'UEO a fait l'objet d'un accord conclu le 24 septembre 1993 : celui-ci prévoit que les actions seront menées avec le conseil de l'UEO et avec sa cellule de planification opérationnelle, lesquels désignent un commandant du théâtre éventuel. Concrètement encore, l'engagement sous l'autorité de l'OTAN a été codifié par un accord, en date du 21 janvier 1993, avec le commandement suprême des forces alliées en Europe : dans cette hypothèse, le corps européen sera subordonné au quartier général de l'OTAN selon des plans au cas par cas approuvés par les états-majors des armées des pays participant à l'Eurocorps, restant entendu que les formations en cause redeviennent disponibles à la suite du refus d'une seule nation membre.

En 1994 et en 1995, une série d'exercices – sur cartes ou en grandeur réelle mais réduite – a eu pour but d'élaborer et de roder les futures procédures opérationnelles de l'Eurocorps. Le dernier examen de passage, en quelque sorte, a été précisément l'exercice *Pegasus-95*, qui vient de s'achever sur la base de Laon-Couvron et qui a été notifié à Vienne, dans le cadre des accords de limitation des forces classiques (FCE) en Europe, pour pouvoir être contrôlé par des observateurs autrichiens et polonais.

Sans nier les difficultés pratiques, les cinq gouvernements impliqués veulent apporter la démonstration que l'Eurocorps peut être, à la fois, l'instrument d'une politique extérieure et de sécurité, commune aux Européens, et un renfort de l'Alliance atlantique, par le biais d'un « pilier » européen de défense. L'ambition est louable. Pour autant, elle a déjà été mise à rude épreuve par la guerre en Bosnie, qui a vu, par exemple, les Français plaider pour une participation de l'Eurocorps à la force internationale de paix, contrôlée par l'OTAN, et les Allemands cantonner l'entrée en scène de la Bundeswehr à des actions logistiques.

Deux autres obstacles sont perceptibles. D'une part, la double tutelle qui s'exerce sur l'Eurocorps peut conduire à des incertitudes quant à son emploi éventuel. D'autre part, il semble exclu qu'une telle structure militaire soit élargie à d'autres participants que les pays fondateurs, pour des raisons qui tiennent à l'efficacité opérationnelle du corps.

C'est probablement ce qui explique que des coopérations militaires strictement européennes se multiplient au sein de l'OTAN, dans le double souci de ne pas se démarquer de l'Alliance atlantique et de fixer des relations bi ou multilatérales dites de *« voisinage »*. C'est actuellement le cas d'un corps germano-danois, d'un autre corps germano-néerlandais, d'un corps amphibie anglo-néerlandais et du corps d'armée multinational de l'ARRC (*Allied Rapid Reaction Force*) qui groupe des unités allemande, belge, britannique ou néerlandaise et dont l'état-major doit servir de base à la constitution de la force internationale de paix en Bosnie.

***Jacques Isnard***

**MOUVEMENTS SOCIAUX** Le gouvernement commence à se rendre compte de son déficit d'explication devant l'extension des conflits. M. Juppé a demandé à M. Lamassoure, porte-parole du gouvernement, de tenir un point de presse quotidien. ● LA POSTE est à son tour touchée, de nombreux centres de tri ayant arrêté le travail pour défendre le système de retraite des postiers et la notion de service public. Les postiers s'associent ainsi aux gaziers et aux électriciens. ● LES CONDUCTEURS DE TRAIN, qui tiennent à conserver la possibilité de partir à 50 ans, sont particulièrement déterminés, au-delà même du contrat de plan dont se préoccupent les autres catégories d'agents de la SNCF (lire page 7). ● LES ÉTUDIANTS ont accueilli froidement les premières propositions faites par M. Bayrou, mercredi 29 novembre, lors de l'émission *La marche du siècle* sur FR3 (lire page 8).

# Face aux grèves, M. Juppé maintient son calendrier de réformes

## La protestation des employés de la SNCF et de la RATP contre la refonte des régimes de retraite, inscrite dans le plan Juppé pour la Sécurité sociale, se développe vers d'autres entreprises, La Poste et EDF notamment, dont les salariés se mobilisent aussi pour la défense du service public

**LA JOURNÉE** du jeudi 30 novembre devait être noire, avec la poursuite des grèves à la SNCF et la RATP, l'extension des arrêts de travail à la Poste et EDF-GDF, ainsi que de nombreuses manifestations d'électriciens-gaziers ou d'étudiants, dans toute la France. L'annonce de la réforme des régimes spéciaux de retraite et l'inquiétude liée à l'avenir de certaines entreprises publiques sont à l'origine de ces mouvements sociaux.

● **La Poste** : près de la moitié des centres de tri postaux ont été touchés par la grève, dans la nuit du mercredi 29 au jeudi 30 novembre. Les arrêts de travail étaient observés par 50 % du personnel, en moyenne, 90 % dans certains centres.

Les agents, qui sont des fonctionnaires, protestent contre le projet de réforme de leur régime de retraite, qui entraînerait un allongement de leur durée de cotisation (de 37 ans et demi à quarante). *La fédération CGT* des Postes et Télécommunications veut faire échec au plan de réforme de la Sécurité sociale et à toute forme de « *privatisation* » du secteur public. La fédération SUD-PTT a appelé les agents de La Poste et de France Télécom à « *manifester avec les cheminots, les électriciens, les gaziers et les étudiants* », jeudi 30 novembre.

Dans le Calvados, la CGT-PTT a annoncé qu'elle allait remettre à la direction départementale de La Poste le courrier des Assedic destiné aux chômeurs, afin qu'il soit acheminé normalement.

● **RATP** : le trafic dans le métro et le RER était à nouveau paralysé, jeudi 30 novembre. Aucun train n'était prévu sur les lignes A et B du RER. Aucune rame de métro ne devait circuler. Sur le réseau des autobus, seul 1 % du trafic devait être assuré.

Les agents de la RATP protestent contre le projet d'allongement de la durée de cotisation pour leurs retraites. La CGT entend aussi s'élever contre le projet de budget pour 1996 qui, selon elle, ne prévoit pas suffisamment de créations d'emplois (Renseignements au 05-15-11-11 (numéro vert) ou au 36-68-77-14, ou sur le Minitel, 3615 code RATP).

● **SNCF** : le trafic était paralysé, pour le septième jour consécutif, sur le réseau SNCF, bien que deux fédérations de cadres, la FMC et la CFE-CGC, aient appelé à suspendre l'action, compte tenu de l'engagement « *non-négligeable de l'Etat* » en faveur du désendettement de la SNCF. Les syndicats de cheminots protestent à la fois contre la réforme de leur régime de retraite et contre le projet de contrat de plan 1996-2000.

Aucun train n'était prévu sur les grandes lignes intérieures. Toutefois, onze liaisons, habituellement assurées par les « trains express régionaux » sur le Calvados, la Manche et l'Orne, devaient être desservies par des cars. Seuls six trains étaient prévus sur les lignes internationales. Six allers-retours Paris-Londres (Eurostar) et trois allers-retours Paris-Bruxelles devraient être assurés.

En banlieue parisienne, le trafic était nul sur les lignes C et D du RER. Aucun trafic n'était prévu au départ des gares de l'Est et de Lyon. Une navette devait relier la gare de Montparnasse à celle de St-Quentin en Yvelines. A Saint-Lazare, un train sur trois devait circuler sur la ligne Paris Poissy-Mantes-Cergy (les usagers peuvent se renseigner au 40-45-42-87, au 45-82-50-50 ou sur Minitel, 3615 code SNCF).

● **EDF-GDF** : les fédérations CGT, CFDT, FO et CFTC d'EDF-GDF appelaient à une « *action nationale* », jeudi 30 novembre. Des manifestations étaient prévues devant les préfectures de province et à Paris. La CGT a annoncé des coupures de courant, ce qui n'était pas arrivé depuis 1987. Ce projet est condamné par la CGC, la CFDT, et la direction d'EDF.

Les agents veulent protester contre le projet de réforme de leur régime spécial de retraite. Mais ils entendent surtout manifester leur inquiétude face à l'ouverture des marchés de l'électricité et du gaz que réclame la commission des communautés européennes.

Cette journée d'action intervient au moment où l'Assemblée nationale doit examiner un rapport, signé par l'actuel ministre de l'industrie, Franck Borotra, sur l'avenir du service public en France, dans lequel il prévoit en particulier l'ouverture du capital de Gaz de France aux entreprises privées (*Le Monde* du 29 novembre). La CGT qualifie ce document de « *véritable plan de déréglementation et de privatisation des services publics* » affectant La Poste, France Télécom, EDF-GDF et la SNCF.

Une directive sur le marché intérieur de l'électricité et sur le principe de l'acheteur unique de courant dans les différents pays européens doit être discutée à Bruxelles, le 14 décembre, par les ministres en charge de l'énergie.

● **Étudiants** : les étudiants manifestaient jeudi 30 novembre pour réclamer deux milliards de francs ainsi que des enseignants supplémentaires au ministre de l'Education nationale, François Bayrou, qui a proposé de les rencontrer vendredi 1er décembre *(lire page 8)*.

La grève de la SNCF empêchait de nombreux étudiants de province de venir manifester à Paris, mais elle devait renforcer les défilés dans les grandes villes universitaires, telles que Toulouse, Orléans, Nantes, Rouen, Rennes, Grenoble, Nice, Montpellier, Limoges ou Tours. A Paris, les étudiants devaient partir à 14 h 30 de la place d'Italie pour se diriger vers l'esplanade des Invalides, qui se trouve non loin du ministère de l'Education nationale.

Près de cent cinquante étudiants ont bloqué, jeudi matin, les deux dépôts d'autobus de la société de transports en commun de Toulouse, empêchant la sortie des autobus et cars de ramassage scolaire. Par ailleurs, quelque 600 lycéens de Nîmes et Montpellier ont manifesté dans leur ville pour soutenir les étudiants et les salariés en grève.

# Le gouvernement commence à s'expliquer sur sa fermeté

## Le premier ministre a chargé Alain Lamassoure de tenir un point de presse quotidien

*« L'HEURE des vraies réformes a sonné pour la France. Les repousser une fois encore, comme on l'a fait sans cesse depuis quinze ans, ce serait à coup sûr accepter le déclin. Et je sais que tous ces agents des services publics et des entreprises publiques aiment assez la France, qu'ils sont assez soucieux de l'avenir de leurs enfants pour ne pas accepter le déclin. Je suis donc convaincu que si nous parlons ensemble, si nous nous expliquons ailleurs que dans la rue, nous trouverons le chemin des réformes qui sont incontournables. Je souhaite de tout mon cœur que ce dialogue s'instaure et qu'il réussisse. »* Mercredi 29 novembre, Alain Juppé a conclu en ces termes son propos, lors de l'installation de la commission de réforme des régimes spéciaux de retraite qui devra rendre son rapport sous quatre mois.

Le chef du gouvernement sortait du conseil des ministres au cours duquel le président de la République avait répété que « *les réformes se feront* », en appelant le gouvernement à veiller au respect du « *calendrier prévu* ». Comme son premier ministre, le chef de l'Etat avait précisé que « *les difficultés que nous rencontrons aujourd'hui tiennent au retard que notre pays a pris par rapport à beaucoup de nos partenaires pour entreprendre une modernisation indispensable* ». Cette insistance à mettre en cause les gestions précédentes a fini par faire réagir l'ancien ministre centriste des transports, Bernard Bosson, qui a mis en garde son successeur, Bernard Pons (RPR), contre « *un procès du gouvernement Balladur* ». « *Je souhaite que M. Pons s'occupe du dossier SNCF. Je ne crois pas qu'il se grandisse en ayant l'air de dire que ce qui se passe est le résultat du gouvernement précédent* », a dit M. Bosson, alors même que les balladuriens, ces jours-ci, se font extrêmement discrets.

Ce silence dans la critique balladurienne n'a rien à envier au silence dans l'explication des pouvoirs publics, pour ne pas parler de persistance d'un déficit de communication, alors que, depuis lundi, Matignon a annoncé, sans aucune précision, une prochaine intervention télévisée de M. Juppé. Ce vide, qui soulève quelques interrogations sur la gestion du pouvoir, donne du relief à un jugement comme celui de Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), qui, tout en se déclarant « *favorable* » à la politique sociale du gouvernement, n'en estime pas moins que M. Juppé devrait « *s'en expliquer avec plus de cœur* ». La situation actuelle, du reste, met en évidence la différence entre l'accueil enthousiaste réservé au plan Juppé par la majorité, le 15 novembre, et la modération avec laquelle elle le soutient dans la tourmente sociale qu'il a provoquée par la suite.

Quoi qu'il en soit, la sérénité étant le seul message que souhaite transmettre le gouvernement, M. Juppé est venu, dans l'après-midi, devant la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, pour préciser le calendrier de mise en œuvre de la réforme de la protection sociale. Une manière de prouver qu'il ne se laissera pas détourner de son chemin. Les mesures d'urgence seront prises par ordonnance, dans le cadre de la loi d'habilitation examinée mercredi en conseil des ministres et inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée le 7 décembre et du Sénat le 14 décembre.

### DÉFICIT D'EXPLICATION

Parallèlement, le gouvernement prépare la réforme constitutionnelle destinée à permettre au Parlement de se prononcer chaque année sur les conditions d'équilibre des comptes sociaux : ce projet devrait être présenté en conseil des ministres le 13 décembre et présenté aux parlementaires dès janvier 1996.

Probablement conscient de ce déficit d'explication, M. Juppé, qui préfère attendre pour intervenir personnellement à la télévision, a demandé à Alain Lamassoure, en qualité de porte-parole du gouvernement, de tenir jeudi 30 novembre en fin de matinée un point de presse, qui deviendra quotidien. « *Le peuple a perdu confiance* », écrivait M. Chirac dans son « projet » politique intitulé *La France pour tous*, ajoutant : « *Son désarroi l'incline à la résignation ; il risque de l'inciter à la colère.* »

**Olivier Biffaud**

### *M. Blondel écrit à M. Juppé*

**Marc Blondel, secrétaire général de FO, a adressé au premier ministre, mercredi 29 novembre, une lettre ouverte en onze points. Parmi ceux-ci, M. Blondel écrit : *« Alors que le gouvernement poursuit le programme de privatisations industrielles, prévoit un contrat de plan drastique avec la SNCF, s'engage plus généralement dans une remise en cause du service public, comment expliquer qu'il nationalise, voire étatise la Sécurité sociale ? La création d'un service public national de santé et de protection sociale n'est-elle pas la première phase d'un futur système à l'anglaise : régime d'Etat* a minima *et ouverture de plus en plus grande au secteur privé de l'assurance, c'est-à-dire au développement des inégalités sociales ? »***

# Le PS va déposer une motion de censure contre le gouvernement

**MONTIVILLIERS (Seine-Maritime)**
*de notre envoyé spécial*

La salle des fêtes centenaire de la cité cauchoise de Montivilliers était déjà pleine à craquer, mercredi 29 novembre, lorsqu'à 18 h 40 Lionel Jospin a fait son entrée sous les acclamations des six cents personnes présentes. Cet enthousiasme ne s'est pas démenti durant les deux heures du meeting de soutien du premier secrétaire du Parti socialiste à Frédérique Bredin, ancien ministre et maire de Fécamp. Au-delà de la volonté de faire de l'élection législative partielle de la neuvième circonscription de Seine-Maritime, plus encore que pour les six autres du 3 décembre *(lire page 10)*, un « *test national* » et un « *vote-sanction* » contre le gouvernement, les dirigeants socialistes ont durci le ton envers Jacques Chirac et Alain Juppé.

M. Jospin s'en est pris principalement au chef de l'Etat, accusé d'avoir dupé ses électeurs. « *Le peuple français, qui déteste être trompé, prendra sa revanche contre cette tromperie* », a-t-il prévenu. Revenant sur la reprise des essais nucléaires, l'« *irritabilité* » de la France dans les relations internationales et sur « *le tête-à-queue absolu* » opéré par rapport aux promesses du candidat Chirac, l'ancien candidat à l'élection présidentielle a évoqué un « *climat d'amertume* » et de « *désarroi* ». Il a ajouté une mise en garde quant au mauvais effet économique du plan Juppé sur la Sécurité sociale, qui est « *à contre-courant de ce dont l'économie française a besoin* », car il « *ponctionne la consommation alors que la croissance tend vers zéro* ».

M. Jospin a réitéré ses critiques contre le plan, en expliquant que si la maîtrise des dépenses de santé est « *nécessaire* » – bien qu'elle ait été « *niée* » pendant la campagne par M. Chirac ou combattue lorsque les gouvernements socialistes tentaient de la mettre en œuvre –, il doute de la capacité du pouvoir à les appliquer à l'encontre de son propre électorat. Nullement ébranlé dans sa condamnation par le satisfecit accordé par une centaine d'experts de gauche à cette réforme (*Le Monde* du 30 novembre), M. Jospin a souligné, devant un auditoire très réceptif, que les prélèvements annoncés, « *brutaux et injustes* », ne sont que le prix de « *l'impéritie de la droite* ».

### « CRISPATION SOCIALE »

« *C'est pourquoi nous sommes contre le plan Juppé* », a-t-il lancé avant d'aborder la crise universitaire. L'ancien ministre de l'éducation nationale a ironisé sur la décision de son successeur François Bayrou d'envoyer des médiateurs dans les universités : « *Deux ans et demi après avoir pris ses fonctions, le ministre de l'éducation nationale ne connaît toujours pas les besoins de ses universités !* »

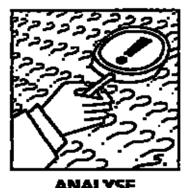
S'étonnant de la rapidité avec laquelle une « *crispation sociale* » est apparue, M. Jospin a attribué au gouvernement la complète responsabilité de cette situation, en lui adressant un nouvel avertissement : « *Il serait irresponsable et contraire à l'intérêt général de jouer le pourrissement. Il serait irresponsable et contraire à l'intérêt général de ne pas ouvrir de négociations.* »

M. Jospin a attendu la fin de son discours pour annoncer, quelques minutes après Laurent Fabius à Paris, que le PS va proposer aux autres députés de gauche le dépôt d'une motion de censure. Cette idée avait été discutée lors d'une récente rencontre entre Jean-Christophe Cambadélis, pour le PS, et Jean-Claude Gayssot, pour le PCF. M. Jospin s'en était de nouveau entretenu avec M. Fabius en se rendant à Montivilliers. Au même moment, le bureau national du PS durcissait aussi le ton, apportant son appui à « *la riposte résolue du monde du travail face aux attaques dont il est l'objet* ».

**Michel Noblecourt**

# Une protestation multiforme contre le double langage du pouvoir

**QUI PROTESTE** contre quoi ? Après la présentation par Alain Juppé, le 15 novembre, de son plan de réforme de la Sécurité sociale, les arrêts de travail, grèves et manifestations se sont multipliés, mais les cibles des différents adversaires qu'il a rassemblés contre lui ne sont pas les mêmes. En fait, le pouvoir fait face à une contestation de nature politique, qui vise en partie les mesures annoncées, mais qui met surtout en cause ceux qui les annoncent.




Les sondages d'opinion ont montré que les Français, dans leur majorité, condamnent les prélèvements envisagés pour couvrir le déficit de leur Sécurité sociale. Inéquitable à leurs yeux, le projet leur paraît en outre inefficace : ce jugement, en réponse aux questions des sondeurs, peut être considéré comme moins « technique » qu'exprimant une défiance générale envers les promoteurs de la réforme.

Sur cette toile de fond, la mobilisation des syndicats s'est faite en ordre dispersé. La CGT n'a eu aucun mal à énoncer une condamnation globale du plan Juppé, appuyée sur le rejet de ses dispositions financières, l'argument traditionnellement invoqué étant que les contribuables et les assurés vont être une fois encore ponctionnés alors que les dettes des entreprises auprès de l'Urssaf sont passées par profits et pertes. Hostile au financement de la protection sociale par l'impôt, mais ne pouvant nier le déficit, FO a dénoncé la fin annoncée du paritarisme, c'est-à-dire de la gestion des caisses par le patronat et les syndicats. La direction de la CFDT s'est distinguée, elle, par une position favorable à la réforme de l'assurance-maladie.

Les grandes centrales ne pouvaient se retrouver que sur un terrain commun, celui de la défense des fonctionnaires. Alors qu'elles n'avaient pas appelé à la grève lors de l'allongement de la durée de cotisation des salariés du privé, en 1993, elles sont d'accord pour refuser activement l'extension de cette mesure aux personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics. Cependant, les grèves et manifestations du 24 novembre n'ont pas rassemblé les trois principales confédérations. Leurs divergences de vues et les conflits internes qu'elles connaissent ont amené FO à rester à l'écart, tandis que la CGT entendait élargir la journée du 24 à une protestation d'ensemble contre le plan Juppé, mêlant les salariés du public et ceux du privé.

La dynamique du mouvement a été fournie par les agents de la SNCF, mus par deux motifs : le rejet de la mise en cause de leur régime de retraite et celui du projet de contrat de plan entre l'Etat et leur entreprise. S'agissant des retraites, pour les cheminots comme pour les agents de la RATP, le gouvernement peut faire valoir que, si un objectif général a bien été énoncé par M. Juppé – la réforme des régimes spéciaux –, rien n'avait été dit des modalités qui seraient employées pour l'atteindre, cas par cas. Pour les salariés du privé, en 1993, un calendrier et des dispositions précises avaient été mis en place pour aligner progressivement la durée de cotisation des différentes générations sur quarante ans. Il doit en être de même pour les salariés cotisant à des régimes spéciaux.

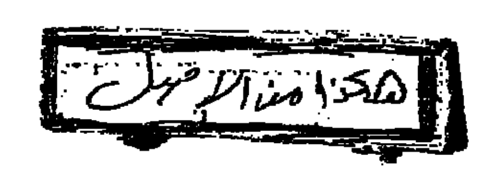
### PÉCHÉ ORIGINEL

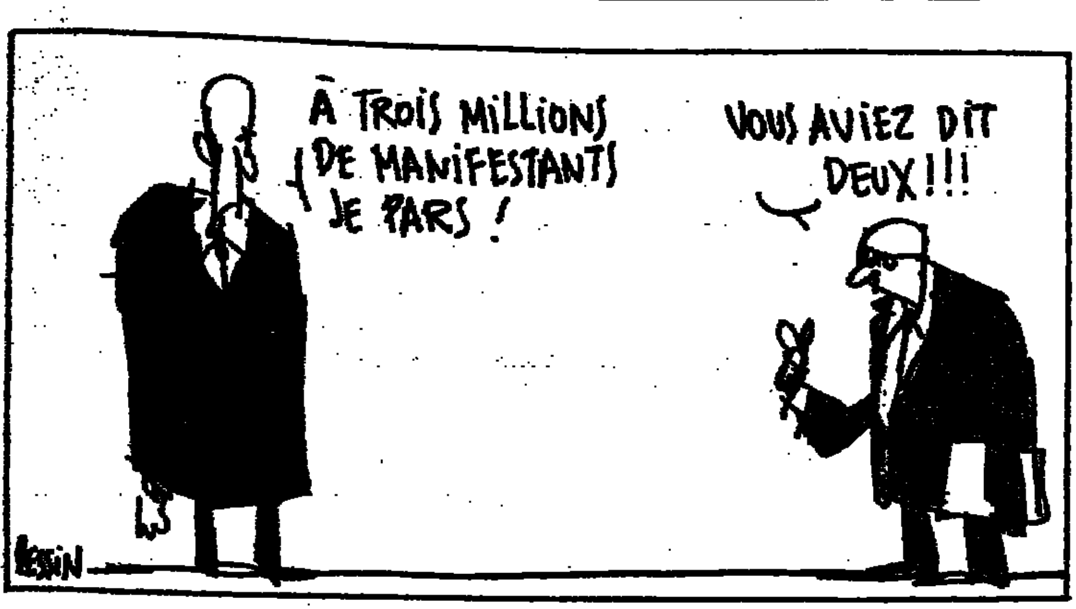
Si le plan Juppé est bien mis en cause, en tant que tel, dans les grèves et manifestations du secteur public, par les adhérents du petit Syndicat des médecins libéraux et dans les cortèges que la CGT a organisés le 24 novembre et, dernière FO, le 28, d'autres mouvements, parallèles, sont sans rapport avec lui. C'est le cas pour les agents d'EDF, de GDF, de La Poste et de France Télécom, engagés dans des arrêts de travail et des manifestations, jeudi 30 novembre, à l'occasion du débat organisé à l'Assemblée nationale sur l'avenir des services publics. La question posée ici est celle de l'adaptation de ces grandes entreprises aux règles européennes, qui suppose l'ouverture de la concurrence (*Le Monde* du 29 novembre).

Enfin, les étudiants, qui manifestaient eux aussi jeudi, ont pour préoccupation principale leurs conditions de travail dans des facultés insuffisamment pourvues en locaux et en enseignants.

Avec des objectifs et des arrière-pensées différentes, les grévistes et les manifestants convergent pour sanctionner le péché originel d'une campagne électorale qui parlait de « fracture sociale » et qui débouche sur la rigueur.

**Patrick Jarreau**






# Plus de 700 préavis de grève par an à la SNCF

**EXCEPTIONNELLE** par son ampleur, la grève actuelle offre une nouvelle illustration du dysfonctionnement des relations sociales à la SNCF. Que les cheminots, qui représentent moins de 1 % des salariés, totalisent 10 % des journées de grève effectuées dans le pays est un signe qui ne trompe pas. Du 1er janvier au 31 octobre 1995, pas moins de 716 préavis de grève ont été déposés, dont 21 d'ampleur nationale.

Pourtant, le dialogue social n'est pas inexistant. Si deux accords seulement (sur l'emploi des handicapés) ont été signés par l'ensemble des syndicats en 1992 et cette année, tous les syndicats, sauf la CGT, ont signé en 1993 un accord sur l'accompagnement des réorganisations et deux accords sur la formation (en 1990 et 1994). Quant aux accords salariaux, ossature de tout dialogue social, quatre syndicats (CFTC, CGC, Fédération générale autonome des agents de conduite et Fédération maîtrise et cadres) ont signé l'accord en 1992 et cinq (CFTC, CGC, FGAAC, FMC et FO) en 1994. Sur les sept syndicats officiellement représentatifs (CGT, CFDT, FO, CFTC, FGAAC, FMC et CFE-CGC), quatre jouent un rôle déterminant : deux confédérés, la CGT et la CFDT, et deux autonomes, la FGAAC et la FMC.

La SNCF est l'un des derniers bastions de la CGT. Obtenant 51 % des suffrages aux élections professionnelles en 1981, ce syndicat n'a cessé de reculer jusqu'en 1992 où il ne recueille plus « que » 41,88 % des suffrages. Mais, en 1994, coup de théâtre : la CGT regagne plus de deux points. Accident de l'histoire ou début de la remontée ? Les élections prévues au printemps prochain permettront d'y voir plus clair. En cas de succès, Bernard Thibault, patron des cheminots CGT, serait un candidat sérieux pour succéder à Louis Viannet à la tête de la CGT en 1998.

Alors que la CGT-cheminots est dans la ligne confédérale – même si Bernard Thibault est parfois classé parmi les *« rénovateurs »* –, la CFDT-cheminots (27,6 % des voix en 1994, en baisse pour la première fois depuis 1981) n'est, quant à elle, pas en phase avec Nicole Notat. Parmi les militants CFDT qui l'ont prise à partie lors de la manifestation parisienne du 24 novembre, certains étaient des syndicalistes de Paris-Saint Lazare.

**LE MALAISE DES CADRES**

Particulièrement bien implantée dans l'est de la France – alors que les fiefs cégétistes sont au sud –, la CFDT-cheminots est très influencée par l'extrême-gauche à Chambéry, Paris-Lyon, Saint-Lazare et Tours. Les décalages avec la confédération sont constants. C'est ainsi que la CFDT-cheminots comme la Fédération générale des transports et de l'équipement (FGTE) à laquelle elle est rattachée, se battent contre l'ensemble du plan Juppé et non, comme la confédération, contre les seules mesures visant les agents de l'Etat.

Si elle n'est pas rattachée à une confédération, la Fédération maîtrise et cadres (11 % des voix, mais 25 % dans la maîtrise et 50 % à l'encadrement) n'entend pas se limiter à des revendications catégorielles. Dans le débat actuel, ce syndicat, issu d'une scission de la CGT en 1948, multiplie les contre-propositions économiques dans le cadre des négociations du contrat de plan. Il vient d'ailleurs de rappeler à la reprise du travail. Bien implantée à la direction générale, sa radicalisation, depuis deux ans, illustre le malaise des cadres de la SNCF, particulièrement touchés par la réduction d'un tiers en trois ans des effectifs des directions centrales.

A l'opposé, la FGAAC (34 % des agents de conduite) est purement catégorielle. Participant très peu aux intersyndicales, ce syndicat ne s'intéresse pas au contrat de plan, mais fait du maintien du régime de retraites son seul cheval de bataille. En raison de son rôle stratégique, le positionnement de ce syndicat ne peut que compliquer la tâche de la direction et du gouvernement.

*Frédéric Lemaître*

# Les nouveaux acteurs du paysage syndical

**LE DÉVELOPPEMENT** de tensions sociales fait émerger sur le devant de la scène des acteurs syndicaux – FSU, UNSA, SUD, Groupe des dix – qui, pour certains, existent de longue date, mais dont l'importance dans la vie publique n'a pas forcément été appréhendée à sa véritable mesure. Ces « nouveaux » syndicats se situent tous, peu ou prou, dans la mouvance autonome.

● **Le Groupe des dix** : réunis, jeudi 30 novembre, à Saint-Ouen, les dix-huit syndicats qu'il englobe, en fait, se regroupent dans une Union démocratique des syndicats unitaires. Le groupe – dix à l'origine, en 1981 – est une intersyndicale interprofessionnelle permanente. Il comprend trois pôles : fonction publique, avec le Syndicat national unitaire des impôts (SNUI) et SUD ; banque-finance, autour du Syndicat unifié (SU) des caisses d'épargne et SUD-CAM, présent au Crédit agricole ; aviation civile, qui est en train de se former avec le syndicat national des mécaniciens au sol de l'aviation civile (SNMSAC) et cinq ou six structures. Appartiennent aussi à l'ensemble le Syndicat national autonome de la Banque de France et CRC santé-sociaux, issu du mouvement des infirmières de 1988.

● **SUD (Solidaires, unitaires et démocratiques)** : créé par des militants exclus de la CFDT après le conflit des « camions jaunes » en 1988, SUD est, depuis les élections professionnelles de 1995, le deuxième syndicat à France Télécom, derrière la CGT, mais devant la CFDT, et le quatrième à La Poste. Opposant de la première heure à la réforme des statuts à France Télécom, SUD, principal bénéficiaire du scrutin, est devenu un interlocuteur inévitable. Il est en pointe dans la grogne actuelle et a appelé ses adhérents à faire grève, jeudi, et à *« manifester avec les cheminots, les électriciens, les gaziers et les étudiants »* pour défendre la Sécurité sociale et les régimes spéciaux de retraite.

● **FSU (Fédération syndicale unitaire)** : née de l'éclatement de la FEN, la FSU a réuni son congrès fondateur en mars 1994. Majoritairement composée d'enseignants, la FSU a obtenu deux sièges au conseil supérieur de la fonction publique en janvier 1995, pour 200 000 voix recueillies, et a protesté contre sa sous-représentation. Elle a participé en masse aux journées du 10 octobre et 24 novembre.

● **UNSA (Union nationale des syndicats autonomes)** : souvent présentée comme le « faux-nez » de la FEN, l'UNSA, qui a réuni son premier congrès national en juin 1995, revendique 350 000 adhérents, majoritairement dans la fonction publique. Elle regroupe sept syndicats, dont les deux plus importants en taille sont la Fédération de l'éducation nationale (FEN) et la Fédération générale autonome des fonctionnaires (FGAF). Elle comprend aussi la fédération des transports (FAT), les agents de maîtrise et cadres de la SNCF, la FGSOA (chambre d'agriculture) et deux syndicats du spectacle.

*Alain Beuve-Méry*

# Les conducteurs de métro ne veulent pas « rester deux ans de plus dans le tunnel »

*« **PAS QUESTION** de rester deux ans de plus sous le tunnel ! »* : c'est ainsi que les agents de la RATP résument les raisons de la grève qu'ils mènent depuis le début de la semaine pour s'opposer à la réforme de leur régime spécial de retraite.

Depuis le 27 novembre, chaque matin, aux terminus des lignes de métro et dans les dépôts d'autobus, les conducteurs de rame et les machinistes votent la reconduction de leur mouvement. Suivie par la totalité des agents, cette grève paralyse complètement le trafic. Elle est une des plus importantes que les transports parisiens aient connues depuis dix ans. Mercredi 29 novembre dans l'après-midi, la direction de la RATP, impuissante à régler un conflit qui ne relève pas de ses compétences, convenait que toutes les lignes de métro, ainsi que les lignes A et B du RER, étaient fermées ; 5 % à 10 % des autobus circulaient. La situation devait être semblable pour la journée de jeudi.

Les syndicats (autonomes, CGT, CFDT, FO, CFTC et indépendants) reconnaissent qu'ils n'avaient pas prévu que le mouvement prendrait aussi rapidement une telle ampleur. Aujourd'hui, ils soutiennent totalement cette révolte des agents de la RATP qui, comme ceux de la SNCF, considèrent toute modification de leur système de retraite comme une mise en cause de leur statut.

Ce système de retraite remonte à la fin du siècle dernier. Comme celui de la fonction publique, il est fondé sur trois paramètres : la durée de service, l'âge de départ en retraite et un montant de pension calculé sur la rémunération des six derniers mois. Ces différents éléments varient en fonction des catégories et de la pénibilité du travail. Les plus avantagés sont les agents d'exploitation (conducteurs), qui peuvent partir à la retraite à cinquante ans à condition d'avoir servi pendant vingt-cinq ans. Suivent les personnels d'entretien et de maintenance, qui doivent patienter jusqu'à cinquante-cinq ans pour une même durée de service.

**UN RÉGIME DÉSÉQUILIBRÉ**

Les administratifs doivent, eux, travailler jusqu'à soixante ans et pendant trente ans. S'ils le désirent, tous peuvent prolonger leur activité de cinq ou dix ans ; ils perçoivent alors des bonifications d'annuités. Au bout du compte, le taux de pension maximum correspond à moins de 65 % du salaire, hors primes, des six derniers mois. Comme la plupart des régimes de retraite, celui de la RATP est déséquilibré, puisqu'il compte quarante mille pensionnés pour trente-neuf mille actifs. Pour l'instant, cela ne coûte rien au régime général, car le solde est prélevé sur le compte d'exploitation de la RATP.

*« On veut conserver notre régime particulier »*, répondent en bloc les salariés de la RATP au plan présenté par Alain Juppé, même si, pour l'instant, personne n'en connaît les conséquences exactes sur chaque régime, ni le calendrier d'application. Les conducteurs d'autobus et de métro prévoient deux risques à leur alignement sur le régime général : ils devront travailler plus longtemps, puisque les annuités du régime général, qui sont déjà de trente-huit ans, seront de quarante ans en 2003 ; ils estiment que cette « rallonge » aboutira, à terme, à la non-création de trois mille emplois.

Les agents de la RATP estiment que leur système de retraite est une compensation des contraintes que leur impose ce service public, notamment l'obligation de travailler la nuit, les dimanches et jours fériés. Pour ceux du métro, c'est aussi un juste dédommagement des années où ils n'ont connu de la Ville Lumière que ses souterrains.

*Françoise Chirot*

# Les propositions de M. Bayrou n'enrayent pas la mobilisation étudiante

## Plusieurs manifestations devaient avoir lieu, jeudi 30 novembre, à Paris et en province. Le ministre de l'éducation annonce l'ouverture de négociations dès vendredi pour « une réforme en profondeur » de l'Université

**La grève de la SNCF et la paralysie des transports en commun en Ile-de-France devaient sensiblement réduire la portée de la manifestation nationale des étudiants, prévue jeudi après-midi 30 novembre à Paris. En revanche, plusieurs défilés devaient être organisés dans les grandes villes de province. Après environ deux mois de conflit, une quarantaine d'universités sur quatre-vingt-dix demeuraient, le 30 novembre, touchées par des mouvements de grève. A l'issue de la manifestation parisienne, qui devait débuter à 14 h 30 (place d'Italie-Montparnasse-Invalides), était prévue une réunion de la coordination nationale étudiante, alors que les organisations syndicales semblent décidées à parler d'une seule voix. François Bayrou a, pour sa part, confirmé mercredi sur France 3 l'ouverture, dès vendredi, de négociations. Se gardant de toute proposition chiffrée, le ministre de l'éducation entend, au-delà des « *mesures d'urgence* », discuter d'une « *réforme en profondeur* » de l'Université.**

**ELLES ESPÉRAIENT** une manifestation nationale de grande ampleur qui servirait de démonstration de force. Réunies dans une intersyndicale qui a retrouvé son unité, les organisations d'étudiants et d'enseignants à l'origine de la journée d'action du 30 novembre ont ramené leurs ambitions à de plus justes proportions. Avec la paralysie des transports, le défilé prévu à Paris, de la place d'Italie aux Invalides, ne bénéficiera pas, à quelques exceptions près, de l'apport des contingents venus des universités de province en grève. Faute de moyens de déplacement, ces dernières ont choisi de manifester sur place.

L'objectif consistant à dépasser les 100 000 manifestants du mardi 21 dans toute la France pourrait bien, toutefois, être atteint. Malgré les consignes d'exclusion des élèves absents adressées par certains recteurs aux chefs d'établissement, les lycéens avaient prévu, eux aussi, de descendre massivement dans la rue. Après tout, le plan d'urgence pour les universités et l'avenir de l'enseignement supérieur les concernent au premier chef.

Une fois de plus – est-ce la dernière ? – les étudiants cherchent à se faire entendre de leur ministre qui, depuis bientôt huit semaines qu'a démarré le conflit, est resté sourd à leurs demandes. Alors qu'ils ne cessent de réclamer « *des sous, des profs et des locaux* », François Bayrou est, jusqu'à présent, resté intransigeant. En revanche, à trois reprises, il a développé son discours de la méthode pour la mise en chantier d'une « *réforme en profondeur* » de l'Université qui n'a guère recueilli d'écho.

Cette fois, pourtant, le ministre de l'éducation paraît décidé à « *sortir du conflit* » en recevant séparément, dès vendredi matin, l'ensemble des organisations de l'enseignement supérieur. Il l'a répété lors de l'émission « La Marche du siècle », sur France 3, mercredi soir. Ses propositions n'ont guère varié. M. Bayrou entend aborder dans un premier temps « *les problèmes immédiats, comme les places dans les amphis, les TD, les bibliothèques* ». « *Je me donne deux ans pour les régler* », a-t-il ajouté, sans préciser la nature et le montant des moyens qu'il entend y affecter. Il est vraisemblable que cette annonce sera réservée à l'issue de ses entretiens avec les organisations.

Face aux revendications de l'intersyndicale (2 milliards de francs de crédits d'urgence, plusieurs milliers d'emplois d'enseignants et de personnels, une loi de programmation et la réquisition des « *facs privés* »), le ministre devrait s'en tenir, dans un premier temps, à un programme minimum, qui pourrait reprendre un certain nombre de propositions faites par la Conférence des présidents d'université. La mise en évidence, au cours de l'émission, du « *trésor caché* » des universités (*lire ci-dessous*) pourrait toutefois laisser présager un plan de plus grande ampleur. Ce plan inclurait la participation de l'Etat, des collectivités locales, mais aussi des établissements eux-mêmes, dont les réserves financières sont estimées à 4 milliards de francs.

### La grève du métro, alliée des policiers

**La grève des transports est l'alliée inattendue des policiers : la manifestation nationale des étudiants devrait se transformer en un défilé parisien de moindre ampleur que celui initialement prévu, commentaient les responsables du maintien de l'ordre, jeudi matin à la Préfecture de police de Paris. Pouvant difficilement évaluer le nombre de jeunes qui parviendront à gagner le parcours du défilé (de la place d'Italie à la place Vauban), la préfecture a mobilisé des effectifs relativement importants : 12 compagnies républicaines de sécurité (CRS) et 15 escadrons de gendarmerie, soit un total de près de 3 000 hommes. Des tracts appelant les lycéens à manifester ont été distribués, mercredi, dans plusieurs lycées de la région parisienne. Des trublions s'étant souvent glissés, ces dernières années, au sein des manifestations, un responsable policier se réjouit : *« Cette fois, les énergumènes venus faire leurs courses à Paris en cassant des vitrines auront du mal à nous échapper, le métro étant fermé. »***

**VIVES RÉACTIONS**

« *Un gouvernement qui se contenterait de distribuer des paquets de millions ferait preuve de lâcheté*. » Pour M. Bayrou, le plan d'urgence doit nécessairement s'accompagner d'une « *refondation de l'Université, et de la redéfinition ses missions* » avec la préparation d'états généraux. Ce projet, déjà annoncé à Cergy-Pontoise puis confirmé à diverses reprises, reste toutefois très vague. Le ministre de l'éducation nationale s'est contenté de tracer comme pistes de réflexion l'orientation dans les lycées, les premiers cycles universitaires, la filière technologique et le statut de l'étudiants.

Premiers concernés, les étudiants présents sur le plateau de « La Marche du siècle » ont assez vivement réagi à l'énoncé de ces propositions. A leurs yeux, elles demeurent notoirement insuffisantes et, surtout, n'apportent aucune réponse concrète à leurs revendications. Malgré leur souci de trouver une issue rapide au conflit, les organisations d'étudiants continuent à camper sur leurs positions. A l'issue de la manifestation, elles devaient se retrouver avec les délégués de toutes les universités en grève pour former une coordination nationale. De toute évidence résolues à surmonter leurs divisions, elles affichent leur volonté de parler d'une seule voix, signe de leur intransigeance, avant de rencontrer M. Bayrou. Au vu des premières décisions présentées par le ministre, elles n'excluaient pas une prolongation, voire une extension du conflit.

***Michel Delberghe***

## Parfum d'angoisse et « grève illimitée » sur le campus de Rangueil, à Toulouse

**TOULOUSE**
*de notre envoyé spécial*

De un à dix-huit, les chiffres ont été rageusement barrés. Sur le drap qui surplombe l'entrée du batiment administratif de l'université Paul-Sabatier de Toulouse, le compteur s'est momentanément arrêté à dix-neuf, ce mercredi 29 novembre. Dix-neuf jours sans cours. Dix-neuf jours de « *grève illimitée* ». Un record, assurent les mémoires de cette faculté. Mais à regarder la place encore disponible sur le morceau de tissu, à contempler les centaines d'étudiants qui s'engouffrent, comme chaque midi, dans le grand auditorium, tout laisse croire qu'ils sont prêts à continuer longtemps.

Heureux comme un étudiant gréviste à Paul-Sabatier ? Après bientôt trois semaines de conflit, tout semble réussir à ces jeunes scientifiques que personne n'attendait. Lorsque, le 9 octobre, une poignée d'enseignants du département de mathématiques et informatique avaient cessé les cours pour protester contre le volume d'heures supplémentaires, c'est tout juste si un sourcil s'était levé au ministère de l'éducation.

Quand, une semaine plus tard, les professeurs avaient repris les cours, chacun avait cru y déceler la fin d'une énième grogne. Mais, depuis le 9 novembre, c'est une tout autre histoire qui se joue sur le campus de Rangueil. Les étudiants tiennent ferme sur leurs revendications de 2 milliards de francs de crédits nouveaux et de 6 000 créations de poste (dont 350 à Toulouse).

Heureux grévistes ? Chaque action qu'ils lancent remporte un succès inespéré. C'est ici que s'est réunie la première « inter-facs », le 19 novembre. Lorsqu'ils bloquent un péage, ils ramènent près de 10 000 francs. Quand ils organisent une manifestation nocturne censée réunir quelques centaines de personnes, ce sont plus de 2 000 voix qui, entre minuit et deux heures du matin, transforment la place du Capitole en véritable feria. Et, lors de la précédente journée nationale d'action, le 21 novembre, plus de 20 000 étudiants, soit presque autant qu'à Paris, défilaient dans les rues de la ville.

Ce sont eux, ces scientifiques que l'on disait polarisés sur leurs études, qui montrent la voie à suivre aux littéraires, réunis de l'autre côté de la ville, au Mirail. Eux, ces étudiants que l'on croyait éteints, qui ont poussé l'ensemble des enseignants à voter à leur tour, le 22 novembre, la suspension des cours. Eux, ces jeunes gens apparemment si bien rangés, qui ont bouleversé la vie d'un campus si calme. Finies les visites des nombreux laboratoires de Paul-Sabatier. Les correspondants étrangers invités à Toulouse ont été informés qu'il valait mieux reporter leur voyage. Les salles de travaux dirigés accueillent des forums thématiques mis en place par les grévistes. Les amphithéâtres sont occupés par les assemblées générales – 9 h 30, 12 h 30, 17 h 00.

Heureux grévistes ? Le mot fait bondir Emmanuelle. Avant que ne commence ce mouvement, qu'elle ne se retrouve membre de la coordination, sans doute était-elle heureuse. Inscrite en licence de mathématiques, elle s'apprêtait à entrer à l'IUFM pour réaliser son rêve : enseigner. « *Mais aujourd'hui je suis comme tout le monde : je suis mal*, dit-elle. *Regardez-nous. Est-ce qu'on a l'air de s'amuser ? Est-ce qu'on a l'air content de manquer les cours ? On dort trois heures par nuit. On s'épuise à mobiliser tout le monde. Oui, on a des satisfactions quand une action réussit. Mais s'éclater, sûrement pas. Personne ne s'éclate dans ce mouvement.* »

**« SI ON ARRÊTE, TOUT S'ARRÊTE »**

Rien de festif en effet. Il y a bien eu cette soirée cabaret, lundi 27 novembre, pendant laquelle Stéphan a joué l'amuseur public. « *C'était pour qu'on puisse tenir jusqu'à minuit et la manif de nuit* », s'excuse cet autre représentant de la coordination. Il y a eu cette sérénade, poussée dans la nuit de mardi à mercredi, sous les fenêtres de Dominique Baudis ; ce blocage de l'état civil à la préfecture, quand, un par un, les étudiants sont allés demander à faire changer leur adresse sur leur carte d'identité en expliquant qu'ils occupaient la fac ; ou encore ces messages de combat écrits au feutre sur une série de fesses présentées nues au regard du photographe. Mais Gael, membre lui aussi de la coordination et militant de l'UNEF, lève le doute : « *Il s'agit surtout de maintenir la mobilisation qui, sans ces actions médiatiques, s'essoufflerait.* »

Il règne comme un parfum d'angoisse sur ce mouvement étudiant. « *Chaque fois je vote la grève, et chaque fois ça m'inquiète un peu plus*, déclare en souriant Christine, étudiante de maitrise de biologie. *La première semaine, on était enthousiaste. Moi qui étais dans ma petite maîtrise, je découvrais vraiment la fac, et je me battais pour les autres. Aujourd'hui, je ne peux pas m'empêcher de penser à moi, à ce diplôme que je risque de manquer. Depuis le collège, je rêve de faire les études que mes parents n'ont jamais pu faire. Et là, je risque de tout foutre en l'air.* »

« *On est allé trop loin pour faire marche arrière* », renchérit Sophie, inscrite en deuxième année de mathématiques. « *On a des frères, des sœurs, on aura des enfants, on ne peut pas leur laisser une université pareille* », ajoute Stéphan. Emmanuelle évoque « *toutes ces facs qui nous regardent : si on arrête, tout le mouvement s'arrête* ». Aussi, tout le monde, à Toulouse, est convaincu qu'ils continueront.

« *Si on arrête sans avoir rien obtenu, ça restera ancré en nous, et ça finira, un beau jour, par exploser* », avertit Gael, les yeux fermés par la fatigue. Un avertissement réitéré par Jean-Claude Martin, le président de l'université : « *Jusqu'à présent, ils ont été gentils, très gentils. Mais pour encore combien de temps ?* »

***Nathaniel Herzberg***

## La sécurité des bâtiments nécessiterait 4,5 milliards de francs

***LES ÉTUDIANTS*** en grève revendiquent 2 milliards de francs. Chiffre qui recouvre en fait deux réalités distinctes. Selon eux, cette somme doit alimenter les crédits de fonctionnement des universités, notamment les plus mal dotées. Les présidents d'établissement considèrent que cette demande est « *irréaliste* », dans la mesure où le budget actuel de ce chapitre « crédits de fonctionnement » atteint 4,5 milliards de francs. En revanche, ils estiment que l'engagement de 2 milliards de francs, dès le 1er janvier 1996, pour la mise aux normes de sécurité des bâtiments universitaires n'est qu'un « *minimum* ». Ce sont au total 4,5 milliards de francs qu'il faudrait dégager pour engager un programme de grande ampleur.

Ces chiffres résultent d'une étude faite par le ministère de l'enseignement supérieur et présentée, en mai 1995, par François Fillon, ancien ministre de l'enseignement supérieur. A partir d'un rapide état des lieux, ce rapport avait mis en valeur les défaillances d'un patrimoine mal entretenu et suroccupé : un bâtiment universitaire sur dix n'obéit pas aux normes de sécurité (*Le Monde* du 10 octobre). Depuis, les commissions de sécurité ont confirmé le diagnostic. Les avis négatifs d'ouverture au public, qui concernaient une centaine de bâtiments, soit 2 % du patrimoine, se sont multipliés. Le dernier en date est assorti d'une menace de fermeture et concerne l'université de Nanterre (Paris-X) et l'un de ses principaux bâtiments, qui accueille entre 17 000 et 20 000 étudiants. Les membres de la commission considèrent que les systèmes de détection d'incendie, les issues de secours et la structure des locaux sont insuffisants et ne permettent pas l'évacuation d'un nombre suffisant d'étudiants.

L'université de Nanterre a prévu de réaliser 10 millions de francs de travaux. Elle a reçu l'assurance du ministère pour l'engagement d'une somme équivalente en 1996. Mais il restera à trouver 30 à 40 millions de francs pour la suite. Toutefois, un examen approfondi des locaux de cette université, construite en 1964, a mis au jour la présence d'amiante dans les systèmes d'isolation. Là, le coût des travaux est chiffré, au bas mot, à 80 millions de francs.

***M. D.***

## Polémique autour des réserves financières des universités

**DEPUIS LE DÉBUT** du conflit, l'Union nationale interuniversitaire (UNI), syndicat proche du RPR, a fait son cheval de bataille des réserves financières des universités en accusant les présidents des établissements en grève de mauvaise gestion. L'existence d'un « trésor caché » d'environ 4 milliards de francs dans les budgets des universités jette un trouble, au moment où les présidents, relayés par les syndicats d'étudiants et d'enseignants, réclament des crédits supplémentaires. L'estimation de ces « réserves » a été confirmée, avec un certain embarras, par Bernard Alluin, premier vice-président de la Conférence des présidents d'université lors de l'émission « La Marche du siècle », mercredi 29 novembre sur France 3. François Bayrou s'est emparé de l'argument pour inciter les établissements à contribuer à l'effort national aux côtés de l'Etat et des collectivités locales. Le ministère des finances, de son côté, en tire avantage pour restreindre les demandes budgétaires de l'enseignement supérieur.

Dans un rapport récent demandé par François Fillon, alors ministre de l'enseignement supérieur, l'Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale avait tenté de clarifier la situation. L'objectif du ministre était alors de puiser dans les réserves des universités pour financer les travaux de sécurité. Les conclusions de l'étude démontrent que la réalité est loin de correspondre au « *fantasme agité par le ministère du budget en période de pénurie* », comme le souligne un président. Cette affaire souligne l'infinie complexité des structures financières des universités, dont les méthodes comptables ne sont plus adaptées à la réalité. L'éclatement des postes, par département, filière de formation jusqu'au laboratoire ne favorise guère la « transparence ». En ce sens, le conflit de Rouen, qui a éclaté à la suite des difficultés de trésorerie de l'UFR de sciences, est révélateur.

Ces réserves financières sont de nature différente. Elles incluent les fonds de roulement, les reports de dépenses, les provisions pour investissement ou encore la dotation pour amortissement de remplacement des matériels qui ne sont pas répertoriés comme tels dans la comptabilité. Elles comprennent aussi les ressources propres des établissements, les contrats de recherche, les fonds de la formation continue... Avec les opérations de construction du schéma Université 2 000, les établisssements ont aussi géré des apports financiers considérables qui, faute d'être engagés dans l'instant, ont été, dans certains cas, placées sur les marchés financiers. Cette méthode pouvait être considérée comme un gage de bonne gestion, mais elle a aussi pu donner lieu à un certain nombre d'abus. Il reste que, sur les 4 milliards de francs, seule une faible part serait réellement disponible.

Avouant leur inexpérience, les présidents d'université, qui ne sont pas à l'abri des difficultés ou des erreurs de gestion, souhaitent bénéficier d'équipes plus solides ou être dotés d'outils techniques mieux adaptés, qui commencent seulement à être mis en place. Des missions d'« *ingénérie financière* » ont, à titre expérimental, été tentées avec la Caisse des dépôts. Il n'est pas sûr, pour autant, que la proposition d'une mission parlementaire suffise à lever les suspicions et à formuler des propositions qui constituent un des éléments de la modernisation des établissements.

***M. D.***

### « Il serait politiquement désastreux... »

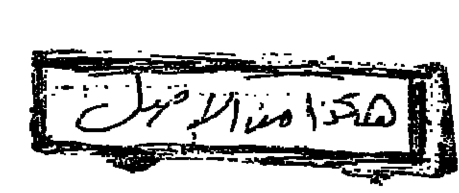
**POUR** « *savoir de quoi l'on parle* », le rapport de l'Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale (IGAEN) sur « *la raison d'être des réserves des universités, des fonds de roulement et crédits reportés* » pose en préalable ses définitions économiques, qui ne peuvent être comprises comme dans une entreprise privée, en raison du statut particulier des établissements d'enseignement supérieur. L'enquête, menée dans vingt universités, a permis de dégager des situations financières extrêmement diverses entre établissements.

VERBATIM

La répartition des réserves « *s'établit de façon à peu près égale entre trois catégories de détenteurs* » : les services centraux détiennent un tiers des réserves globales ; le « *noyau dur* » des utilisateurs de crédits en détient un autre tiers (gros départements, laboratoires importants, services communs) ; « *enfin la masse des petits porteurs, soit 90 % des utilisateurs de crédits, se partage la gestion du dernier tiers* ».

A cette répartition par catégories de détenteurs, l'IGAEN ajoute une répartition par fonctions qu'elle établit de la façon suivante : enseignement, 25 % des réserves, recherche 45 %, administration-logistique 20 %, autres fonctions 10 %. « *Cette répartition est révélatrice de la relative modicité des réserves détenues par la fonction enseignement, qui touche les forces les plus vives et les plus nombreuses de l'institution* », commente l'inspection, ajoutant que « *contrairement à des idées reçues, les universitaires gèrent leurs crédits avec beaucoup de modération et de prudence* ». Cette répartition par fonctions « *met en lumière le cloisonnement étanche qui existe entre la recherche et l'enseignement* ».

« *Les services centraux des universités, en plaçant les économies réalisées par les composantes, ainsi que la trésorerie disponible, ont réalisé des produits financiers dont l'accumulation depuis 1987 atteint un milliard cinq cents millions de francs, soit le tiers du montant actuel des fonds de roulement* », poursuit ce rapport. En conclusion, il note qu'il « *serait politiquement désastreux de vouloir toucher de façon unilatérale aux réserves des universités qui ont été accumulées non pas dans un esprit de spéculation ou de profit, mais au fil des ans, par une gestion économe et prudente d'utilisateurs de crédits plus formés à la pédagogie et à la recherche qu'à la gestion financière (...) L'Etat ne doit pas réduire les subventions en fonction de la capacité d'autofinancement des universités.* »



# Plusieurs unions patronales manifestent leur mécontentement contre les grévistes

## Les mouvements désorganisent surtout les entreprises franciliennes et affectent d'abord les secteurs du tourisme et de l'automobile. Les grèves de 1986-1987 avaient ralenti la croissance de 0,2 point

**LA « JOURNÉE** du transport public » organisée dans plusieurs villes de France, comme chaque année sous l'égide du ministère des transport, et qui tombait, jeudi 30 novembre, ne pouvait rêver meilleure publicité. *« Cet événement se veut un acte de pédagogie civique à l'échelle du pays et des villes pour mobiliser les Français sur l'intérêt collectif et individuel du transport public »*...

Cette ironie du sort ne fait guère sourire les syndicats patronaux qui ont multiplié les déclarations de mécontentement ces dernières jours. A commencer par la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME), dont le président Lucien Rebuffel – également conseiller de Paris (RPR) – a violemment critiqué les grévistes du secteur public en déclarant mercredi 29 novembre : *« Dirigeants grévistes, sachez que vous nous faites crever. »*

La Fédération parisienne du bâtiment et le Groupement des industries métallurgiques parisiennes (GIM) avaient déjà dénoncé, mardi 28 novembre, l'impact des grèves sur les entreprises de leurs secteurs. Les entreprises ont des *« problèmes de désorganisation de leur activité et des difficultés d'approvisionnement »*, a averti le GIM. Le même jour, l'Union des industries textiles avait également manifesté son énervement. Le CNPF ne s'est pas encore exprimé publiquement au sujet des grèves. L'organisation patronale a préféré mener une enquête auprès des unions patronales pour mesurer le degré des perturbations subies avant de faire toute communication. *« Les premiers éléments disponibles montrent cependant une très nette différence entre la capitale, bien plus fortement pénalisée, et la province »*, déclare-t-on au CNPF. Le cumul des grèves de la RATP et de la SNCF provoque une quasi-paralysie économique en Ile de France : absentéisme et perturbation des livraisons sont au programme.

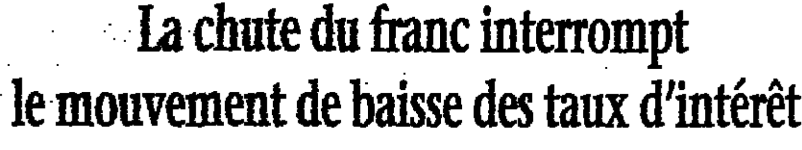
**CHÔMAGE TECHNIQUE**

EuroDisney, qui vient d'annoncer son retour aux bénéfices, a vu son taux de remplissage tomber de 85 % avant les grèves à 8 % actuellement. Les compagnies d'assurance enregistrent des records de tôle froissée, résultat inévitable des embouteillages parisiens quotidiens. Jeudi 30 novembre à 8 heures, on comptait 471 kilomètres de bouchons en région parisienne. La menace de voir les transporteurs routiers rallier le mouvement de grève, brandie jeudi matin, inquiète les entreprises qui n'avaient jusque-là pas été handicapées par la paralysie du secteur ferroviaire.

C'est le cas de Renault, qui alimente ses concessions par la route. A l'inverse de Peugeot qui, en privilégiant le fer, est condamné à mettre les ouvriers de l'usine de Mulhouse au chômage technique vendredi 1er décembre. *« Notre établissement, spécialisé dans la fabrication du seul modèle 106 au rythme de 1 500 véhicules par jour, utilise le rail pour expédier 70 % des automobiles produites »*, se plaint Jacqueline Le Guilloux, déléguée FO. Les aires de stockage sont saturées et une seconde journée de chômage technique pourrait être nécessaire mardi 5 décembre. A Sochaux, 13 000 Peugeot, dont 3 000 exemplaires de la nouvelle née 406 en cours de lancement, sont actuellement bloquées à l'usine. La direction d'Automobiles Peugeot cherche un moyen de livrer par la route à sa clientèle les véhicules commandés.

Le coût économique des mouvements de grève actuels pourrait être très élevé. Selon l'INSEE, les grandes grèves ferroviaires de décembre 1986-janvier 1987 avaient fait reculer de 0,2 point le PIB du premier trimestre 1987.

*Virginie Malingre*



# La chute du franc interrompt le mouvement de baisse des taux d'intérêt

**L'AMPLEUR PRISE** par les mouvements sociaux a commencé à affecter, mercredi 29 novembre, les marchés financiers français. La Bourse de Paris a reculé de 0,70 % tandis que les taux d'intérêt se tendaient fortement. Les rendements à dix ans sont remontés de 6,82 % à 6,98 % et les échéances à trois mois sont passées de 5,20 % à 5,90 %. Le franc, enfin, a cédé un centime et demi face à la monnaie allemande. Il a également reculé face à des monnaies européennes réputées faibles, comme la lire italienne ou la peseta espagnole. Jeudi 30 novembre dans la matinée, la faiblesse de la devise française s'accentuait. Elle s'échangeait à 3,4505 francs pour un mark. La Banque de France serait intervenue, à ce niveau, pour freiner la chute du franc.

Les opérateurs ont observé que plusieurs grands fonds spéculatifs anglo-saxons, dont celui du financier américain George Soros, avaient procédé, mercredi après-midi, à des ventes importantes de contrats sur le marché à terme parisien. L'indifférence affichée, en début de semaine, par les investisseurs aux troubles sociaux avait surpris les analystes. *« Il y avait une contradiction flagrante entre la hausse du franc et la multiplication des grèves »*, note l'un d'eux. *« Les investisseurs étrangers n'avaient pas pris la mesure de l'ampleur du mouvement. »* Selon lui, la diffusion de reportages, sur les chaînes de télévision américaine, britannique, ou japonaise, montrant la ville de Paris entièrement paralysée par les embouteillages a largement contribué à cette prise de conscience.

Les opérateurs anglo-saxons craignent que le gouvernement cède à la pression sociale et renonce aux réformes de structure qu'ils approuvent. Ils avaient ainsi salué, il y a deux semaines, la présentation par le premier ministre du projet de refonte du système de protection sociale en achetant massivement des emprunts d'Etat français. A leurs yeux, de telles réformes sont nécessaires au redressement des comptes publics français et elles sont indispensables pour permettre à la France de respecter, en temps voulu, les critères de convergence imposés par le traité de Maastricht.

L'accès de faiblesse du franc face à la monnaie allemande a également pour conséquence d'interrompre brutalement le processus de détente monétaire observé depuis la fin du mois d'octobre. Jeudi matin, la Banque de France a relevé de un seizième de point le taux de l'argent au jour le jour. Celui a été porté de 5,12 % à 5,19 %. La remontée des taux d'intérêt à court terme intervient alors que les signes de ralentissement de la croissance se multiplient. Ce resserrement monétaire, totalement inadapté à l'environnement économique, est de nature à accroître la défiance des investisseurs étrangers à l'égard des valeurs françaises.

*P.-A. D.*

# Au cœur de Paris, des usagers plutôt compréhensifs

**DANS LA BRUME** froide qui écrase Paris au lever de ce sixième jour sans transports collectifs *« en raison de mouvements sociaux »*, comme l'annoncent les haut-parleurs de la SNCF et de la RATP, les trottoirs du quartier de l'Opéra sont déjà noirs de monde. Paysage de grève, au cœur du commerce parisien : en baskets ou bottillons, la tête emmitouflée dans les cache-nez, le pas est martial et le ton volontiers plaisantin. *« La marche, ça calme, fût-elle une marche forcée »*...

Comme cette guichetière du Crédit lyonnais, venue de Clamart à pied, partie à 6 heures de chez elle et arrivée à 9 h 20, *« avec seulement cinquante minutes de retard sur mon horaire habituel ! »*, des dizaines de milliers d'employés rejoignent sans trop rechigner leur poste de travail. *« On s'organise »*, plaisantent les plus chanceux, profitant de la voiture d'un collègue obligeant. *« Quoique, aujourd'hui, c'est encore pire qu'hier. Cinq heures pour venir de Cergy, au lieu de trois. »* C'est qu'hier *« il y avait encore quelques rames de métro ; aujourd'hui, les grilles sont carrément fermées partout »*, dit une employée de la Société générale.

Devant les vitrines du Printemps, les stands sont désespérément vides. Deux vendeuses à l'allure de mamies se racontent leur périple matinal. L'une a pris la veille une journée de congé, l'autre en fera autant demain. *« Congés forcés, ce ne sont pas des vacances au soleil*, regrettent-elles. *Mais on ne perd pas d'argent au moins. »* La direction ne retient pas les retards sur la paie, au Printemps pas plus que dans d'autres magasins, banques ou bureaux de tourisme nombreux dans le quartier. *« Normal, puisqu'on fait l'effort de venir »*...

**« C'EST PARTI POUR DURER »**

Quelques touristes japonais en groupe, solidement chaussés de godillots, font du lèche-vitrine au pas de course. Rares sont les promeneurs et les chalands. Une jeune femme lourdement chargée demande anxieusement sa route. Venue de province, elle se sent perdue et panique à l'idée de rater son rendez-vous d'embauche. Les cafetiers et marchands de journaux jouent volontiers les bons offices. *« On a le temps, il n'y a pas un chat. Les employés ont d'autres chats à fouetter que de consommer. »* Sereins et résignés : *« La semaine va être foutue. C'est parti pour durer. »* Ceux qui ont plus de quarante ans prophétisent sans trop d'hésitation : *« Ça va être comme en mai 68. Après les transports et les étudiants, La Poste aujourd'hui et demain EDF. »*

Gare Saint-Lazare, une dizaine de passagers en attente tuent leur ennui en bavardant. Deux femmes, habitant Poissy et travaillant à l'agence France Télécom du quartier de l'Opéra, rient encore des pétards que lançait le piquet de grève mercredi matin vers 7 heures, lorsqu'il bloqua pour un quart d'heure l'unique train qui roulait. *« Faut comprendre les grévistes. Ils défendent leur bifteck. A part deux ou trois grognons, même au bout de cinq jours, les passagers le prennent du bon côté. Allez donc savoir, les cheminots se battent peut-être aussi pour nous, et on en tirera quelque chose. »*

Dans la salle des pas perdus, sur le coup de midi, les grévistes cheminots tiennent leur assemblée générale quotidienne. Au menu : la poursuite du mouvement, vite votée, et *« la rencontre avec les usagers qui jusqu'a présent nous comprennent »*, annonce un délégué CGT. Le débat s'envenime sur la question : *« Faut-il ou non bloquer les trains qui roulent ? »* Pour le délégué cégétiste, c'est *« se mettre les usagers à dos »*. Pour une quinzaine de jeunes, c'est *« la seule façon de ne pas s'enliser »*. On n'en saura pas davantage. Les rares journalistes présents par accident à cette « AG » sont invités à la quitter par les délégués. Les médias, c'est connu, *« nous dressent les uns contre les autres »*.

*Danielle Rouard*

# Les sept élections législatives partielles sont dangereuses pour la majorité

## Dimanche 3 décembre, les socialistes peuvent espérer des victoires et le FN entrer à l'Assemblée nationale

**Le premier tour de sept élections législatives partielles aura lieu dimanche 3 décembre. Six de ces scrutins font suite à l'entrée au Sénat, le 24 septembre, de députés RPR et UDF. La majorité s'attend à perdre certaines de ces circonscriptions. Tant les élections cantonales partielles qui ont eu lieu depuis le mois de septembre que les enquêtes d'opinion témoignent en effet de la mauvaise santé électorale de la droite. En outre, le RPR et l'UDF ne sont pas parvenus à éviter quelques candidatures dissidentes dans leurs rangs.**

**LA MAJORITÉ** s'attend à passer un mauvais dimanche électoral. Le 3 décembre, en effet, sept élections législatives partielles auront lieu dans des circonscriptions détenues par l'UDF pour cinq d'entre elles et par le RPR pour les deux autres.

Six de ces scrutins ont pour objet de désigner les successeurs de députés élus sénateurs le 24 septembre. Le septième découle de la démission de Gérard Trémège (UDF-PR), dans les Hautes-Pyrénées, dont la fonction de président de l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie avait été déclarée incompatible avec son mandat parlementaire par le Conseil constitutionnel.

Or la gauche possède de bonnes chances de conquérir, ou de reconquérir, quelques-uns des sièges à pourvoir. Le PS nourrit de solides espoirs dans la 1re circonscription des Hautes-Pyrénées et dans la 9e de Seine-Maritime, où l'ancien ministre Frédérique Bredin est candidate. Il n'a pas non plus renoncé à se battre dans la 5e circonscription de l'Essonne. La 3e circonscription de Seine-et-Marne, quant à elle, semble à la portée du candidat du Mouvement des citoyens, dirigé par Jean-Pierre Chevènement.

Plusieurs facteurs expliquent les craintes de la majorité, en particulier l'observation, dimanche après dimanche, des résultats des élections cantonales partielles. Sur les vingt-sept cantons où des élections ont eu lieu depuis trois mois, quatre seulement étaient détenus par la gauche et le sont restés. En revanche, sur les vingt-trois dont le sortant appartenait à la majorité, pas moins de dix ont basculé à gauche (quatre au profit du PS, quatre au bénéfice de divers gauche et deux du côté du PC). Six ont été perdus par le RPR (sur les douze qu'il détenait initialement), et quatre (sur sept) par l'UDF.

Cette érosion de la majorité est confirmée par les enquêtes d'opinion. La perte de crédit spectaculaire, depuis six mois, du président de la République et du premier ministre a, en effet, provoqué un sérieux affaissement du potentiel électoral du RPR et de l'UDF.

### UNE PERTE DE DIX POINTS

Selon le tableau de bord mensuel de l'institut BVA, si des élections législatives avaient lieu aujourd'hui, les candidats de la majorité recueilleraient ensemble 34 % des voix, soit une perte de l'ordre de dix points par rapport à leur niveau constant entre l'automne 1993 et le mois de mai 1995. Sur la même période, les partis de gauche ont remonté la pente, mais modestement : le PS, qui était à 29 % depuis la fin de l'année 1994, a regagné deux points à 31 %, et le PC un point à 9 %. Autrement dit, en six mois, les deux principaux partis de gauche n'ont récupéré qu'une partie seulement des pertes de la droite. C'est le Front national qui a manifestement tiré le plus grand bénéfice de la déception des électeurs de droite : crédité en mai de 10 % en cas d'élections législatives, il se situe aujourd'hui à 15 %, toujours selon BVA.

Cette évolution explique l'optimisme du FN. Le 21 novembre, Jean-Yves Le Gallou, président du groupe du FN du conseil régional d'Ile-de-France, avait pronostiqué *« un bon cru, voire un très bon cru »* pour son parti dans la région parisienne, pour ce *« galop d'essai avant les élections de 1998 »*

. Le FN, il est vrai, ne part pas de rien : dans trois des quatre circonscriptions d'Ile-de-France en jeu dimanche (les 3e et 4e de Seine-et-Marne et la 2e de l'Essonne), le second tour des législatives de mars 1993 avait opposé le candidat de la droite parlementaire et celui de l'extrême droite.

Il peut aujourd'hui envisager de tirer les bénéfices de son implantation en faisant élire l'un des siens. Ses meilleurs chances résident dans la 2e circonscription de l'Essonne.

Dans ce contexte pourtant très défavorable, la majorité n'est pas parvenue à se présenter unie dans toutes les circonscriptions. Le RPR et l'UDF ont certes investi des candidats communs dans les sept circonscriptions, mais des dissidences fragilisent malgré tout la droite dans la 2e circonscription de l'Essonne, dans les deux circonscriptions de Seine-et-Marne et dans la 8e du Rhône.

En Seine-et-Marne, la majorité a souffert à la fois de la concurrence très vive que se sont livrée le RPR et l'UDF avant de décerner leurs investitures et des rivalités internes à l'UDF. Dans la 2e circonscription de l'Essonne, c'est, à l'inverse, le RPR qui s'est déchiré, dont sont finalement issus deux candidats. Au risque du Front national.

*Cécile Chambraud et Gérard Courtois*

# Dans l'Essonne, la division de la droite offre une chance au Front national

**LE FRONT NATIONAL** se mobilise dans la deuxième circonscription de l'Essonne, où, division de la droite aidant, il dispose d'une possibilité sérieuse de remporter la législative partielle provoquée par l'élection au Sénat de Xavier Dugoin (RPR), président du conseil général. Il y a longtemps que ce secteur plutôt rural, dont la seule grande ville est Etampes, n'est plus une terre de mission pour l'extrême droite. Hubert de Mesnay, qui sera son candidat dimanche 3 décembre, n'a-t-il pas déjà figuré au second tour lors des législatives de 1993, obtenant des scores élevés tant à Etampes qu'en Beauce profonde?

L'implantation du FN ne s'est pas démentie depuis, puisqu'à l'élection présidentielle Jean-Marie Le Pen a obtenu, dans cette circonscription, 17,61 % des suffrages exprimés. *« Nous attendons beaucoup de cette législative partielle, d'autant que nous avons constitué un binôme équilibré et original »*, confirme Jacques Olivier, secrétaire départemental du FN. Le binôme en question est constitué, autour du candidat, de deux transfuges du RPR, la suppléante de M. de Mesnay, Michèle Sakoschek, et son mandataire financier.

Largement battu au second tour par M. Dugoin en mars 1993 (le président du conseil général avait recueilli 71,06 % des suffrages exprimés), M. de Mesnay trouvera cette fois sur sa route non pas un sortant solidement implanté, mais une droite parlementaire divisée. Soucieux de régler le problème à sa manière, M. Dugoin s'était empressé de faire investir son suppléant, Jean-Jacques Boussaingault, conseiller général RPR de Milly-la-Forêt, oubliant les aspirations d'un jeune loup de sa famille, Franck Marlin, son ancien chef de cabinet, qui a arraché la mairie d'Etampes au PCF en juin. Celui-ci en a conçu un tel dépit qu'il a refusé de se plier aux décisions de son parti.

Sa démarche a reçu le soutien d'une cinquantaine des maires de la circonscription. Ses anciens amis, en revanche, ne le ménagent pas. Dans un tract signé de M. Dugoin, M. Marlin est tour à tour accusé de *« brûler les étapes »* et traité de *« mauvais perdant »*. Cette situation intéresse le Front national : *« Nous pensons figurer au second tour. Logiquement, ce sera contre un des deux candidats du RPR, mais tout est possible. Il n'est même pas exclu que ni l'un ni l'autre ne soit présent à ce second tour »*, résume M. Olivier.

### CAMPAGNE TARDIVE

Dans la cinquième circonscription, également appelée aux urnes dimanche, l'élection au Sénat de Michel Pelchat (UDF-PR) ouvre d'intéressantes perspectives aux socialistes. La droite n'est en effet pas certaine de retrouver tout l'électorat du nouveau sénateur dans ce secteur où le poids électoral des communes huppées de la vallée de Chevreuse et du plateau de Saclay est fortement contrebalancé par l'électorat plus à gauche des grandes cités, comme Les Ulis.

Le porte-drapeau de la majorité, Marie-Hélène Aubry (UDF-PR), qui a pris la mairie d'Orsay au PS en juin, a en effet un handicap : elle est entrée en campagne très tard. Elle a dû prendre au pied levé le relais de Bernard Mantienne, ancien suppléant de M. Pelchat, sur qui la majorité comptait, jusqu'à ce qu'il déclare forfait dans la première semaine de novembre. Son objectif : se qualifier pour le second tour. Le Front national n'est sans doute pas en mesure de contrarier cette ambition, même si son représentant, Olivier Kuberski, ancien membre du RPR (il a représenté ce parti aux cantonales de 1994 aux Ulis), espère *« doubler le score du Front, soit recueillir 15 à 16 % des votes »*.

Dans l'opposition, le socialiste Jean-Marc Salinier est le mieux placé pour s'extraire du brassage où l'on retrouvera une candidate de Lutte ouvrière, un représentant du PCF et un autre du Mouvement des citoyens, parti bien implanté notamment aux Ulis, dont le maire et sénateur, Paul Loridant, est un des proches de Jean-Pierre Chevènement. Dans l'hypothèse, vraisemblable, d'un duel UDF-PS au second tour, le jeu apparaît ouvert. *« Cette circonscription a toujours été difficile pour la droite,* analyse Mme Aubry, *et, dans la situation politique actuelle, je défie quiconque de livrer une prévision. »*

*Patrick Desavie*



# En Seine-Maritime, Mme Bredin pourrait regagner pour le PS un siège perdu en 1993

ROUEN
*de notre correspondant*

*En conduisant la liste* de la majorité aux élections sénatoriales du 24 septembre, Charles Revet, député (UDF-PR) de la 9e circonscription de Seine-Maritime, savait qu'il offrait à sa rivale, Frédérique Bredin, maire socialiste de Fécamp, député européen, la possibilité de retrouver un siège perdu en 1993. L'ancien ministre de la jeunesse et des sports est, en effet, dans une position favorable pour remporter cette partielle.

Lors de sa première élection à l'Assemblée nationale, en 1988, Mme Bredin avait battu M. Revet dans cette circonscription qui va de Montivilliers, commune de la banlieue du Havre, à Fécamp, au nord, et couvre une large zone rurale. En 1989, elle avait parachevé son implantation, qui n'allait pourtant pas de soi dans cette partie du pays de Caux à forte identité, en prenant la mairie de Fécamp à la droite.

Devenu président du conseil général en décembre 1993, après les décès successifs de Jean Lecanuet et d'André Martin, M. Revet a préféré le Sénat pour s'assurer un mandat parlementaire. Les dernières consultations électorales lui fournissaient quelques motivations : 50,49 % des électeurs de la circonscription avaient préféré Lionnel Jospin à Jacques Chirac au second tour de l'élection présidentielle et, en juin, Mme Bredin a été réélue maire de Fécamp dès le premier tour.

*Pour la majorité, la partie s'annonce* donc difficile, au point que Nicolas Bazire, ancien directeur du cabinet d'Edouard Balladur à Matignon, a renoncé à se présenter, comme il l'avait un temps envisagé. C'est un agent d'assurances peu connu en dehors du canton de Montivilliers, dont il est l'élu sous l'étiquette UDF-PR, Daniel Fidelin, qui a finalement été investi par la majorité.

### LA BATAILLE DE GEC-ALSTHOM

Alain Madelin, François Léotard, président du Parti républicain, et Eric Raoult, ministre délégué à la ville et à l'intégration, sont venus le soutenir. En face Bernard Kouchner, Jack Lang, et Lionel Jospin ont encouragé Frédérique Bredin.

Ce duel a quelque peu relégué au second plan les autres candidats. Le Front national (FN), qui a envoyé Patrick Peillon, un proche de Jean-Marie Le Pen, tentera de faire aussi bien que le président du FN à la présidentielle (14,4 %), et pourrait profiter indirectement de la bonne implantation de son parti au Havre.

Le Parti communiste français est représenté par Gérard Busson, adjoint au maire de Montivilliers, surtout connu comme secrétaire du syndicat CGT de l'usine GEC-Alsthom du Havre, qui a bataillé pendant deux ans au cours d'un conflit très dur contre la direction du groupe franco-britannique désireuse de *fermer le site industriel.* Alain Rivière (Lutte ouvrière) aura de grandes difficultés pour retrouver le score d'Arlette Laguiller en avril (6,54 %).

*Etienne Banzet*

## DÉPÊCHES

■ **NAVIGATION : l'Assemblée nationale** a voté, mercredi 29 novembre, le projet de loi sur les transports, déjà adopté par le Sénat, qui valide les conditions d'immatriculation des navires sous pavillon Kerguelen. La majorité RPR-UDF a voté pour, l'opposition PS-PCF contre. Institué par un décret de 1987, le pavillon Kerguelen est un régime d'immatriculation qui assouplit les obligations du pavillon national français, afin de lutter contre la concurrence des pavillons de complaisance.

■ **POMPIERS : l'Assemblée nationale** a adopté, mercredi 29 novembre, le projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers, qui reconnaît aux pompiers volontaires le droit de s'absenter de leur travail pour participer à leurs missions de secours. RPR et UDF ont voté pour, le PCF contre, tandis que le PS s'est abstenu.

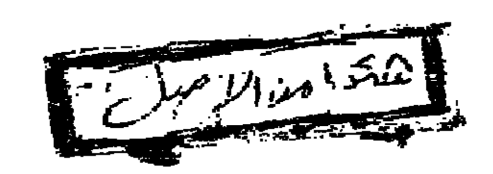
■ **BUDGET : le Sénat** a adopté, mercredi 29 novembre, les crédits du ministère des affaires étrangères ainsi que ceux du ministère de la coopération. Sur ces deux budgets, RPR et UDF ont voté pour, PS et PCF se sont prononcés contre.

■ **COLLECTIF : la commission** des finances de l'Assemblée nationale a adopté, mercredi 29 novembre, le projet de loi de finances rectificative de fin d'année, qui doit être examiné par les députés les 5 et 6 décembre. La commission a adopté un amendement qui limite à 20 milliards de francs, à compter du 1er janvier 1997, les avances de trésorerie de l'Etat à l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (ACOS). A titre transitoire, ces avances seront limitées à 37 milliards de francs en 1996.

■ **GAUCHE CRITIQUE : une** nouvelle association d'élus locaux, baptisée Convergence, a été lancée mercredi 29 novembre au Sénat par la *« gauche alternative »*. L'association, qui regroupe des membres (ou anciens membres) du PCF, du Mouvement des citoyens (MDC), des Verts, de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), de l'Alternative rouge et verte (AREV) et de la Convention pour une alternative progressiste (CAP), se veut un *« creuset »* pour les élus et acteurs locaux *« qui refusent la pensée unique »*.

■ **TROTSKISTES : la Ligue** communiste révolutionnaire (LCR) s'est *« félicitée »*, mercredi 29 novembre, de sa *« première rencontre officielle »* avec le Parti communiste, dans le cadre des rencontres organisées par le PCF avec les partis *« de gauche et de progrès »*. La délégation de la section française de la IVe Internationale (trotskiste) a rencontré Jean-Claude Gayssot et Pierre Blotin, du bureau national. Les leaders des deux formations, Robert Hue et Alain Krivine, ne participaient pas à cette rencontre.

■ **PLAN PME : le** ***Financial Times*** du 30 novembre consacre un éditorial critique au plan annoncé, lundi 27 novembre, par le premier ministre, Alain Juppé, en faveur des petites et moyennes entreprises. Sous le titre « Le retour de Poujade », le quotidien économique britannique juge que le gouvernement a cherché à *« consoler les petits entrepreneurs en les abritant de la compétition »*.





**INTÉGRATION** Le *« plan national d'intégration urbaine »* pour les banlieues, qui pourrait être rendu public à la mi-décembre, contient quelques innovations mais, faute de moyens budgétaires, reste très éloigné du *« plan Marshall » promis par* Jacques Chirac pendant la campagne présidentielle. ● LE PROJET de plan prévoit de créer 10 000 « emplois-ville » par an et de demander à *certains allocataires du RMI qu'ils* exercent une activité. Des zones franches pour les entreprises acceptant de s'implanter dans des quartiers difficiles sont prévues. ● LES PLAFONDS de ressources *pour l'accès à* un logement social seront supprimés dans les quartiers sensibles alors que seront renforcés les moyens permettant d'organiser des activités scolaires *encadrées jusqu'à 18 heures. Enfin, le* projet de conseils de quartier élus a été remplacé par des *« comités d'initiative et de consultation »*.

# Le plan en faveur des banlieues sera moins ambitieux qu'annoncé

## Le dispositif destiné aux quartiers difficiles prévoit des aides en faveur des entreprises et de la dynamisation de la vie locale mais il est fortement en retrait par rapport au « plan Marshall » promis par M. Chirac lors de sa campagne électorale

**C'EST PRESQUE** la version définitive du « plan national d'intégration urbaine » (PNIU) mais ce n'est pas le « plan Marshall » pour les banlieues... Les dernières esquisses du projet gouvernemental très discrètement négocié depuis des semaines entre la demi-douzaine de ministères concernés dressent une liste de mesures destinées à remédier au malaise des quartiers où se concentre la pauvreté. Cependant, on y cherchera *en vain la vaste ambition* réformatrice et les moyens financiers massifs que Jacques Chirac avait laissé espérer en faisant référence au plan américain de reconstruction de l'Europe, après 1945.

Une ultime réunion d'arbitrage des ministres sous la présidence d'Alain Juppé, lundi 4 décembre, doit cadrer le « plan » préparé par Eric Raoult, ministre délégué à la ville désormais placé sous la tutelle de Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration. Ce dernier ne verrait aucun inconvénient à ce que le premier ministre dévoile ce « PNIU » en sa compagnie, le 14 décembre, dans les quartiers nord de Marseille, ville dont il est maire. Destiné à alimenter un projet de « loi-programme pour l'intégration urbaine », le plan reprend les quatre lignes directrices du rapport rédigé pour M. Raoult, par les préfets Jean-Pierre Duport et Francis Idrac (*Le Monde* du 7 octobre) : emploi, sécurité, logement, démocratie.

### « 100 000 EMPLOIS »

La création d'« activités » dans les quartiers défavorisés constitue le point le plus attendu du plan gouvernemental. Mais la promesse des *« 100 000 emplois d'utilité sociale dont 30 000 pour les 18-25 ans »* contenue dans le rapport Idrac-Duport ne devrait pas se concrétiser, au moins avant plusieurs années. *Le projet, qui fait* encore l'objet de discussions interministérielles, prévoit la création de 10 000 « emplois-ville » par an pendant cinq années. Ce contingent d'emplois de service créés par convention entre l'Etat et les collectivités territoriales ou les associations, permettra de proposer aux 18-25 ans des contrats de travail de trente heures hebdomadaires rémunérées au SMIC et dont l'Etat prendra 55 % à sa charge. En outre, le gouvernement prévoit d'*« activer les dépenses passives »* consacrées au RMI. Il s'agit d'exiger des allocataires une activité, rémunérée par des sommes équivalant à ces prestations, l'Etat versant un supplément pour les habitants des cités « sensibles ». Mais le nombre de ces contrats d'un type nouveau reste à déterminer.

Le deuxième pilier du futur PNIU concerne les avantages fiscaux destinés à favoriser l'implantation d'activités économiques. Le projet prévoit deux niveaux d'exonération : dans 350 « zones de redynamisation urbaine », l'Etat paiera pendant cinq ans la taxe professionnelle due par les entreprises existantes ou créées.

La *principale innovation* consistera en la création de vingt à vingt-cinq zones franches qui bénéficieront, outre l'avantage précédent, de l'exonération pendant cinq ans de l'impôt sur les sociétés et sur le foncier bâti, ainsi que de l'exonération des cotisations sociales patronales pendant deux ans à partir du quatrième salarié. Le principe de telles zones pourrait cependant être remis en question par la Commission de Bruxelles, gardienne de la libre-concurrence. Si le feu vert est donné, leur localisation devrait faire l'objet d'âpres négociations avec les élus concernés.

### DES CENTRES POUR MINEURS

Le rapport Idrac-Duport constatait aussi le déficit de fonctionnaires, notamment de policiers, dont souffrent les quartiers dits difficiles et proposait de *« restaurer la présence de l'Etat et des services publics »*. Or, le plan gouvernemental oublie les propositions tendant à revaloriser la carrière des fonctionnaires affectés dans ces quartiers. Il ne prévoit pas de création de postes mais un redéploiement général sur trois ans des effectifs de la fonction publique au *bénéfice du millier de quartiers* concernés par un contrat de ville. Cette redistribution concerne mille policiers par an jusqu'en 1998.

Dix nouvelles « maisons de justice et du droit », où doit se pratiquer une justice de proximité, seront ouvertes chaque année pendant trois ans. Le débat sur le traitement des mineurs multirécidivistes devrait progresser avec l'ouverture de *« centres d'éducation contrôlés, de petite taille et dotés d'un encadrement intensif »*. Dans le domaine de l'éducation, des moyens consacrés à l'aménagement des rythmes scolaires (activités encadrées jusqu'à 18 heures) devraient être prioritairement dirigés vers les quartiers « sensibles » où les établissements seront plus systématiquement ouverts durant les vacances et même pendant les week-ends. La présence de l'Etat devrait aussi être renforcée par la nomination de sous-préfets à la ville dans cinq nouveaux départements (Seine-Maritime, Gironde, Vaucluse, Loire-Atlantique, Var) et par l'augmentation progressive du nombre d'appelés du contingent affectés au « service national-ville ».

### DÉCEPTION

Par ailleurs, le plan gouvernemental cherche à attirer les classes moyennes dans les cités en supprimant les plafonds de ressources pour l'accès à un logement social dans les zones urbaines sensibles. Afin d'éviter l'actuelle cacophonie entre les différentes communes et sociétés d'HLM qui se partagent la gestion de certaines cités, le plan prévoit la création de *« commissions d'harmonisation des attributions »* dans chaque quartier sensible. Les démolitions de tours et de barres chères à M. Gaudin (*Le Monde* du 24 novembre) seront plus largement aidées par l'Etat.

Le dernier volet du plan, consacré à la participation des habitants contient à la fois l'une des dispositions les plus innovantes et l'une des plus décevantes. La première vise à assurer aux associations des subventions triennales négociées en fonction d'objectifs, afin d'assurer la continuité de leur fonctionnement. La déception vient de l'abandon des projets d'activation de la citoyenneté locale.

L'idée de conseils de quartier élus, au statut certes ambigu, a été abandonnée au profit de vagues « comités d'initiative et de consultation » réunissant les seuls responsables associatifs locaux. Enfin, sur le dossier sensible de *l'inadaptation des structures municipales*, le gouvernement semble avoir cédé à la pression d'élus inquiets de l'éventuelle multiplication de contre-pouvoirs sans se donner les moyens de répondre à l'inquiétant développement de l'abstention civique dans les zones de pauvreté.

*Philippe Bernard*

### Jean-Claude Gaudin et Eric Raoult consultent

**Annoncé dès le mois de mai par** ***le premier ministre, préparé*** **depuis lors dans le secret des cabinets, le « plan banlieue » n'avait pas fait l'objet de concertations jusqu'à présent. Seul le pré-rapport des préfets Idrac et Duport a été soumis aux élus siégeant au Conseil national des villes. L'avis critique remis en octobre a incité Eric Raoult, puis, avec lui, Jean-Claude Gaudin, à tester leur copie auprès de représentants des populations concernées. C'est ainsi que M. Gaudin a rencontré, mardi 28 et mercredi 29 octobre, les présidents d'associations d'élus ainsi que Martine Aubry, présidente de la Fondation Agir contre l'exclusion. Quant à M. Raoult, il devait réunir dans la matinée de ce jeudi les représentants d'une quinzaine d'associations. Le ministre devait recevoir aussi Adil Jazouli, responsable de Banlieuescopies, le politologue Emmanuel Todd, le Père Christian Delorme, Henri Guaino, commissaire général au Plan, et Pierre-Patrick Kaltenbach, président des Associations familiales protestantes et ancien président du FAS.**

# Le climat économique accroît la baisse de la natalité

**INTUITIVEMENT**, on s'en doutait. Une étude de l'Insee nous en apporte la confirmation avec netteté : le nombre de naissances *dépend étroitement du contexte* économique en général et de la situation de l'emploi en particulier. Publiée mardi 28 novembre, le bulletin *Insee-Première* (n° 413) constate qu'en 1993 la natalité de la France a enregistré un net recul (711 600 naissance, en baisse de 32 000), qui a fait passer le taux de fécondité (nombre d'enfants par femme en âge de procréer) de 1,73 en 1992 à 1,65 en 1993. *« Ceux qui veulent trouver un lien entre situation économique et natalité se verront confortés »*, souligne l'étude, qui rappelle que *« les années 1992 et 1993 ont été mauvaises en termes conjoncturels »*.

Catherine Launay, l'auteur de cette étude, a eu la bonne idée de prolonger cette observation. *« Les chutes les plus brutales de la natalité ont été enregistrées en 1983 (49 000 naissances en moins) et en 1975 (54 000 naissances en moins) »*, deux périodes qui correspondent à *« deux moments difficiles pour l'économie française »*, constate-t-elle. La *comparaison des données régionales est encore* plus édifiante. Le Nord-Pas-de-Calais et la Lorraine, qui ont subi une très forte dégradation de l'emploi de 1988 à 1993, ont aussi enregistré une chute de quelque 14 % des naissances. Mieux loties, l'Ile-de-France et, dans une moindre mesure, l'Alsace ou Rhône-Alpes n'ont subi qu'un recul compris entre 3,3 % et 5,2 % de leur natalité.

L'étude des périodes les plus récentes va dans le même sens. Les chiffres provisoires indiquent en effet que le nombre de naissances a très légèrement fléchi en 1994 (710 500 nouveau-nés), mais laissent espérer une amélioration pour l'année en cours. La reprise atteint 2,5 % sur les neuf premiers mois de 1995, dont le premier semestre a enregistré des évolutions relativement positives au regard des statistiques de l'emploi.

A cela, s'est probablement ajouté un *« effet de rattrapage »*, certains parents ayant finalement décidé de programmer une naissance prévue plus tôt. *« Il va maintenant falloir suivre de très près les conséquences de la déprime perceptible chez les ménages depuis la rentrée »*, souligne François Héran, responsable de la division enquêtes démographiques à l'Insee. Logiquement, il faut s'attendre à un tassement.

### MATERNITÉ PLUS TARDIVE

Au-delà de ces variations conjoncturelles, la démographie de la France continue d'évoluer à la baisse. Au point que l'Hexagone, qui se situait encore récemment dans la moyenne supérieure européenne, apparaît désormais en milieu de tableau, derrière les pays du Nord et devant les pays méditerranéens. En 1993, le reflux a concerné toutes les catégories d'âges : les plus de trente-cinq ans, qui ont pratiquement assuré le renouvellement de leur génération, mais aussi les plus jeunes nés dans les années 60 et 70 et qui, selon l'Insee, *« ont accumulé un déficit suffisamment important pour que le rattrapage apparaisse bien difficile »*. L'une des observations les plus marquantes est en effet la faible propension des moins de vingt-cinq ans à avoir des enfants. En 1993, l'âge moyen à la maternité était d'un peu plus de vingt-huit ans et demi contre vingt-sept ans en 1981. *« Si cette situation devait se prolonger*, conclut l'Insee, *la relève des générations nées après 1965 ne serait plus assurée. »*

Enfin, se confirment des évolutions perceptibles depuis plusieurs années : augmentation du nombre des enfants dont l'un des parents au moins est étranger (une naissance sur sept) et des naissances hors mariage (35 %, dont 37 % chez les mères françaises).

*Jean-Michel Normand*

# Dix ans de prison ont été requis contre les responsables français et colombiens du réseau de trafic de drogue Margarita

*« UN CLIMAT de peur entoure ce dossier »*, a commenté le substitut du procureur de la République, Marie-José Fulgéras, avant de requérir des peines allant de dix ans d'emprisonnement ferme à deux ans de prison avec sursis, mercredi 29 novembre au tribunal correctionnel de Paris, dans une affaire qui vise directement les intérêts du cartel des narco-trafiquants colombiens de Cali. *Intimidations en Colombie* contre les parents de trafiquants latino-américains jugés à Paris, craintes d'un prévenu français préférant s'expliquer devant la justice de son pays plutôt que d'être soupçonné d'irrégularités par ses chefs de Cali, interception par les policiers d'une conversation téléphonique au cours de laquelle des menaces de mort ont été lancées contre un magistrat français ayant récemment condamné un trafiquant colombien : en évoquant ces chantages aux représailles, Mme Fulgéras a rappelé *« la terreur »* qui a accompagné, ces dernières années en Colombie, la montée en puissance du cartel de Cali qui, dominant le marché mondial de la cocaïne, cherche à s'implanter en Europe.



PROCÈS

Pour la première *fois en France*, des trafiquants de stupéfiants ont néanmoins comparu devant une formation spécialisée dans les affaires financières – la 11e chambre du tribunal correctionnel de Paris – lors d'un procès consacré à un réseau chargé du trafic de cocaïne colombienne en Europe et du blanchiment de ses profits (*Le Monde* du 23 novembre). Outre la difficulté de lutter contre des cartels, les quatre premières journées d'audience ont souligné les limites du dispositif antiblanchiment français. L'opération Margarita a cependant montré qu'il est possible de s'en prendre aux multinationales de la drogue en s'attaquant à leur point faible : le contrôle tâtillon qu'elles imposent à leurs « comptables » locaux. Tirant le fil financier pour arriver à la drogue, les enquêteurs ont porté un rude coup à une organisation déjà solidement implantée en France, même si plusieurs parrains colombiens, à l'étranger lors du coup de filet du 27 juin 1994, ont manqué à l'appel.

### LE NEVEU DU « GRAND CHEF »

Principal prévenu présent dans la salle d'audience, Jaime Zuluaga Botero, neveu du *« grand chef » du réseau* Margarita, Gustavo Tapias Ospinas, a nié l'ensemble des faits qui lui sont reprochés, prétendant être le fils fortuné d'une famille colombienne venu étudier le français dans l'Hexagone. *« Être le neveu du destinataire final du trafic de cocaïne n'est certes pas un délit*, a considéré Mme Fulgéras, en requérant dix ans de prison contre Jaime Zuluaga Botero. *Mais des preuves surabondantes situent Jaime Zuluaga Botero au plus près des décideurs colombiens à la tête du trafic. »* Cet étudiant colombien âgé de vingt-huit ans dissimulait dans la partie cryptée de son agenda électronique une comptabilité qui correspond à des sommes effectivement versés à des intermédiaires ayant, eux, reconnu les faits : 250 000 dollars reçus par un skipper ayant convoyé l'un des voiliers du réseau chargé de débarquer des tonnes de cocaïne sur les côtes européennes, ainsi qu'une somme d'environ 500 000 dollars reçue par un *« blanchisseur »* colombien opérant, aux Etats-Unis, pour le compte de l'oncle de Jaime Zuluaga Botero.

Grand absent du procès, car réfugié en Colombie, l'oncle Gustavo a été condamné (par défaut) à dix ans de prison. Il a été dénoncé par un *« blanchisseur »* colombien installé aux Etats-Unis, Alejandro Hernandez, qui, dans son témoignage à la justice américaine, l'a désigné comme le destinataire final des fonds issus du trafic en Europe. Abondamment décrits par M. Hernandez, les circuits de ce rapatriement des fonds vers la Colombie étaient relativement simples. Les masses de billets étaient d'abord converties, généralement en dollars, notamment dans deux bureaux de change marseillais peu regardants. Puis ces masses de narco-dollars étaient transférées sur les comptes bancaires ouverts en France par des sociétés financières américaines – dont l'une, au moins, M and M International, sise à Atlanta (Géorgie), avait en fait été créée de toutes pièces par les douanes américaines. Au Comptoir parisien de réescompte (CPR) a ainsi été déposé 1,6 million de dollars, tandis qu'un compte au Crédit industriel et commercial (CIC) voyait passer plus de 2 millions de francs. De novembre 1993 à juin 1994, les enquêteurs ont établi que plus de 2,5 millions de dollars ont été transférés de France vers les Etats-Unis.

### UN AGENT INFILTRÉ

Interpellé par les autorités américaines, M. Hernandez a indiqué qu'il transmettait ensuite ces dollars à des personnes ou des entreprises colombiennes, qui lui retournaient en échange des pesos (la monnaie colombienne). Le destinataire ultime était Gustavo Tapias Ospinas, a-t-il alors certifié, à la fin de l'année 1994, avec d'autant plus de facilité qu'un certain « Monsieur Paul », agent infiltré par les policiers et censé représenter en France la société fictive M and M International, a confirmé l'essentiel de ses déclarations.

Ni les deux banques françaises ayant opéré les virements d'argent sale, ni les deux responsables des bureaux de change marseillais, n'ont été inquiétés par la justice dans l'affaire Margarita (le parquet de Marseille a cependant poursuivi pour défauts de comptabilité les deux changeurs de la Canebière). La loi française implique en effet de prouver que de tels intermédiaires financiers savaient que les sommes en jeu provenaient du trafic de stupéfiants. De la même manière, seuls deux des nombreux « Schtroumpfs » du réseau – une jeune Colombienne et une ancienne toxicomane française – ont pu être convaincus, grâce aux écoutes téléphoniques et aux filatures, d'avoir intentionnellement blanchi des sommes d'argent qu'ils savaient provenir du trafic de stupéfiants.

Parmi les prévenus présents, la peine maximale (dix ans de prison) a aussi été requise contre le Colombien Chemil Barjum Uribe. *« Directement mandaté par les décideurs de Cali »*, selon le ministère public, il cachait plus de 40 kilos de cocaïne à son domicile parisien. La même peine a visé le Français Jean-Claude Trémeau, *« chef de la partie logistique du réseau en France depuis 1992 »*, ayant notamment organisé la livraison d'une cargaison de 600 kilos de drogue sur les côtes françaises en 1993 et ayant tenu la comptabilité du trafic. Sept ans de détention ont été requis contre Vincent Castejon et cinq ans contre les trois skippers ayant convoyé les voiliers chargés de cocaïne, tandis que des peines plus légères ont visé les « Schtroumpfs ».

*Erich Inciyan*

■ **JUSTICE : le procès de Jacques Médecin** s'est ouvert mercredi 29 novembre devant la cour d'appel de Grenoble, où l'ancien maire de Nice comparaît pour l'affaire de la Serel, une société dont il est accusé d'avoir reçu 4 millions de francs à des fins personnelles en échange de l'octroi de marchés publics.

■ **TOXICOMANIE : la ville de** Lyon vient de décider d'installer trois distributeurs de seringues au début du mois de janvier 1996, afin de lutter contre la progression de la contamination par les virus du sida et de l'hépatite C chez les usagers de drogues par voie intraveineuse, a-t-on appris, mercredi 29 novembre, auprès de la municipalité.

■ **VIDÉO-SURVEILLANCE : la direction du groupe Continent France** a annoncé, mercredi 29 novembre, sa décision de porter plainte contre X pour *« détournement »* de *« l'utilisation de* (sa) *vidéo-surveillance »*, après la publication de photos tirées de ses images dans *Le Courrier picard*. Le quotidien a publié, le même jour, des photos montrant notamment des auteurs de vols pris sur le fait.

## DISPARITIONS

■ **PIERRE BELLÉGO**, figure connue du clergé parisien, est décédé le 22 novembre à l'âge de quatre-vingt-trois ans, et ses obsèques auront lieu samedi 2 décembre en l'église Saint-Vincent-de-Paul (Paris 10e).

Originaire du diocèse de Bayeux-Lisieux, ordonné prêtre en 1938, il fut d'abord aumônier de la paroisse universitaire et des étudiants de Caen, auxquels il avait laissé un grand souvenir par ses conférences sur Charles Péguy et surtout sur Teilhard de Chardin, à la réputation encore sulfureuse. Sa vision audacieuse de l'avenir de l'Eglise lui amena même quelques démêlés avec la hiérarchie.

Vicaire à la paroisse Saint-Sulpice à Paris, puis curé de Saint-Séverin Saint-Nicolas-du-Chardonnet, il fut expulsé par la force, en pleine messe, de son église, en février 1977, par un commando d'un millier d'intégristes qui depuis, malgré les décisions de justice (dont l'archevêque de Paris ne demande pas l'exécution), occupent toujours illégalement les lieux. Meurtri par ce conflit avec les partisans de Mgr Lefebvre, le Père Bellégo assura la continuité de sa paroisse dans d'autres locaux. Homme de dialogue et d'écoute, il se recueillait souvent à la Trappe. Grand prédicateur, ses sermons furent également publiés et préfacés, en leur temps, par l'écrivain Gilbert Cesbron.

■ **DOMINIC IGNATIUS EKANDEM**, cardinal nigérian, ancien archevêque d'Abuja et président de la conférence épiscopale de son pays, est décédé samedi 25 novembre à l'âge de soixante-dix-huit ans. Il avait été, en 1933, le premier séminariste autochtone du Nigeria. Sa disparition ramène le Sacré Collège des cardinaux à 160 membres, dont 116 âgés de moins de quatre-vingts ans et électeurs du pape en cas de conclave.

■ **DINESH SINGH**, ancien ministre indien des affaires étrangères, est décédé jeudi 30 novembre, à New Delhi, des suites d'une longue maladie, à l'âge de soixante-dix ans. Au moment de sa mort, il était ministre sans portefeuille dans le cabinet du premier ministre P. V. Narasimha Rao. Il avait été remplacé par M. Pranab Mukherjee à la tête de la diplomatie indienne en février dernier à cause de ses problèmes de santé.

Né le 19 juillet 1925, Dinesh Singh avait été secrétaire particulier du premier chef de gouvernement indien, Jawaharlal Nehru. Elu en 1957 à la Chambre basse où il représentait l'Etat d'Uttar Pradesh, Dinesh Singh a occupé plusieurs postes ministériels. Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères dans le gouvernement d'Indira Gandhi de 1962 à 1966, puis de 1969 à 1970, il avait ensuite été chargé du développement industriel. Ministre des ressources hydrauliques, puis du commerce du premier ministre Rajiv Gandhi, il avait été nommé à la tête de la diplomatie par M. Rao en janvier 1993.

■ **JEFFREY LYNN**, acteur américain, est mort à Burbank (Californie), le 24 novembre. Il était âgé de quatre-vingt-neuf ans. Second rôle dans les films importants, vedette de productions de seconde zone : ainsi peut se résumer la carrière de Jeffrey Lynn, de son vrai nom Ragnar Lind, qui était né le 16 février 1906 à Auburn (Massachusetts). Dans la première catégorie se détachent notamment *Les Fantastiques Années 20*, de Raoul Walsh (1939), avec James Cagney et Humphrey Bogart, et *Chaînes conjugales*, de Joseph L. Mankiewicz (1949), dans lequel il interprétait le mari de Jeanne Crain. Il avait signé, en 1938, un contrat de sept ans avec la Warner, qu'il renonça à honorer pour s'engager dans l'armée en 1942 et que la firme ne renouvela pas en 1946. Il retourna bientôt au théâtre, où il avait débuté, et participa dans les années 60 à plusieurs séries télévisées. En 1986, il avait produit *Le Journal d'Anne Frank* au Center Theatre de Los Angeles.

## NOMINATIONS

### AGRICULTURE

**Pierre Murret-Labarthe**, conseiller maître à la Cour des comptes, a été nommé président du conseil d'administration du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles, par le conseil des ministres du mercredi 29 novembre.

[Né le 24 octobre 1938, à Bordeaux, Pierre Murret-Labarthe est diplômé d'études supérieures de droit public et de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'ENA. Il a été notamment chargé de mission au cabinet de Pierre Messmer, alors premier ministre (1972-1974), puis au cabinet de Christian Bonnet, ministre de l'agriculture (1974-1976), avant de devenir directeur de l'Office interprofessionnel des vins de table (1976-1980), puis président de la Société interprofessionnelle des oléagineux (1982-1988) et président de l'Office national interprofessionnel des fruits, des légumes et de l'horticulture (1983-1986). En avril 1988, il a été nommé conseiller maître à la Cour des comptes au tour extérieur. Depuis janvier 1991, il est président du conseil supérieur du cheval.]

### DOCUMENTATION FRANÇAISE

**Martine Viallet** a été nommée directrice de La Documentation française, en remplacement de Jean Jenger, par le conseil des ministres du mercredi 29 novembre.

[Née le 7 décembre 1953, à Bourg-en-Bresse (Ain), Martine Viallet est diplômée de HEC, de l'Institut d'études politiques de Paris, et ancienne élève de l'ENA. Elle a fait l'essentiel de sa carrière dans l'administration du ministère de l'intérieur, en particulier, depuis juin 1989, à la sous-direction des étrangers et de la circulation transfrontière à la direction des libertés publiques et des affaires juridiques.]

### DIPLOMATIE

**François Barry Martin-Delongchamps** a été nommé ambassadeur à Singapour, en remplacement de Gérard Coste, par décret paru au *Journal officiel* daté 27-28 novembre.

[Né le 27 mars 1949, François Barry Martin-Delongchamps est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA. Il a été notamment en poste à Moscou (1980-1984), à Bangkok (1984-1987), à Londres (1987-1992). Depuis novembre 1993, il était directeur adjoint des affaires stratégiques, de sécurité et du désarmement à la direction des affaires politiques et de sécurité au ministère des affaires étrangères.]

### MOUVEMENT PRÉFECTORAL

Sur proposition du ministre de l'intérieur, Jean-Louis Debré, le conseil des ministres du mercredi 29 novembre a procédé au mouvement préfectoral suivant : **Robert Pommies**, actuel préfet de l'Indre, est nommé préfet de la Réunion, en remplacement de Pierre Steinmetz, devenu directeur de cabinet de Dominique Perben ; **Nicolas Theis**, administrateur civil hors classe, est nommé préfet de l'Indre, en remplacement de Robert Pommies ; **Claude Langevin**, préfet du Lot, est nommé préfet hors cadre ; **Georges Lefèvre**, sous-préfet, est nommé préfet du Lot, en remplacement de Claude Langevin ; **Jacques Fabre**, sous-préfet, est nommé préfet chargé d'une mission de service public relevant du gouvernement. **Jean-Charles Marchiani** est nommé préfet du Var, en remplacement de Jean-Pierre Richer.

[Né le 18 décembre 1941 à Paris, Robert Pommies commence sa carrière comme instituteur, en 1960. Il entre dans l'administration en 1964 comme attaché, puis devient élève de l'Ecole nationale d'administration. En 1970, il est affecté au ministère de l'intérieur en qualité d'administrateur civil. Il est successivement directeur de cabinet du préfet de la Savoie (1971), sous-préfet de Calvi (1973), chef du cabinet du préfet de la région parisienne (1975), sous-préfet de Montargis (1980). En 1982, il est détaché en qualité de conseiller technique auprès du gouvernement du Sénégal. Il reprend sa carrière préfectorale en 1987 et occupe les fonctions de secrétaire général de la préfecture d'Indre-et-Loire (1987), sous-préfet de Mulhouse (1989), préfet des îles Wallis et Futuna (1990), préfet du territoire de Belfort (janvier 1993), et préfet de l'Indre (décembre 1993).]

[Né le 4 décembre 1937 à Paris, Nicolas Theis est affecté à la direction générale des collectivités locales du ministère de l'intérieur, en qualité d'administrateur civil, à sa sortie de l'ENA en 1966. Il devient secrétaire général de la préfecture de Haute-Loire (1968), puis sous-préfet de Lure, en Haute-Saône (1971). En 1974, il est nommé chef du cabinet d'Alain Peyrefitte, ministre des réformes administratives, puis des affaires culturelles et de l'environnement. Il est ensuite chargé de mission au cabinet de Jacques Barrot, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement (1974-1977). Il occupe la fonction de secrétaire général de la préfecture de la Gironde de 1977 à 1983, date à laquelle il est placé hors cadre. Il entre alors au groupe Pechiney-Ugine-Kuhlmann, en qualité de directeur de la communication, puis de directeur des affaires administratives et régionales (1985). En novembre 1989, il devient directeur général adjoint du groupe Serete. En 1994, il est président de la commission internationale de Syntec-ingénierie. En décembre 1994, il est délégué général à la lutte contre la drogue et la toxicomanie, au ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville.]

[Né le 23 avril 1942 à Aix-en-Provence, Georges Lefèvre commence sa carrière comme inspecteur du trésor. En 1973, admis à un concours de recrutement de sous-préfets, il est affecté en Haute-Saône comme directeur du cabinet du préfet. Il est successivement directeur de cabinet du préfet du Finistère (1974), sous-préfet de Lodève (Hérault) (1977), chargé de mission de la protection civile des Bouches-du-Rhône (1979), sous-directeur à la direction de la sécurité civile du ministère de l'intérieur (1982-1985), et sous-préfet de Forbach (1986). Depuis 1990, il était secrétaire général de la préfecture du Nord (1990).]

[Né le 6 août 1943 à Bastia, Jean-Charles Marchiani entre au Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (Sdece, devenu DGSE) dans les années 60. En 1970, il entre à la société Servair (filiale d'Air France), devient secrétaire général du groupe des hôtels Méridien (1982-1983), puis PDG du groupe Vigilia SA (1984-1986). Il est chargé de mission au cabinet de Charles Pasqua, lorsque celui-ci est nommé ministre de l'intérieur (1986-1988). Il est ensuite conseiller pour le Moyen-Orient du groupe Thomson. En octobre 1993, alors que Charles Pasqua était ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, il avait été nommé préfet chargé d'une mission de service public. En janvier 1995, il avait été placé hors cadre.]

**Joël Thoraval**, préfet de la région Ile-de-France, a été élu président de l'Association du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires du ministère de l'intérieur, mercredi 29 novembre, en remplacement de Paul Bernard, préfet de la région Rhône-Alpes. L'association renoue ainsi avec une tradition qui veut que son président soit le préfet de l'Ile-de-France.

## DISTINCTION

■ **JACQUELINE DE ROMILLY**, de l'Académie française, a reçu pour son livre *Alcibiade ou les dangers de l'ambition* (Ed. de Fallois) le prix décerné par la Fondation créée pour perpétuer le souvenir de Pierre Lafüe, journaliste, historien et biographe. Depuis la disparition au printemps de Jean Marin, le jury est présidé par André Fontaine, ancien directeur du *Monde*.

## JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* daté lundi 27 et mardi 28 novembre est publié :

● **Gouvernement** : un arrêté portant nomination au cabinet du ministre délégué à la jeunesse et aux sports, Guy Drut.

Au *Journal officiel* du mercredi 29 novembre sont publiés :

● **Décrets d'attribution** : quatre décrets relatifs aux attributions du secrétaire d'Etat à la recherche, François d'Aubert, du secrétaire d'Etat à la santé et à la Sécurité sociale, Hervé Gaymard, du ministre délégué au budget, porte-parole du gouvernement, Alain Lamassoure, et du ministre délégué aux finances et au commerce extérieur, Yves Galland.

● **Enseignement** : les avis de mise en vente, à La Documentation française, de deux ouvrages : *Le Syndicalisme des enseignants*, d'André Robert, et *Le Baccalauréat*, de Georges Solaux.

## AU CARNET DU « MONDE »

### Mariages

– On nous prie d'annoncer le mariage de

**Anne GUERLET**
et
**Olivier PUTERFLAM**,

à Paris, le 1er décembre 1995.

11, rue Paul-Bert,
75011 Paris.

### Décès

– Le directoire,
Les avocats et les membres du personnel de FIDAL, société d'avocats,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

**Jacob ATLAN**,
ancien directeur général,
ancien directeur régional de Nancy,
ancien vice-président de Juri-Avenir,
avocat honoraire,

survenu le 27 novembre 1995, dans sa soixante-neuvième année.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale, le jeudi 30 novembre, à 15 heures, au cimetière parisien de Pantin.

Les Hauts de Villiers,
2 *bis*, rue de Villiers,
92300 Levallois-Perret.

– On nous prie d'annoncer le décès de

**Mme Annie CECCHI**,
maître de conférences
de littérature comparée
à l'université Paris-III,

survenu brutalement le 25 novembre 1995.

De la part de sa famille et de ses amis profondément attristés.

– La direction et le personnel de l'Institut Pasteur
ont le regret de faire part du décès de

**M. André DODIN**,
professeur honoraire
de l'Institut Pasteur,

survenu le 24 novembre 1995.

Docteur en médecine, diplômé de l'École du service de santé de Lyon, le professeur Dodin était entré à l'Institut Pasteur en 1968, où il fit le reste de sa carrière.

L'essentiel des contributions scientifiques du professeur Dodin a porté sur la peste et sur le choléra. Il fut sollicité à de multiples reprises, à titre d'expert, lors d'épidémies de ces maladies.

Esprit curieux et original, André Dodin avait une grande culture médicale et bactériologique.

– Le docteur Louise Fauve-Hovhannessian,
son épouse,
Stéphan Fauve,
son fils,
Mme veuve Karnig Hovhannessian,
sa belle-mère,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

**M. le professeur**
**Robert-Marc FAUVE**,
chef de l'unité d'immunophysiologie
cellulaire de l'Institut Pasteur,

survenu le 26 novembre 1995, à l'âge de soixante-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 4 décembre, à 13 h 30, en l'église arménienne Saint-Jean-Baptiste, 15, rue Jean-Goujon, Paris-8e.

L'inhumation aura lieu vers 15 h 30, au cimetière de Marnes-la-Coquette (Hauts-de-Seine), dans la sépulture de famille.

Selon la volonté du défunt, prière de n'apporter ni fleurs ni couronnes, les remplacer par des dons à l'Institut pasteur ou au Soutien français aux enfants d'Arménie, 27, route des Gardes 92190 Meudon.

– Le président du conseil d'administration,
Le directeur général,
Et le personnel de l'Institut Pasteur,
ont le regret de faire part du décès de

**M. Robert FAUVE**,
professeur à l'Institut Pasteur,

survenu le 26 novembre 1995.

La cérémonie aura lieu le lundi 4 décembre, à 13 h 30, en l'église arménienne Saint-Jean-Baptiste, 15, rue Jean-Goujon, Paris-8e.

L'inhumation aura lieu vers 15 h 30, dans la sépulture familiale au cimetière de Marnes-la-Coquette.

Ni fleurs ni couronnes.

Ceux qui le souhaitent peuvent faire un don à l'Institut Pasteur ou au Soutien français aux enfants d'Arménie, 27, route des Gardes, 92190 Meudon.

[Docteur en médecine, M. Fauve a fait pratiquement toute sa carrière à l'Institut Pasteur et a apporté une contribution importante à l'étude expérimentale de la physiopathologie de la réaction inflammatoire. L'ensemble de son œuvre a fait l'objet d'un grand nombre de publications.

M. Fauve a été très impliqué dans la vie scientifique nationale et internationale, notamment à l'OMS et au CNRS.

Très attaché à l'Institut Pasteur, il y a été président du conseil scientifique, chargé de mission auprès du directeur général pour la recherche biomédicale et membre du conseil d'administration.]

*Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.*

– Les Guides de France
ont le regret de faire part du décès de

**Mlle Anne GRASSIN DELYLE**,

survenu le 6 novembre 1995.

Une messe sera dite à sa mémoire, samedi 2 décembre, à 18 heures, en l'église Saint-Albert-Le-Grand, 122, rue de la Glacière, 75013 Paris.

– Mme René Jeanjean,
son épouse,
M. et Mme Patrick Jeanjean,
Romain, Caroline, Clément, Constance,
M. et Mme François Valois,
Marianne, Paul-Antoine,
ses enfants, et petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu du

**docteur René JEANJEAN**,

survenu le 24 novembre 1995.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 27 novembre, en l'église du Sacré-Cœur à Moulins (Allier).

50, rue Félix-Mathé,
03000 Moulins.

– Mme Robert Maze-Sencier,
son épouse,
M. Emmanuel Maze-Sencier,
Mlle Clémence Maze-Sencier,
ses enfants,
Ses sœurs, belles-sœurs,
et beaux-frères,
et leurs enfants,
ont l'immense douleur de faire part du rappel à Dieu de

**M. Robert MAZE-SENCIER**,
commandeur des Palmes académiques,

survenu le 27 novembre 1995.

La cérémonie religieuse aura lieu dans l'intimité le vendredi 1er décembre, à 14 heures, en l'église de Saint-Claud-sur-le-Son (Charente).

Une messe sera dite en la basilique Sainte-Clotilde à Paris, le jeudi 21 décembre, à 18 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Le président, le conseil d'administration et le personnel de la Mutuelle des affaires étrangères,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

**M. Adrien MERIAN**,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
directeur de la Mutuelle
des affaires étrangères
1970-1995.

*Homo sum humani*
*nihil a me alienum*
*puto* (Térence).
*Chaque homme porte en soi*
*la forme entière*
*de l'humaine condition* (Montaigne).

1, rue de l'Abbé-Roger-Derry,
75730 Paris Cedex 15.

### Rectificatifs

– Les obsèques de

**Mme Anne CECCHI**,

ont eu lieu mercredi 29 novembre 1995.

### Services religieux

– Le Consistoire central,
Le Consistoire israélite de Paris,
vous prient d'assister aux prières dites pour la fin de l'année de deuil du

**grand rabbin Jacob KAPLAN**,
ancien grand rabbin de Paris,
ancien grand rabbin de France,
grand rabbin du Consistoire central,
membre de l'Institut,
grand croix de la Légion d'honneur,

le mardi 5 décembre 1995, à 18 h 30, en la grande synagogue, 44, rue de la Victoire, 75009 Paris.

### Hommages

– Hommage au professeur

**Jacqueline**
**BEAUJEU-GARNIER**,

samedi 9 décembre, à 14 h 30, salle Louis-Liard en Sorbonne.

### Conférences

– **Alliance israélite universelle**, Collège des études juives, 45, rue La Bruyère, 75009 Paris. Journée d'études : « La loi de l'Etat est la loi » avec MM. Alain Boyer, Emeric Deutsch, Raphaël Drai, Georges Hansel et Charles Mopsik, dimanche 3 décembre, de 14 heures à 18 heures (PAF), renseignements : 42-80-35-00.

– **En Sorbonne**, amphithéâtre Richelieu, le jeudi 7 décembre, à 19 h 30, **Sérinde, Terre de Bouddha, par Monique Cohen** (Bibliothèque nationale de France) **et Jacques Giès** (Musée Guimet, Centre de recherches sur l'Extrême-Orient de Paris-Sorbonne - CREOPS).

– **Alliance israélite universelle, Collège des études juives, 45, rue La Bruyère, 75009 Paris. Journée d'études : « La loi de l'Etat est la loi », avec MM. Alain Boyer, Emeric Deutsch, Raphaël Drai, Georges Hansel et Charles Mopsik, dimanche 3 décembre, de 16 heures à 18 heures (PAF). Renseignements : 42-80-35-00.**

### Communications diverses

**ÉCOLE SPÉCIALE**
**D'ARCHITECTURE**
Président : Christian de Portzamparc,
254, boulevard Raspail, 75014 Paris.

L'ESA informe que les examens d'admission pour la rentrée de mars 1996 auront lieu les
jeudi 7 décembre 1995
et jeudi 15 février 1996.
Pour tous renseignements, téléphoner au :
(33-1) 40-47-40-00.

– En raison des circonstances, l'assemblée générale extraordinaire et l'assemblée générale ordinaire de la SOPHAU prévues ce samedi 2 décembre sont reportées à une date ultérieure.
Merci de le faire savoir.

– **BOURSES D'ÉTUDES** 3e cycle, stratégie achat et logistique.

**L'Institut Européen du Management** (Genève Campus) offre deux bourses couvrant les frais de scolarité MBA.
●**Début** : 15 janvier 1996, durée : douze mois.

**Conditions d'admission** : diplôme d'ingénieur, bilingue anglais, minimum deux ans d'expérience industrielle.

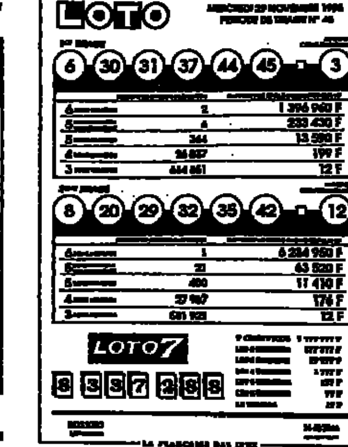
Demande de dossier avant le 7 décembre 1996. Tél. : (16) 50-31-56-78. Fax : (16) 50-31-56-80.

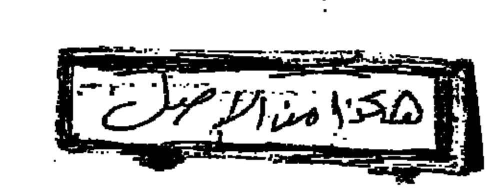
Les lauréats seront informés de la décision finale le 20 décembre, à 14 heures.

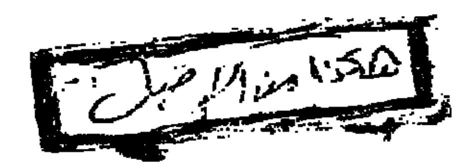
**CARNET DU MONDE**
Télécopieur :
**45-66-77-13**











**HORIZONS**

ENQUÊTE

# Le calvaire des petits patrons faillis

**Ils sont plus de 60 000 chefs d'entreprise à faire faillite chaque année. Parfois responsables. Toujours solitaires dans la tourmente**

BERNARD Radelet se souvient avec émotion du jour où Raymond Barre lui-même l'a fait chevalier de l'ordre du Mérite pour son action en faveur de la création d'entreprises ! Et comment ne serait-il pas fier de son œuvre, aujourd'hui encore et malgré les épreuves de 1993, ce tourneur P1, ancien militant syndical CGT, qui décida un jour de 1977 de retourner à l'école pour apprendre la gestion, afin de fonder sa propre entreprise en hypothéquant son pavillon de banlieue ?

Cela commence comme un conte de fées : le voilà propriétaire à 90 % et patron de Méca RM (cinq salariés), une entreprise spécialisée dans la mécanique de précision. Deutsche Telekom et le géant Thomson sous-traitent à la petite société installée à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines) la fabrication de pièces de radar et, par exemple, la première antenne du sous-marin nucléaire *L'Inflexible*. Le chiffre d'affaires grimpe à 12 millions de francs par an, les bénéfices à 2 millions et les effectifs de 1990 à vingt-trois personnes. Méca RM dispose de 2 millions de francs de fonds propres et de 3,5 millions de liquidités. La vie est belle, et Bernard Radelet en veut toujours : *« Je n'ai jamais distribué de dividendes, car j'ai tout réinvesti. »*

Arrive la récession de 1991-1992. Les grands clients raréfient leurs commandes. Pis, ils délocalisent en Italie, en Turquie, en Tchécoslovaquie et aux Pays-Bas. *« On n'a pas pris la peine de nous demander comment nous pourrions nous adapter aux nouvelles conditions de concurrence,* dit-il. *On ne nous a proposé aucun partenariat, à nous qu'on avait poussés à acheter des machines modernes pour des millions ! Car il n'y a jamais d'accord signé dans la sous-traitance, sauf si vous fabriquez des produits qui leur font peur ! »* Et c'est la descente aux enfers. Face à la fonte du carnet de commandes, Bernard Radelet tente de diversifier ses produits et sa clientèle en se lançant dans la robotique, l'électronique et le sous-vide. Il n'arrive pas à remonter la pente. Début 1993, il licencie la moitié de son personnel, ce qui lui coûte 1 million de francs. Il restructure. En juin, ses conseils l'avertissent que les banques risquent de faire jouer les cautions. Il dépose le bilan. L'été n'améliore rien, et la liquidation est prononcée en septembre. *« C'est une partie de moi-même qui est partie »*, soupire-t-il, mais il est satisfait tout de même *« d'avoir fait quelque chose de propre »*. Sa prudence a mis ses fournisseurs à l'abri. Les dettes sociales ont été payées avec l'actif restant.

Sa sérénité tient aussi au fait qu'il avait souscrit une assurance contre le chômage et qu'à cinquante-neuf ans il n'a plus que six mois avant de toucher sa retraite. Mais il n'est pas besoin de le pousser pour qu'il instruise un procès en règle contre les banques, le fisc et les délocalisations. Il râle parce que les trois mois de gestion sous l'autorité d'un syndic lui ont coûté 488 000 francs. *« Quand je pense qu'en 1990 on avait mis sur la table plus de 4 millions de francs pour acheter mon entreprise et que j'ai dit non parce que j'étais bien au travail... »*, soupire-t-il.

CERTAINS dénouements sont plus heureux. Jean-Claude Thiault, quarante-trois ans, avait pris la succession de son père à la tête de SGRM, une maison spécialisée dans la robinetterie pour l'industrie alimentaire (bière, lait, jus de fruit). Quarante salariés dans deux sociétés pour 40 millions de francs de chiffre d'affaires. Chez lui aussi, la guerre du Golfe et la dépression qui s'ensuivit marquent une rupture catastrophique. Le chiffre d'affaires chute de 10 % en 1991, de 25 % en 1992 et encore de 25 % en 1993. C'est le moment que les banques choisissent pour réduire leurs encours sur les PME, autrement dit pour refuser les découverts précédemment autorisés. Plus d'argent. L'Urssaf déclenche la procédure de cessation de paiement en mars 1993, après avoir refusé un rééchelonnement du paiement des impayés puisque ceux-ci n'auraient pas été gagés sur une caution personnelle du patron. *« C'est un moment horrible,* raconte Jean-Claude Thiault. *Dès qu'il rentre quelque argent, je remets 10 000 francs à tel ou tel créancier. Les fournisseurs demandent à être payés comptant alors qu'on n'a pas d'argent. Les salariés regardent les petites annonces et calculent leurs indemnités alors qu'il faudrait qu'ils soient plus que jamais mobilisés ! »*

Avec l'aide de l'administrateur judiciaire, le patron comprend que la baisse d'activité n'est pas la seule cause de ses problèmes. Son endettement est trop important et la filiale de production est structurellement déficitaire. Il la met en liquidation et recentre son activité sur la conception, le montage et la vente, en sous-traitant la fabrication. Au bout d'un an de fonctionnement sous surveillance, l'administrateur suggère la vente de l'entreprise, idée que combat Jean-Claude Thiault. En mars 1994, grâce au retour des bénéfices (200 000 francs), il convainc son administrateur et le juge que SGRM est saine. Ceux-ci acceptent un plan de continuation qui prévoit le remboursement des créanciers sur dix ans. Depuis, il rembourse avec ponctualité grâce à un chiffre d'affaires remonté à 14 millions de francs avec dix salariés. *« Je n'ai plus d'angoisse, car nous avons restructuré pour abaisser notre point mort, ce qui nous permet de ne pas perdre d'argent actuellement, alors que l'activité s'est effondrée en septembre. Notre trésorerie est importante et nous plaçons de l'argent, ce qui change complètement les rapports avec nos banquiers ! »*

Tout le monde n'a pas la même chance et il est des catastrophes annoncées. Bruno Garaud, trente-cinq ans, est prêt à déposer le bilan de sa boulangerie de Bobigny (Seine-Saint-Denis) parce qu'il en *« a marre de se lever tous les matins à trois heures pour une poignée de riz »*. C'est un dur à l'ouvrage et sa femme aussi. Depuis cinq ans, il ne ménage pas sa peine pour faire tourner sa boutique, achetée 2,6 millions de francs, il y a cinq ans. *« Ça les valait,* dit-il, *car elle dégageait une marge brute de 800 000 francs, et j'employais trois personnes avant... »* Avant l'incendie de la supérette voisine en décembre 1993, dont on n'a jamais su – *« ni cherché à savoir »*, ajoute-t-il – s'il était d'origine criminelle. Il perd du jour au lendemain 20 % de son chiffre d'affaires, et l'insécurité s'aggrave. Une insécurité faite d'insultes, de voies de fait, notamment sur sa femme, de vols à l'arraché, de rackets à base de bris de vitres ou d'inscriptions comme *« Garaud, fils de pute, le GIA aura ta peau »*. La police et la municipalité se disent impuissantes. Aussi, lorsque la supérette rouvre, un an plus tard, les ventes ne remontent pas, et le boulanger doit licencier.

Il demande à la mairie une réduction de sa taxe professionnelle : refus. Il demande à ses banques un moratoire : elles font le mort, au point qu'il cesse ses remboursements mensuels de 55 401 francs et se dit prêt à supporter seulement le paiement de 30 000 francs, qu'il verse sur un compte depuis le début de l'année 1995. Malgré l'entremise de négociateurs de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, la situation semble bloquée, et Bruno Garaud veut que le tribunal oblige les banques à baisser leurs prétentions ou prononce la liquidation.

*« J'ai payé tous les intérêts depuis cinq ans,* argumente-t-il. *Je veux bien rembourser le capital restant, mais pas au taux de 13,5 % pour un fonds de commerce qui ne vaudra plus rien dans dix ans. »* En enfournant pains et baguettes, il dénonce pêle-mêle le je-m'en-foutisme de la police, la taxe professionnelle « assassine », le laxisme bancaire, la chute du pouvoir d'achat, la concurrence des hypermarchés. Il dit avec la même rage que son entreprise est saine, mais qu'elle ne se relèvera pas et qu'il ne veut plus *« travailler pour les autres »*. Si rien ne bouge, il déclenchera lui-même la fin de son aventure boulangère dans les semaines à venir.

**Les professionnels répètent comme une litanie les deux maux qui amorcent les chemins de croix : le manque de fonds propres, qui ne permet pas de supporter le moindre incident ; l'inadaptation de l'entreprise et de ses produits au marché.**

BERNARD, Jean-Claude et Bruno ont de la chance : ils ont tenu tête dans la tempête qui s'est abattue sur eux. Question de caractère et de rencontres. Parmi les quelque soixante mille chefs d'entreprise qui déposent le bilan chaque année en France, la plupart ont vécu plus douloureusement encore le chemin de croix du patron failli. *« C'est vraiment terrible pour lui,* raconte Jacques Maisonneuve, avocat au barreau de Brive (Corrèze). *Il travaille dans l'urgence, le nez dans le guidon. Il ne veut pas voir la réalité, car la vie risque de perdre tout son sens pour lui. Nous sommes obligés de lui montrer les assignations pour qu'il consente à nous détailler ses difficultés. Il éprouve une forte culpabilisation, notamment vis-à-vis de ses collaborateurs. Il pense qu'il est nul. Il se réfugie dans le mutisme, voire dans les mensonges. Lorsque le dépôt de bilan est fait, s'ouvre une période de répit. Il peut enfin dormir. Il n'est plus assailli par les coups de téléphone des créanciers et les commandements d'huissier. C'est toujours très dur, notamment dans nos petites villes, où il lui faut affronter la rumeur et le changement d'attitude des banques et des fournisseurs. Quand il se met à accuser la terre entière, c'est plutôt bon signe : il a surmonté sa dépression et cesse de se ronger de l'intérieur... »*

Les professionnels qui accompagnent le petit patron répètent comme une litanie les deux maux qui amorcent son chemin de croix : le manque de fonds propres qui ne permet pas de supporter le moindre incident ; l'inadaptation de l'entreprise et de ses produits au marché. On ne compte plus les excellents charpentiers ou les restaurateurs virtuoses qui ont pratiqué des prix trop élevés chassant la clientèle ou des prix trop bas dévorant leur fonds de commerce... et qui se retrouvent, sans rien y comprendre, dépouillés de leurs biens professionnels, mais aussi de leur demeure et de tous leurs biens personnels, sans droit aux indemnités de chômage. Certains couples n'y résistent pas, et les divorces sont fréquents.

*« Ce qui me frappe, c'est que ces gens exigeants et solitaires que sont les petits patrons comprennent qu'il faut financer des machines, mais pas qu'il convient de vivre un, deux ou trois ans en attendant que l'activité soit soutenue et les recettes suffisantes,* analyse Jacques Morel, expert-comptable à Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor). *Ils ne réalisent pas qu'il faut également financer le temps. Ils s'entêtent et refusent des partenariats. Ils craignent d'effrayer leurs clients. Ils ne peuvent se résoudre à partager leur bébé avec quelqu'un d'autre. Lorsqu'ils se résignent à reconnaître la défaillance de leur entreprise, c'est trop tard. Il n'ont plus de réserves. Leur société est trop exsangue pour se redresser. »*

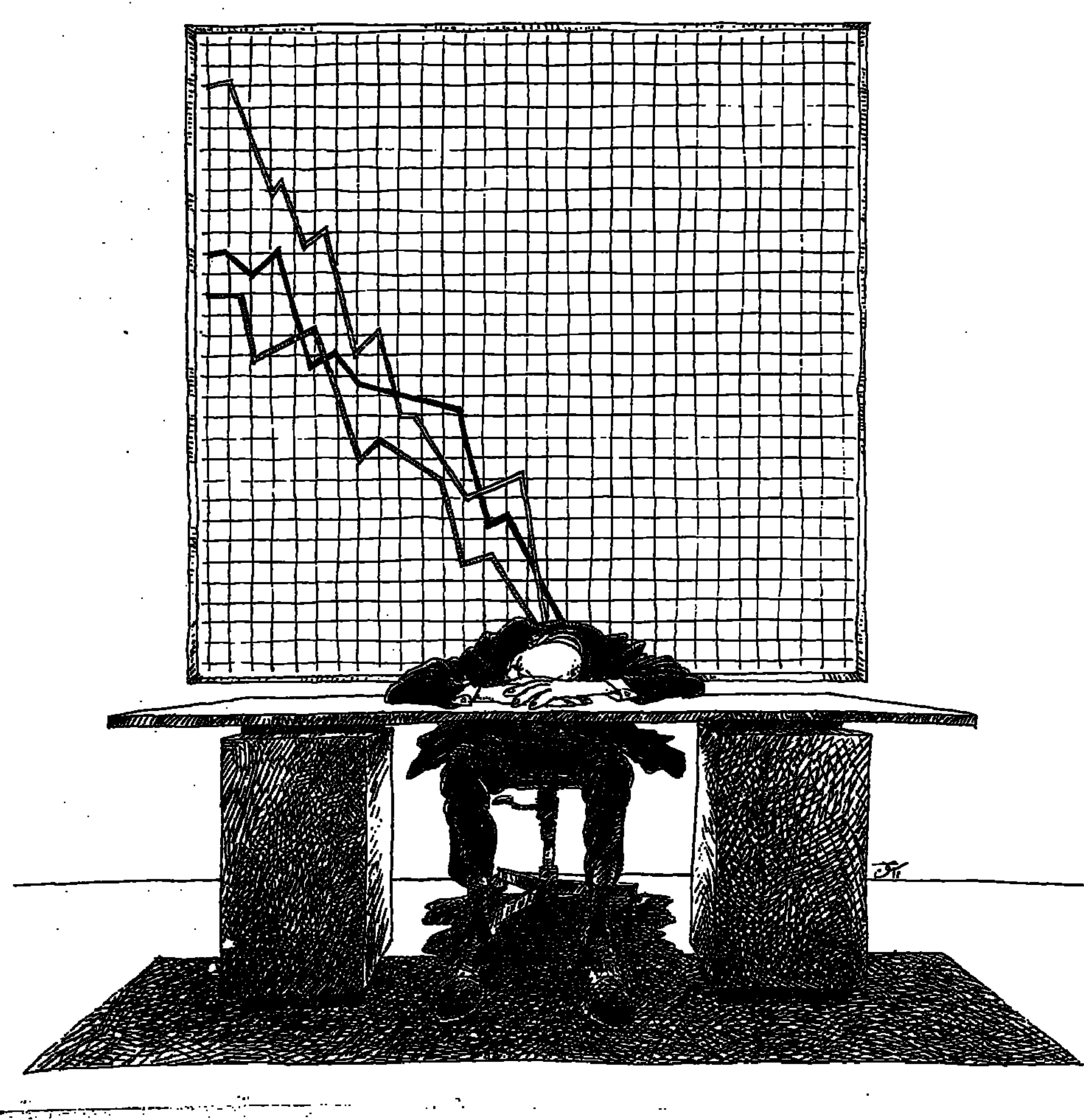
LES statistiques de la chambre de commerce et d'industrie de Paris sont cruelles : 20 % seulement des jugements autorisent le redressement de l'entreprise. *« Quand le chef d'entreprise arrive devant le tribunal, il est tout étonné qu'on lui dise que l'importance de sa dette exclut qu'il parvienne à la rembourser,* explique Pierre Serré, délégué général à la prévention des difficultés des entreprises auprès du tribunal de commerce de Paris. *Nous essayons de l'assister, mais il n'a en général pas de compte prévisionnel et la situation est trop dégradée. Il ressent la situation comme particulièrement injuste. »* M. Serré formule un conseil de prudence : *« Toute PME qui fait l'objet d'une inscription de privilège devrait examiner lucidement sa situation et, par exemple, prendre contact avec l'Urssaf pour obtenir un moratoire pour le paiement des cotisations sociales en retard. »*

Il est essentiel de faire sortir le patron de sa coquille. Selon les statistiques de l'Insee, trois entreprises sur cinq, n'ayant consulté aucun expert pendant les cinq premières années de leur existence, connaissent des défaillances, alors qu'elles ne sont plus qu'une sur cinq en difficulté lorsqu'elles consultent au moins quatre experts.

C'est dire toute l'importance des procédures de prévention mises en place par la réforme du 10 juin 1994. *« Désormais, les commissaires aux comptes et les experts-comptables ont un rôle d'alerte du chef d'entreprise,* explique M. Serré. *Le président du tribunal peut délivrer un mandat* ad hoc *en cas de demande de règlement amiable. Dans la plus stricte confidentialité, le débiteur et ses conseils exposent l'état de la société et détaillent un projet prévisionnel pour les prochaines années. Ils démontrent qu'avec sa marge brute d'autofinancement elle sera capable de rembourser ses dettes. Le tribunal doit affronter les réticences des banques, qui ont la hantise de se livrer à un soutien « abusif » de l'entreprise, qui engagerait leur responsabilité. Nous souhaiterions que ces procédures préventives soient décentralisées dans les mairies d'arrondissement parce que, notamment, le restaurateur qui se rend tous les matins aux aurores au marché de Rungis n'a pas le temps de venir au palais de justice. Et il en a peur. »*

L'exercice à la fois juridique, économique et psychologique demeure délicat, puisqu'il s'agit de réussir à mener à bien la triple mission de sauvegarder les intérêts des créanciers et d'éviter les suppressions d'emploi, en persuadant le chef d'entreprise d'avoir l'humilité de reconnaître qu'il ne maîtrise plus la situation...

***Alain Faujas***



# Sida : où vont les associations ?

APRÈS plus de dix ans d'épidémie, les associations qui ont été à l'avant-garde de la lutte contre le sida vivent une crise d'identité que l'absence actuelle de traitement curatif et l'essor planétaire de la maladie ne suffisent pas à expliquer. Affaiblies par la disparition de certains militants de la première heure, minées par le *poids des deuils répétitifs, elles* peinent à renouveler leurs discours, redéfinir leur rôle et maîtriser leurs dérives bureaucratiques.

Derrière une appellation commune, des structures de nature, de taille et de vocation très différentes se sont développées. Chacune a un bilan à faire valoir, mais beaucoup paraissent n'avoir d'autre *projet que de se survivre* à elles-mêmes, tandis que de nouvelles venues connaissent une croissance spectaculaire, tirant profit du fait que le sida est devenu un « thème porteur » dans les médias, les discours des hommes poli*tiques et le* show-business.

La reconnaissance dont bénéficient quelques-unes de ces associations recèle bien des ambiguïtés. Pourquoi le corps social continue-t-il de déléguer la gestion d'une épidémie qui concerne tout le monde à une minorité agissante ? Pourquoi les professionnels et les scientifiques, dont certains ont très tôt aidé les associations, prennent-ils aujourd'hui leurs distances ? Pourquoi l'Etat valorise-t-il le « savoir-faire » des *associations si ce* n'est pour mieux se désengager de certaines de ses responsabilités ? Les associations ainsi « agréées » sont-elles légitimes dans leur prétention *à représenter toutes les* personnes atteintes, à défendre les intérêts supérieurs de la cause ?

Historiquement, certaines de ces associations ont joué un rôle important dans la prise de conscience de la menace épidémique. Leur activisme a favorisé l'adoption, souvent trop tardive, de mesures cruciales : promotion du préserva*tif, vente libre de seringues, actions* ciblées en direction de populations marginalisées, prise en charge à 100 % des soins liés à la séropositivité, accès aux produits de substitution à l'héroïne, etc.

Comment concilier le discours de *l'urgence avec celui* sur le sida, révélateur de failles sociales et culturelles à combler durablement ? Si l'expérience a prouvé que le sida jetait une lumière crue sur certaines impasses et des manques, qu'il obligeait à reformuler des questions et à trouver de nouvelles solutions, elle démontre aussi qu'il est abusif et inopérant de vouloir *faire du sida la grille de lecture* unique de tous les maux de notre société. De ce point de vue, les associations de lutte contre le sida ont autant à apprendre des acteurs traditionnels de la santé et de l'action sociale qu'elles peuvent leur apporter. Elles devraient sans doute plus se soucier de mobiliser et d'adapter les dispositifs existants avant d'en créer de nouveaux, de capitaliser l'expérience acquise et les ressources disponibles.

Faute de réflexion globale sur le sens donné à *« la solidarité »* envers les exclus, l'Etat et les associations multiplient les guichets d'aide sociale, en catégorisant les publics. *Pour des raisons de souplesse, ils* développent le SAMU social, des boutiques pour toxicomanes, des bus de prévention. Mais un quart-monde sanitaire regroupant de nouveaux « intouchables » ne risque-t-il pas de s'institutionnaliser, faute de relais suffisants avec le système de soins ? Le sida ne « révèle »-t-il pas une détresse plus *large que les associations négligent* sans le dire ?

L'action des associations a permis d'améliorer notablement le sort des personnes atteintes ; mais les acquis ainsi obtenus ne pourront être conservés et développés que s'ils sont élargis à d'autres maladies, d'autres exclusions. La défense des intérêts particuliers a été une étape nécessaire, imposée par l'inertie ou l'hostilité des institutions et de la société. Il faut maintenant passer à une lutte qui soit partie prenante d'autres revendications et mouvements sociaux. N'y a-t-il pas contradiction entre les pulsions identitaires auxquelles certaines associations donnent libre cours et la volonté historique de sortir le sida de ses « ghettos » d'origine ?

> **Pourquoi le corps social continue-t-il de déléguer la gestion d'une épidémie qui concerne tout le monde à une minorité agissante ?**

Autre dérive non avouée : le discours de « victimisation », héritier *politiquement correct du tiers*-mondisme le plus navrant. Pour être aux côtés de celui qui souffre, il faudrait en faire à la fois une victime de l'Autre (homophobe, toxicophobe, misogyne) et un héros combattant la maladie et l'oppression. Certes, les malades souffrent parfois de discriminations odieuses. Mais peut-on analyser la *souffrance sous ce seul angle ?*

Que pensent les séropositifs d'un double discours qui, d'un côté, les fige dans l'incarnation du malheur absolu et, de l'autre, les transforme en héros qui ont quasiment l'obligation de ne pas être déprimés, sous peine de faire chuter leurs T4 ?

La chape de plomb du prêt-à-penser parasite la pédagogie de la prévention. Ainsi une association qui refuse de laisser dire que le sida est mortel voit dans le film *Philadelphia* un hymne à la vie. Mais, pour une autre selon laquelle *« le sida, on en crève ! »*, ce film dit enfin « la » vérité au grand public. Quand les épidémiologistes révisent à la baisse l'estimation du nombre de séropositifs, certains activistes les accusent de négationnisme. Quand ils relèvent une reprise de l'épidémie chez les *gays, les mêmes militants ne voient dans* cette information que la remise en cause de leur action et une attaque contre la communauté *gay*. Cela rappelle le déni du sida chez les leaders du mouvement homosexuel à un autre moment-clé de l'épidémie : le début des années 80.

Tout à leur effort de mobilisation, à la lutte contre la discrimina*tion, les associations n'ont pas as*sez dit que, face au sida, les enjeux sont autant démocratiques que techniques.

Cela suppose donc de rendre des comptes, de justifier son expertise, de penser le sida non plus comme un tout, mais de le resituer parmi les autres problématiques de santé publique et d'exclusion. Les Sidac*tions de 1994 et de 1995 ont été* le symbole des contradictions associatives. En 1994, la volonté des télévisions et de certaines associations de « faire consensuel » montrait bien le « risque » du débat : indisposer des donateurs. Est-il satisfaisant d'arguer du peu de maturité de l'opinion pour éviter les débats contradictoires ?

L'afflux inattendu d'argent a suscité une course aux projets nouveaux, alors qu'il aurait été peut-être plus pertinent de renforcer et d'adapter les dispositifs généralistes existants. Avec le reflux financier du Sidaction 1995, les associations risquent de sacrifier des programmes cruciaux pour maintenir leur standing plutôt que s'interroger *sur* leur finalité. Elles sont incitées aussi à se livrer à une surenchère dans la recherche de fonds, en se disputant la palme de l'efficacité dans l'aide aux malades *par le biais de campagnes d'images* et de coups médiatiques.

Les valeurs éthiques et l'engagement citoyen dont se réclame le mouvement sida sont-ils compatibles avec les recettes du *charity business* ? L'argent est-il ce qui manque le plus dans le sida ? Quelle place a l'argent privé dans un pays où la prise en charge sanitaire et sociale relève des responsabilités de l'Etat ?

Celui-ci, en ne finançant qu'au compte-gouttes les associations, les pousse également à rentrer dans une fausse logique financière qui consiste à quémander perpétuellement des fonds comme un dû. Il n'est pas question d'être hypocrites : l'argent n'est pas sale par nature à condition qu'il soit utilisé dans la clarté et avec efficacité.

Combien de temps encore les associations pourront-elles occulter toutes ces contradictions ? Il serait urgent pour elles de convertir la rente de situation que constitue leur image en investissement dans le débat démocratique, comme ont su le faire certains leaders d'organisations non gouvernementales (ONG) qui n'ont pas hésité à interpeller l'opinion sur les dérives de la pensée humanitaire.

***Marie Ahouanto, Cedric Claquin, Pierre Kneip, Emeric Languerand, Roland Landman, Françoise Linard, Mathieu Verboud, Laurent de Villepin*** *sont membres d'associations de lutte contre le sida.*

# Les Africaines ont le droit de savoir

## *par Dominique Kerouedan*

LA condition de la femme africaine – le facteur VIH venant ici exacerber une réalité sous-jacente antérieure – ne pourra évoluer favorablement que si les femmes maîtrisent les situations, *les choix et les décisions qui* les concernent. Pour espérer un jour son émancipation, la femme africaine doit parvenir à être souveraine. Elle ne peut l'être, pour le bénéfice de son devenir et de celui de ses enfants, que si elle dispose de tous les éléments pour réfléchir et agir. Y compris vis-à-vis de sa santé.

Cela est d'autant plus vrai à *l'égard de la transmission du sida* en Afrique : les femmes ne maîtrisent pas leur sexualité, ce qui est un facteur majeur d'exposition à leur infection par le virus du sida et de propagation de l'épidémie. Dépendantes des choix et des décisions de leur père (de très bonne heure, puisque dès l'âge de onze ou douze ans il n'est pas rare qu'elles *soient offertes par leur père à des* hommes plus âgés et souvent infectés), puis de leur partenaire ou de leur mari, elles n'ont pas le pouvoir de dire non.

Dans ce contexte, nous concevons bien en quoi les messages de prévention du sida les plus couramment diffusés en Afrique, incluant les thèmes de l'abstinence, du port *du préservatif, de la fidélité sont* caducs lorsque les responsables des campagnes de prévention pensent s'adresser aussi aux femmes. Les femmes africaines n'ont pas le choix de décider du moment de l'acte sexuel. L'abstinence est pour *elles exclue. Encore moins dis*posent-elles du pouvoir d'imposer aux hommes l'usage des préservatifs. Les femmes sont généralement fidèles, mais comment la fidélité peut-elle les protéger si leurs partenaires ne le sont pas ? Une des armes *de la lutte* contre *le sida* en Afrique est bien que les femmes maîtrisent les décisions et les choix relatifs à leur sexualité.

Pour ces raisons et de manière générale, nous redoutons tous les propos qui visent à ralentir tout effort *vers l'émancipation des* femmes ou tout effort de prévention du sida sur ce continent. Il n'y a pas d'émancipation possible sans connaissance de cause. Il n'y a ici pas de prévention efficace du sida sans connaissance du statut sérologique.

La question de la femme et de la mère africaines face au sida est une question de société et une question de santé publique, plus qu'une question de dépistage au sein d'un protocole de recherche. Abordons-la comme telle : les femmes souffrent de leur séropositivité parce que la communication sur le sida en Afrique a été extrêmement réductrice pendant les dix dernières années, en portant quasi exclusivement sur la prévention de la trans*mission du VIH par voie sexuelle et* en insistant sur le multipartenariat comme facteur de risque.

Comment éviter alors que les femmes infectées, alors même que le plus grand nombre d'entre elles ne connaissent pourtant que leur mari, soient insultées et traitées de prostituées par celui-ci, rejetées et chassées de leurs foyers ? Les *jeunes filles et les femmes ont été* peu visées par les stratégies de prévention menées au profit de la population en général. Les canaux de communication habituellement utilisés que sont la presse, la radio et la télévision leur sont bien souvent inaccessibles. Les notions de transmission du VIH de la mère à l'enfant, de transmission du VIH en mi*lieu hospitalier, la notion même de* séropositivité par rapport au sida, ont été très peu abordées. Elles commencent à l'être dans certains pays malheureusement déjà très touchés par l'épidémie, là où les cas de sida sont si nombreux que nous ne pouvons qu'en parler.

> **Une question de société, plus qu'une question de dépistage**

Même si elles doivent en souffrir en première instance, les femmes africaines ont le droit de savoir et le droit d'exister séropositives. C'est ce droit pour lequel il faut se battre. Ce n'est pas en gardant le silence sur la séropositivité que l'on parviendra à faire évoluer les mentalités et à favoriser l'insertion des personnes vivant avec le sida. De grâce, ne créons pas davantage d'obstacles à la prévention du sida en Afrique. C'est *déjà bien assez* compliqué : parlons du sida, parlons des séropositifs en Afrique aussi ; défendons-les, aidons-les à exister au contraire, aidons leur entourage à ne pas les craindre et à les accepter, à continuer de vivre avec eux. *Ils auront besoin de cet entou*rage à tous les stades de leur maladie. Démunis sur le plan thérapeutique, souvent même pour l'essentiel, sans parler des traitements antiviraux, nous pouvons tout de même limiter ainsi l'impact de cette maladie en Afrique. Un autre aspect est celui du secret médical. Nombre de personnes souffrent de discrimination en Afrique, non parce qu'elles ont fait connaître leur statut à leurs partenaires, mais parce que leur statut a *été révélé à autrui à leur insu, soit* dans le milieu familial, soit dans le milieu professionnel. Il faut reconnaître que la déontologie médicale, et les questions d'éthique en général, sont malheureusement peu estimées et peu respectées par nos confrères africains. C'est de la violation du secret médical que souffrent les personnes infectées *sur ce continent, les femmes* comme les hommes.

Nous sommes affrontés à des situations familiales et sociales qui pourraient être prévenues si les femmes et les couples étaient volontairement dépistés et conseillés correctement. Etant donné les chiffres de séroprévalence dans ces pays, nous devons encourager le dépistage volontaire des femmes enceintes et de la population en général. Nous y croyons parce que le dépistage volontaire et anonyme permet de s'adresser aux personnes individuellement, de s'entretenir longuement avec elles, de faire passer de nombreux messages à la fois. Alors que les discours collectifs sur l'usage des préservatifs et les chan*gements de comportements... Qui* peut nous dire aujourd'hui l'impact de ces stratégies en Afrique ?

Si les femmes africaines sont rejetées et humiliées, c'est d'abord du fait de leur condition de femmes trop souvent analphabètes, dans *une société inégalitaire où elles* maîtrisent à peine les questions de cuisine et de maternité. Même l'éducation des enfants bien souvent leur échappe, contrairement à ce que nous pensons. Nous devons donc mener des actions qui contribuent à leur émancipation, à les amener à prendre des décisions, à prévoir l'avenir, à s'y projeter et à faire des choix en toute souveraineté. Pour cela, elles doivent savoir et connaître. Les femmes séropositives, comme les autres, ont besoin d'exister et d'être ce qu'elles sont.

Nous n'avons pas de médicaments à proposer aux femmes d'ici. Mais nous avons d'autres armes pour prévenir l'infection par le VIH et limiter l'impact de l'épidémie : les sortir de l'ignorance et de leur aliénation.

***Dominique Kerouedan,*** *médecin, est conseillère technique au Programme national de lutte contre le sida en Côte-d'Ivoire.*

# Que communiquer ?

## *par Jonathan M. Mann*

« COMMUNI*QUER pour agir* » – défi fondamental. *Mais que communiquer ? Vers* quelle action ? Comment réunir le savoir, la communication et l'ac*tion ? Un consensus collectif sur* le sida existe actuellement : le transfert de l'information seule ne suffit pas à une prévention efficace. Le vrai problème dépasse en fait cette conclusion tout compte fait banale : notre communication, notre information et nos actions ne sont qu'à la mesure de l'analyse que l'on aura *faite du problème posé et de la* définition que l'on en aura avancé. Après presque quinze ans d'expérience, la question est de savoir sur quoi doit porter la communication et quelles actions bénéficieront de ses effets.

L'histoire de l'information sur le sida – de ses processus d'acquisition autant que de sa communication – se lit au travers de la série d'images et de définitions de la pandémie qui se sont succédé. La première phase a été une phase d'alerte et d'information. Suite à la découverte clinique en 1981, l'épidémiologie dans sa forme classique a cherché à cerner l'ampleur du problème, sa distribution géographique et dé*mographique, ses modes de* transmission, et les comportements qui y sont liés. Des campagnes d'information d'une vigueur et d'une ampleur sans précédent ont visé à alerter le public sur l'existence du problème et ont cherché à traduire des données épidémiologiques dans des termes compréhensibles par tous. La priorité était donc de susciter une mise en état d'alerte tout en propageant l'information essentielle sur l'épidémie et sur les moyens de se prévenir contre elle. Revoyant ces images et ces messages aujourd'hui, on est frappé par leur aspect expéditif, insuffisant et provisoire.

Au milieu de cette décennie, la santé publique a développé une image plus cohérente du sida. A la tâche d'alerter a succédé l'effort, beaucoup plus complexe, d'informer, d'éduquer, et d'assurer une gamme de services sanitaires et sociaux afin de promouvoir et d'appuyer les changements du comportement individuel sur lesquels la prévention était fondée.

Depuis environ 1988, l'approche hautement classique de la santé publique – qui définissait l'épidémie et les maladies en général comme facteurs dynamiques dans un contexte social statique – boitait. Nos efforts n'aidaient en effet qu'une petite partie de la population ; ils étaient d'une certaine utilité à un plus grand nombre, mais *n'étaient guère profitables à la* majorité. Dans tous nos pays – même les plus riches –, l'épidémie continuait à se propager, parfois de façon explosive, comme on a pu le voir sur les continents américain ou asiatique.

En fait, depuis la fin des années 80, ceux qui travaillent sur le sida savent que la simple pour*suite – ou même l'amplification* des actions et activités en cours – ne sera en aucune manière capable d'enrayer la pandémie. Cette vérité profonde mais pénible, surtout quand on sait le courage, la créativité et l'engagement déployés pendant plus d'une décennie, a amené la santé publique à la croisée des chemins. Il est tentant de se contenter du déclin actuel du nombre de nouvelles infections et de se satisfaire des efforts de prévention en cours.

> **Il ne suffit pas de citer, en conclusion d'un discours, l'importance des facteurs sociaux, économiques, politiques et culturels pour que ceux-ci soient véritablement pris en compte**

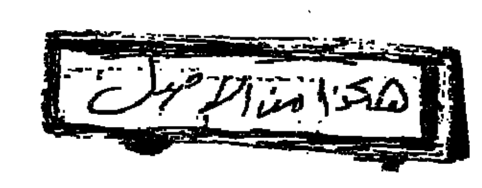
L'autre voie qui s'ouvre à une santé publique souvent timorée imposera le rejet du statu quo quant à la définition du problème, aux sources d'information nécessaires, et aux formes d'ac*tions qu'appelle le sida. C'est la* voie qui conduit vers une analyse, une compréhension et une action au niveau social – dimension parfois évoquée mais en réalité souvent négligée par la santé publique traditionnelle. Car il ne *suffit pas de citer*, en conclusion d'un discours sur le sida ou sur tout autre problème de santé publique, l'importance des facteurs sociaux, économiques, politiques et culturels pour que ceux-ci soient véritablement pris en compte.

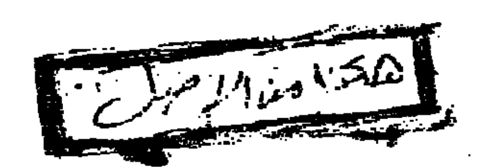
*Au lieu de multiplier* les analyses épidémiologiques, nous devons repenser et reformuler les *questions de base. Nous pouvons* avancer plus loin au travers d'une nouvelle analyse de la pandémie et de son évolution, et réfléchir sur les raisons concrètes de l'insuffisance des programmes actuels.

Informer pour agir. Il est clair qu'il est plus simple d'alerter que d'informer ; et plus simple de rester *au niveau de la santé publique* traditionnelle que de mettre en cause directement les conditions sociales *qui déterminent – plus* que tout autre élément – qui vivra et qui mourra, qui sera en bonne santé et qui sera malade, de quoi et à quel moment. Mais aujourd'hui, face au sida, révélateur puissant des limites inhérentes des approches et des paradigmes hérités, il est nécessaire d'inclure et d'intégrer la dimension sociale des droits de la perso*nne concrè*tement dans les stratégies de prévention au niveau communautaire, national et mondial. Les objectifs et le contenu de l'information jugée indispensable pour la prévention de demain en découleront. De même que nous savons que des efforts pour soutenir la capacité associative d'une société peuvent contribuer autant ou plus à la lutte contre le sida que la création d'une organisation anti-sida, nous pouvons entrevoir que l'éducation sur les droits de la personne – et donc sur les racines de la santé – serait *aussi important* pour le futur de l'épidémie que la communication de n'importe quelle information spécifique sur le sida.

Analyse, communication, action : vers une nouvelle santé publique – enfin capable d'affronter les causes sociales profondes de la maladie, des handicaps et de la mort précoce. Après presque quinze ans de lutte, nous *conti*nuons à porter un message de confiance et d'espoir : confiance dans notre capacité de renouveler nos analyses et notre compréhension face à une pandémie dynamique et volatile ; confiance dans l'importance des droits de la *per*sonne et de la dignité humaine...

***Jonathan M. Mann*** *est professeur à l'Ecole de santé publique de l'université de Harvard (Massachusetts).*







Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur de la rédaction
Directeur adjoint de la rédaction : Edwy Plenel
Rédacteurs en chef, adjoints à la direction de la rédaction : Thomas Ferenczi, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Greilsamer, Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Jean-Yves Lhomeau, Manuel Lucbert, Luc Rosenzweig
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Directeur de la gestion : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet
Médiateur : André Laurens
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffaud, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)
*Le Monde* est édité par la SA Le Monde.
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 885 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* », Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du directoire
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
Tél : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206 806F
ADMINISTRATION : 1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex 261 311F

Le Monde

ÉDITORIAL

# Discrimination et sida

INEXORABLEMENT, sur les cinq continents, la pandémie de sida progresse. Comme les années précédentes, la Journée mondiale de lutte contre le sida fournit l'occasion d'un triste constat : en 1995, chaque jour, plus de 6 000 personnes sont infectées par le virus. A la mi-juillet, plus de 14 millions d'adultes – 8 millions d'hommes et 6 millions de femmes –, vivant pour 90 % d'entre eux dans des pays en voie de développement, étaient contaminés par le VIH. 4 millions d'adultes sont d'ores et déjà morts du sida. Environ 1,5 million d'enfants ont été infectés, un nombre qui ira croissant à mesure qu'augmentera celui des femmes contaminées.

L'Afrique subsaharienne demeure la région du monde la plus touchée, mais l'Asie, où l'épidémie est beaucoup plus récente, devrait d'ici peu devenir le continent où le nombre de nouveaux cas d'infections est le plus important. D'ici à l'an 2000, prévoit l'Organisation mondiale de la santé, 30 à 40 millions de personnes auront contracté le virus du sida.

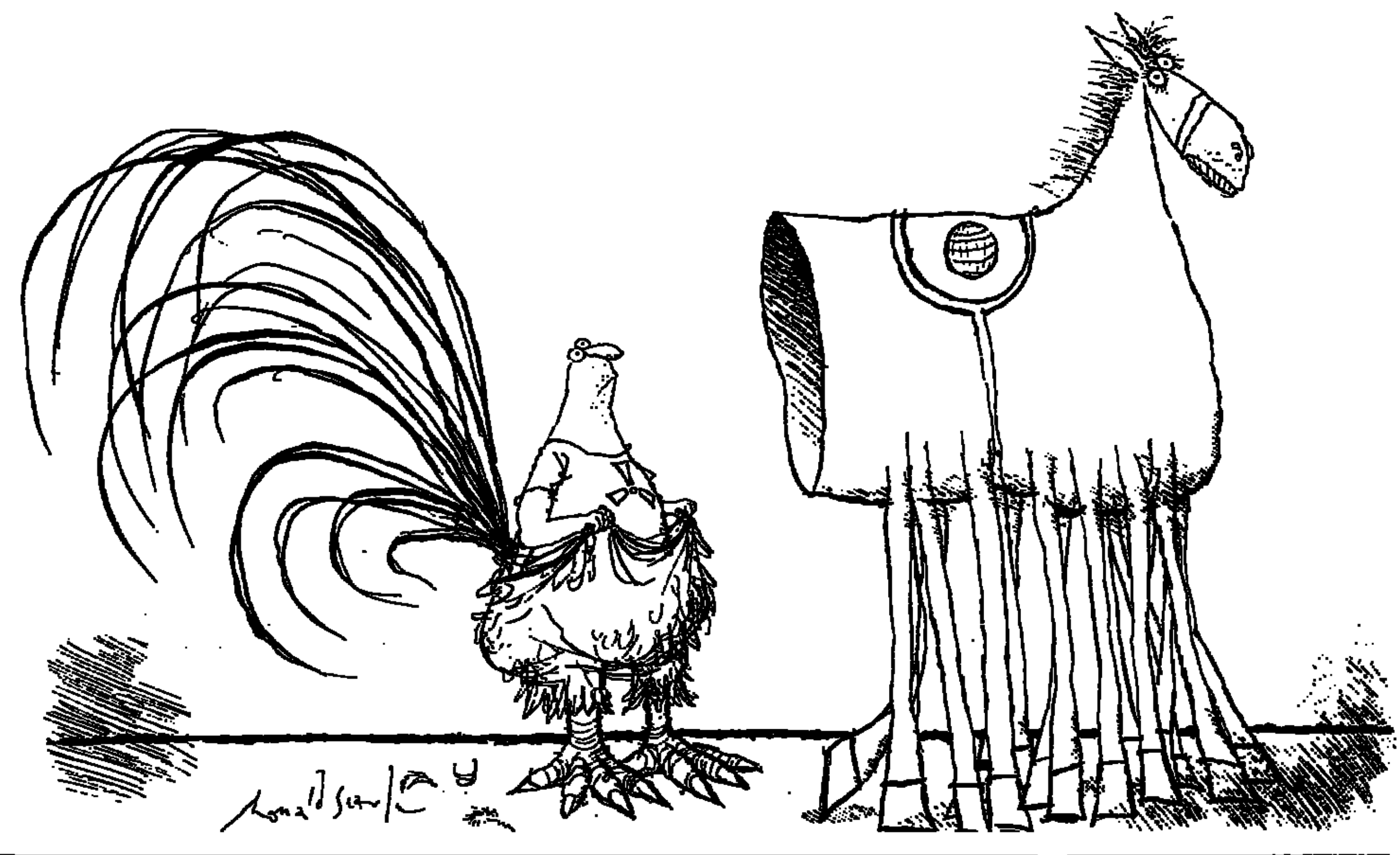
Au-delà des chiffres et des piétinements de la recherche – contrairement aux fanfaronnades de certains soi-disant spécialistes, aucun vaccin n'est actuellement en vue –, un fait massif demeure : le sida est d'abord et avant tout une maladie qui touche des personnes socialement et économiquement défavorisées. La discrimination demeure un facteur essentiel de propagation du virus.

Dans certaines parties du monde, principalement en Afrique, la subordination politique, sociale et sexuelle des femmes les empêche de maîtriser leurs rapports sexuels. Du respect des droits des femmes à la mise en œuvre de vastes programmes de santé publique, la lutte contre la propagation du virus doit donc accompagner, dans les pays les plus pauvres, une politique globale de développement.

Dans les pays riches, la situation épidémiologique est différente. La transmission du virus s'observe essentiellement dans certains groupes à risque – toxicomanes, homosexuels – ainsi que dans certaines populations migrantes. Tout particulièrement en France, cette constatation conduit à s'interroger sur la pertinence des campagnes « généralistes » d'information et de prévention vantant indistinctement, pour l'ensemble de la population, l'utilisation du préservatif. Ces campagnes ont eu des effets pervers. En accréditant, sans nuances, l'idée que tout un chacun pouvait contracter le virus, elles ont fini, comme l'a montré la dernière enquête menée sous l'égide de l'ANRS et de la direction générale de la santé, par convaincre l'opinion de l'existence d'un danger massif et de la nécessité de mettre en œuvre des mesures discriminatoires (« sidatoriums », dépistage obligatoire, levée du secret médical).

Eviter toute forme de stigmatisation des personnes infectées et rétablir une certaine « vérité » épidémiologique, de manière à affiner les politiques de prévention : tel est le double défi auquel sont confrontées les autorités sanitaires. En sachant qu'il serait catastrophique que le ralentissement observé en France serve de prétexte à une diminution de l'effort financier consenti pour lutter contre la pandémie.

## Faux pas *par Ronald Searle*



# Duo américano-russe sur l'OTAN

*Suite de la première page*

Ils ne ressortent pourtant pas complètement les mains vides d'une négociation qui a duré des semaines. Sans doute Andreï Kozyrev, ministre russe des affaires étrangères, a-t-il un peu enjolivé la réalité en déclarant : *« A travers la coopération, nous parviendrons à un changement dans le rôle de l'OTAN, les fonctions de l'Alliance atlantique, et nous serons en mesure de défendre notre point de vue, notamment sur la question de l'expansion de l'OTAN. »*

Mais il n'a pas totalement tort d'espérer pouvoir un jour influer sur les décisions de l'organisation occidentale. Les Etats-Unis et la Russie sont en effet engagés dans un vaste marchandage dont l'enjeu est à terme l'architecture de sécurité qui remplacera en Europe le vide laissé par l'effondrement de la structure bipolaire, et dont la manifestation actuelle est la controverse sur l'élargissement de l'OTAN vers l'Est. Les dirigeants russes, toutes tendances confondues, veulent empêcher cette extension, soit parce qu'ils sont convaincus qu'elle est dirigée contre eux, soit parce qu'elle ferait le jeu des nationalistes les plus extrémistes, soit encore pour des raisons purement tactiques : en faisant monter les enchères, le Kremlin cherche à arracher des compensations aux Occidentaux. C'est la méthode qu'il a déjà employée en refusant de signer le *« partenariat pour la paix »* aussi longtemps qu'il n'avait pas obtenu un statut privilégié tenant compte de son passé de superpuissance.

En menaçant l'Alliance atlantique des pires calamités en cas d'élargissement de l'OTAN, Boris Eltsine a parlé d'une nouvelle ère de glaciation en Europe – les Russes espèrent ébranler les membres européens de l'Alliance, qui devront donner leur consentement ; inquiéter suffisamment l'administration américaine pour qu'elle renonce ou le Congrès pour qu'il refuse une opération coûteuse ; et si ces menaces se révèlent vaines, faire payer le prix fort.

### ALTERNATIVE

En réalité, la Russie a des possibilités de représailles limitées ; elle peut essayer de reconstituer un bloc militaire autour de la *Communauté des Etats indépendants* – mais les candidats ne se bousculent pas ; elle peut remettre en cause l'accord sur la limitation des armements classiques en Europe – mais elle l'a déjà fait – ou retarder la ratification du traité Salt II sur la réduction des armements stratégiques. Elle peut aussi menacer de sortir du *« partenariat pour la paix »*, mais ce serait un aveu de faiblesse plus que de force.

La Russie n'a aucun intérêt à bouder les possiblités de concertation offertes par l'OTAN ; au contraire, elle veut être partout partie prenante, quitte à cacher ses reculades sous une intransigeance rhétorique, comme l'a fait encore mardi le général Gratchev à Bruxelles. Que ce soit dans le *« partenariat pour la paix »*, avec l'accord sur la Bosnie, lors de manœuvres communes, etc., les Américains et les Russes se livrent à des exercices compliqués de dissuasion et de confiance mutuelles ; Washington veut montrer que l'OTAN n'est pas (n'est plus) une organisation dirigée contre Moscou, qu'elle a un rôle essentiel à jouer dans la sécurité de l'Europe, que Moscou peut coopérer avec elle, donc que son élargissement en direction des anciens pays socialistes est inoffensif. Le Kremlin, en revanche, cherche à prouver que la paix en Europe peut être maintenue – ou rétablie – par une entente entre l'OTAN et la Russie, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une extension de l'organisation atlantique qui mettrait en péril la coopération. Celle-ci *« n'est pas un feu vert mais une alternative à l'élargissement de l'OTAN »*, a insisté M. Kozyrev.

Il n'en reste pas moins que les Etats-Unis ont aujourd'hui plus d'atouts pour forcer Moscou à accepter leurs conditions. Le feront-ils sans trop se soucier des Européens, qui sont tentés d'utiliser le refus russe actuel de l'élargissement pour amener Washington à envisager une réforme de l'OTAN et la création d'une identité européenne de défense ? On ne peut l'exclure, quand on voit comment les Européens ont dû batailler à Dayton pour ne pas être complètement tenus à l'écart dans la négociation de l'accord de paix en Bosnie ou à Bruxelles pour imposer un contrôle politique de tous les membres de l'Alliance atlantique sur les décisions militaires du commandant en chef américain.

Dans un entretien au magazine *Time*, Jacques Chirac a cité *« la modernisation de l'Alliance atlantique et la création d'un pilier européen de défense »*, parmi ses objectifs prioritaires. Il est grand temps de passer des déclarations aux actes, pour ne pas être pris à contre-pied par un arrangement russo-américain qui ne laisserait plus beaucoup de marge de manœuvre.

***Daniel Vernet***

# Barcelone, vue du Sud

ENTRE sa rive sud et l'Europe, la Méditerranée, politiquement, n'est pas une mer d'huile. Vue du Nord, elle est, au contraire, lourde de tempêtes. Ce constat de défiance, qui fonde une stratégie préventive, a inspiré le rendez-vous de Barcelone, le drame algérien ayant redonné une urgence à la vieille idée d'« espace » euroméditerranéen, rebaptisé « partenariat », puis « pacte de stabilité ».

Pour l'Europe, il s'agit, avant tout, en mariant l'aide et le commerce, de favoriser un décollage économique chez ses partenaires du Sud, d'y réduire les zones de misère, terreau de l'intégrisme islamique et facteur d'exode, et, en prime, d'y encourager le pluralisme et la démocratie, encore trop rares dans la région. Cette stratégie ne peut fonctionner que si le Sud juge bon de s'y prêter et d'en payer le prix.

Or, elle est, vue du Sud, entachée de deux soupçons : l'un politique, l'autre économique. Le Sud reproche tout d'abord à l'Europe son obsession sécuritaire. Ne voir dans l'autre rive, souligne-t-il, qu'un foyer de menaces, conduirait le Nord à privilégier une démarche policière, reflet du souci exclusif d'un « endiguement » nouvelle manière, et inéluctable source d'un ressentiment réciproque. Le Sud craint les ravages des amalgames, en premier lieu celui entre islam et terrorisme.

L'Europe a conscience des dangers d'une telle approche réductrice. Comme le dit Manuel Marin, le commissaire européen en charge du dossier, il ne faut pas surestimer *« les interdépendances négatives »*. Et de rappeler une évidence : *« Pas plus que la chrétienté de jadis ne se ramenait à l'Inquisition, l'islam ne se résume à l'intégrisme. »* Prenant en compte cette inquiétude du Sud, la déclaration de Barcelone, dans son volet consacré aux *« échanges entre sociétés civiles »* prône *« le respect entre cultures et religions »* et *« la coopération décentralisée entre les acteurs du développement »*.

Cela n'a pas empêché l'Europe, résolue à combattre l'immigration clandestine, de demander au Sud le renforcement de la coopération mutuelle pour réduire les pressions migratoires et d'harmoniser la semaine dernière sa politique d'asile dans un sens restrictif en l'axant sur une définition plus étroite du statut de réfugié.

D'autant qu'elle tient souvent le Sud pour une « bombe à retardement démographique » posée à sa porte. D'ici à l'an 2010, date souhaitée pour l'entrée en vigueur de la zone de libre-échange euro-méditerranéenne, la population des douze pays du Sud représentés à Barcelone augmentera de 50 %, passant de 200 à 300 millions d'habitants. Si beaucoup, notamment au Maghreb – où un homme sur deux a moins de vingt-cinq ans –, commencent à admettre que la politique familiale laxiste menée dans le passé empêchera pour longtemps de réduire sensiblement le chômage, même si la croissance économique vient à galoper, ils relèvent aussi, courbes à l'appui, que la tendance démographique s'est désormais inversée.

L'autre inquiétude du Sud est d'ordre économique. Le bassin méditerranéen redoute d'être surtout une terre de mission commerciale pour les produits du Nord. Sans doute faut-il relativiser cette crainte, pour deux raisons. D'abord cette région n'occupe – et n'occupera longtemps – qu'une place marginale dans le commerce global de l'Union européenne : 5 % de ses exportations, 4 % de ses importations. Ensuite, l'Europe y tient déjà un rôle prédominant, absorbant, par exemple, 80 % des produits tunisiens, 70 % des exportations marocaines, et 68 % de celles de l'Algérie.

L'amertume du Sud a des raisons plus profondes. Estimant avoir naguère pâti de l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal, il dit aujourd'hui faire les frais des retrouvailles du Vieux Continent avec lui-même. Face aux pays d'Europe centrale, géographiquement et culturellement plus proches de l'Union, où, entre autres atouts, la main-d'œuvre est mieux formée, et qui peuvent offrir aux investissements une forte valeur ajoutée, le Maghreb doit se contenter des capitaux résiduels.

Même si le Sud se compare parfois abusivement à l'Europe centrale, alors qu'il n'a pas vocation, comme celle-ci – en dehors de Malte, Chypre et la Turquie – à adhérer à l'Union, il ressent cruellement le fait de recevoir d'elle une aide par tête d'habitant trois fois moindre que celle accordée à l'ancien monde communiste. Certains pays mettent aussi en cause la responsabilité historique de l'Europe, pour les avoir mal récompensés des efforts accomplis de longue date avec sa bénédiction. Le Maroc, à cet égard, est un cas exemplaire : bon élève, adepte de l'économie de marché depuis les années 60, il estime avoir été lâché par le Nord au moment où il perdait la plupart de ses avantages comparatifs au profit de l'Europe centrale et de l'Asie, alors qu'il aurait au moins mérité de recevoir « une prime de fidélité ».

A cela s'ajoute l'incompréhension envers une Union qui préconise le libre-échange, mais en exclut pour l'instant les produits agricoles, pourtant vitaux pour les économies du Sud, afin de protéger les équilibres de sa propre politique agricole commune. Ultime paradoxe : les plus ardents avocats d'un rééquilibrage de l'Union vers le Sud – les pays latins – sont aussi les plus intransigeants à son égard, dès que leurs intérêts sont en jeu, comme l'a encore montré, s'agissant de l'Espagne, la récente et rude négociation sur le renouvellement des accords de pêche entre l'Union et le Maroc.

Il reste que la rive sud de la Méditerranée n'a pas le choix. Pour mieux s'intégrer à l'économie mondiale, et sous peine d'être marginalisée, elle doit s'ancrer à l'Europe. Même si celle-ci ne fait pas pour le moment profiter ses voisins d'une force d'entraînement comparable à celle du Japon en Asie ou des Etats-Unis sur le continent américain. La réussite de cet ancrage suppose d'entrée de jeu, comme le souligne le professeur Driss Ben Ali, économiste à l'université de Rabat, *« que l'Europe cesse de se barricader derrière un discours sécuritaire et que la rive sud renonce à un discours purement revendicatif »*.

***Jean-Pierre Langellier***

## RECTIFICATIFS

**ANGOLA**

Contrairement à ce que nous avons écrit dans notre article sur les rencontres de création chorégraphique africaine de Luanda (*Le Monde* du 24 novembre 1995), Ana Maria de Oliveira, ministre de la culture du gouvernement angolais, appartient au MPLA, parti au pouvoir depuis l'indépendance, et non à l'Unita, parti de Jonas Savimbi.

**GEORGES MESMIN**

Georges Mesmin (UDF-CDS) n'est plus maire du XVIe arrondissement de Paris, comme il a été indiqué par erreur dans l'article du *Monde* du 28 novembre. Il est député de cet arrondissement, dont la mairie est détenue par Pierre-Christian Taittinger (UDF-PR).

## REVUE DE PRESSE

**FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG**
*Friedrich Karl Fromme*

■ Les Verts et le SPD ont proposé au Bundestag une loi visant à réhabiliter les déserteurs de la Wehrmacht condamnés par les tribunaux militaires (...). Une réhabilitation globale de ces déserteurs causerait du tort à la Bundeswehr, car elle remettrait en question la légitimité du service militaire.

**LE NOUVEL OBSERVATEUR**
*Jacques Julliard*

■ L'avenir de la Bosnie est désormais, pour l'essentiel, entre les mains des Bosniaques eux-mêmes. Nous pouvons cependant les aider à rétablir la démocratie, en imposant la punition des criminels de guerre.

**INFOMATIN**
*Marc Jézégabel*

■ Trop c'est trop. Ce n'est pas la grève qui est en cause. Encore moins le droit de la faire. Mais pourquoi ne pas l'imaginer autrement ? En pesant sur les intérêts de l'entreprise, sans léser ceux des clients. Cheminots, RATipistes, électriciens, postiers : roulez, éclairez, triez, mais gratuitement.

**EUROPE 1**
*Alain Duhamel*

■ Entre les propositions des présidents d'université, les offres de François Bayrou et les demandes des étudiants, il n'y a pas d'abîme (...). Un geste significatif en faveur d'une génération d'étudiants qui n'a jamais connu que la crise n'aurait de surcroît rien d'abusif.

**FRANCE INTER**
*Bernard Guetta*

■ Sans doute faut-il accepter le changement. Sans doute comporte-t-il des sacrifices, mais tant que personne ne dira vers quelle rive nous voguons, tant qu'on méprisera la politique, le front du refus s'élargira.

**RESTRUCTURATION** Les institutions financières spécialisées, ensemble hétéroclite créé par la loi bancaire de 1984, traversent une crise existentielle sans précédent. ● *LA DISPARITION* quasi totale des missions d'intérêt public confiées par l'Etat, et notamment la distribution des prêts bonifiés, leur a ôté leur traditionnel fonds de commerce. Elles sont condamnées à disparaître ou à se transformer. Certaines préparent leur transformation en établissements de crédits « banalisés ». ● LA MISSION de financement des PME par le CEPME vient d'être réaffirmée par le premier ministre, qui envisage un rapprochement avec une autre IFS, la Sofaris, et une coopération accrue avec les sociétés de développement régional (SDR). Ces dernières ont été balayées par la crise des PME, ruinées par des erreurs de stratégie et pénalisées par un actionnariat éclaté.

# Les institutions financières spécialisées n'ont plus d'avenir

## Créées pour distribuer des crédits bonifiés, elles voient leurs missions supprimées dès lors que l'Etat adopte une politique libérale et que le paysage bancaire se banalise

**LE PREMIER MINISTRE** a annoncé lundi 27 novembre un vaste plan en faveur des PME. Il s'inscrit dans la lignée de tous ses prédécesseurs, qui, de Pierre Mauroy à Edouard Balladur, en passant par Edith Cresson, ont successivement redécouvert l'importance des petites et moyennes entreprises dans le tissu industriel français. Parmi les mesures présentées à Bordeaux figurent la réaffirmation du rôle du CEPME (Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises) dans le financement des PME et son rapprochement avec la Sofaris. *Même si on ne sait pas encore quelle* sera la nature exacte de ce rapprochement : fusion, liens capitalistiques ou simple convention de partenariat.

Les deux premières hypothèses semblent difficile à mettre en œuvre. Fusionner un établissement qui octroie des crédits avec un autre dont la mission est de garantir ce même risque est un mélange des genres qui peut se révéler dangereux. Il pourrait conduire la banque prêteuse à relâcher ses critères de sélection, puisqu'elle disposerait d'un filet de sécurité interne. Développer des liens capitalistiques exigerait des fonds propres dont ni l'une ni l'autre ne dispose. Le CEPME n'est pas encore sorti de sa période noire, puisqu'il devrait encore accuser un nouveau déficit en 1995, ce qui porterait le cumul de ses pertes depuis 1992 à 1,7 milliard de francs. Si l'on en croit son président, Philippe Jurgensen, la Sofaris, établissement de place, a besoin de doubler ses fonds propres (*aujourd'hui de 800 millions de francs*) pour poursuivre son développement.

En revanche, l'idée d'imposer au CEPME de « sofariser » – comme on dit « cofacer » lorsqu'il s'agit de crédits à l'exportation – la totalité de ses prêts est évidemment la bonne. *Une vingtaine d'institutions financières*, dont le groupe CIC, la BNP, le Crédit agricole et les Banques populaires, s'assurent d'ores et déjà auprès de la Sofaris pour couvrir leurs risques liés à des crédits aux PME. Le CEPME n'arrive, avec 4 %, qu'au 10e rang des établissements garantis par la Sofaris en 1994.

### « UNE CATÉGORIE ORIGINALE »

*Alain Juppé va même plus loin* puisqu'il préconise une meilleure coordination du CEPME avec les SDR (sociétés de développement régional).

Le choix de resserrer les liens de ces établissements n'est pas le fruit du hasard. Ils ont en commun leur statut d'institutions financières spécialisées (IFS). Une sorte de fourre-tout créé par la loi bancaire de 1984 pour caser tous les établissements incasables. *« Une catégorie très originale au sein du système bancaire français »*, rappelle, le plus sérieusement du monde, la commission bancaire dans son rapport 1994.

Les IFS avaient en commun, lors de leur création, la mission permanente d'intérêt public que leur avait confiée l'Etat, faisant d'elles des *instruments régaliens de politique industrielle*. Les SDR étaient chargées du financement des besoins en capitaux des entreprises locales. Le CEPME et la Sofaris se consacraient aux concours à moyen ou à long terme et aux garanties et appuis en fonds propres aux PME. Le Crédit foncier *de France et le Comptoir des entre*preneurs finançaient l'immobilier. Le Crédit local de France prêtait aux collectivités locales. La Socredom finançait les départements d'outre-mer, et la Caisse française de développement les pays en voie de développement.

*En contrepartie, le gouvernement* se réservait la nomination des dirigeants, ce qui lui permettait, disent les méchantes langues, de nourrir le corps des inspecteurs des finances. En fait, rien ne rapproche les IFS les unes des autres. *« Elles n'existent pas en tant que communauté, comme les banques AFB »*, souligne un banquier. C'est pourquoi, dix ans après leur création, aucune n'a les mêmes objectifs et ne mène le même combat, tant leurs situations et leurs états de santé sont différents. Toutes pourtant ont dû et doivent encore faire face à la disparition progressive de leur rente de situation, puisque, dans la plupart des cas, leurs missions de service public ont purement et simplement disparu. Certaines payent en prime les erreurs de gestion engendrées par le confort de leur statut. Comble de malchance, elles ont été touchées, à quelques *années d'intervalle, par deux chocs* successifs : la déréglementation et la récession. Cette dernière a été d'autant plus durement ressentie que ces institutions finançaient, par tradition, l'immobilier et les entreprises.

L'inventaire de chacune des IFS fait la démonstration de l'absurdité *de la situation. Le Crédit national* est une société de droit privé. Il n'a plus de mission d'intérêt public. Ses dirigeants ne sont plus désignés par le gouvernement, mais son personnel bénéficie toujours du statut d'IFS. Le CEPME et la Sofaris sont membres associés de l'AFB et ont *adhéré à sa convention collective. Le CEPME attend depuis deux mois* que le gouvernement se mette d'accord sur le nom de son nouveau président. Le Crédit foncier de France, réputé indestructible, traverse la plus grave crise de son histoire et entrouvre discrètement la porte de l'AFB, *via* le développement de sa *petite banque Domus. Il tente*, avec La Poste, de se réinventer une stratégie après que l'Etat lui eut tiré le tapis sous les pieds en décrétant la disparition des prêts d'accession à la propriété, dont il avait le quasi-monopole. Le Comptoir des entrepreneurs, *« que l'on aurait dû laisser mourir »* selon un ancien ministre, *va se trouver absorbé par les AGF* et redimensionné. Lorsqu'elles ne disparaissent pas du paysage, les SDR sont adossées à des établissements bancaires ou à la Caisse des dépôts. Le Crédit local de France, pour qui *« le statut d'IFS a un vrai sens puisqu'il est spécialisé sur un métier et a clairement une mission d'intérêt général »*, affirme son président, Pierre Richard, louche toutefois vers la banalisation partielle. Il a déjà développé un « outil bancaire », membre associé de l'AFB.

Les pouvoirs publics ont longtemps ignoré le dossier des IFS, tant il était difficile de répondre de façon homogène aux quatre questions suivantes : les IFS ont-elles encore une raison d'être ? Doit-on coûte que coûte maintenir certaines d'entre elles au prix de recapitalisations successives ? Au nom de quelle doctrine faut-il conserver un statut qui perd toute sa substance ? L'Etat doit-il conserver des bras séculiers pour mettre en œuvre sa politique industrielle ?

En annonçant la création d'une banque de développement des PME issue du CEPME, le gouvernement vient au moins de donner une réponse affirmative à la dernière question.

*Babette Stern*

### *Un statut fourre-tout*

**Les institutions financières spécialisées, créées par la loi bancaire de 1984. sont des établissements auxquels l'Etat a confié une mission permanente d'intérêt public. Elles ne doivent effectuer d'autres opérations de banque que celles afférentes à cette mission, sauf à titre accessoire. Comme les sociétés financières, elles peuvent recevoir, d'une manière générale, des dépôts du public à plus de deux ans d'échéance ainsi qu'à titre accessoire, dans les conditions définies par le comité de la réglementation bancaire, des fonds à vue ou à court terme.**

**La décision prise par les pouvoirs publics de réduire le volume des prêts bonifiés et de supprimer certaines catégories de financements assortis d'aides publiques a conduit un certain nombre d'IFS à engager une reconversion et à offrir de nouveaux services. Certaines IFS, notamment le Crédit national, le Crédit local de France et le Crédit foncier de France, se sont implantées sur des marchés étrangers.**

### *La Sofaris, soutien des PME*

**Créée en 1982 pour inciter les banques à prêter aux petites et moyennes entreprises (PME) en les garantissant contre des pertes selon un mécanisme classique d'assurance, la Sofaris a apporté, en 1994, 12 milliards de francs de concours à plus de cinq mille PME. Pour le premier semestre 1995, près de 3 500 entreprises ont bénéficié d'un soutien de 6,5 milliards de francs. Le risque encouru sur les crédits aux PME est supérieur à la moyenne. Une étude de la Sofaris indique que, sur la période 1986-1993, le niveau des sinistres sur engagements bancaires est de l'ordre de 2 %, alors qu'il n'est que de 0,5 % pour les grandes entreprises. Pour éviter les effets brutaux d'accélérations et de freinages successifs sur le financement des PME par les banques, l'intervention publique consiste à alléger le risque des prêteurs par la mutualisation d'une partie de celui-ci. La Sofaris ne prend à sa charge que 50 % du risque et au maximum 65 % dans le cas du financement de la création d'entreprise.**

### *Vingt sociétés de développement régional en mutation*

**Les sociétés de développement régional (SDR) ont été instituées par le décret du 30 juin 1955 avec une double mission : revitaliser les régions en difficulté économique et souffrant de sous-emploi, et faire participer l'épargne régionale à l'effort d'investissement des PME.**

**Quarante ans plus tard, le bilan est catastrophique. Balayées par la crise des petites et moyennes entreprises, ruinées par des erreurs de stratégie et de gestion, pénalisées par un actionnariat éclaté, les SDR connaissent, sauf rares exceptions, une grave crise financière. Trois d'entre elles, Lordex, Centrest et Picardie, sont en voie de liquidation. Quatre autres sont pour ainsi dire devenues des filiales de groupes bancaires : c'est le cas de la SDR du Sud-Est, dont le Crédit lyonnais détient 66 %, de la Sodecco (banque régionale de l'Ouest) ou de Champex, dans laquelle les caisses d'épargne sont entrées en force. La Caisse des dépôts s'est, pour sa part, renforcée dans SADE (Alsace), Tofinso (Sud-Ouest) et Pays de la Loire.**

# Le marché de l'or est victime de soubresauts

**LONDRES**
*de notre correspondant dans la City*

Le cours de l'or s'est stabilisé *mercredi 29 et jeudi 30 novembre*, après une flambée surprenante mardi de l'once à Londres sous la pression d'une forte hausse du coût de l'emprunt de ce métal précieux. Il n'aura fallu que dix minutes, mercredi, aux cinq participants à la séance de l'après-midi *du fixing, qui se tient deux fois par* jour au troisième étage de la banque N. M. Rothschild & Sons, pour constater l'arrêt de la hausse du cours de l'or sur le marché physique et déterminer un prix de 388,50 dollars (1911,4 francs) l'once, soit un très léger recul par rapport à mardi. *« Personne ne s'attendait à ce que la très vive hausse tienne jusqu'à la fin de la semaine. Chaque fois que l'or se dirige vers la barre fatidique des 390 dollars l'once, malheureusement il recule »*, souligne James Leahy, analyste auprès de Nedcor Securities.

### BAISSE DE LA PRODUCTION

*Les tensions sur les prêts en or* constatées au cours des dernières semaines avaient été à l'origine de cette flambée soudaine du cours du métal fin, monté à son plus haut point depuis juillet 1995. A l'origine de cet événement, qui a pris les opérateurs par surprise, les prêts moins importants que prévu des banques centrales, principaux fournisseurs sur *ce marché, soucieuses de rapa*trier leur or en cette période de clôture des comptes. A cette contraction de l'offre est venue s'ajouter une augmentation inattendue de la demande provenant des producteurs miniers sud-africains, inquiets des mouvements sociaux les frappant et qui ont préféré « livrer » leur production à venir. Cette hausse des taux appliquée aux emprunts d'or s'est naturellement répercutée sur le marché physique de Londres *comme sur celui de New York*.

Malgré cette tempête, les experts de la City demeurent prudents quant à l'évolution du cours de l'or en 1996. Les optimistes parient sur une appréciation de l'ordre de 10 %, dans la foulée du présent accès de fièvre. Quant aux pessimistes, largement majoritaires, ils parient sur le *statu quo* autour des 380 dollars.

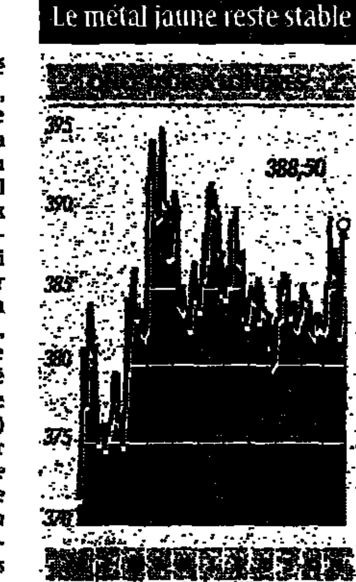
*La production mondiale d'or*, qui a enregistré en 1994 sa première baisse depuis près de vingt ans, reculant à 2 296 tonnes, devrait rester à ce niveau au cours de cette année, estime l'institution Gold Fields Mineral Service dans son rapport annuel, publié en juin. La production d'Afrique du Sud, qui ne cesse de diminuer en raison des troubles sociaux et de la baisse de la qualité du minerai, devrait passer à 520 tonnes en 1995, contre 583 en 1994. L'extraction aux *Etats-Unis*, deuxième producteur mondial, piétine en raison de difficultés de financement ou d'obtention d'autorisations administratives pour exploiter de nouveaux sites. Les *gisements russes sont victimes de* l'anarchie prévalant dans l'industrie minière et du manque d'investissement. Mais ce repli des principaux producteurs devrait être largement compensé par l'augmentation de la production en Australie, en Amérique latine *(Pérou, Chili, Brésil...) et en Papouasie-Nouvelle-Guinée*.

Sur le front de la demande, la reprise économique dans les pays occidentaux, tout comme le maintien d'un fort taux de croissance en Asie du Sud-Est, devrait alimenter les achats d'or, que ce *soit de la part des joailliers ou des* industriels. Mais, en fin de compte, les cours sont surtout influencés par le sentiment des investisseurs. Or celui-ci demeure négatif à l'égard d'un métal qui a perdu son rôle de placement-refuge. *« La diminution des tensions politiques dans le monde, la faible inflation que connaissent les économies de l'OCDE et les incertitudes sur l'évolution du dollar continueront à pénaliser l'or »*, insiste Robert Guy, spécialiste du métal jaune auprès de N. M. Rothschild.

Ce pronostic négatif n'empêche pas certains investisseurs de rêver, et de voir dans les tensions observées sur les prêts en or une nouvelle phase d'évolution des cours du métal jaune. Le métal *précieux serait à nouveau entré* dans une ère de volatilité des cours contrastant avec la stabilité observée depuis la fin des années 70. Dans ces circonstances, ils envisagent que l'or puisse devenir à son tour un produit dérivé, utilisé à des fins spéculatives ou de protection. Tel est déjà le cas du platine et de l'argent. Des *futures* (contrats à terme) en or ? Un tel scénario aurait de quoi faire craquer le flegme des gentlemen du *fixing* londoniens.

*Marc Roche*

Le métal jaune reste stable




*Stable sur longue période le marché de l'or est affecté parfois de mouvements spéculatifs.*

# Wall Street est en proie à une véritable folie spéculative autour d'Internet

**LES JOURS** se suivent et se ressemblent à Wall Street qui a encore battu un nouveau record mercredi 29 novembre, le 65e depuis le début de l'année et le 13e lors des quinze dernières séances. L'indice Dow Jones a franchi cette fois le seuil des 5 100 points et portant à 33 % le gain depuis le *début de l'année. L'indice SP 500* plus significatif puisqu'il représente 75 % de la capitalisation boursière a également atteint un nouveau sommet à 607,64 points.

Les origines de cette hausse sont multiples. A commencer par l'annonce mercredi de l'acquisition des activités d'assurance-dommages d'Aetna par le groupe de services financiers Travelers pour 4 milliards de dollars (19,68 milliards de francs). Les boursiers parient sur la multiplication des fusions entre groupes financiers. Wall Street bénéficie également de la poursuite de la baisse des taux. Le rendement des bons du Trésor américain à trente *ans est descendu à 6,19 %*, leur plus bas niveau depuis près de deux ans.

### LA POULE AUX ŒUFS D'OR

Sur le fond, la Bourse de New York est portée par un afflux ininterrompu de liquidités. Les plus importants fonds d'investissement américains soulignent que l'engouement des épargnants américains pour Wall Street ne se dément pas, au contraire. Fidelity Investments, le plus grand fonds du *monde qui gère 285 milliards* de dollars (1 400 milliards de francs), a annoncé avoir vendu 500 millions de dollars de plus en novembre de parts de fonds placements par rapport à octobre. Au *total, les épargnants américains* ont apporté 2,4 milliards de dollars à Fidelity en novembre.

Enfin, Wall Street est en proie à une véritable folie spéculative autour d'Internet. Les actions des sociétés liées de près ou de loin à ce réseau informatique mondial s'arrachent à des *cours toujours plus* élevés. Les spéculateurs sont persuadés qu'Internet, promis à une croissance exponentielle, sera la poule aux œufs d'or du XXIe siècle.

*« Le monde ne sera plus jamais le même »*, affirmait la semaine dernière une étude de la banque CS First Boston. *La spéculation a* franchi une nouvelle étape, mardi, lorsqu'un analyste de la banque d'investissement Goldman Sachs a prédit un avenir radieux à Netscape Communications, le principal éditeur de logiciels d'accès à Internet et le « porte-drapeau » de la nouvelle industrie qui s'ébauche autour du réseau informatique. Selon Goldman Sachs, qui estime à *2 milliards de dollars* le chiffre d'affaires que réaliseront dès 1997 l'ensemble des firmes présentes sur Internet, les actions Netscape peuvent doubler d'ici deux ans.

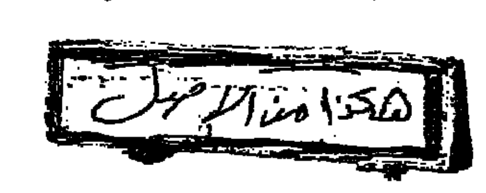
Les cours ont déjà été multipliés par quatre depuis l'introduction en Bourse au mois d'août des titres Netscape. La valeur a encore gagné 18 % mardi et près de 7 % mercredi, atteignant un nouveau record à 140 dollars.

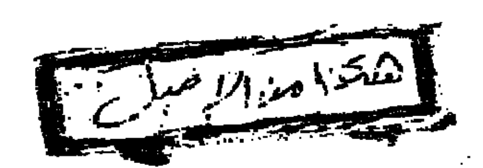
La cohorte de sociétés qui se sont lancées à Wall Street dans le *sillage* de Netscape et sont liées à Internet comme UUnet ou Netcom On-Line ont suivi le mouvement. Mais une semaine auparavant, les valeurs liées avaient brutalement chuté. Des évolutions *brutales qui sont le reflet d'un* marché spéculatif et d'aberrations boursières. Netscape, qui devrait réaliser cette année un chiffre d'affaires de 47 millions de dollars, a une capitalisation boursière de 5,4 milliards de dollars !

Comme dans tout marché boursier *qui a déjà* fortement progressé, les investisseurs ont de plus en plus de mal à trouver des valeurs dont le potentiel de hausse est important. Ils se rabattent alors sur des paris de plus en plus risqués. La flambée des titres liés à Internet illustre cette évolution. Elle *souligne aussi* un certain aveuglement des investisseurs qui semblent considérer que les cycles économiques appartiennent au passé, que la croissance est continue et les bénéfices des entreprises toujours appelés à s'améliorer.

*Eric Leser (avec l'agence Bloomberg)*

■ **TRAVELERS : Le groupe américain de services financiers** va racheter l'activité assurance-dommages d'Aetna Life and Casualty pour 4 milliards de dollars (près de 20 milliards de francs), a annoncé Travelers mercredi 29 novembre. Travelers va fusionner la branche assurance-dommages d'Aetna avec sa propre activité dans ce domaine. Le PDG de Travelers Sanford Weill a indiqué que l'acquisition aurait une contribution positive immédiate aux bénéfices de Travelers. Avec des primes de 10 milliards de dollars, le nouvel ensemble sera le numéro 4 américain dans l'assurance-dommages.







# Seagram et Grand Metropolitan veulent améliorer leurs profits

## Dans un marché européen atone, l'alcool n'est plus rentable

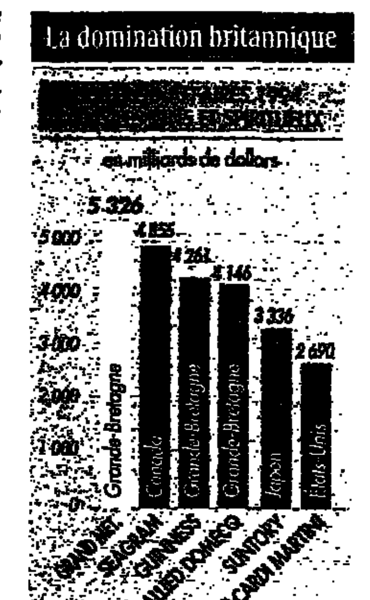
**Comme l'a confié au *Monde* son président, Edgar Bronfman, le deuxième groupe mondial de spiritueux Seagram va réorganiser, début 1996, sa production et son réseau de distribution pour retrouver une croissance supérieure à 10 % de ses bénéfices. Grand Metropolitan investit massivement dans le marketing pour doper ses marques. Des efforts qui ne porteront leurs fruits qu'à long terme.**

L'ALCOOL ne paie plus. Après avoir racheté au printemps les studios de cinéma MCA, le groupe canadien Seagram, deuxième groupe mondial de spiritueux derrière Grand Metropolitan, doit restructurer ses métiers de base : les alcools de grande marque. La société canadienne, qui détient les whiskies Chivas, Glenlivet ou Four Roses, le cognac Martell, le champagne Mumm ou la vodka Absolut, a annoncé, mercredi 29 novembre, une provision pour restructuration de 290 millions de dollars (environ 1,4 milliard de francs), faisant plonger le groupe dans le rouge au troisième trimestre.

Le groupe familial présidé par Edgar Bronfman, qui a enregistré 811 millions de dollars de bénéfices pour 6,4 milliards de chiffre d'affaires en 1994, a vu ses marges dans les spiritueux fléchir de 3 % au troisième trimestre. *« En Europe, le marché des spiritueux continue d'être extrêmement difficile. Les prix et les volumes stagnent »*, confie au *Monde* Edgar Bronfman, président de Seagram, qui entend réagir à cette contre-performance. *« Nous voulons mener une politique agressive pour avoir une croissance à deux chiffres de nos profits »*, poursuit M. Bronfman.

Depuis dix-huit mois, le cabinet de conseil en stratégie Boston Consulting Group mène une mission de *« re-engineering »* au sein du groupe, dont les conclusions seront rendues au premier semestre 1996 et mises en application. *« Nous espérons devenir plus efficace en diminuant notamment nos coûts de production et de distribution. Les économies et les améliorations sont beaucoup plus vastes que celles que nous croyions réaliser au début. Mais il sera impossible de réaliser cette réorganisation sans diminuer le nombre d'emplois du groupe »*, note M. Bronfman, qui se refuse à chiffrer les licenciements, en particulier en Europe et en France.

Le groupe parvient toutefois à sauver l'essentiel grâce à la bonne tenue du marché américain et surtout à ses ventes en Asie, en particulier de Cognac, sur lequel le groupe mise depuis des années. *« Nous sommes leader dans cette région, qui a un bien plus grand potentiel à long terme que l'Europe de l'Est, par exemple, d'autant que les consommateurs achètent des produits de grande marque à forte marge »*, poursuit M. Bronfman.




*Dans un marché européen stagnant, les grands groupes doivent réduire leurs coûts et relancer leurs investissements dans le marketing.*

### PRIX EXCESSIFS

Le groupe canadien semble en meilleure position à long terme que son concurrent, numéro un mondial du secteur, le groupe britannique Grand Metropolitan, qui a annoncé jeudi 30 novembre un bénéfice annuel avant éléments exceptionnels de 912 millions de livres (6,9 milliards defrancs) pour l'exercice clos le 30 septembre, en baisse de 3,5 % par rapport à l'année précédente.

Peu présente en Asie du sud Est, la filiale de vins et spiritueux de Grand Metropolitan, International Distillers and Vinters (IDV), qui détient le whisky J&B, la vodka Smirnoff, la liqueur Baileys ou le vin Cinzano, prend de plein fouet la baisse de la consommation des alcools en Europe. IDV a vu son profit opérationnel baisser de 13 % à 455 millions de livres. Cette chute est imputable selon la société à la perte de la distribution aux Etats-Unis de la vodka Absolut, distribuée mondialement par Seagram et de Grand Marnier. Le volume des ventes n'a cru que de 2 % dans le monde, en dépit d'une augmentation de 13 % des dépenses de marketing et un bond de 21 % des investissements publicitaires.

Selon une étude de Morgan Stanley, les prix des alcools, particulièrement des whisky, ont progressé plus que l'inflation à partir de la fin des années 80 et leur niveau semble excessif pour les consommateurs. Les groupes de spiritueux doivent investir massivement pour améliorer l'image leurs marques. Ces efforts, défensifs, ne permettent pas d'améliorer les marges à court terme.

*Grand Met* est parvenu à sauver ses résultats grâce à l'excellente performance de sa filiale agroalimentaire américaine Pillsbury. Propriétaire des marques de conserve Géant Vert ou des crèmes glacées Häagen-Dazs, Pillsbury a commencé plus tôt sa restructurationa commencé ses restructurations dès 1993 et fermé sept usines de production. Sa marge opérationnelle a cru cette année de 49 %. Ce bond est dû notamment à l'acquisiton début 1995 de la société Pet, spécialisée dans la cuisine « tex mex » (Le Monde du 11 janvier 1995).

La politique suivie par Pillsbury est la même que celle d'IDV, mais elle est plus efficace. La filiale américaine intervient sur des marchés en forte croissance. Surtout, les dépenses de marketing (en hausse de 22 %), ont eu un effet immédiat sur les ventes, qui ont crû en volume de 11 %. Vu les performances contrastées des deux groupe, la Bourse de Londres bruit régulièrement de rumeur d'OPA sur Grand Met, ou de démantèlement d'un groupe qui détient aussi la chaîne de restauration Burger King.

***Arnaud Leparmentier***

# Félix Potin est acculé au dépôt de bilan

## La BNP, principal créancier, a refusé de faire face aux échéances de novembre

BRUSQUEMENT, la BNP est « revenue » de Félix Potin. Jusqu'alors plus fidèle soutien de la chaîne de magasins alimentaires, la banque a décidé, mardi 28 novembre, de ne plus faire face aux échéances de celle-ci, à la veille du règlement des salaires de novembre. Les élus du personnel, convoqués, mercredi, à un comité d'entreprise extraordinaire, ont appris par la direction que le dépôt de bilan était inévitable. Il devrait avoir lieu vendredi 1er décembre. Les 1 100 salariés de Félix Potin semblent condamnés, au moment où le gouvernement veut relancer le commerce de proximité.

La BNP avait apporté sa caution au plan de redressement de Félix Potin présenté en avril et entériné par le tribunal de commerce de Corbeil-Essonnes (Essonne) en juillet. Le groupe, déjà au bord de la faillite, devait bénéficier d'un échelonnement de sa dette, s'élevant à 250 millions de francs, sur deux ans. 200 magasins sur 413 devaient être vendus et la moitié des emplois supprimés.

Au printemps, le groupe, en pleine crise, a de plus en plus de mal à approvisionner ses magasins. Les gérants, qui ont le statut de salariés, s'alarment. A l'appel de l'intersyndicale CFDT-CGT-FO-CGC, ils entament une grève. Les rideaux se baissent, les manifestations se succèdent. La BNP, très engagée auprès de la famille Sayer, propriétaire de Félix Potin, s'inquiète de la publicité donnée à ce dossier, en pleine campagne électorale.

### UN « REDRESSEUR »

Après avoir fait appel au comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI), la banque finit par prendre elle-même en main la destinée de Félix Potin. Elle convainc la famille Sayer de s'éloigner de la gestion et de confier la direction du groupe à un « redresseur », Daniel Lebard.

La reprise se fait cahin-caha. Le groupe, qui a subi des actionnaires plus attentifs aux plus-values potentielles du parc immobilier en centre-ville qu'à la modernisation de l'activité, commence à s'attaquer à ses problèmes structurels. Il fait disparaître sa propre centrale d'achat, non compétitive, pour s'approvisionner auprès de celle du groupe de distribution Promodès. Cela lui permet d'abaisser ses coûts d'approvisionnement. Une négociation est engagée avec les syndicats afin d'allonger les heures d'ouverture et d'offrir de meilleures services, comme le font les petites épiceries indépendantes.

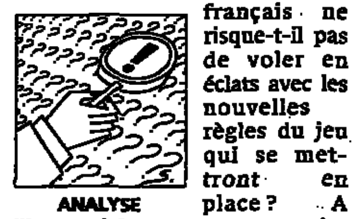
Mais la conjoncture n'est pas au rendez-vous. Comme tous les autres commerces, Félix Potin réalise de médiocres ventes à la rentrée. Le chiffre d'affaires escompté n'est pas suffisant. La BNP, qui a plus de 100 millions de francs d'engagements, voit les pertes se creuser à nouveau. Et aucune garantie en face. La famille Sayer n'a pas recapitalisé le groupe, malgré une situation nette négative de 9,3 millions depuis 1994. Les éventuels acheteurs ne se bousculent pas pour reprendre les magasins, souvent situés en banlieue parisienne. Sur les 200 points de vente qui devaient être cédés, quelques-uns seulement l'ont été. La BNP, qui estime avoir fait son devoir – à l'inverse des actionnaires et des organismes sociaux et fiscaux – a jugé que les conditions normales d'exploitation n'étaient plus réunies.

L'enseigne Felix Potin, créée en 1844, risque cette fois de ne pas en réchapper. La disparition de ce groupe, considéré comme le fondateur du commerce alimentaire moderne, pourrait, cependant, ne pas se passer sans heurts. Les gérants, qui avaient repris espoir, ne paraissent pas décidés à se laisser faire. L'intersyndicale devrait rapidement se reformer. La grève pourrait à nouveau reprendre. La famille Sayer, mise à l'écart ces derniers mois, considère que la BNP et Daniel Lebard sont seuls responsables du dossier. Devant le tribunal de commerce, la banque, elle, pourrait avoir beaucoup de difficultés à prouver qu'elle n'a pas été « gestionnaire de fait ».

***Martine Orange***

# La libéralisation du téléphone oblige la France à réexaminer sa doctrine du service public

QU'ADVIENDRA-T-IL du service public dans le téléphone à compter du 1er janvier 1998, date de l'ouverture totale à la concurrence de ce secteur ? Le modèle français ne risque-t-il pas de voler en éclats avec les nouvelles règles du jeu qui se mettront en place ?




A l'heure où le gouvernement maintient, officiellement, sa volonté de lutter contre la fracture sociale, ces questions sont cruciales. Jeudi 30 décembre, les députés devaient d'ailleurs débattre d'une proposition de résolution sur le service public, rédigée par Franck Borotra (RPR) lorsqu'il n'était pas encore ministre de l'industrie et des P&T.

Dans le téléphone, ces questions sont au cœur de la consultation publique sur l'évolution de la réglementation, lancée mi-octobre et s'achevant le 15 décembre. François Fillon, ministre délégué à la poste, aux télécommunications et à l'espace, attend des conclusions de cette consultation – elles seront officialisées le 19 décembre – qu'elles apportent à France Télécom et à ses personnels suffisamment de garanties sur les missions de service public – qui leur incomberont encore à partir de 1998 – pour pouvoir présenter parallèlement, dès 1996, le projet de réforme du statut de l'exploitant.

Par certaines phrases floues ou ambiguës le document soumis à consultation montre que la doctrine gouvernementale n'est pas encore totalement clarifiée. Ce qui provoque quelques interrogations. Sur le contenu du service public tout d'abord. *« Le concept de service universel retenu au niveau communautaire permet de garantir la fourniture d'un service public du téléphone telle qu'elle existe en France et d'en assurer le financement »* dit le texte. *« Entre notre regard sur le service public et le service universel européen il y a un grand chemin »* relève toutefois le sénateur Gérard Larcher (RPR, Yvelines), chargé d'une mission d'information sur « France Télécom face à ses défis ». Pour lui, le service universel ne doit pas se limiter au téléphone de base.

### UN DOCUMENT ÉVASIF

Mais c'est surtout sur le volet de la péréquation tarifaire, l'un des fondements du service public, que le document se fait le plus évasif. *« Il paraît nécessaire de maintenir l'égalité de traitement tarifaire du service universel sur l'ensemble du territoire »* indique le texte, notant que ce service devra être proposé *« selon les mêmes formules de prix abordables sur l'ensemble du territoire »*. Mais le texte ne dit pas si le système actuel, où les prix du raccordement, de l'abonnement, des communications locales et des communications nationales sont les mêmes quelle que soit la localisation géographique, sera maintenu.

*« Il ne peut pas ne pas y avoir unicité des tarifs pour le service universel »* fait-on valoir chez François Fillon. Dans l'état actuel de la réflexion, il semble acquis que France Télécom continuera à assurer l'uniformité des tarifs de raccordement et d'abonnement (avec une différence particuliers-professionnels comme aujourd'hui), ainsi que des prix des communications locales. La question du maintien de l'uniformité des tarifs des communications nationales n'est en revanche pas encore tranchée.

*« Deux possibilités existent »* reconnaît un expert. *« Conserver le système actuel, ou opter pour un système de routes reflétant les coûts »* et pouvant conduire à des tarifs différents pour des appels entre villes séparées par un même kilométrage. Cette dernière option permettrait à France Télécom, dont les tarifs longue distance sont plus élevés que ceux de ses concurrents, de s'adapter face à de nouveaux acteurs qui s'attaqueront en priorité aux axes interurbains les plus usités. *« Il ne faut pas mettre un poids mort sur France Télécom »* indique-t-on chez François Fillon.

Cette solution pose cependant des problèmes en termes d'aménagement du territoire, même si certains experts estiment que *« la concurrence ne va pas forcément à l'encontre de l'aménagement du territoire, comme on a pu le voir avec les baisses des tarifs interurbains »*. *« Politiquement, ce n'est pas tenable »* assure-t-on chez François Fillon, où l'on préconise de conserver des tarifs longue distance uniformes selon la distance, mais en autorisant des réductions à partir d'un certain volume de communications, moyennant une hausse des abonnements.

La hausse de l'abonnement devrait de toute façon concerner à moyen terme tous les Français. Le texte de la consultation le dit clairement. France Télécom, dont les prix de raccordement et d'abonnement sont les plus bas d'Europe, perd de l'argent sur ces postes, ainsi que sur les communications locales : 20 à 25 milliards de francs au total, compensés par les tarifs interurbains. Comme ces derniers baisseront sous l'effet de la concurrence, il faudra réajuster les autres postes. *« Si les hausses sont trop importantes sur le raccordement et l'abonnement, comme semble le vouloir Bruxelles pour un alignement sur les coûts, il y aura des problèmes sociaux »* prévient Gérard Larcher.

***Philippe Le Cœur***





# M. Alphandéry a des pouvoirs renforcés à la tête d'EDF

APRÈS la nomination, le 29 novembre, en conseil des ministres d'Edmond Alphandéry à la présidence d'EDF, Franck Borotra, ministre de l'industrie a clarifié et renforcé le rôle du nouveau patron de l'établissement public. Il a ainsi mis fin à la dualité de pouvoir entre le président et le directeur général de l'entreprise qui fut source de conflits au cours de ces derniers mois.

*« La nomination du directeur général en conseil des ministres n'est pas éternelle. Il a au contraire vocation à être nommé par le président du conseil d'administration d'EDF, sur la proposition du président »*, a-t-il déclaré mercredi 29 novembre, ajoutant *« la plupart des grands établissements publics sont dirigés par un président qui a clairement autorité sur son directeur général et sur l'ensemble de l'entreprise »*.

## DÉPÊCHES

■ **SEMA GROUP : France Télécom,** *via* sa filiale FTLIS, a signé un accord avec Sema Group aux termes duquel la société de services informatiques prendra 40 % de TSFM, l'activité d'infogérance (reprise de tout ou partie de l'informatique d'une entreprise) de FTLIS. Sema Group disposera d'une option d'achat de 10 % supplémentaires, exerçable d'ici à fin 1997. France Télécom détient 25 % du capital de Sema Group depuis 1992.

■ **AIR INTER : les syndicats de pilote d'Air Inter** n'ont pas réussi à s'entendre, lors d'une réunion qui s'est tenue mercredi 29 novembre, avec la direction sur leurs futures conditions de travail et de rémunération. La direction leur a présenté un projet qui permettrait une augmentation de leur activité réelle de 15 % avec stabilisation du salaire (*Le Monde* du 29 novembre). Une dernière réunion entre les partenaires sociaux et la direction aura lieu le 8 décembre.

■ **ENI : le titre du groupe gazier et pétrolier italien,** introduit en Bourse mardi 28 novembre à Milan après la privatisation d'une première tranche de la compagnie, plafonnait de nouveau le lendemain à 5 250 lires (15,75 francs), son prix d'émission, un niveau jugé décevant par les marchés financiers.

■ **SUEZ : le groupe Suez a revendu** la fraction de 2 % du capital de l'assureur britannique Commercial Union avec une petite plus-value. Suez avait touché ces titres lors de la vente de sa filiale Victoire au groupe britannique qui l'avait payé en partie par ce moyen.

■ **ANDRÉ : le groupe fabricant de chaussures** a enregistré une perte nette de 29 millions de francs pour l'année 1994-1995 contre un bénéfice de 146 millions pour l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires atteint 10,4 milliards de francs en hausse de 7 %. Le PDG, Jean-Louis Descours, rend *« la crise de la consommation »* et les fortes baisses de prix dans le secteur responsables de ces mauvais résultats.

■ **JEANNEAU, le constructeur vendéen de bateaux de plaisance,** *« n'est pas à vendre »*, a indiqué jeudi 30 novembre, son PDG, Félix Chatellier, qui a démenti les affirmations des représentants du personnel.

**■ LA BOURSE de Tokyo a terminé la séance du jeudi 30 novembre en hausse. Le Nikkei a progressé de 1,1 %, soutenu par des achats de contrats sur les marchés à terme.**

**■ L'OR a ouvert en baisse, jeudi, sur le marché international de Hongkong. L'once s'échangeait à 388,50-388,80 dollars, contre 388,80-389,10 dollars mercredi.**

**■ LE GOUVERNEMENT mexicain a annoncé, mercredi, qu'il allait émettre des obligations destinées aux investisseurs européens d'un montant de 1,5 milliard de dollars.**

**■ LA BANQUE DE FRANCE a relevé, jeudi 30 novembre au matin, d'un seizième de point, le taux de l'argent au jour le jour, porté de 5,12 % à 5,19 %.**

**■ LE FRANC, en forte baisse jeudi matin, s'échangeait à 3,4450 francs pour 1 mark, après être brièvement tombé sous la barre des 3,45 francs pour 1 mark.**

# LES PLACES BOURSIÈRES

CAC 40 ↘ Clôture | CAC 40 ↗ 1 mois | CAC 40 ↘ 1 an | MIDCAC ↘ 1 mois

NEW YORK ↗ DOW JONES | LONDRES ↗ FT 100 | MILAN ↘ MIB 30 | FRANCFORT ↗ DAX 30

## Paris à nouveau en baisse

Indice CAC 40 sur un an — 1857,33 — 30 nov. / 31 mai / 29 nov.

CAC 40 5 jours

**LA BOURSE** de Paris a entamé la séance du jeudi 30 novembre *sur une baisse de 0,83 % de l'indice* CAC 40. Quelques minutes plus tard, l'indice perdait 0,89 % à 1 840,88 points.

Sur le qui-vive en raison du climat social, la Bourse de Paris a eu un sérieux accès de faiblesse mercredi en fin de journée sur des rumeurs démenties officieusement de démission du gouvernement d'Alain Juppé. A la clôture, le marché se ressaisissait pour terminer à 1 857,33 points, en repli de 0,70 %, après être tombé à 1 849 points. A l'ouverture, cet indice était en repli de 0,45 % avant de renouer dans le courant de la séance avec la hausse. Ces mouvements contraires se sont manifestés dans un marché plus actif que les jours précédents, le montant des échanges s'élevant à 4,1 milliards de francs.

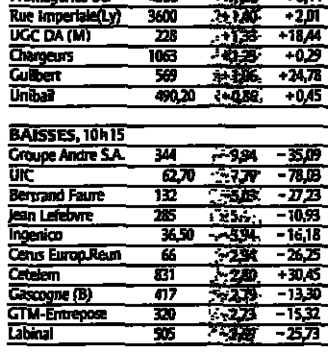
Après avoir manifesté pas mal de flegme au cours des premiers jours de la grève, les milieux financiers commencent à s'inquiéter du durcissement des conflits, craignant que cette crise sociale ne se transforme en crise politique. Selon les intermédiaires financiers, de grosses ventes américaines ont été réalisées sur des grandes valeurs. Les milieux financiers craignent également que la crise sociale ne pèse encore un peu plus sur l'activité économique.

## LVMH, valeur du jour

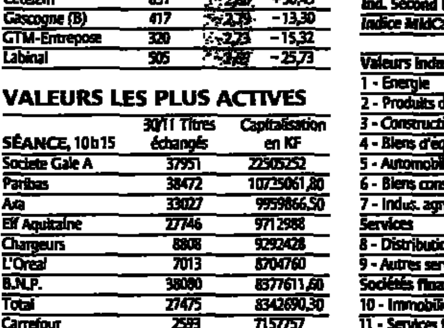
**LVMH** a été la valeur la plus active de la séance du mercredi 29 novembre à la Bourse de Paris avec 658 000 titres échangés, soit 0,75 % du capital du groupe. L'action a perdu en clôture 0,3 % à 959 francs mais affiche depuis le début de l'année un gain de près de 14 %. Deux applications importantes portant respectivement sur 370 000 titres et 147 600 titres ont été réalisées mercredi. Une rumeur annonçant la vente par LVMH d'actions Guinness a également provoqué de l'animation sur le titre avant d'être démentie. Bon nombre de cabinets d'analystes restent favorables à la valeur.

LVMH sur 1 mois — 959 — 30 oct. / 14 nov. / 29 nov.

### PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL



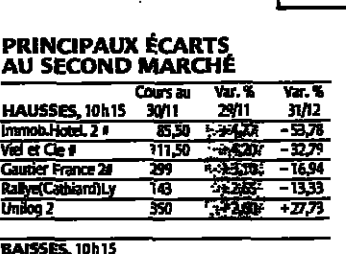
| HAUSSES, 10h15 | Cours au 30/11 | Var. % 29/11 | Var. % 31/12 |
|---|---|---|---|
| Lebon | 195 | +2,46 | −33,89 |
| Intertechnique 1 | 435 | +2,39 | −16,02 |
| Dassault-Aviation | 348 | [illegible] | −19,06 |
| Bail Investis. | 843 | +2,56 | −7,86 |
| Fromageries Bel | 4550 | [illegible] | +0,44 |
| Rue Imperiale(Ly) | 3600 | [illegible] | +2,01 |
| UGC DA (M) | 228 | +1,38 | +18,44 |
| Chargeurs | 1063 | [illegible] | +0,29 |
| Guilbert | 569 | [illegible] | +24,78 |
| Unibail | 490,20 | +0,88 | +0,45 |
| **BAISSES, 10h15** | | | |
| Groupe Andre S.A. | 344 | −9,94 | −35,09 |
| UIC | 62,70 | −7,79 | −78,03 |
| Bertrand Faure | 132 | −5,85 | −27,23 |
| Jean Lefebvre | 285 | [illegible] | −10,93 |
| Ingenico | 36,50 | −3,94 | −16,18 |
| Cerus Europ.Reun | 66 | −2,94 | −26,25 |
| Cetelem | 831 | −2,80 | +30,45 |
| Gascogne (B) | 417 | −2,79 | −13,30 |
| GTM-Entrepose | 320 | −2,73 | −15,32 |
| Labinal | 505 | [illegible] | −25,73 |



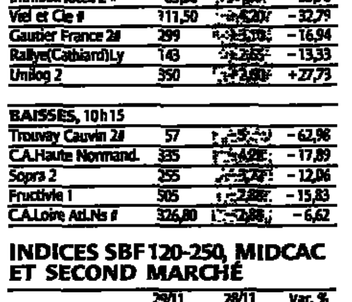
### VALEURS LES PLUS ACTIVES

| SÉANCE, 10h15 | 30/11 Titres échangés | Capitalisation en KF |
|---|---|---|
| Societe Gale A | 37951 | 22505252 |
| Paribas | 38472 | 10725061,80 |
| Axa | 33027 | 9959866,50 |
| Elf Aquitaine | 27746 | 9712988 |
| Chargeurs | 8808 | 9292428 |
| L'Oreal | 7013 | 8704760 |
| B.N.P. | 38080 | 8377611,60 |
| Total | 27475 | 8342690,30 |
| Carrefour | 2593 | 7157757 |
| Lafarge | 22007 | 7102250,30 |

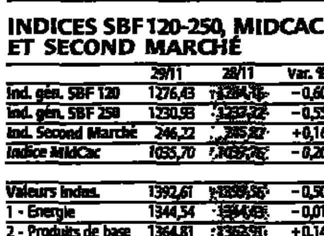
### PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ



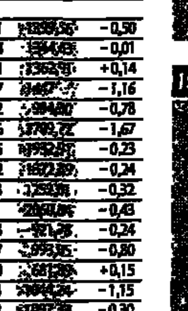
| HAUSSES, 10h15 | Cours au 30/11 | Var. % 29/11 | Var. % 31/12 |
|---|---|---|---|
| Immob.Hotel. 2 # | 85,50 | [illegible] | −53,78 |
| Viel et Cie # | 111,50 | [illegible] | −32,79 |
| Gautier France 2# | 299 | [illegible] | −16,94 |
| Rallye(Cathiard)Ly | 143 | [illegible] | −13,33 |
| Unilog 2 | 350 | [illegible] | +27,73 |
| **BAISSES, 10h15** | | | |
| Trouvay Cauvin 2# | 57 | [illegible] | −62,98 |
| C.A.Haute Normand. | 335 | [illegible] | −17,89 |
| Sopra 2 | 255 | [illegible] | −12,06 |
| Fructivie 1 | 505 | [illegible] | −15,83 |
| C.A.Loire Atl.Ns # | 326,80 | [illegible] | −6,62 |

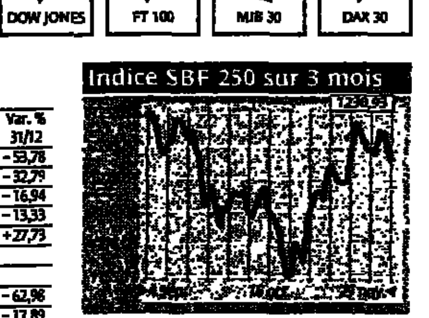


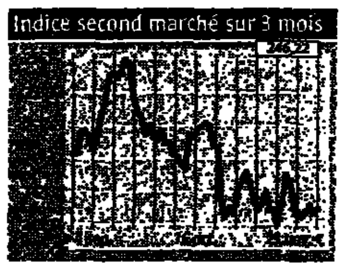
### INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

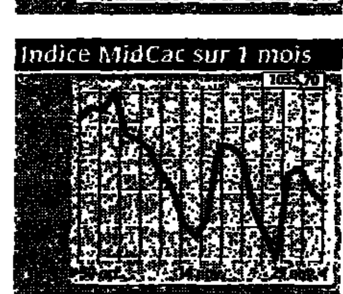


| | 29/11 | 28/11 | Var. % |
|---|---|---|---|
| Ind. gén. SBF 120 | 1276,43 | [illegible] | −0,60 |
| Ind. gén. SBF 250 | 1230,93 | [illegible] | −0,55 |
| Ind. Second Marché | 246,22 | [illegible] | +0,16 |
| *Indice MidCac* | *1035,70* | [illegible] | *−0,20* |
| Valeurs Indus. | 1392,61 | [illegible] | −0,50 |
| 1 - Energie | 1344,54 | [illegible] | −0,01 |
| 2 - Produits de base | 1364,81 | [illegible] | +0,14 |
| 3 - Construction | 1430,17 | [illegible] | −1,16 |
| 4 - Biens d'équip. | 986,52 | [illegible] | −0,78 |
| 5 - Automobile | 1681,26 | [illegible] | −1,67 |
| 6 - Biens consom. | 1928,55 | [illegible] | −0,23 |
| 7 - Indus. agro-alim. | 1369,62 | [illegible] | −0,24 |
| Services | 1247,98 | [illegible] | −0,32 |
| 8 - Distribution | 2052,01 | [illegible] | −0,43 |
| 9 - Autres services | 919,58 | [illegible] | −0,24 |
| Sociétés financières | 985,07 | [illegible] | −0,80 |
| 10 - Immobilier | 682,90 | [illegible] | +0,15 |
| 11 - Services financ. | 1032,28 | [illegible] | −1,15 |
| 12 - Sociétés invest. | 1094,12 | [illegible] | −0,30 |






## Nouveau record à Wall Street

**LA BOURSE** de Tokyo a terminé jeudi 30 novembre en hausse de 1,1 %. L'indice Nikkei a gagné *210,44 points pour s'inscrire* en clôture à 18 744,42 points. Des prises de bénéfices modérées en fin de séance ont ramené le Nikkei sous la barre des 18 800 points, mais des achats de Nomura Securities et d'investisseurs institutionnels étrangers ont ensuite enrayé sa chute. Des rumeurs de baisse du taux d'escompte japonais, actuellement à 0,5 %, ont soutenu les cours. Le secteur bancaire a été l'un des principaux bénéficiaires de la séance grâce à l'optimisme retrouvé des opérateurs à l'égard du problème des créances douteuses des banques nippones. Le principal indicateur de Wall Street a continué à avancer sans entraves pour conquérir mercredi le sommet des 5 100 points. L'indice Dow Jones a terminé en hausse de 27,46 points (+ 0,54 %) à 5 105,56 points. La détente du *marché obligataire* et les perspectives d'un prochain abaissement des taux directeurs de la Réserve fédérale lors de la réunion *de son Comité monétaire en dé*cembre ont créé une atmosphère propice aux actions.

### INDICES MONDIAUX

| | Cours au 29/11 | Cours au 28/11 | Var. en % |
|---|---|---|---|
| Paris CAC 40 | 1857,33 | 1870,34 | −0,70 |
| New-York/DJ indus. | 5080,99 | 5078,10 | +0,06 |
| Tokyo/Nikkei | 18534 | 18688,40 | −0,83 |
| Londres/FT100 | 3655,50 | 3648,88 | +0,18 |
| Francfort/Dax 30 | 2245,62 | 2241,54 | +0,18 |
| Frankfort/Commer. | 806,77 | 803,57 | +0,40 |
| *Bruxelles/Bel 20* | *1717,97* | *1714,92* | *+0,18* |
| Bruxelles/Général | 1481,01 | 1478,38 | +0,18 |
| Milan/MIB 30 | 947 | 949 | −0,21 |
| Amsterdam/Gé. Cbs | 313,70 | 311,60 | +0,67 |
| Madrid/Ibex 35 | 311,49 | 310,46 | +0,33 |
| *Stockholm/Affarsal* | *1369,17* | *1363,13* | *+0,44* |
| Londres FT30 | 2675,50 | 2676,38 | −0,03 |
| Hong Kong/Hang S. | 9617,32 | 9623,79 | −0,07 |
| Singapour/Strait t | 2110,17 | 2113,43 | −0,15 |

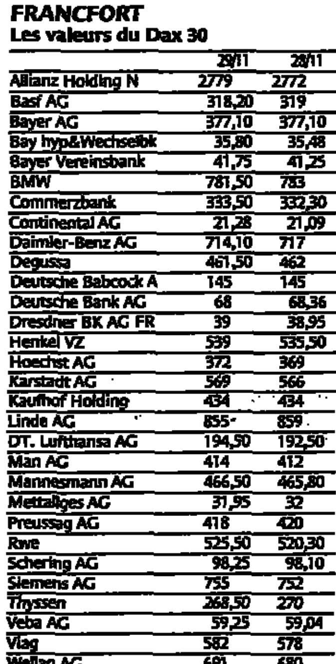
### NEW YORK — Les valeurs du Dow-Jones

| | 29/11 | 28/11 |
|---|---|---|
| Alcoa | 58,37 | 57,50 |
| American Express | 43,12 | 42,37 |
| Allied Signal | 46,87 | 47,37 |
| AT & T | 66,75 | 67 |
| Bethlehem | 14,50 | 14,25 |
| Boeing Co | 73,37 | 72,12 |
| Caterpillar Inc. | 62 | 62,12 |
| Chevron Corp. | 49,62 | 49,62 |
| Coca-Cola Co | 75,50 | 75,62 |
| Disney Corp. | 61,75 | 61,75 |
| Du Pont Nemours&Co | 67,25 | 67,75 |
| Eastman Kodak Co | 69,37 | 69,25 |
| Exxon Corp. | 78,87 | 79,25 |
| Gén. Motors Corp.H | 50,87 | 51 |
| Gén. Electric Co | 67,62 | 67,12 |
| Goodyear T & Rubbe | 41,62 | 42,12 |
| IBM | 97,12 | 97 |
| Intl Paper | 38 | 37,50 |
| J.P. Morgan Co | 79,62 | 78,87 |
| Mc Don Dougl | 90,12 | 90,37 |
| Merck & Co.Inc. | 60,87 | 59,50 |
| *Minnesota Mng.&Mfg* | *65,87* | *64,50* |
| Philip Moris | 89 | 90,12 |
| Procter & Gamble C | 86,50 | 85,50 |
| Sears Roebuck & Co | 40,25 | 39,25 |
| Texaco | 73,25 | 72,50 |
| *Union Carb.* | *40,37* | *40,37* |
| Utd Technol | 93,37 | 92,75 |
| Westingh. Electric | 17,12 | 16,62 |
| Woolworth | 15,12 | 14,75 |

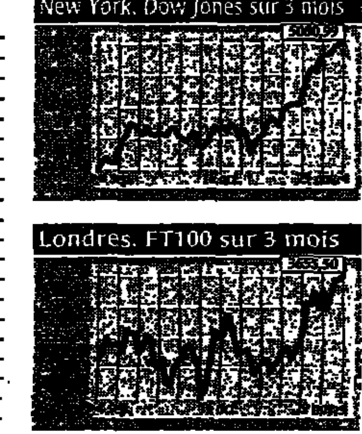
### LONDRES — Sélection de valeurs du FT 100

| | 29/11 | 28/11 |
|---|---|---|
| Allied Lyons | 5,04 | 5,09 |
| Barclays Bank | 7,86 | 7,90 |
| B.A.T. industries | 5,54 | 5,62 |
| British Aerospace | 8,20 | 8,01 |
| British Airways | 4,66 | 4,66 |
| British Gas | 2,49 | 2,49 |
| British Petroleum | 5,08 | 5,04 |
| British Telecom | 3,72 | 3,76 |
| B.T.R. | 3,38 | 3,37 |
| Cadbury Schweppes | 5,54 | 5,51 |
| Eurotunnel | 0,96 | 0,94 |
| Glaxo | 8,76 | 8,82 |
| Grand Metropolitan | 4,34 | 4,39 |
| Guinness | 4,59 | 4,75 |
| Hanson Plc | 1,92 | 1,87 |
| Great Ic | 6,15 | 6 |
| H.S.B.C. | 9,48 | 9,31 |
| Imperial Chemical | 7,68 | 7,63 |
| Lloyds Bank | 8,77 | 8,69 |
| Marks and Spencer | 4,47 | 4,52 |
| National Westminst | 6,75 | 6,70 |
| *Peninsular Orienta* | *4,87* | *4,95* |
| Reuters | 6,20 | 6,18 |
| Saatchi and Saatch | 0,91 | 0,89 |
| Shell Transport | 8,06 | 8 |
| Smithkline Beecham | 6,97 | 6,95 |
| *Tate and Lyle* | *4,54* | *4,45* |
| Univeler Ltd | 12,44 | 12,30 |
| Wellcome | 10,88 | 10,60 |
| Zeneca | 13,05 | 12,89 |

### FRANCFORT — Les valeurs du Dax 30



| | 29/11 | 28/11 |
|---|---|---|
| Allianz Holding N | 2779 | 2772 |
| Basf AG | 318,20 | 319 |
| Bayer AG | 377,10 | 377,10 |
| Bay hyp&Wechselbk | 35,80 | 35,48 |
| Bayer Vereinsbank | 41,75 | 41,25 |
| BMW | 781,50 | 783 |
| Commerzbank | 333,50 | 332,30 |
| Continental AG | 21,28 | 21,09 |
| Daimler-Benz AG | 714,10 | 717 |
| Degussa | 461,50 | 462 |
| Deutsche Babcock A | 145 | 145 |
| Deutsche Bank AG | 68 | 68,36 |
| Dresdner BK AG FR | 39 | 38,95 |
| Henkel VZ | 539 | 535,50 |
| Hoechst AG | 372 | 369 |
| Karstadt AG | 569 | 566 |
| Kaufhof Holding | 434 | 434 |
| Linde AG | 855 | 859 |
| DT. Lufthansa AG | 194,50 | 192,50 |
| Man AG | 414 | 412 |
| Mannesmann AG | 466,50 | 465,80 |
| Mettallges AG | 31,95 | 32 |
| Preussag AG | 418 | 420 |
| Rwe | 525,50 | 520,30 |
| Schering AG | 98,25 | 98,10 |
| Siemens AG | 755 | 752 |
| *Thyssen* | *268,50* | *270* |
| Veba AG | 59,25 | 59,04 |
| Viag | 582 | 578 |
| Wellag AG | 691 | 680 |




Francfort. Dax 30 sur 3 mois — 2245,62

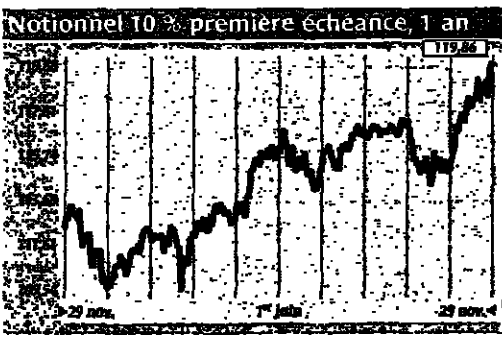
# LES TAUX

PARIS ↘ Jour le jour | PARIS → OAT 10 ans | NEW YORK ↘ Jour le jour | NEW YORK ↘ Bonds 10 ans | FRANCFORT → Jour le jour | FRANCFORT ↘ Bunds 10 ans

## Chute du contrat Pibor

**LE CONTRAT** notionnel du Matif a ouvert en légère baisse jeudi 30 novembre. L'échéance décembre cédait deux centièmes à 119,08 points. Le taux de rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 6,99 %, soit un écart de 0,79 % par rapport à celui des titres d'Etat allemands de même échéance. La veille, le contrat notionnel du Matif avait cédé 70 centièmes, les investisseurs étrangers s'inquiétant des conséquences de la crise sociale. Les échéances à court terme se tendaient fortement.

A trois mois, elles s'établissaient jeudi matin à 5,90 % (5,20 % mercredi matin). Le contrat Pibor 3 mois du Matif échéance décembre reculait de 42 centièmes à 93,86 points. La Banque de France a relevé de un seizième de point le taux de l'argent au jour le jour, porté de 5,12 % à 5,19 %.




### LES TAUX DE RÉFÉRENCE

| TAUX 29/11 | Taux jour le jour | Taux 10 ans | Taux 30 ans | Indice des prix |
|---|---|---|---|---|
| France | 5,06 | 6,89 | 7,62 | 1,80 |
| Allemagne | 3,88 | 6,21 | 6,23 | 1,58 |
| Grande-Bretagne | 6,88 | 7,62 | 7,84 | 3,90 |
| *Italie* | *10,35* | 11,58 | 11,94 | 5,80 |
| Japon | 0,38 | 2,90 | 4,75 | −0,20 |
| États-Unis | 5,75 | 5,88 | 6,23 | 2,80 |

### MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

| TAUX DE RENDEMENT | Taux au 29/11 | Taux au 28/11 | indice (base 100 fin 94) |
|---|---|---|---|
| Fonds d'État 3 à 5 ans | 5,92 | 5,92 | 106,42 |
| Fonds d'État 5 à 7 ans | 6,35 | 6,36 | 108,28 |
| Fonds d'État 7 à 10 ans | 6,75 | 6,78 | 110,27 |
| Fonds d'État 10 à 15 ans | 7,04 | 7,08 | 110,92 |
| Fonds d'Etat 20 à 30 ans | 7,52 | 7,56 | 112,37 |
| *Obligations françaises* | 7,14 | 7,18 | 108,85 |
| Fonds d'Etat à TME | −1,23 | −1,25 | 101,78 |
| Fonds d'Etat à TRE | −0,95 | −0,92 | 101,96 |
| Obligat. franç. à TME | −0,76 | −0,82 | 100,19 |
| Obligat. franç. à TRE | +0,25 | +0,20 | 100,01 |

### LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 8,20 %)

| | Achat 29/11 | Vente 29/11 | Achat 28/11 | Vente 28/11 |
|---|---|---|---|---|
| Jour le jour | 5,1250 | — | 5,1875 | — |
| 1 mois | 5,07 | 5,19 | 5,07 | 5,19 |
| 3 mois | 5,24 | 5,36 | 5,24 | 5,36 |
| 6 mois | 5,26 | 5,37 | 5,26 | 5,37 |
| 1 an | 5,25 | 5,38 | 5,25 | 5,38 |
| **PIBOR FRANCS** | | | | |
| *Pibor Francs 1 mois* | 5,3477 | — | 5,3125 | — |
| Pibor Francs 3 mois | 5,4375 | — | 5,3867 | — |
| Pibor Francs 6 mois | 5,4375 | — | 5,3750 | — |
| Pibor Francs 9 mois | 5,4063 | — | 5,3750 | — |
| Pibor Francs 12 mois | 5,3945 | — | 5,3750 | — |
| **PIBOR ÉCU** | | | | |
| Pibor Ecu 3 mois | 5,3750 | — | 5,3750 | — |
| Pibor Ecu 6 mois | 5,3229 | — | 5,3281 | — |
| Pibor Ecu 12 mois | 5,3125 | — | 5,3125 | — |

### MATIF

| Échéances 29/11 | volume | dernier prix | plus haut | plus bas | premier prix |
|---|---|---|---|---|---|
| **NOTIONNEL 10 %** | | | | | |
| Déc. 95 | 139708 | 119,86 | 119,86 | 119,08 | 119,10 |
| Mars 96 | 10528 | 118,94 | 118,94 | 118,40 | 118,26 |
| Juin 96 | 640 | 119,18 | 119,18 | 118,92 | 118,44 |
| Sept. 96 | 23 | — | — | — | 117,76 |
| **PIBOR 3 MOIS** | | | | | |
| Déc. 95 | 51506 | 94,50 | 94,59 | 94,25 | 94,28 |
| *Mars 96* | *17414* | *94,74* | *94,82* | *94,59* | *94,58* |
| Juin 96 | 4788 | 94,91 | 94,96 | 94,85 | 94,85 |
| Sept. 96 | 2654 | 94,94 | 94,95 | 94,86 | 94,86 |
| **ÉCU LONG TERME** | | | | | |
| Déc. 95 | 3289 | 90,62 | 90,70 | 90,14 | 90,26 |
| Mars 96 | 601 | 89,40 | 89,42 | 89,14 | 89,18 |

### CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

| Échéances 29/11 | volume | dernier prix | plus haut | plus bas | premier prix |
|---|---|---|---|---|---|
| Nov. 95 | 33880 | 1866 | 1874 | 1849 | 1854,50 |
| Déc. 95 | 19335 | 1873 | 1883 | 1859,50 | 1864 |
| Janvier 96 | 789 | 1880,50 | 1887,50 | 1871 | 1871,50 |
| Mars 96 | 1654 | 1901 | 1901,50 | 1892 | 1897 |

# LES MONNAIES

US/F ↘ 4,9225 | US/DM ↗ 1,4345 | US/¥ ↗ 101,5500 | DM/F ↘ 3,4256 | £/F ↘ 7,5340

## Net repli du franc

**LE DOLLAR** était stable, jeudi matin 30 novembre, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'inscrivait à 1,4338 mark, 101,75 yens et 4,9430 francs.

Le franc s'inscrivait pour sa part en net repli face à la monnaie allemande. Il s'échangeait à 3,4450 francs pour un mark, après être tombé en début de matinée jusqu'à un niveau de 3,4505 francs pour un mark. La Banque de France serait alors intervenue pour freiner la chute de la devise française. Le franc cédait également du terrain face aux monnaies européennes réputées faibles, comme la lire italienne ou la peseta espagnole. Les investisseurs étrangers craignent que le gouvernement français renonce aux réformes de structure qu'il a engagées, ce qui compromettrait l'assainissement des finances publiques du pays.

### MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

| DEVISES | cours BDF 29/11 | % 28/11 | Achat | Vente |
|---|---|---|---|---|
| Allemagne (100 dm) | 342,5600 | −0,26 | 329 | 353 |
| Ecu | 6,3295 | −0,62 | — | [illegible] |
| Etats-Unis (1 usd) | 4,9225 | −0,12 | 4,6000 | 5,2000 |
| Belgique (100 F) | 16,6665 | −0,22 | 16 | 17,1400 |
| Pays-Bas (100 fl) | 305,9000 | −0,25 | — | [illegible] |
| Italie (1000 lir.) | 3,0790 | −0,31 | 2,7700 | 3,2700 |
| Danemark (100 krd) | 88,5300 | −0,36 | 82,5000 | 92,5000 |
| Irlande (1 iep) | 7,7915 | −1,18 | 7,4200 | 8,4700 |
| Gde-Bretagne (1 L) | 7,5340 | −1,41 | 7,1200 | 7,9700 |
| Grèce (100 drach.) | 2,0845 | −0,62 | 1,7500 | 2,2500 |
| Suède (100 krs) | 75,7600 | −0,42 | 67,1000 | 77,1000 |
| Suisse (100 F) | 423,4400 | −0,69 | 406 | [illegible] |
| Norvège (100 k) | 77,7500 | −0,36 | 72,5000 | 81,5000 |
| Autriche (100 sch) | 48,6850 | −0,26 | 46,8000 | 49,9000 |
| Espagne (100 pes.) | 4,0225 | −0,94 | 3,6800 | 4,2800 |
| Portugal (100 esc. | 3,2800 | −0,30 | 2,8500 | 3,5500 |
| Canada 1 dollar ca | 3,6248 | −0,32 | 3,2900 | 3,8900 |
| Japon (100 yens) | 4,8498 | −0,54 | 4,6000 | 4,9500 |
| Finlande (mark) | 115,2300 | −0,29 | 108 | [illegible] |

| PARITÉS DU DOLLAR | 30/11 | 29/11 | Var. % |
|---|---|---|---|
| FRANCFORT : USD/DM | 1,4345 | [illegible] | +0,17 |
| TOKYO : USD/Yens | 101,5500 | [illegible] | +0,36 |

### MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| DEVISES comptant: | demande | offre | demande 1 mois | offre 1 mois |
|---|---|---|---|---|
| Dollar Etats-Unis | 4,9145 | [illegible] | 4,8866 | [illegible] |
| Yen (100) | 4,8572 | [illegible] | 4,8144 | [illegible] |
| Deutschemark | 3,4300 | [illegible] | 3,4410 | [illegible] |
| Franc Suisse | 4,2454 | [illegible] | 4,2719 | [illegible] |
| Lire ital. (1000) | 3,0806 | [illegible] | 3,0695 | [illegible] |
| Livre sterling | 7,5850 | [illegible] | 7,6109 | [illegible] |
| Peseta (100) | 4,0326 | [illegible] | 4,0282 | [illegible] |
| Franc Belge | 16,689 | [illegible] | 16,740 | [illegible] |

### TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

| DEVISES | 1 mois | 3 mois | 6 mois |
|---|---|---|---|
| Eurofranc | 5,28 | [illegible] | 5,31 |
| Eurodollar | 5,75 | [illegible] | 5,62 |
| Eurolivre | 6,75 | [illegible] | 6,50 |
| Eurodeutschemark | 3,91 | [illegible] | 3,87 |

# L'OR

| | cours 29/11 | cours 28/11 |
|---|---|---|
| Or fin (k. barre) | 61000 | 61200 |
| Or fin (en lingot) | 61300 | 61450 |
| *Once d'Or Londres* | *384,60* | — |
| Pièce française(20f) | 352 | 353 |
| Pièce suisse (20f) | 350 | 353 |
| Pièce Union lat(20f) | 351 | 353 |
| Pièce 20 dollars us | 2535 | 2500 |
| Pièce 10 dollars us | 1340 | 1400 |
| Pièce 50 pesos mex. | 2255 | 2265 |

# LE PÉTROLE

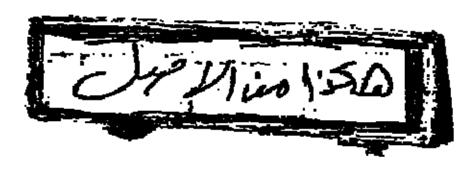
| En dollars | cours 29/11 | cours 28/11 |
|---|---|---|
| Brent (Londres) | 16,10 | 16,10 |
| WTI (New York) | 17,30 | 18,45 |
| Crude Oil (New York) | 16,16 | 16,16 |

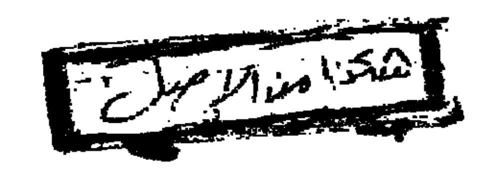
# LES MATIÈRES PREMIÈRES

| INDICES | 29/11 | 28/11 |
|---|---|---|
| Dow-Jones comptant | 215,72 | 215,46 |
| Dow-Jones à terme | 322,92 | [illegible] |
| CRB | — | [illegible] |

| METAUX (Londres) | | dollars/tonne |
|---|---|---|
| Cuivre comptant | 2985 | [illegible] |
| Cuivre à 3 mois | 2735 | 2748 |
| Aluminium comptant | 1645 | 1652 |
| Aluminium à 3 mois | 1683 | 1687 |
| Plomb comptant | 747 | 768 |
| Plomb à 3 mois | 725 | 734 |
| Etain comptant | 6335 | 6487 |
| Etain à 3 mois | 6380 | 6440 |
| Zinc comptant | 1028,50 | 1083,50 |
| Zinc à 3 mois | 1053 | 1055,50 |
| Nickel comptant | 8180 | 8350 |
| Nickel à 3 mois | 8305 | [illegible] |

| METAUX (New-York) | | $/once |
|---|---|---|
| Argent à terme | 5,23 | [illegible] |
| Platine à terme | 424 | [illegible] |
| *Palladium* | 155,25 | [illegible] |
| **GRAINES, DENRÉES (Chicago)** | | **$/boisseau** |
| Blé (Chicago) | 4,96 | [illegible] |
| Maïs (Chicago) | 3,34 | [illegible] |
| Grain. soja (Chicago) | 6,83 | [illegible] |
| Tourt. soja (Chicago) | 208,20 | [illegible] |
| **GRAINES, DENRÉES (Londres)** | | **£/tonne** |
| P. de terre (Londres) | — | [illegible] |
| Orge (Londres) | 107,60 | [illegible] |
| **SOFTS** | | **$/tonne** |
| Cacao (New-York) | 1329 | [illegible] |
| Café (Londres) | 2545 | [illegible] |
| Sucre blanc (Paris) | — | [illegible] |
| **OLÉAGINEUX, AGRUMES** | | **cents/tonne** |
| Coton (New-York) | 0,73 | [illegible] |
| Jus d'orange (New-York) | — | [illegible] |







# RÈGLEMENT MENSUEL

JEUDI 30 NOVEMBRE

Liquidation : 21 décembre

Taux de report : 5,25

Cours relevés à 10 h 15

CAC 40 PARIS −1,00 %

CAC 40 : 1838,72

| VALEURS FRANÇAISES | Cours précéd. | Derniers cours | % +− | Compen-sation (1) |
|---|---|---|---|---|
| [illegible] | | | | |

| VALEURS ÉTRANGÈRES | Cours précéd. | Derniers cours | % +− | Compen-sation (1) |
|---|---|---|---|---|
| [illegible] | | | | |

**ABRÉVIATIONS**

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

**SYMBOLES**

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

**DERNIÈRE COLONNE (1) :**

Lundi daté mardi : % variation 31/12

Mardi daté mercredi : montant du coupon

Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon

Jeudi daté vendredi : compensation

Vendredi daté samedi : nominal

# COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 10 h 15

JEUDI 30 NOVEMBRE

| OBLIGATIONS | % du nom. | % du coupon |
|---|---|---|
| [illegible] | | |

| ACTIONS FRANÇAISES | Cours précéd. | Derniers cours |
|---|---|---|
| [illegible] | | |

| ACTIONS ÉTRANGÈRES | Cours précéd. | Derniers cours |
|---|---|---|
| [illegible] | | |

**ABRÉVIATIONS**

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

**SYMBOLES**

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; † offre réduite; ‡ demande réduite; # contrat d'animation.

# SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 10 h 15

JEUDI 30 NOVEMBRE

| VALEURS | Cours précéd. | Derniers cours |
|---|---|---|
| [illegible] | | |

# HORS-COTE

Une sélection Cours relevés à 10 h 15

JEUDI 30 NOVEMBRE

| VALEURS | Cours précéd. | Derniers cours |
|---|---|---|
| Ste lecteurs du Monde | 161 | 161 |
| Nobel | 137 | 137 |
| Mumm | 917 | 917 |
| Générale Occidentale | 41,60 | 41,60 |

**ABRÉVIATIONS**

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

**SYMBOLES**

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ● cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; † offre réduite; ‡ demande réduite; # contrat d'animation.

# SICAV

Une sélection

Cours de clôture le 29 novembre

| VALEURS | Émission Frais incl. | Rachat net |
|---|---|---|
| [illegible] | | |

**SYMBOLES**

○ cours du jour; ● cours précédent.

# AUJOURD'HUI

SPORTS

**TENNIS La Russie reçoit les Etats-Unis à Moscou, du 1er au 3 décembre, pour une finale de Coupe Davis inédite. Après avoir laissé le « saladier d'argent » en 1994 aux Suédois, les Russes veulent croire à leurs chances. ● LE FORFAIT d'Andre Agassi leur a donné espoir, même si Andreï Chesnokov, Evgueni Kafelnikov, Alexander Volkov et Andreï Olhovski auront fort à faire devant Pete Sampras, Jim Courier, Todd Martin et Richey Reneberg. Pour les Russes, une partie est déjà gagnée : celle de la reconnaissance internationale. ● LES EFFORTS de Shamil Tarpichev, ministre russe des sports, ont amené le tennis national à maturité, depuis une ouverture débutée il y a dix ans. ● MALGRÉ LE COÛT des équipements, le manque de courts en salle et l'éclatement de l'ex-URSS, la Russie possède aussi un solide réservoir de jeunes joueurs.**

## Les Russes partent à la conquête de la Coupe Davis

### La finale inédite contre les Etats-Unis, qui se joue à guichets fermés à Moscou, intronise l'équipe de Chesnokov, Kafelnikov, Volkov et Olhovski parmi les grandes nations des courts

**MOSCOU**
*de notre envoyée spéciale*

Légèrement engoncé dans un costume chiné noir et blanc, Shamil Tarpichev promène une mine rayonnante dans les couloirs du stade olympique. Le ministre russe des sports, ancien champion de tennis, ne vit plus que pour l'instant dont il rêve depuis toujours : vendredi 1er décembre, la finale de la Coupe Davis opposera, pour la première fois dans l'histoire du tennis, la Russie aux Etats-Unis. Sur trois journées, Pete Sampras et ses équipiers auront affaire à « ses » garçons : Andreï Chesnokov, Alexander Volkov, Andreï Olhovski et Evgueni Kafelnikov. *« On les a vu grandir, on les a presque élevés »*, dit-il avec affection. Capitaine de Coupe Davis à dix-sept ans, ce quadragénaire a connu le tennis de son pays dans tous ses états : Union soviétique, Communauté des Etats indépendants et, aujourd'hui, Russie.

En valeureux soldat, le joueur-capitaine a veillé sur des équipes mal ficelées de 1974 à 1992. Il passe pudiquement sur les années noires, quand le système interdisait l'expression de tout talent véritable à l'étranger. Maintenant, l'avenir sourit à Tarpichev. L'année dernière, les joueurs russes se sont aguerris en finale de l'épreuve contre la Suède. Cette année, le vent pourrait bien tourner en leur faveur. André Agassi est indisponible. Et l'on joue de nouveau à domicile.

Le ministre des sports espère secrètement le miracle : la première victoire russe dans la course au « saladier d'argent » face au plus redoutable des adversaires, les Etats-Unis, trente fois vainqueurs de l'épreuve depuis le début du siècle. *« Je donne 30 % de chances à la Russie, mais 30 % qui pourraient bien mener à un grand événement. »*

A force de patience, Tarpichev a vu le tennis russe changer : *« De 1977 à 1982, les sportifs soviétiques, comme les Sud-Africains, n'étaient pas les bienvenus hors de chez eux. »* Sans broncher, il a continué à entraîner l'équipe nationale. Au milieu des années 80, on a laissé partir Chesnokov et sa fameuse raquette en bois qui faisait figure d'antiquité sur le circuit professionnel. D'autres l'ont suivi.

Depuis, Tarpichev a cédé sa chaise de capitaine pour d'autres occupations. Mais il n'a pas trahi le tennis. Pour son sport, le conseiller de Boris Eltsine se dépense sans compter. Le président russe, ex-joueur de volley-ball de niveau national et fanatique de tennis au point de le pratiquer plusieurs fois par semaine, est l'allié le plus sûr de Tarpichev : *« Ça vous paraît sans doute peu, mais nous recevons pour le tennis une subvention de 700 000 dollars par an,* s'enorgueillit-il, *et nous avons plusieurs académies du type sport-études pour former de jeunes talents, dont une à Moscou avec trente-six élèves. »*

Malgré quelques désagréments, Tarpichev aperçoit le bout du tunnel : *« Dans l'éclatement du pays, nous avons perdu de nombreux centres d'entraînement, mais le réservoir des juniors est conséquent. Andreï Stolyarov, qui est ici le partenaire d'entraînement, est actuellement le meilleur. Anatoly Lepeshin, l'entraîneur de Kafelnikov, qui a longtemps coaché les juniors, est capitaine. »*

**DÉTECTION**

*« Nous sommes une grande famille,* renchérit Alex Metreveli, l'ancien champion géorgien. *Je suis originaire d'une République indépendante, mais cela ne m'empêche pas d'aider Shamil. Il y a dans les autres Républiques de talentueux Russes d'origine qui voudraient bien revenir jouer ici, comme Andreï Medvedev ou Oleg Ogorodov, le jeune Ouzbek que j'entraîne. »*

Le secret de la santé florissante du tennis russe ? Une transition en douceur. *« Nous avons mis les anciens critères de sélection au goût du jour et gardé un peu notre ancienne mentalité,* explique Tarpichev. *Nous continuons la détection dans les clubs devenus privés, mais les enfants doivent faire leurs preuves dans de petits tournois pendant un ou deux ans, ensuite nous prenons les meilleurs en charge. »* Tarpichev refuse de croire à une évasion massive de la nouvelle génération vers le confort des académies ensoleillées de Floride, leurs agents zélés et les juteux sponsors : *« Regardez-les,* dit-il en désignant son équipe, *ils sont restés et ils auraient pu partir cent fois. »*

Le problème pourrait se poser. Le tennis est de moins en moins abordable en Russie, et les courts en salle trop peu nombreux. *« Avec le salaire du Moscovite moyen, estimé à environ 500 francs par mois, comment s'offrir une heure de leçon de tennis qui peut aller de 50 à 500 francs ?* proteste Alla Fydotova, vingt-trois ans, professeur de tennis dans un club privé moscovite. *En quatre ans, ma clientèle a totalement changé, je n'ai plus que des cadres de l'armée et des hommes d'affaires. On a de plus en plus de mal à convaincre les parents d'investir dans un équipement de tennis pour leurs enfants. »* Shamil Tarpichev tempère : *« En Russie, le tennis n'est à la mode que depuis une dizaine d'années, parce que la télévision diffuse les grands événements. Beaucoup de gens influents s'y mettent. »*

Ioury Luzhkov, le maire de Moscou, est venu contrôler les installations du stade olympique, rafraîchies pour l'événement. Il a commencé le tennis il y a un an à peine. Vendredi, il sera aux premières loges. Boris Eltsine, qui récupère d'une crise cardiaque, ne sera pas de la fête : *« Le médecin lui a déconseillé le trop-plein d'émotions,* explique Tarpichev. *Mais nous attendons le premier ministre, le ministre des affaires étrangères, le ministre de la sécurité. »* Le ministre de la défense a décliné l'invitation à regret pour cause de visite officielle en Israël.

***Patricia Jolly***

## Sans Andre Agassi, les forces sont moins déséquilibrées

**MOSCOU**
*de notre envoyée spéciale*

L'annonce officielle de l'indisponibilité d'Andre Agassi a déçu les inconditionnels. Le numéro deux mondial ne serait toujours pas remis d'une déchirure à la poitrine, contractée lors de la demi-finale de la Coupe Davis disputée fin septembre contre la Suède chez lui, à Las Vegas. Un incident qui l'a déjà empêché de défendre son titre à l'Open de Paris, il y a quelques semaines. Richey Reneberg, trente ans, connu pour ses succès en double et présent à Moscou en qualité de partenaire d'entraînement, remplace donc Agassi.

Discrète jusqu'au bout sur les projets de son fantasque équipier, la délégation américaine ne s'est pas formalisée de la nouvelle. Son capitaine, Tom Gullikson, aurait même déclaré que, compte tenu de l'état de santé d'Agassi, il lui aurait sans doute préféré Courier pour le simple. Pete Sampras devrait logiquement disputer l'autre match individuel, tandis qu'on verra sûrement Todd Martin associé à Reneberg dans le double. En signe de solidarité, Agassi avait tout de même annoncé sa venue en « touriste » pour mercredi soir.

Son absence sur le court ne chagrine guère les organisateurs russes. La rencontre aura lieu à guichets fermés. Les cinquante mille places disponibles sur trois jours sont toutes vendues depuis déjà deux semaines. Cédées au tarif officiel de 20 à 250 francs, on les trouverait au marché noir entre 750 et 2 000 francs. La défection d'Agassi ouvre en outre une sérieuse brèche pour l'équipe adverse, qui paraissait frêle face à l'actuel chef de file du tennis, Sampras, et à un ex-numéro un mondial, Courier.

***RALENTIR AU MAXIMUM***

Comme pour la demi-finale remportée face à l'Allemagne en septembre, les Russes ont reçu 22 tonnes de terre battue très brune et plutôt lente, importée de Suède. Le jeu d'attaque de Sampras ne manquera pas de s'en ressentir. Quant à Courier, deux victoires et une finale à Roland-Garros ne suffiront pas à lui faire apprécier le terrain abondamment arrosé chaque soir. L'Américain s'inquiète à juste titre. Après leur demi-finale contre l'Allemagne, les Russes avaient écopé de 25 000 dollars d'amende. A la suite d'une inondation « inexpliquée » du court la nuit précédant la rencontre, le début des matches avait dû être retardé d'une heure. Shamil Tarpichev, le ministre russe des sports, décline toute responsabilité : *« A la Fédération internationale de vérifier l'état du court à temps. »*

***P. Jo.***

## Contre PSG, Guingamp veut confirmer ses bons débuts en division 1

**GUINGAMP**
*de notre envoyé spécial*

Xavier Gravelaine ne savait pas grand-chose de Guingamp, juste que ce n'était *« pas loin de la mer »*. Lorsqu'il a débarqué, dimanche 26 novembre, en provenance de Paris, il ignorait la place du Centre et ses vieilles pierres qui ressassent des bouts de l'histoire bretonne. Pour lui, Guingamp n'était qu'une bourgade des Côtes-d'Armor, une petite ville devenue grande grâce aux succès de l'En-Avant. Il aurait été bien incapable de dire l'origine de ce club laïque né au début du siècle des rêves de quelques instituteurs qui avaient su rendre le football obligatoire.


**CHAMPIONNAT**

Il avait pourtant le sentiment de ne pas avoir commis d'erreur en quittant le prestigieux Paris-Saint-Germain qui ne voulait plus de lui pour poser son sac de joueur professionnel sur le banc des vestiaires du stade du Roudourou. L'ironie du calendrier, qui veut que sa première rencontre sous les couleurs de Guingamp l'oppose vendredi 1er décembre au PSG pour le début des matches retour du championnat de première division, le faisait à peine sourire.

En quelques mois, le Roudourou est devenu célèbre, aussi vite que l'équipe s'est faite redoutable. Et Gravelaine a pu suivre de loin l'incroyable ascension d'un petit club que ses concurrents promettaient à la relégation. En août, avant sa disgrâce, il avait même eu l'occasion d'affronter les joueurs bretons pendant vingt minutes du match aller au Parc des Princes. Guingamp avait obtenu le nul, et cela avait encore l'air d'un heureux accident. Aujourd'hui, les succès de l'En-Avant n'étonnent plus personne, et sa cinquième place au classement général a vaincu les ultimes réticences de Xavier Gravelaine.

*« S'il est venu, c'est que les gens du football se disent maintenant qu'à Guingamp on n'est pas des ploucs, qu'on a notre place en première division. »* Nicolas Laspalles est tout le contraire de Gravelaine. Il n'a connu le football qu'à l'En-Avant, dès l'âge de huit ans. C'est un gamin du pays qui n'a jamais cédé à l'envie d'aller voir ailleurs. Le stade du Roudourou a été son école, où il s'est pour la première fois rêvé joueur professionnel. Il fait aujourd'hui partie de ces footballeurs qui alimentent avec constance une chronique heureuse sur laquelle Guingamp aime plus que jamais se pencher.

A tout juste vingt-quatre ans, Laspalles a couru toutes les étapes de ce parcours météorique qui a conduit le club de la nationale 1 (l'ancienne troisième division) à la première division en trois saisons. Les sourires d'aujourd'hui ne lui ont pas fait tirer un trait sur les grimaces d'hier. Il n'a pas oublié les huées des supporteurs, ces *« trop payés ! »* qui fusaient des tribunes lorsque l'En-Avant était redescendu de division 2 en nationale 1 en 1993.

**PETITES REVANCHES**

L'équipe puise une part de sa force dans cette modestie partagée par les six joueurs de l'équipe première formés au club et par beaucoup des nouveaux arrivants. Le reste ? Il vient pour une part de Francis Smerecki. L'entraîneur, arrivé en 1993, se réfugie volontiers derrière l'enracinement historique du club pour expliquer la réussite actuelle. Il rappelle une épopée en Coupe de France, au début des années 70, qui avait valu au nom de Guingamp, alors en division régionale, de franchir pour la première fois les frontières de l'Armor.

Derrière le folklore, Francis Smerecki décèle la naissance d'un formidable souci de réussite. Lui s'est chargé d'apporter la touche de rigueur supplémentaire – Guingamp est la deuxième défense du championnat – qui a valu au club le qualificatif d'équipe « à l'italienne ». Il lui permettra de résoudre, espère-t-il, le problème essentiel : se maintenir en D1 dans la durée. Car, pour le reste, l'En-Avant a su adapter ses structures aux 34 millions de francs de budget, qui en font l'une des équipes les plus modestes à ce niveau, après Gueugnon. *« Ici,* raconte Smerecki, *l'aspect sportif prend toujours les pas sur le reste et c'est ce qui fait progresser le club. »*

Bertrand Salomon en sait quelque chose. Le président n'a pas de bureau. Le siège du club est une vieille maison de maître léguée par un supporteur. L'administration y a installé son bric-à-brac. Les dirigeants n'ont jamais consenti à engager les frais d'un coup de peinture. Bertrand Salomon est resté fidèle à cette ligne inaugurée par Noël Le Graët, son prédécesseur devenu président de la Ligue et maire de Guingamp. Il la résume en une phrase : *« Il faut s'adapter. »* Guingamp accomplira l'effort nécessaire pour tenir son rang en D1, comme il l'avait fait chez les amateurs.

Le président se souvient encore de ces matches anonymes de nationale 1, *« de cette rencontre à Roubaix où, faute de vestiaires, il avait fallu se changer sur l'herbe avant le coup d'envoi »*. Aujourd'hui, il doit faire face à d'autres obligations. Le stade du Roudourou s'apprête à engager des travaux d'aménagement, et l'En-Avant n'attend plus que l'agrément de la fédération pour ouvrir un centre de formation.

L'En-Avant de Guingamp se prépare donc à devenir un club ordinaire, un sociétaire de la première division qui n'aurait rien à envier à personne. Et le temps est venu des petites revanches, sur un été trop court pour convaincre des joueurs professionnels de rejoindre la Bretagne malgré les dizaines de coups de fil, sur la peur de redescendre aussi vite que l'on était monté. Sur la condescendance générale aussi. Bertrand Salomon s'était vexé du commentaire méprisant d'un journaliste de télévision en début de saison. Celui-ci s'était demandé ce que pouvaient bien faire des clubs comme Guingamp ou Gueugnon en première division. L'En-Avant a désormais le sentiment d'avoir fourni une bonne réponse à la question.

***Pascal Ceaux***

# SCIENCES

## Une augmentation des cas de leucémie est détectée près de la Hague

**LES TRÈS FAIBLES DOSES** de radioactivité enregistrées autour de certains sites nucléaires peuvent-elles provoquer une augmentation des cas de leucémie chez les riverains ? Certaines études épidémiologiques permettent de le soupçonner, mais la preuve n'en a, jusqu'à présent, jamais été administrée et le sujet divise les experts.

Une enquête statistique approfondie, menée par Jean-François Viel, chef de l'unité de biostatistique et d'épidémiologie de la faculté de médecine de Besançon (Doubs), apporte un élément nouveau dans le débat. Ces travaux, publiés dans le prochain numéro de la revue spécialisée *Statistics in Medicine* mais que M. Viel a exposés en exclusivité au mensuel *Science et vie*, semblent montrer un accroissement du risque de leucémie au voisinage immédiat du centre de retraitement de combustibles irradiés de la Hague (Manche).

Depuis de nombreuses années, déjà, les épidémiologistes tentent de se faire une idée précise des risques encourus par les populations soumises aux faibles doses de radioactivité. Toutes les études ont, jusqu'à présent, buté sur une difficulté majeure : la leucémie, premier type de cancer observé chez les victimes (notamment les jeunes) d'irradiations massives, est une affection relativement rare. Dans ces conditions, l'augmentation attendue du risque en cas d'exposition à des faibles doses ne porte que sur quelques cas qui, la plupart du temps, ne sortent pas de la marge d'erreur attachée à toute étude épidémiologique.

Quand elles sont détectées, les anomalies sont d'autant plus difficiles à analyser que les causes de la leucémie sont multiples et sa répartition géographique naturellement irrégulière. *« En l'absence de toute radioactivité, on trouve souvent des pics assez inexplicables »*, souligne Jacques Estève, épidémiologiste au Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), dépendant de l'OMS. Toutes les études menées au Canada et aux Etats-Unis ont été négatives, affirme Denis Bard, chef du laboratoire d'épidémiologie à l'Institut de protection et de sûreté nucléaire français (IPSN).

**DÉJÀ EN ANGLETERRE**

En revanche, des résultats positifs ont été enregistrés autour de plusieurs sites britanniques, *« et notamment près du centre de retraitement de Sellafield où une augmentation des cas de leucémie a été mise en évidence sans aucune ambiguïté »*, reconnaît M. Bard. *« Mais, en dépit d'une dizaine d'études de tout type, le lien de cause à effet avec la pollution radioactive n'a jamais pu y être établi de manière convaincante. »*

En France, Jean-François Viel – Normand d'origine – s'intéresse au cas de la Hague depuis dix ans. A l'issue d'un travail de terrain dont tous ses collègues louent le sérieux, il a publié en 1993 dans le *British Medical Journal*, une enquête relevant un excédent très léger des cas qui, affirme-t-il lui-même, ne pouvait donner lieu à aucune conclusion valable. Réactualisés, ces résultats montrent que 25 leucémies ont été diagnostiquées durant les quinze dernières années sur 60 000 jeunes de moins de vingt-cinq ans vivant dans un rayon de 35 kilomètres autour de l'usine. D'après les estimations de M. Viel, on aurait dû en enregistrer 22,8 en l'absence de toute pollution.

Ces 2,2 cas supplémentaires ne sont, évidemment, pas significatifs. Afin de contourner l'obstacle, le chercheur a passé ces statistiques au crible de modèles statistiques permettant d'évaluer la répartition géographique des malades. Trois méthodes différentes ont toutes abouti à un excès des cas (2,8 à quinze fois le taux attendu selon les modèles) dans le canton de Beaumont-la-Hague, aux environs immédiats du site. *« J'ai pris une grosse loupe pour mettre en évidence un petit événement invisible sans cela »*, explique Jean-François Viel, qui souligne cependant que les quatre cas enregistrés dans le canton (contre 1,4 attendu) ne révèlent pas, en tout état de cause, *« un problème majeur de santé publique »*.

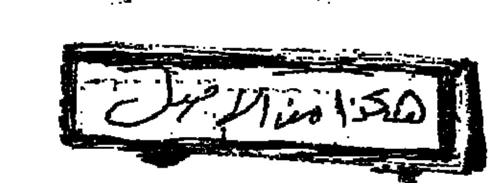
Même si, comme l'affirme l'un de ses collègues, *« un traitement statistique sophistiqué appliqué à des données incertaines ne rend pas ces dernières plus fiables »*, les travaux de M. Viel (financés par l'INSERM) viennent néanmoins renforcer les « soupçons » soulevés par les travaux britanniques. Reste à les compléter par une analyse approfondie de l'histoire médicale et sociale des patients répertoriés qui permettra, peut-être de mieux cerner l'origine de leur maladie parmi les nombreux facteurs possibles. Les résultats de cette « étude de cas » devraient être disponibles l'an prochain. S'ils sont positifs, la connaissance des effets sur l'homme des faibles doses de rayonnement aura fait un grand pas.

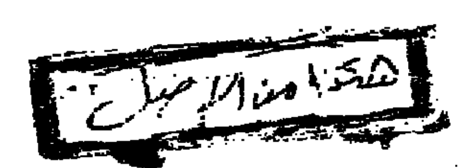
***Jean-Paul Dufour***

## Le carbone 14 « rajeunissait » trop le passé

**LES PEINTURES** de Lascaux sont-elles plus anciennes qu'on le pensait ? C'est ce que croit Carlo Laj. Pour ce chercheur du Laboratoire de modélisation du climat et de l'environnement du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), les objets dont l'âge, mesuré par la méthode du carbone 14, est compris entre 20 000 et 40 000 ans doivent être « vieillis » de 2 000 à 3 000 ans.

Les responsables de ces erreurs seraient les instabilités que le champ magnétique terrestre a connues dans le passé et qui ont affecté la formation de carbone 14. Ces variations viennent d'être précisées grâce à des mesures faites sur la lave des Açores, et avaient déjà été mises en évidence par des équipes du Centre des faibles radioactivités de Gif-sur-Yvette, de l'université d'Aix-Marseille et du Lamont Doherty Geological Observatory.







# Le Salon nautique par petit temps

## Plus de 900 exposants font escale le long de 10 kilomètres de coursives où sont attendus quelque 300 000 visiteurs

*« BIENVENUE À BORD ! »* Le slogan du 35e Salon nautique veut redonner au public l'envie de naviguer. Il va tenter d'attirer plus de 300 000 visiteurs, porte de Versailles à Paris, du 2 au 11 décembre. L'enjeu est de taille pour l'industrie nautique française. C'est la deuxième au monde et elle exporte près de la moitié de sa production. Dans le domaine de la voile et des bateaux pneumatiques, la France est le premier fournisseur mondial. Mais le marché de la voile a diminué de moitié ces dernières années.

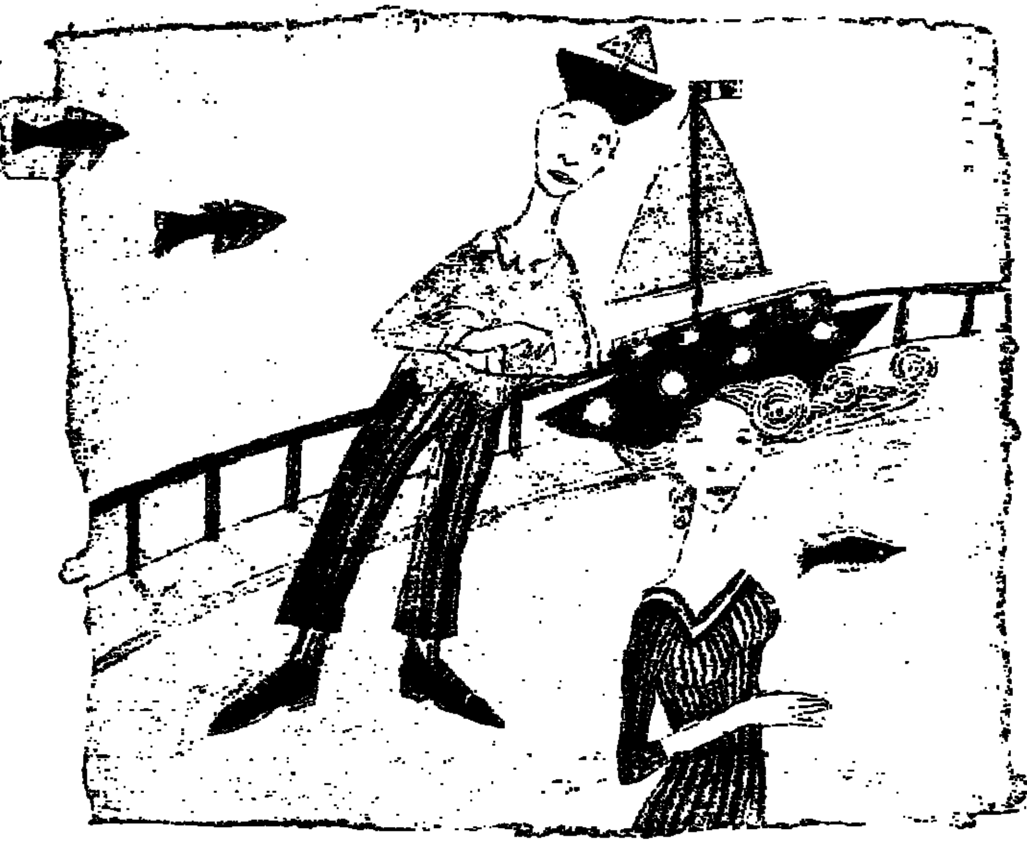
Plutôt qu'un repli frileux devant les méfaits de la crise, l'industrie nautique, de la voile tout particulièrement, a choisi d'innover. Il y aura encore des dizaines de nouveautés tout au long des 10 kilomètres de stands du Salon nautique. *« Les goûts et les dépenses des clients évoluent encore plus vite pendant les périodes de récession,* explique Annette Roux, président-directeur général de Bénéteau, le leader mondial de la voile. *Nous avons dû entièrement renouveler notre gamme depuis cinq ans, pour nous adapter aux mentalités et aux nouvelles ressources des consommateurs. »*

Comment redonner des envies de bateau quand les loisirs sont le premier secteur de dépenses sacrifié par le public ? D'abord en proposant des bateaux d'initiation bon marché, répondent les fabricants. *« Les dériveurs avaient été démodés par l'apparition des planches à voile et des catamarans,* explique Yves Belliard, reponsable des activités voile à l'UCPA. *L'arrivée des « nouveaux dériveurs » a permis à ceux qui commençaient à s'ennuyer sur les catamarans, et aux planchistes qui n'avaient pu passer au funboard, de trouver de nouvelles sensations. »*

Les Anglais de la marque Topper ont mis au point le Buzz, pour l'UCPA. Ce dériveur est très toilé. Il est équipé d'un spi asymétrique expulsé en quelques secondes d'un avaleur et fixé par un tangon éjectable de la coque. Avec sa dérive sabre relevable, ce 4,20 mètres peut déjauger aux allures portantes et atteindre ainsi le fameux « planning » recherché par tous les adeptes de la glisse. Sensations que l'on devrait également retrouver sur un dériveur plus classique comme le nouveau 430 de Jeanneau.

A des prix quatre à cinq fois plus élevés que ceux du Buzz, ou du Laser 4000, les fabricants proposent des « nouveaux dériveurs » beaucoup plus sophistiqués. Avec de nouvelles technologies et l'utilisation de matériaux comme le carbone, ces engins sont très légers et très toilés. Leur rapport poids-puissance permet des accélérations et des vitesses élevées. Le Laser 5000 et, surtout, le Melges 24, conçu par l'Américain Buddy Melges, vainqueur de la Coupe de l'America 1992, sont cependant de vraies « bombes », délicates à manier.

Après quelques saisons moroses, les catamarans reviennent en vogue, paradoxalement grâce à la jauge imposée par la Fédération française de voile. Ce sont les Formule 18 destinés aux régatiers, présents dans toutes les marques. Mais les catamarans restent des engins accessibles, autant par *leurs prix (de 15 000 à 80 000* francs) que par leur facilité d'utilisation.



DESSINS DE NATALI FORTIER

#### NOUVELLE CLIENTÈLE

L'apparition des quilles rétractables a également modifié la donne des petits voiliers habitables. Grandes séries mais petites marges, ils sont importants pour les constructeurs car ce sont ces modèles qui permettent aux familles de s'initier aux croisières, et de prendre goût à la voile. Bénéteau avait déjà relancé ce segment de marché avec le First 210, qui proposait, pour 100 000 francs, un véritable bateau de croisière de 6,20 mètres pour quatre personnes. Rapide et simple, mais très bien équipé et disposant d'un moteur fixe, le First 260 va tenter de renouveler le succès sur une *autre gamme de prix (247 500* francs).

Avec le Sun Fast 17, Jeanneau résoud le problème du mouillage des petits voiliers habitables. Si les couchettes de ce 5,35 mètres sont suffisantes pour deux adultes et deux enfants, le Sun Fast 17 peut être remonté sur une remorque après chaque sortie. A 63 200 francs, ce petit voilier devrait susciter des envies chez une nouvelle clientèle soucieuse de ne pas investir tout son budget loisir dans l'achat et l'entretien d'un petit bateau.

La vogue des vieux gréments a été ranimée par les grands rassemblements de ces dernières années. Plusieurs fabricants ont compris que cet engouement n'est pas un simple effet de mode. Ainsi, le Cormoran était devenu introuvable. Ce petit yacht insubmersible, apparu dans les années 20 en baie de Morlaix, offre de réels plaisirs de navigation. En bois, il était devenu introuvable. Acte Mer en a réalisé une version en polyester *à 83 000 francs. Avec son grément* d'origine, cette coque reste étonnamment performante en régate.

Dans le même esprit, on trouve le Tofinou, proposé à 225 000 francs par Latitude 46. Et puis, comment ne pas admirer l'admirable travail d'artisanat, la qualité des bois et des vernis sur la Luciole, réplique de barque traditionnelle des plans d'eau intérieurs, propulsée cette fois par un moteur électrique.

*Christophe de Chenay*

**★ Salon nautique. Parc des expositions de Paris, porte de Versailles, du samedi 2 au lundi 11 décembre. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Nocturne le vendredi 8 jusqu'à 23 heures. Tarifs : 55 F et 30 F pour les groupes et enfants de 7-13 ans.**

VENTES

# Mystères archéologiques en provenance du Mexique

**LA VENTE** d'une grande collection d'art préhispanique, qui aura lieu à Drouot-Montaigne le 7 décembre, est un événement pour tous les amateurs d'art mexicain : quoiqu'il compte moins de cinquante lots, cet ensemble se distingue par plusieurs œuvres exceptionnelles.

Une suite de six masques provient de Teotihuacan, une grande métropole religieuse. La ville, divisée en deux par une avenue de 50 mètres de large bordée de monuments, est un des sites les plus majestueux du pays, et les pyramides tronquées du Soleil et de la Lune figurent parmi les constructions célèbres dans le monde entier. Son histoire, qui débute vers 100 av. J.-C., marque son apogée entre 300 et 600, puis décroit jusque vers 750. Stylisés mais réalistes, les masques en pierre de Teotihuacan représentent, pour de nombreux critiques, un des points culminants de l'art de l'ancien Mexique. Ils illustrent aussi les mystères de ces civilisations, car les spécialistes n'ont pas encore découvert leur fonction exacte. Tout au plus pense-t-on qu'ils étaient les visages de dieux ou d'ancêtres que l'on fixait sur d'autres effigies à l'aide des trous percés sur les bords.

Dans la série proposée ici, le plus impressionnant (estimé 400 000 F/600 000 F), en pierre noire à grain très fin, offre un front nu et lisse courbé par des arcades sourcilières dont la ligne rejoint d'un côté les pommettes et, de l'autre, marque la naissance du nez ; les narines formées, la bouche entrouverte aux lèvres délicatement modelées font de ce masque (daté entre 300 et 600) un exemple pur du style de Teotihuacan. De la même période, les autres masques voient leurs prix varier entre 140 000 F et 200 000 F.

#### SACRIFICES HUMAINS

Autre pôle d'intérêt, les représentations en pierre des éléments du jeu de balle, trouvées dans des tombes de la région de Veracruz. Religieux et divinatoire, joué seulement par des prêtres, ce jeu s'est développé dans toutes les cultures de l'Amérique centrale. Il consistait à faire passer une balle en latex dans un anneau de pierre, son trajet symbolisant la course du Soleil. A l'origine en cuir rembourré, les jougs servaient à frapper la balle et se portaient autour de la taille. Le plus important de la collection, en pierres vertes finement polies, évoque un animal mythique mi-crapaud, mi-jaguar, à la gueule puissante ; les extrémités de ce joug sont ornées de deux portraits en bas-relief de prêtres ou de dignitaires. Datant de la période de transition post-olmèque (400-200 av. J. -C.), il est estimé 550 000 F/650 000 F.

*La violence sanguinaire qui régnait* sur ces civilisations fascine et répugne beaucoup d'Européens. Les sacrifices humains en sont l'exemple le plus frappant, et la tradition rapporte que le temple principal de Mexico *(Templo mayor)* ruisselait du sang de dix mille victimes les jours des grandes fêtes. Des statues d'hommes debout étaient disposées de part et d'autre des escaliers menant à l'autel, un bras replié, le poing fermé et évidé pour recevoir la hampe d'un drapeau. L'une d'entre elles, provenant probablement du *Templo mayor*, est proposée ici. En basalte gris, un Aztèque au visage sévère, vêtu d'un pagne et coiffé d'un bonnet, mesure 97 centimètres de hauteur. Daté 1325-1521, il est estimé 200 000 F/250 000 F. A côté de ces pièces maîtresses, des objets abordables sont proposés entre 4 000 F et 20 000 F : bijoux d'or, céramiques, petites statuettes.

*Catherine Bedel*

**★ Drouot-Montaigne, jeudi 7 décembre, 19 h 30. Exposition sur place le 6, de 11 heures à 21 heures, et le 7, de 11 heures à 18 heures. Etude de Quay-Lombrail, 22, rue de Courcelles, 75008. Tél. : 45-61-54-54. Expert Bernard Dulon, 12, rue Guénégaud, 75006. Tél. : 43-25-25-00.**

## Repos à Montparnasse

**A deux pas du cimetière Montparnasse, la tour du même nom clame sa note verticale. Le cimetière, avec ses nombreux allongés, cultive plutôt l'horizontale, mais vous pouvez aussi y entrevoir le fils d'un ami, sur un banc, serrer sa douce en toute intimité. S'il a en train quelque dissertation, peut-être bénéficie-t-il, du même coup, de la proximité de Sartre et de Beauvoir. Il y avait un jour, sur leur tombe, un Kleenex retenu par des cailloux. Etait écrit dessus : *« Merci. Grâce à toi, j'ai eu mon bac. »* Le tutoiement était sympathique, mais rien ne disait auquel des deux il était destiné. Charles Baudelaire, de son côté, connaît un succès sans à-coups. Le plus dur, pour lui, est de cohabiter avec son beau-père, le commandant Aupick, qui l'écrase d'une longue série de titres. Les fleurs, tout de même, sont pour le poète. Des roses rouges souvent, quelques tulipes parfois, plutôt rouges également. Il faut croire que c'est la couleur des fleurs du mal. Delphine Seyrig, presque voisine, voit sa tombe toujours ornée de fleurs fraîches, un beau bouquet dans un vase bleu. Jean Seberg n'a pas cette chance, mais, depuis quelque temps, la petite plaque oblique qui porte son nom jouxte une photo de l'actrice. Elle y a son minois d'*A bout de souffle*, film qui s'achève dans le quartier, sur les clous de la rue Campagne-Première, à l'angle du boulevard Raspail. Sur la tombe de Gainsbourg, au milieu d'un pêle-mêle très kitsch, on peut voir deux petits ours verts. Vert aussi, un beau chou pommé rappelle *L'Homme à tête de chou*. Quant aux tickets de métro, ils sont là en hommage au *Poinçonneur des Lilas*. Il y en a toute une série dans une pochette transparente, avec, au dos, des noms, des dates et des messages adressés au grand Serge : *« On t'aime toujours »*, *« Pour le fumeur de Gitanes »*, *« Je suis venue te dire que tu nous manques »*...**

**Non loin de là repose Samuel Beckett, 1906-1989. Il est enterré avec sa femme, Suzanne Beckett, 1900-1989, née Déchevaux-Dumesnil. Voilà un marbre dépouillé, un sobre parallélépipède, à l'image des plaquettes de l'écrivain aux éditions de Minuit. Le caractère des noms gravés, au reste, ressemble à celui qui court en haut des couvertures de l'honorable maison. Ce détail aura peut-être échappé aux deux contractuelles qui, l'autre midi, croquaient leur sandwich sur le banc d'à côté. En tout cas, elles ne voyaient rien à verbaliser dans les parages. Non, aucun mort ne semblait avoir dépassé son temps de stationnement.**

L'AIR DE PARIS

*Daniel Percheron*

# Au Salon du cheval, le poney est à l'honneur

**POUR** les amateurs et les professionnels du cheval, c'est déjà Noël. Du 1er au 10 décembre, 45 000 mètres carrés du Parc des expositions de la porte de Versailles se transforment en grandes écuries. Plus de 160 000 visiteurs en 1994, 450 exposants attendus, 500 chevaux présentés, parmi lesquels des chevaux de trait, et 300 poneys. Ceux-ci se voient accorder les faveurs des organisateurs qui misent, en 1995, sur eux et, donc, comptent sur les enfants. Compétitions, animations et concours leur sont réservés, les 2 décembre (concours de saut d'obstacles) et 3 décembre (Coupe Ile-de-France, rassemblant des équipes). Le 6 décembre, le bâtiment 8 accueillera un tournoi de horse-ball sur poneys shetland. La fête du poney s'achèvera par les Pony-Games internationaux, les 9 et 10 décembre, épreuve de rapidité et d'adresse disputée par des équipes de Belgique, de Grande-Bretagne et de France.

La Fédération française d'équitation accueille les licenciés et les autres dans le bâtiment 5. Comme de coutume, les Haras nationaux proposent des colloques pendant toute la durée de l'événement sur des sujets variant de la protection du cheval en France à la filière des loisirs ou la médiatisation du cheval. Le Salon sera ponctué, les 8, 9 et 10 décembre, par le Grand Prix de Paris du cheval de trait et par son traditionnel concours international de saut d'obstacles. Du 7 au 9 décembre, il rassemblera tout au long de six épreuves les meilleurs cavaliers du moment. Ce dernier affiche déjà complet.

■ **SPECTACLES ÉQUESTRES : le Musée vivant du cheval de Chantilly** présente, à l'occasion de son dixième anniversaire, un spectacle intitulé « Noël, le cheval et l'enfant » imaginé et *mis en scène* par Yves Bienaimé. Représentations les 2, 3, 6, 9, 10, 13, 16, 17, 20 et tous les jours du 21 décembre au 3 janvier 1996, sauf le 25 décembre et le 1er janvier, à 14 h 30 et 16 heures sauf les 6, 24 et 31 décembre où n'aura lieu qu'une représentation, à 14 h 30. Tarifs : adultes, 80 F ; groupes, 70 F ; enfants de deux à six ans, 50 F, de six à douze ans, 70 F.

**★ Salon du cheval et du poney de Paris : porte de Versailles, bâtiments 4, 5, 6 et 8. De 10 à 19 heures ; nocturne le 5 décembre, jusqu'à 22 heures. Entrée : adultes, 60 F ; de six à douze ans, 30 F ; de douze à seize ans, 45 F ; gratuit pour les moins de cinq ans ; groupes (dix personnes minimum), 40 F. Minitel : 3615, code FFE.**

#### RENDEZ-VOUS

■ **VAL-D'ISÈRE : la station de sports d'hiver** de haute Tarentaise va inaugurer, à l'occasion de la *Coupe du monde de surf qui aura* lieu du 19 au 22 décembre, un « snowboard park ». Cet espace de 35 000 mètres carrés, situé sur les pentes de la Daille, à l'entrée de la station, sera ensuite mis à la disposition des surfeurs, qui pourront évoluer sur une déclivité moyenne et régulière sans risquer le choc avec les skieurs traditionnels. Jusqu'au 23 décembre, la station propose des forfaits pour trois jours en hôtel avec demi-pension et remontées mécaniques à 1 405 F (deux étoiles), 1 820 F (trois étoiles), 2 205 F (quatre étoiles). Renseignements : (16) 79-06-06-06.

■ **AVIGNON : après le congrès international sur la céramique en Méditerranée**, qui s'est tenu du 13 au 18 novembre à Aix-en-Provence, le Palais des papes d'Avignon abrite, jusqu'au 14 janvier 1996, une exposition sur les carreaux de sols et de revêtements muraux du Moyen Age à l'époque moderne. De 9 heures à 12 h 45 et de 14 heures à 18 heures. Visites libres, 25 F ; visites guidées, 36 F. Renseignements : (16) 90-27-50-74.

■ **PARIS : le chapiteau dressé sur la place de l'Hôtel-de-Ville** abrite, du 1er décembre au 3 janvier 1996, la traditionnelle crèche géante. Elle vient cette année de Sicile, et elle est réalisée par Angela Tripi, avec la voix de Claudia Cardinale. De 10 heures à 20 heures. Tarifs : 30 F sur place, 35 F sur réservation au (1) 40-26-60-56.

## ANTIQUITÉS

● **Paris**, tour Eiffel : 70 exposants, 5 experts, entrée 40 F, *jusqu'au 4 décembre, de* 11 heures à 19 h 30, nocturne le 30 jusqu'à 22 heures.
● **Clermont-Ferrand** (Puy-de-Dôme), espace de l'aéroport Aulnat : 60 exposants, 1 expert, entrée 25 F, du 30 novembre au 3 décembre, de 10 heures à 20 heures, nocturne le vendredi jusqu'à 23 heures.
● **Angoulême** (Charente), Logis de Lunesse : 60 exposants, 1 expert, entrée 30 F, du 1er au 4 décembre, de 14 heures à 19 h 30 le vendredi, puis de 10 à 19 h 30.
● **Toulon** (Var), place de la Liberté : 1 expert, entrée 30 F, *du 1er au 4 décembre*, de 8 h 30 à 19 heures, nocturne le samedi jusqu'à 22 heures.
● **Niort** (Deux-Sèvres), parc des expositions : 50 exposants, entrée 20 F, 1 expert, les 2 et 3 décembre, de 9 h 30 à 19 heures.
● **Jouy-en-Josas** (Yvelines), école HEC : 35 exposants, 1 expert, entrée 10 F (au profit de la recherche médicale), du 1er au 3 décembre, de 15 heures à 20 heures le vendredi puis de 10 heures à 19 heures.

## BROCANTES

● **Marseille** (Bouches-du-Rhône), Parc des expositions, hall 7 : du 1er au 3 décembre.
● **Caen** (Calvados), Parc des expositions : 160 exposants, du 1er au 3 décembre.
● **Saint-Brieuc** (Côtes-d'Armor), Parc des expositions Brézillet : 50 exposants, du 1er au 3 décembre.
● **Collonges-sous-Salève** (Haute-Savoie), place du Marché: 70 exposants, du 1er au 3 décembre.
● **Le Faou** (Côtes-d'Armor), salle multifonctions : 40 exposants, les 2 et 3 décembre.
● **Tours** (Indre-et-Loire), rue Bernard-Palissy : 150 exposants, les 2 et 3 décembre.
● **Mâcon** (Saône-et-Loire), Parc des expositions : 75 exposants, les 2 et 3 décembre.
● **Paris**, Parc des princes (XVIe) : 120 exposants, les 2 et 3 décembre.
● **Vincennes** (Val-de-Marne), château de Vincennes : 200 exposants, les 2 et 3 décembre.
● **Courtenay** (Loiret), la Halle : 60 exposants, les 2 et 3 - décembre.

# Douceur à l'ouest, fraîcheur à l'est

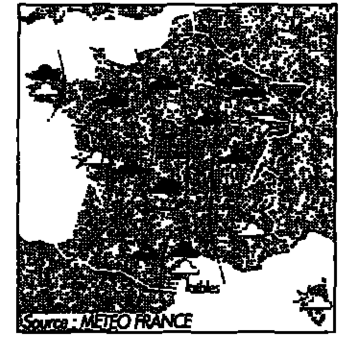
**LE FLUX PERTURBÉ** océanique progresse lentement vers l'est, étant ralenti par un axe de hautes pressions situé de la Norvège à la mer Noire. Au cours de cette fin de semaine, les fronts pluvieux réussiront cependant à s'infiltrer sur une moitié ouest du pays.

Vendredi, la Bretagne verra les éclaircies du matin s'effacer par l'ouest à la mi-journée et le temps deviendra progressivement pluvieux l'après-midi. Du Cotentin aux Pays de la Loire, au Poitou-Charentes et au littoral aquitain, les éclaircies se maintiendront tout au long de la journée dans un ciel d'aspect variable. Un peu plus à l'est, de l'embouchure de la Seine à la Touraine, au Limousin et aux Pyrénées, la matinée sera grise avec des brouillards locaux *dans le Sud-Ouest, et plus au* nord, de petites pluies par endroits. L'après-midi verra le retour de quelques éclaircies, sauf sur la chaîne pyrénéenne.

De la Haute-Normandie à l'Ile-de-France, au centre et au nord du Massif Central, les nuages s'épaissiront dans la matinée et pourront donner quelques gouttes de pluie à la mi-journée. Le ciel s'éclaircira de nouveau en fin de journée. Du nord au nord-est en incluant la vallée de la Saône et la région lyonnaise, la grisaille se montrera tenace en plaine et accompagnée parfois de bancs de brouillard, le soleil restant réservé aux régions montagneuses. Bien que les passages nuageux restent nombreux, le ciel se montrera un peu plus lumineux l'après-midi du Nord à la Champagne. Sur le Languedoc-Roussillon, les nuages seront encore nombreux et accompagnés de petites pluies sur les Cévennes le matin. Enfin, de la moyenne vallée du Rhône aux Alpes et à la Corse, le soleil sera généreux.

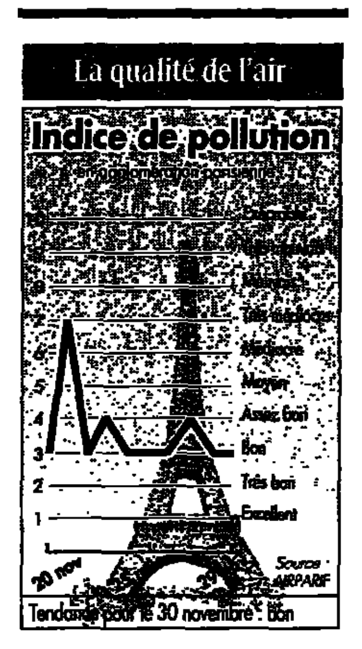
Les températures minimales seront comprises entre – 2 et 2 degrés sur les régions de l'est, entre 2 et 4 degrés du nord au centre, entre 4 et 6 degrés de la Normandie au sud-ouest, et entre 8 et 10 degrés sur le littoral atlantique et méditerranéen. Les maximales culmineront de 3 à 6 degrés sur le Nord-Est, elles seront voisines de 10 à 12 degrés sur une moitié ouest, atteignant même 12 à 16 degrés près de l'Atlantique et de la Méditerranée.

*(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)*




Prévisions pour le 1 décembre vers 12h00

La qualité de l'air



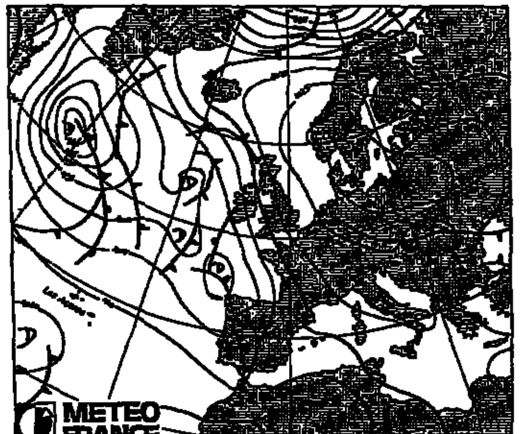




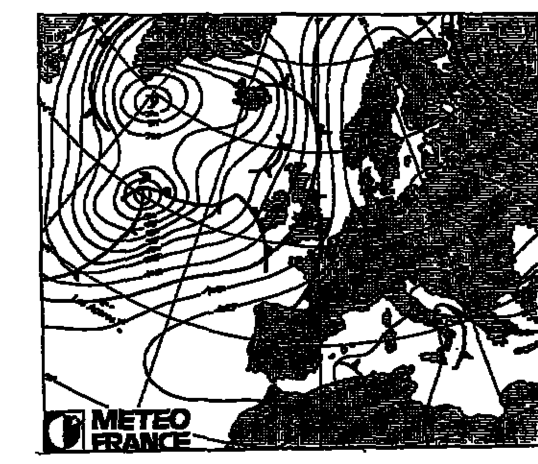


TEMPÉRATURES du 29 nov. 1995 maxima/minima

| | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **FRANCE** | | GRENOBLE | 10/–2 | TOURS | 7/1 | CHICAGO | –1/–12 | LISBONNE | 13/11 | PRETORIA | 26/16 |
| AJACCIO | 17/3 | LILLE | 7/0 | **ÉTRANGER** | | COPENHAGUE | 5/0 | LONDRES | 12/2 | RABAT | 20/12 |
| BIARRITZ | 17/4 | LIMOGES | 12/1 | ALGER | 19/11 | DAKAR | 29/24 | LOS ANGELES | 25/17 | RIO DE JAN. | 30/23 |
| BORDEAUX | 12/5 | LYON, BRON | 8/2 | AMSTERDAM | 4/2 | DJAKARTA | 32/24 | LUXEMBOURG | 4/2 | ROME | 17/5 |
| BOURGES | 7/1 | MARSEILLE | 17/10 | ATHÈNES | 19/10 | DUBAI | 26/18 | MADRID | 12/6 | SAN FRANC. | 18/9 |
| BREST | 11/7 | NANCY | 5/4 | BANGKOK | 33/25 | DUBLIN | 12/9 | MARRAKECH | 18/9 | SANTIAGO | 22/11 |
| CAEN | 11/2 | NANTES | 12/4 | BARCELONE | 16/11 | FRANCFORT | 3/0 | MEXICO | 21/17 | SÉVILLE | 19/12 |
| CHERBOURG | 12/–2 | NICE | 16/6 | BELGRADE | 9/3 | GENÈVE | 4/2 | MILAN | 9/5 | ST-PÉTERS. | –2/–8 |
| CLERMONT-F. | 12/–1 | PARIS | 5/4 | BERLIN | 1/–1 | HANOÏ | 25/21 | MONTRÉAL | –10/–17 | STOCKHOLM | –1/–9 |
| DIJON | 5/0 | PAU | 13/2 | BOMBAY | 30/20 | HELSINKI | –6/–1 | MOSCOU | –9/–14 | SYDNEY | 30/22 |
| FORT-DE-FR. | 29/24 | PERPIGNAN | 16/11 | BRASILIA | 26/19 | HONGKONG | 23/19 | MUNICH | 4/1 | TENERIFE | 23/13 |
| | | POINTE-À-PIT. | 31/23 | BRUXELLES | 10/3 | ISTANBUL | 12/8 | NAIROBI | 23/17 | TOKYO | 14/8 |
| | | RENNES | 12/4 | BUCAREST | 4/2 | JÉRUSALEM | 23/8 | NEW DELHI | 24/13 | TUNIS | 16/14 |
| | | ST-DENIS-RÉUNION | 29/22 | BUDAPEST | 6/4 | KIEV | –1/–3 | NEW YORK | 8/1 | VARSOVIE | –1/–4 |
| | | ST-ÉTIENNE | 5/2 | BUENOS-AIRES | 31/18 | KINSHASA | 30/22 | PALMA DE MAJ. | 19/8 | VENISE | 10/7 |
| | | STRASBOURG | 6/3 | CARACAS | 27/21 | LE CAIRE | 21/12 | PÉKIN | 11/–1 | VIENNE | 3/2 |
| | | TOULOUSE | 14/11 | | | LIMA | 24/17 | PRAGUE | 0/–1 | | |




Situation le 30 novembre, à 0 heure, temps universel




Prévisions pour le 2 décembre à 0 heure, temps universel

## IL Y A 50 ANS DANS *Le Monde*

# Mauvaise méthode

**QUAND** cesserons-nous de nous déchirer et de nous avilir nous-mêmes ? C'est vraiment l'une de nos manies les plus affreuses que ce besoin constant de dénigrement personnel et national. Y a-t-il une réalisation qui fasse honneur à notre pays, à notre technique, à notre esprit d'invention, à notre initiative ? Vite, il s'agit de l'abaisser, de jeter le doute sur la valeur de cet effort, sur son opportunité, et de laisser entendre qu'elle est due à des calculs intéressés.

Ce sont des voix françaises qui naguère faisaient entendre à l'étranger que nos institutions étaient décrépites, qu'elles étaient pourries, que les scandales fleurissaient chez nous avec une somptuosité sans pareille. Dans l'esprit de beaucoup de nos amis d'au-delà des frontières, la République a été abattue par nos propres soins.

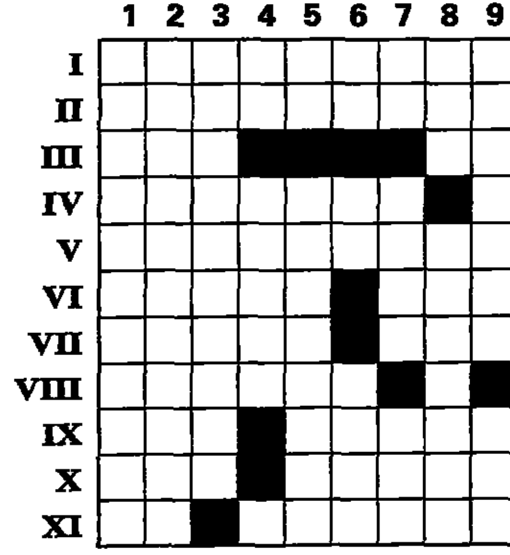
Nous sommes en train aujourd'hui de faire allègrement la même opération en ce qui concerne notre occupation en Allemagne. Il ne s'agit pas en effet de critiques qui peuvent être justifiées, de modifications qu'il est permis de suggérer, d'éliminations à obtenir, mais d'une campagne systématique, et qui s'amplifie sans mesure. N'y aurait-il que du mauvais dans notre administration ? On pourrait vraiment le croire à lire certaines diatribes. Rien de ce qui est bon ou même excellent n'est indiqué. Quel est le résultat d'une telle méthode ?

Ce résultat est très simple. En s'appuyant sur nos propres témoignages, l'étranger, qui n'est pas toujours amical, conclut à une impuissance française, pour ainsi dire congénitale, à administrer un pays. De là à suggérer notre honteux départ, il n'y a qu'un pas. L'impuissance française à administrer ! Toute notre histoire proteste cependant contre une telle acccusation.

*Rémy Roure*
*(1er décembre 1945.)*

## MOTS CROISÉS

**PROBLÈME N° 6704**




**HORIZONTALEMENT**

I. Permet de se resservir d'une enveloppe. – II. Vit sur un grand pied. – III. Est très gênant pour celui qui est dans ses petits souliers. Dieu. – IV. Qu'on pourrait prendre pour de l'argent. – V. Qualifie un repos qui n'est évidemment pas éternel. – VI. Composé chimique. Langue ancienne. – VII. Chercher à atteindre. Utile pour le golfeur. – VIII. Sur un étang. – IX. Coule dans le Bocage. Qui *trouvera un emploi.* – X. *Utiles pour les croisées.* Faire payer cher. – XI. Préposition. Est souvent attrapée par la queue.

**VERTICALEMENT**

1. A été prévenu plus d'une fois. – 2. Pas croquées. – 3. Des gens habitués aux clichés. – 4. Répété pour rire. Ce à quoi on reconnaît le véritable amphitryon. – 5. Le premier sur le turf. Pas gracieuse. – 6. Lettres pour réparer un oubli. Participe. Peut se transformer en coqueluche. – 7. Un *animal très mou. Partie d'une addition.* Coule en Asie. – 8. Pic. Des parentes éloignées. – 9. Comme un œil quand on voit rouge. Bout dans la soupière.

**SOLUTION DU N° 6703**

**HORIZONTALEMENT**

I. Partisans. – II. Uraète. Io. – III. Satiation. – IV. Is. NL. Ob. – V. Lentilles. – VI. Eue. – VII. Averne. et. – VIII. Ne. sati. – IX. Intention. – X. Muer. orne. – XI. Essence. (Cf. « chiotte »).

**VERTICALEMENT**

1. Pusillanime. – 2. Arasé. venus. – 3. Rat. née ; tes. – 4. Teinturière. – 5. Italien. – 6. Set. estoc. – 7. Iole. aire. – 8. Niobé. Eton. – 9. Son. satiner.

*Guy Brouty*

## LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **AFRIQUE DU SUD.** Une grève du personnel navigant a empêché trois avions de la South African Airways (SAA) à destination de l'Europe de décoller, lundi 27 novembre. 700 passagers en partance pour Munich, Paris et Londres n'ont pas pu quitter l'aéroport international de Johannesburg. – *(AFP.)*

■ **CAMBODGE.** La taxe de départ perçue à l'aéroport Pochentong de Phnom Penh vient d'augmenter. Elle est passée de 4 à 10 dollars (50 francs environ) pour les vols intérieurs et de 10 à 20 dollars pour les vols internationaux. Cette augmentation suscite des critiques. Le ministre du tourisme cambodgien estime qu'elle n'est pas proportionnelle à la qualité des services rendus à l'aéroport actuellement en cours de rénovation. – *(AP.)*

■ **VIETNAM.** Le Vietnam, qui a accueilli l'an dernier un million de touristes, en attend 4,5 millions en l'an 2000. Mais pour atteindre cet objectif le Vietnam devra accroître son parc de chambres de standard international de 5 000 à 40 000, et mettre au point une vraie politique touristique. Les touristes étrangers sont en effet souvent déçus par la qualité de l'hébergement, le niveau d'anglais du personnel hôtelier, la qualité du service, les difficultés de transport et l'insuffisance d'infrastructure sur les sites. – *(AFP.)*

■ **BAHREIN.** Les ressortissants de Bahrein, des Emirats arabes unis, de Qatar et du Koweït devront, à partir d'avril, demander à l'avance leurs visas d'entrée en Grande-Bretagne. – *(AP.)*

■ **MARSEILLE.** L'arrivée d'AOM sur la liaison Paris-Marseille en janvier dernier, puis celle de TAT en mai, ont permis au trafic sur Orly de progresser d'environ 7 % par mois entre janvier et mai, puis, de 13 % en juin, de 18 % en juillet, de 19 % en août, de 16 % en septembre et de 25 % en octobre. Sur l'ensemble des destinations, l'aéroport de Marseille-Provence, qui a transporté 461 300 voyageurs, a enregistré une augmentation de son trafic passagers de 15,7 %. – *(AFP.)*

## PARIS EN VISITE

**Samedi 2 décembre**

■ **MUSÉE RODIN** (50 F + prix d'entrée), 10 heures, 77, rue de Varenne (Institut culturel de Paris).

■ **MARAIS** : le quartier de la place des Vosges (50 F), 11 heures et 15 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Claude Marti).

■ **VOLTAIRE ET PARMENTIER** en leurs avenues (50 F), 11 heures et 15 heures, sortie du métro Voltaire côté mairie du 11e (Emilie de Langlade).

■ **MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée) : *les antiquités grecques*, 11 h 30 ; la peinture classique en France, 14 h 30 (Musées nationaux).

■ **LE CIMETIÈRE DU PÈRE-LACHAISE** (35 F), 14 h 30, devant l'entrée côté boulevard de Ménilmontant (Ville de Paris).

■ ***L'HISTOIRE DU MÉTROPOLITAIN*** (50 F), 14 h 30, sortie du métro Porte-Dauphine côté pair de l'avenue Foch (Connaissance de Paris).

■ **MUSÉE COGNACQ-JAY** (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 8, rue Elzévir (Musées de la Ville de Paris).

■ **MUSÉE DES MONUMENTS FRANÇAIS** (37 F + prix d'entrée), 14 h 30, devant la caisse (Monuments historiques).

■ ***PASSAGES ET GALERIES MARCHANDES*** du XIXe siècle (50 F), 14 h 30, 1, rue du Louvre (Paris autrefois).

■ **LE PONT ALEXANDRE-III** (45 F), 14 h 30, sortie du métro Champs-Elysées-Clemenceau (Paris capitale *historique*).

■ **LE QUARTIER DE L'YVETTE** (60 F), 14 h 30, sortie du métro Jasmin (Vincent de Langlade).

■ **AUTOUR DU JARDIN DU PALAIS-ROYAL** (60 F), 15 heures, place du Palais-Royal devant la pâtisserie Ragueneau (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

■ **LES ÉGOUTS** (25 F), 15 heures, devant l'entrée face au 93, quai d'Orsay (Ville de Paris).

■ **L'HÔTEL DE SOUBISE,** 15 heures (37 F + prix d'entrée), 60, rue des Francs-Bourgeois (Monu*ments historiques*).

■ **L'INSTITUT,** 15 heures (37 F + prix d'entrée), 23, quai de Conti (Monuments historiques).

■ **LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE** (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

## SEMAINE DE LA BONTÉ

**Cas n° 1180.** Laisser un jeune handicapé dans son cadre familial. Le jeune Sylvain n'a que onze ans, mais sa maladie évolutive le contraint à utiliser plusieurs appareillages : fauteuil roulant, chaise percée, attelles, etc. Ce matériel extrêmement coûteux est indispensable pour que Sylvain puisse rester dans sa famille, ses parents ne voulant pas envisager une séparation. Cependant, le père de Sylvain est au chômage. M. et Mme C. sont aidés par une association, mais cette dernière ne peut pas prendre à sa charge tous les frais. Une somme de 4 000 francs permettrait à Sylvain de continuer à vivre avec ses parents.

★ *Prière d'adresser les dons à* **La semaine de la bonté, 4, place Saint-Germain-des-Prés, BP 42, 75261 Paris Cedex 06. CCP Paris 4-52X ou chèques bancaires. Tél. : (1) 45-44-18-81. Fax : (1) 42-22-47-74.**

# A nos abonnés

L'amélioration du service à nos abonnés passe par une modification très importante de notre système informatique. Du 28 novembre au 10 décembre, notre service relations avec la clientèle restera à votre disposition, mais toute modification de votre abonnement (suspension, changement d'adresse...) durant cette période ne pourra être enregistrée qu'à partir du 11 décembre. Nous comptons sur votre compréhension pour excuser cette gêne temporaire.



## LES SERVICES DU *Monde*

| | |
|---|---|
| Le Monde | 40-65-25-25 |
| Télématique | 3615 code LE MONDE 3617 LMPLUS |
| Documentation | 3617 code LMDOC ou 36-29-04-56 |
| CD-ROM : | (1) 43-37-66-11 |
| Index et microfilms : | (1) 40-65-29-33 |
| Cours de la Bourse : | 3615 LE MONDE |

Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 F/min)

*Le Monde* est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN 0395-2037

Imprimerie du *Monde*, 12, rue M. Gunsbourg, 94852 Ivry-cedex.

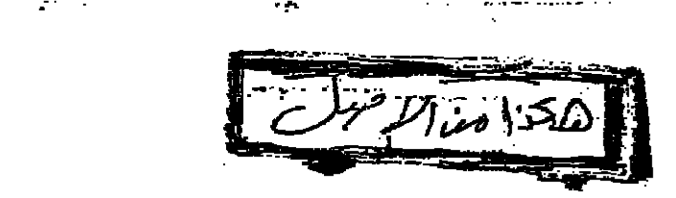
PRINTED IN FRANCE.

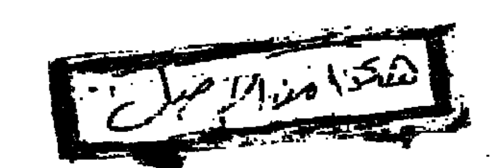
*Le Monde* PUBLICITÉ
Société filiale de la SA Le Monde et de Médias et Régie Europe SA

*Président-directeur général* Jean-Marie Colombani
*Directeur général* Gérard Morax
*Membres du comité de direction :* *Dominique Alduy, Gisèle Peyou*

133, avenue des Champs-Elysées 75409 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30











**EDITION** Suite de *Jurassic Park*, le nouveau roman de Michael Crichton *The Lost World* (« Le Monde perdu ») est sorti au début de l'automne aux Etats-Unis. Dès sa parution, il a pris la tête de la liste des best-sellers. ● **AUTEUR** prolifique, Michael Crichton a été médecin avant de se consacrer à l'écriture et à la réalisation de films dont presque tous furent des succès internationaux. Il est considéré comme le père du « techno-polar », avec des livres d'une médiocre valeur littéraire. Mais, truffés de digressions scientifiques, ils vulgarisent avec efficacité les grandes questions de l'époque. ● *THE LOST WORLD*, qui sortira en France au printemps 1996, n'est pas une simple suite de *Jurassic Park*. Il met en scène la théorie du chaos et celle de l'évolution à travers le mystère, toujours pas résolu, de la disparition des dinosaures.

# Michael Crichton aborde le mystère de l'évolution dans la suite de « Jurassic Park »

## Deux mois après sa sortie aux Etats-Unis, « The Lost World » est en tête des meilleures ventes de livres. Le père du « techno-polar » n'est sans doute pas un grand écrivain, mais il a trouvé dans la mise en scène des questions de l'époque les clés d'un succès planétaire

**LOS ANGELES**
*correspondance*

Dès sa parution fin septembre aux Etats-Unis, le dernier roman de Michael Crichton, tiré d'entrée à deux millions d'exemplaires – un record dans l'édition américaine –, est en tête des listes de best-sellers. *The Lost World* (« Le monde perdu ») est la suite de *Jurassic Park*, l'un des plus rentables romans de l'histoire (près de dix millions d'exemplaires vendus) et dont l'adaptation cinématographique, signée Steven Spielberg, rapporta 912 millions de dollars, record mondial. L'auteur met en scène, cette fois, des théories scientifiques aussi complexes que celles du chaos et de l'évolution, et *The Lost World* fera, bien entendu, l'objet d'un nouveau film réalisé encore par Spielberg, pour MCA-Universal. Sortie prévue pour l'été 1997.

Qu'est-ce qui fait que Michael Crichton, un médecin qui se tourna très tôt vers la littérature, produit des best-sellers mondiaux à la chaîne avec une telle apparente facilité ? Agé de cinquante-trois ans, ce phénomène de l'édition, « père du techno-polar », compte plus de cent millions d'exemplaires de ses livres en circulation dans le monde. Car *Jurassic Park* ne fut pas, loin de là, son premier succès mondial. En dix romans (dont huit ont été adaptés par Hollywood), autant de scénarios, quatre essais, six films en tant que réalisateur et une série télévisée, *il a déjà raconté* l'attaque d'un virus extraterrestre *(The Andromeda Strain)*, les robots *(Runaway)*, le vol d'organes *(Coma)*, l'ambition japonaise *(Soleil levant)*, le harcèlement sexuel *(Harcèlement)*, le retour vers le futur *(Sphere)*, le clônage par l'ADN *(Jurassic Park)*, le milieu hospitalier *(ER)*... Mais il a aussi publié un livre d'art sur le peintre Jasper Johns, ainsi qu'un des premiers essais sur la technologie informatique.

Ce grand garçon de 2,05 mètres possède une curiosité insatiable et multidimensionnelle; là est peut-être son secret. A l'âge de quatorze ans, il publie son premier article dans le *New York Times*. Il a toujours voulu être écrivain et s'inscrit au département de littérature anglaise de l'université Harvard. Mais ses compositions obtiennent de mauvaises notes, si bien qu'un jour il soumet, incognito, un essai de George Orwell, qui fait lui aussi un score médiocre... *« Ce qui m'a convaincu que le département d'anglais était trop difficile pour moi. »* Il passe en anthropologie, tout en suivant la préparation à la filière de médecine et en écrivant, sous divers pseudonymes, une dizaine de polars pour financer ses études. Quand il obtient son diplôme de médecin en 1969, *The Andromeda Strain*, son premier livre signé Crichton, est déjà un énorme succès de librairie, et sera aussitôt adapté par Universal. Mais après une année au Salk Institute de La Jolla (un des hauts lieux de la recherche biomédicale américaine), le docteur Crichton décide qu'il est *« trop imaginatif »* pour la médecine et choisit l'écriture à plein temps. « [La médecine] *m'a donné un champ d'expertise qui m'a beaucoup servi, et un rythme,* explique-t-il. *Je pense que mon sens de la scansion narrative vient de la salle d'urgences... »*

Cette formation aussi solide qu'éclectique explique en grande partie l'œuvre de Crichton. *« Etudiant, j'entrais dans les musées de Paris et d'Amsterdam surchargé de guides et de livres critiques. Je voyais tout. Je mangeais de tout. J'expérimentais tout »*, écrit-il dans son essai biographique *Travels* (un ouvrage drôle et candide publié en 1988). Il déménage à Hollywood où il rédige son premier scénario en 1972 *(Extreme Close-Up)* et passe aussitôt à la réalisation.

C'est un coup de maître : *Westworld*, avec Yul Brynner, est l'histoire d'un parc de loisirs où les touristes peuvent expérimenter des époques passées. Il signe en suivant la mise en scène de *Coma*, avec Geneviève Bujold en médecin, *The First Grand Train Robbery*, avec Sean Connery et Donald Sutherland, et *Looker* (1981). Mais après la rédaction de *Congo* (paru en 1980), il a une panne d'écriture.

Il déprime. La lecture de *Be Here Now*, de Ram Dass, sera sa révélation : l'auteur, exclu de Harvard parce qu'avec Timothy Leary (le pape du mouvement underground) il distribuait du LSD aux étudiants, est parti méditer en Inde. Alors Michael Crichton entame une série de voyages où il poursuivra méthodiquement tout ce que les années 80 offrent comme remèdes à son mal de vivre et d'écrire.

Le Kilimandjaro, les pyramides d'Egypte, les requins de Tahiti, le bouddhisme, la réincarnation (en gladiateur romain), le spiritualisme sous toutes ses formes. Lors d'une conférence dans un institut de « physique mentale » en plein désert californien, il entame même un dialogue avec un cactus... Ces « voyages » guérissent son vertige de la page blanche. En 1987, il publie *Sphere* (un vaisseau spatial émerge du futur avec un monstre extraterrestre à bord), puis viendra *Jurassic Park*...

Son traitement provocateur de sujets sensibles a souvent déclenché de violentes controverses aux Etats-Unis : à cause de *Soleil levant*, il se verra accusé de racisme anti-japonais, avec *Harcèlement* d'anti-féminisme, ce qu'il nie. Si on lui reconnaît une maîtrise scientifique certaine, on lui reproche d'interrompre ses narrations alertes par des digressions techniques (un petit cours sur les ordinateurs ou l'ADN...).

*« Le style littéraire ne l'intéresse pas,* déclare son agent, Lynn Nesbit, *ce qu'il veut, c'est éduquer les gens. »* Crichton n'attaque pas un livre sans avoir lu et assimilé tout ce qui s'est écrit sur le sujet. Il insiste sur le fait que la curiosité personnelle est son seul guide. *« Je n'ai aucun sens du marché,* soutient-il au magazine *Vanity Fair. Si vous commencez à penser* « Est-ce que cette idée va se vendre? », *vous êtes mort. »* Il attire le succès même quand il est descendu par la critique, comme pour sa dernière adaptation cinématographique, *Congo*.

> « La médecine m'a donné un champ d'expertise qui m'a beaucoup servi, et un rythme. Je pense que mon sens de la scansion narrative vient de la salle d'urgences... »

Contrastant avec la minutie de son information et sa faculté aiguë d'anticiper les problèmes et fantasmes contemporains, ses romans sont construits sur des prémisses simples, voire simplistes. Spielberg le qualifie de *« grand prêtre du* high concept », ces histoires fortes qui se résument en trois phrases et conviennent si bien à Hollywood : une île, un parc d'attraction, des adultes sans scrupules, des scientifiques naïfs, des dinosaures incontrôlables, des enfants en péril... La « formule Crichton », c'est une nouveauté à la mode (technique, scientifique, mythique, économique, idéologique) qui tourne à la catastrophe.

Broyés par la même logique du concept tout-puissant, ses personnages aussi sont réduits... à leur plus simple expression. Ils ne sont que des pions utiles au déroulement de l'intrigue, et leur personnalité est souvent sommaire et sans profondeur. Après des années passées sur le divan, Crichton perçoit aujourd'hui le XXe siècle comme l'époque qui aura eu l'illusion de pouvoir analyser le psychisme humain. Il a soin de justifier son refus de l'introspection par une sorte de béhaviorisme littéraire.

Ainsi, il a inscrit en épigraphe de son roman de 1972 *The Terminal Man* cette remarque d'un scientifique anglais : *« Je suis arrivé à la conclusion que l'explication subjective de mes propres motivations est souvent mythique... Je ne sais pas pourquoi j'agis. »* Les personnages de Michael Crichton non plus, mais ils agissent (beaucoup) et parlent (énormément) dans ces livres bourrés de dialogues, tout prêts à évoluer en scénario.

L'auteur a livré des détails sur sa routine littéraire, qu'il surveille grâce à un logiciel adéquat, lequel comptabilise ses heures de travail, le nombre de mots produits quotidiennement, etc. Sept jours par semaine, il se rend dès l'aube à son bureau dans un quartier de Santa Monica, et de plus en plus tôt au fur et à mesure que le projet avance, et il écrit jusqu'à midi. Pendant la conception d'un livre, et afin d'éviter toute distraction, il mange systématiquement le même plat (des nouilles pour *Soleil levant*, un sandwich de dinde avec de la purée pour *Congo*...). Ses seuls loisirs en période d'écriture : le jogging et sa famille (il en est à son quatrième mariage et à son premier enfant, une petite fille de sept ans). Il lui faut environ quarante jours pour établir la première version d'un manuscrit, dix-huit mois pour parvenir au produit final. C'est mathématique.

La multitude des expériences de Crichton (la paternité étant une des dernières en date) lui a fourni un réservoir inépuisable d'idées. *« J'ai au moins huit projets auxquels je pourrais m'attaquer maintenant si j'avais l'énergie ! »* Il n'exclut pas de réaliser à nouveau un long-métrage. En attendant, le médecin généraliste de nos fantasmes modernes s'attaque à un livre sur la surmédiatisation des grands procès. Encore un sujet à polémiques...

*Claudine Mulard*

PETERS DAY

### Une série télévisée en salle d'urgences

**Le scénario de *ER* (pour « Emergency Room », la salle des urgences) a été écrit il y a vingt ans par Michael Crichton, qui avait puisé abondamment dans ses souvenirs de carabin, mais a été rejeté par les studios jusqu'à ce que Steven Spielberg décide d'en faire une série télévisée, coproduite par sa société Amblin Entertainment pour NBC. Crichton a rédigé le « pilote » de ce show médical réaliste et supervise de très près l'écriture et la production de chaque épisode. Depuis sa création l'an dernier, *ER* bat les records d'audience avec 30 millions de téléspectateurs en *prime time*, et a raflé huit Emmy Awards, qui sont à la télévision ce que sont les oscars pour le cinéma.**

**Crises médicales, cas de conscience, flirts, amours, tout se traite en état d'urgence dans cet hôpital de Chicago. *« Michael a apporté son exigence d'un scénario intelligent, et le public a répondu »*, dit John Wells, le producteur exécutif de *ER*.**

### Romancier, scénariste et metteur en scène

Voici la liste des films réalisés par Michael Crichton lui-même ou mis en scène à partir de ses romans ou scénarios, ainsi que ses ouvrages n'ayant pas fait l'objet d'une adaptation, et disponibles en France.

● **« Le Mystère Andromède »** *(The Andromeda Strain)*. 1971. Mise en scène de Robert Wise, d'après le roman de Michael Crichton (*La Variété Andromède*, Pocket, 1994).

● **« Opération clandestine »** *(The Carey Treatment)*. 1972. Mise en scène de Blake Edwards, d'après le roman de Michael Crichton, alias Jeffrey Hudson. (*Extrême Urgence*. Pocket, 1995).

● **« Extreme Close-up »**. 1972. Mise en scène de Jeannot Szwarc, scénario de Michael Crichton.

● **« Mondwest »** *(Westworld)*. 1973. Ecrit et mis en scène par Michael Crichton.

● **« The Terminal Man »**. 1974. Mise en scène de Mike Hodges, d'après le roman de Michael Crichton. (*L'Homme terminal*, Fayard, 1974 ; Pocket, 1994).

● **« Morts suspectes »** *(Coma)*. 1977. Ecrit et mis en scène par Michael Crichton.

● **L'Attaque du Train d'or** *(The First Grand Train Robbery)*. 1978. Mis en scène et adapté par Michael Crichton, d'après son roman (*Un Train d'or pour la Crimée*, Fayard, 1976 ; 10-18, 1990).

● **« Video Crime »** *(Looker)*. 1981. Ecrit et réalisé par Michael Crichton.

● **« L'Evadé du futur »** *(Runaway)*. 1984. Mise en scène et scénario de Michael Crichton.

● **« Physical Evidence »**. 1989. Mise en scène de Michael Crichton.

● **« Jurassic Park »**. 1993. Mise en scène de Steven Spielberg, d'après le roman de Michael Crichton. (Laffont, 1992 ; Pocket, 1994).

● **« Soleil levant »** *(Rising Sun)*. 1993. Réalisé par Philip Kaufman, d'après le roman de Michael Crichton (Laffont, 1993 ; Pocket, 1995).

● **« Harcèlement »** *(Disclosure)*. 1994. Mise en scène de Barry Levinson, d'après le roman de Michael Crichton (Laffont, 1994).

● **« Congo »**. 1995. Mise en scène de Frank Marshall, d'après le roman de Michael Crichton (10-18, 1990 ; Pocket, 1995).

● **« ER »**. 1995. Série télévisée, scénario de Michael Crichton.

● **« Sphère »**. Roman. (Laffont, 1988 ; LGF, 1990).

● **« Les Mangeurs de morts »**. Roman. (Pocket. 1994).

### Ventes et recettes

● **Livres :**
– Droits du roman *Harcèlement* vendus pour 3,5 millions de dollars.
– Ventes de *Jurassic Park :* près de 10 millions d'exemplaires.
– Ventes de *Soleil levant :* 6 millions d'exemplaires.

● **Films :**
– Recettes de *Jurassic Park :* 912 millions de dollars (record mondial).
– *Soleil levant* : 65 millions de dollars.
– *Harcèlement* : 83 millions de dollars.
– *Congo :* 80 millions de dollars.

● **Revenus de Michael Crichton en 1995 :**
22 millions de dollars (source *Forbes*).

# Ce « monde perdu » est-il le nôtre ?

**LOS ANGELES**
*correspondance*

*The Lost World* commence dans une salle de conférence d'un institut de Santa Fe où d'éminents savants débattent de l'évolution, de la théorie du chaos et de l'hypothèse selon laquelle certaines espèces ayant échappé à l'évolution et à la destruction se trouveraient quelque part dans un recoin de la planète, tels les derniers vestiges d'un monde perdu. D'où le titre, *The Lost World*, déjà utilisé (comme le thème) par Arthur Conan Doyle, un médecin lui aussi qui préféra la littérature.

On comprend d'emblée que l'auteur ne se laisse pas si facilement porter par *Jurassic Park*. C'est la première fois qu'il consent une suite à un de ses ouvrages, et il prend soin d'ancrer doublement son intrigue. Richard Levine, un paléontologue aussi brillant qu'arrogant et qui croit dur comme fer à la théorie du « monde perdu », enquête sur des monstres étranges apparus sur une île du Costa Rica.

**LES VRAIS MONSTRES**

Il retrouve l'emplacement du « parc jurassique » six ans après le désastre (on se souvient que le roman comme le film avaient laissé des embryons, peut-être même des dinosaures, en liberté). Mais la théorie scientifique (spéculative et contestée) d'un « trou noir » de l'évolution permet à Crichton de corser son histoire. D'où proviennent ces revenants ? Du zoo de Jurassic Park ou du « monde perdu » ?

Levine s'est trouvé en contact prématuré avec les monstres préhistoriques et Ian Malcom, le seul personnage rescapé de *Jurassic Park* (où il était interprété par Jeff Goldblum), organise une mission de sauvetage avec deux collègues, et du matériel archisophistiqué. Deux enfants de onze et treize ans, de vrais génies en informatique, se sont glissés dans leurs bagages (voilà pour l'innocence). Et dans les parages, traîne un groupe de vilains qui ont besoin des dinosaures à des fins biotechnologiques. Le polar offre tout ce qu'il faut de frayeurs, suspense, course-poursuite, et jeeps écrasées par ces créatures de 5 tonnes. Entre deux escarmouches avec les dinosaures, les scientifiques débattent de l'évolution.

*« L'espèce humaine a-t-elle adopté des comportements qui pourraient conduire à sa propre extinction ? »*, demande l'auteur dans son introduction, s'inquiétant de la fragilisation de l'écosystème de notre planète, de la communication de masse, et de l'indifférence de nos cultures envers les enfants.

*« Nous seuls avons décrété que l'éducation des enfants n'est plus importante »*, déclare le jeune papa dans une interview à l'agence de presse Reuter. D'après le mathématicien Ian Malcolm, les dinosaures ne furent pas victimes d'une attaque extérieure (un météorite), mais de leur comportement qui cessa de répondre à l'environnement (ils seraient devenus des parents ineptes et indignes).

L'avertissement de Michael Crichton est clair : ce monde perdu pourrait bien être le nôtre. Oublions les virus, les extraterrestres et les dinosaures : ce grand pessimiste nous laisse deviner qui sont les vrais monstres de la civilisation moderne, incapables d'élever correctement leur progéniture.

*C. M.*

# L'humiliation de l'art par le totalitarisme

## Une exposition sur les rapports douloureux entre création et dictature

**ART AND POWER, EUROPE UNDER THE DICTATORS 1930-1945. Hayward Gallery, South Bank, Londres ; tél. : 0171-960 4242. Tous les jours de 10 heures à 18 heures, mardi et mercredi jusqu'à 20 heures. Jusqu'au 21 janvier, (fermé les 23, 24 et 25 décembre et le 1er janvier 1996).**

LONDRES
*de notre envoyé spécial*

C'est un groupe d'écoliers anglais, tous d'une douzaine d'années, tous vêtus avec vestes et cravates. Ces écoliers sont immobiles devant un téléviseur. Ils regardent sans mot dire des actualités de la guerre d'Espagne tournées du côté républicain. Ils regardent les combats dans la Cité universitaire de Madrid, les carcasses d'immeubles modernes secouées par les obus de mortiers et les tireurs allongés à leur meurtrière, derrière des planches prises à des volets et des tas de sable. Si les images n'étaient en noir et blanc et le commentaire en espagnol, on les croirait en provenance de Sarajevo. Quand le film finit, les écoliers passent dans la salle suivante, pour assister à une parade dans la Rome mussolinienne, avec chameaux pomponnés, bersaglieri emplumés et Duce héroïque.

Ecoliers ou non, les visiteurs se conduisent tous de la même manière dans l'exposition « Art and Power » : ils parlent peu, ils cheminent lentement et semblent de plus en plus accablés à mesure qu'ils progressent de section en section. Il y a de quoi : les salles bétonnées, froides, grises de la Hayward Gallery renferment la collection la plus complète jamais réunie à ce jour d'œuvres et de documents fascistes, nazis et staliniens. Tableaux et affiches, plans d'urbanisme et coupes de bâtiments colossaux, bronzes et plâtres, photographies et actualités cinématographiques ont été rassemblés et disposés de manière à rendre sensible de la manière la plus brutale la réalité de l'art totalitaire.

Quelques-uns de ces documents avaient été exhumés à l'occasion de l'exposition des « Réalismes » au Centre Pompidou, mais il manquait la part soviétique, faute de prêts. Or les parallèles s'imposent, particulièrement en matière d'architecture. Entre le Berlin dessiné par Speer pour Hitler et le Moscou imaginé par le plan de 1935 que contresigna Staline, les différences sont réduites. Les visiteurs de l'Exposition universelle de 1937 s'en étaient aperçus. Face à face, le long de la Seine, au pied du Trocadéro, se défiaient le pavillon allemand surmonté de l'aigle et le pavillon soviétique surmonté par les figures symboliques d'un ouvrier et d'une paysanne croisant le marteau et la faucille. L'antagonisme était éclatant, non moins que la parenté des architectures, deux néo-classicismes simplifiés et géométrisés à outrance.

> L'idée de la parenté profonde des régimes totalitaires trouve ici sa vérification la plus visible

L'exposition est bâtie sur l'idée de cette parenté profonde des totalitarismes, idée qui n'est pas neuve mais qui trouve ici sa vérification la plus visible. Il est démontré que le totalitarisme a un style et que ce style se fonde sur la récupération du vocabulaire classique – en peinture autant qu'en architecture – et son exaltation par la démesure et la perfection de l'exécution. Les athlètes de Breker et de Thorak, les aviateurs et les kolkhosiens de Vera Mukhina et les titans du Foro Mussolini, qu'ils soient coulés dans le bronze ou taillés dans le marbre, se ressemblent. Musculeux, bombant le torse, gonflant le biceps, tendant le jarret, ils exhibent volontiers leurs virilités très fournies. Les femmes, quand il y en a, associent la puissance de la combattante à l'ampleur de la nourrice. Ce sont, autrement dit, de très solides personnes.

Les peindre a occupé une légion d'artistes russes et allemands. Leurs toiles laissent pantois. Elles mentent, évidemment – on s'y attendait –, mais elles mentent mal, sottement, grossièrement. Qui n'a pas vu *Le Kirov à la parade des sports* de Samokhvalov et les *Vénus* et les *Diane* de Saliger et de Kampf ne sait jusqu'où peuvent aller la grandiloquence et la courtisanerie. Mais la palme revient au *Nu* d'Adolf Ziegler, artiste favori du Führer, niaiserie pas même égrillarde, triste beauté germanique qui n'accepte de se déshabiller qu'à condition de conserver ses chaussons et son nœud gris dans les cheveux.

Les mêmes et leurs confrères ont exécuté le portrait d'Hitler en veste jaune d'œuf – pourquoi jaune d'œuf ? – sur fond de paysage crépusculaire et des Staline digne, méditatif, chaleureux ou soucieux selon les circonstances. Derrière lui un Lénine de pierre l'écoute, la main dans la poche, le gilet plissé, le pantalon froissé. Ce serait drôle, si ce n'était pitoyable.

Seule exception : l'Italie, où l'art officiel fasciste échoue à s'imposer parce que nul n'y croit vraiment, ni Sironi le mélancolique, ni Chirico l'énigmatique, ni les autorités elles-mêmes, qui laissent travailler et exposer des abstraits tels Licini et Melotti et un expressionniste comme Guttuso. Si fort demeure à Rome le respect des beaux-arts que très rares sont ceux qui osent l'humilier dans de basses besognes idéologiques. Par comparaison avec ce qui précède et ce qui suit, le département italien apparaît ainsi comme le moins oppressant.

Ce qui suit, ce sont les gymnastes de Rodchenko et les discoboles de Riefenstahl. Même exécutées par des artistes adroits, ces images restent de l'imagerie. Chargées d'une fonction de propagande, elles se doivent d'être simples, immédiatement lisibles et compréhensibles. La pauvreté du slogan détermine la pauvreté de la forme. Absence de pensée et absence d'invention plastique vont de pair. Aussi les « artistes » au service des régimes totalitaires se bornent-ils à réutiliser des schémas usés et à se vouloir d'excellents praticiens, qui peignent proprement et polissent infatigablement leurs statues. Le respect maniaque du beau métier, comme d'habitude, fait office de cache-misère.


« Boxeur », de Josef Thorak, 1936, photographie d'époque
DR

Cette médiocrité essentielle se voit d'autant plus que place a été faite aux œuvres de ceux qui ont résisté. En Espagne, ils se nomment Picasso, Miro et Gonzalez, dont les toiles et les sculptures de fer s'opposent radicalement à une immense toile de Sert dont le titre dit l'édifiant programme : elle s'appelle « *sainte Thérèse, ambassadrice de l'amour divin, offre au Seigneur les Martyrs espagnols de 1936* ». La petite affiche de Miro, *Aidez l'Espagne*, suffit à dégonfler ce chromo de six mètres de haut tout doré. Accrochées dans une telle perspective, la *Nature morte au vieux soulier* du même Miro et les études de Picasso pour *Guernica* sur le thème de l'enfant mort dans les bras de sa mère vibrent d'une intensité que leur célébrité n'atténue pas.

L'affrontement n'est pas moins violent entre *La Nageuse* de Gerhard Marcks et *La Femme qui rampe* de Max Beckmann, deux bronzes. Le premier accumule les poncifs néo-classiques. Le deuxième se construit par déformations expressives et ruptures d'échelle à partir d'une pose impudique et honteuse. La première accomplit l'idéal de la pureté ethnique, la deuxième symbolise crûment l'époque. Ce Beckmann, son triptyque *Carnaval*, des Klee tragiques de 1939, l'*Autoportrait en artiste dégénéré* de Kokoschka et sa toile *Anschluss* sont autant de manifestes de la liberté contre le totalitarisme, autant de raisons de ne pas désespérer, si désespérante soit l'exposition.

***Philippe Dagen***

# Les cinémas des trois Chines au Festival d'automne

**CINÉASTES CHINOIS D'AUJOURD'HUI. Jusqu'au 12 décembre à l'UGC Ciné-Cité Les Halles. Forum des Halles niveau –3. Tél. : 36-68-68-58.**

Concoctée par les *Cahiers du cinéma*, la programmation du volet « films » du Festival d'automne présente un florilège d'une des cinématographies contemporaines les plus fécondes. Une cinématographie ? Les films de Chine populaire, de Taïwan et de Hongkong se font dans des contextes économiques et politiques éloignés, sinon antagonistes. On repère pourtant une vitalité commune dans cet ensemble de titres qui traduisent, aussi, la singularité d'auteurs à part entière.

Les plus connus sont les deux figures de proue de la « cinquième génération » de Chine populaire, Zhang Yimou et Chen Kaige. Mais si *Epouses et concubines* et *Adieu ma concubine* ont assuré leur célébrité en Occident, il faut découvrir leurs premiers films, *Le Sorgho rouge* de Zhang, *La Terre jaune* et le très injustement méconnu *La Grande Parade* de Chen.

**NOUVELLE VAGUE**

Trois cinéastes plus jeunes complètent ce volet pékinois : parmi leurs films, ne pas manquer les deux réalisations de Nin Yin, ainsi que l'étonnant documentaire consacré par Zhang Yuan à la place Tiananmen, *The Square*.

Deux cinéastes de Hongkong figurent au programme : d'une grande beauté formelle, les films de Stanley Kwan (notamment *Rouge* et *Center Stage*) incarnent un certain classicisme. Mais ce sont ceux de Wong Kar-wai (*As Tears Go By, Nos années de jeunesse, Chungking Express*) qui représentent la plus alléchante partie de cette section, confirmant le talent d'un réalisateur dont on regrette que l'oeuvre entier ne soit pas présenté.

C'est pourtant Taïwan qui reste, pour l'instant, le lieu le plus fécond. L'île est représentée par les deux principales figures de la nouvelle vague du début des années 80. Sept films de Hou Hsiao-hsien dessinent une œuvre d'une cohérence et d'une exigence qui font de ce réalisateur l'un des plus grands cinéastes d'aujourd'hui. On l'a découvert grâce à ses titres récents, qui sont aussi formellement les plus audacieux (*La Cité des douleurs, Le Maître de marionnettes, Good Men Good Women*), ses films plus anciens devraient aider à mieux accéder à l'ensemble d'un travail ancré dans l'histoire de son pays. Edward Yang, d'inspiration plus cosmopolite, s'est davantage concentré sur la vie contemporaine, bien que son seul film distribué à ce jour en France, *A Brighter Summer Day*, soit une évocation de son enfance. Les trois autres films présentés témoignent de la vivacité et de la profondeur de son cinéma.

Aux côtés de Hou et Yang, deux jeunes cinéastes manifestent la pérennité de cette cinématographie. Hsu Hsiao-ming, l'un des « filleuls » de Hou Hsiao-hsien, reprend sur un mode plus juvénile le travail de son mentor. Et Tsai Ming-liang, venu du très actif milieu théâtral de Taïpeh, impose avec grâce une stylisation du mal-vivre contemporain dans la capitale taïwanaise.

***Jean-Michel Frodon***

# Un document retrouvé aux Etats-Unis élucide le pillage et le trafic des œuvres sous l'Occupation

**C'EST UNE LISTE** dactylographiée. Elle a pour titre *Index of Paris Art Dealers and Individuals who sold Works of Art to German Museums* – index des marchands et des personnes privées qui ont vendu des œuvres d'art aux musées allemands de 1940 à 1944. On l'appelle la « liste Schenker », parce qu'elle a été établie grâce aux documents saisis au siège parisien de la Schenker Internationale Transport, compagnie allemande chargée du convoiement des objets d'art. Cette liste a été établie par les Britanniques sous la direction de l'historien d'art Douglas Cooper. Une copie figurait dans les archives américaines, où elle a été retrouvée par Hector Feliciano, un journaliste, qui, depuis plusieurs années, mène une enquête sur le pillage des collections françaises par les nazis. Il la publie en annexe de son livre, *Le Musée disparu*, premier bilan de ses recherches.

BIBLIOGRAPHIE

Ce serait peu dire que ce document, jusqu'alors ignoré des spécialistes, jette une lumière violente sur le marché de l'art sous l'Occupation. Il compte des noms toujours familiers, les noms d'illustres marchands, Cailleux, Fabiani, Schoeller, Ratton, Schmit. Pour quelques-uns, « on » savait. Pour d'autres, la surprise est grande et amère. De cette source inédite, Feliciano a entrepris l'exploitation, vérifiant, recoupant, inventoriant les œuvres. Etienne Bignou a vendu des Delacroix, des Courbet, un Gauguin. André Schoeller a collaboré avec les Allemands et le Commissariat général aux questions juives. Paul Cailleux a signé des expertises et des ventes, comme plusieurs autres de ses collègues. L'énumération pourrait être plus longue, plus accablante.

Le commerce de l'art a été très actif à Paris pendant ces quatre années, autant qu'en zone « libre » et à Nice. Il y avait tant de tableaux à négocier : ceux des collectionneurs juifs, ceux des marchands de tableaux juifs, ceux de tous les exilés qui s'étaient réfugiés en France et ont été pris au dépourvu par la défaite. Le livre raconte en détail les pillages des collections Rothschild, David-Weill, Bernheim-Jeune et Rosenberg. Chaque fois, ce fut le même mécanisme : les propriétaires de ces biens ont eu le temps de fuir aux Etats-Unis ou au Canada, après avoir mis, croyaient-ils, leurs trésors en sûreté dans des coffres de banque, des châteaux, des cachettes aménagées dans leurs maisons.

**LES DÉBUTS D'UNE ENQUÊTE**

A peine la défaite consommée, des émissaires de Goering, des officiers de la Wehrmacht, des hommes d'Alfred Rosenberg se précipitent pour opérer des saisies massives et expédier leur butin à Hitler, pour le musée colossal qu'il veut créer à Linz, à Goering pour les enfilades de son Carinhall, pour des revendeurs allemands et français, pour eux-mêmes à l'occasion. Ces pilleurs en camions profitent de dénonciations intéressées. Des Français, marchands et antiquaires, se font les informateurs des nazis en échange de quelques tableaux à négocier pour leur compte, des Matisse pris chez Rosenberg, des Pissarro, des Renoir – tous « *articles* » qui trouvent aisément preneurs.

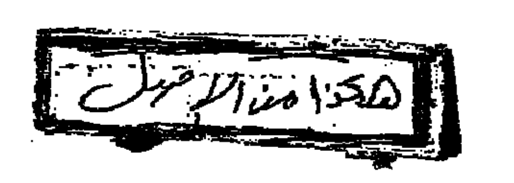
De cette histoire abjecte, Feliciano est le chroniqueur méticuleux. A la différence de Lynn Nicholas et de son *Pillage de l'Europe* (Seuil, voir « Le Monde des livres » du 22 septembre), il a restreint son champ d'action et procédé en profondeur à partir des archives de Washington. les Archives nationales ne l'ayant guère aidé. Il a, ainsi, mis à jour la liste Schenker et retracé précisément des épisodes obscurs tel l'incendie du château de Rastignac, où étaient cachés les chefs-d'œuvre des Bernheim. Ont-ils alors brûlé ? Ont-ils disparu avec les incendiaires, un commando de la Sichereitspolizei ? L'enquête continue. Les faits commencent à se révéler, mais le travail est loin d'être achevé.

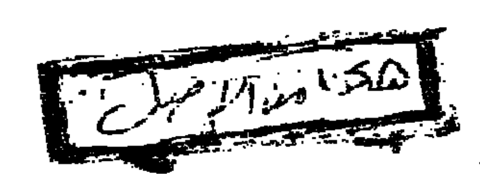
Bien des pistes sont à suivre, des œuvres et des héritiers à retrouver, d'autant que la question des toiles confiées aux musées français après la guerre parce que leurs propriétaires avaient disparu n'est pas absolument limpide. *Le Musée disparu* appelle une suite, un ouvrage plus analytique dans lequel la complicité de Vichy et la résistance des conservateurs français seraient plus nettement montrées, un livre d'histoire qui force les Français à connaître la vérité de l'Occupation dans tous ses détails.

***Ph. D.***

★ *Le Musée disparu, enquête sur le pillage des œuvres d'art en France par les nazis*, d'Hector Feliciano, éd. Austral, 256 p., 149 F.









# 10e Festival vidéo dans le Val-de-Marne

## Gentils sons de Gentilly



**MÊLANT** films et vidéos de création, clips et documentaires, installations ludiques et « impro » devant des images, le Festival vidéo de Gentilly, qui s'est longtemps paré du slogan « Plein les yeux », a choisi cette fois, de nous en mettre « plein les oreilles ». Van der Keuken et ses *Cuivres débridés*, Joëlle La Casinière et ses deux *Grimoires magnétiques*, les commentaires de Pierre Schaeffer sur ses œuvres « concrètes » préférées, quelques petits Loïc Connanski, le superbe *Ecoute* de Miroslav Sebestik et Anne Grange (magistralement mixé par Gérard Chiron), le *Gerschwin* d'Alain Resnais, les « clip class » d'Olivier Bernager (Chopin, Mozart, Webern), *Déserts* de Bill Viola (et Edgard Varèse), trois collages récents de Patrick de Geetere et trois plus anciens (disons plus « new wave »)... et cent autres bijoux sonores abolissent la différence (la hiérarchie) que certains voient encore entre cadrer un son et cadrer les images, mettre de la musique en images et mettre des images en musique. Côté installations : un plancher musical ; une partie de pétanque à écouter par le petit bout de l'écoutille... Côté « direct », dimanche, Didier Levallet (contrebasse) et Laurent Dehors (sax) improviseront sur trois films de Moholy-Nagy...

★ Les 1er, 2 et 3 décembre. Tél. : 47-40-58-29.

# UNE SOIRÉE À PARIS

**Les Soirées nomades**
Dans le cadre des Soirées nomades, et à la veille de la Journée mondiale du sida, la Fondation Cartier présente une soirée intitulée « Show Must Go on » sur la base d'une série d'interventions d'artistes et une programmation d'œuvres en vidéo. L'intégralité des droits d'entrée sera reversée à Act Up-Paris.
*Fondation Cartier, 261, boulevard Raspail, Paris 14e. Mº Raspail. 20 h 30, le 30. Tél. : 42-18-56-76. 50 F.*

**« The Next Generation »**
Le documentaire de Fleur Albert consacré au guitariste de blues Bernard Allison sera présenté en club sur écran géant. Ce premier film, outre ses extraits de concerts et le portrait sympathique du fils de Luther Allison, évoque la transmission des codes du blues et son évolution. Concerts et invités surprises à l'issue de la projection.
*Saint Louis Blues, 33, rue Blomet, Paris 15e. Mº Volontaires. 21 heures, le 30. Tél. : 47-34-30-97. 30 F.*

**Les « Robeûhs »**
Les années 90 ont vu l'avènement des « Robeûhs », version contemporaine des beurs, de l'intégration en douceur. Bougnoule Connection, qui fédère des artistes issus de l'émigration maghrébine, organise un *« appel à témoin pour des portraits de Robeûhs »*, avec le jeune Youcef, Aziz, Dida, Pareh, la Compagnie Salya & l'Orchestre national de Barbès.
*New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Mº Château-d'Eau. 20 h 30, le 30. Tél. : 45-23-51-41.*

**Zebda**
Un nouvel album, *Le Bruit et l'odeur*, prouve que le mélange détonant de rock, rap, reggae, raï reste en phase avec l'urgence de l'engagement de ce groupe de la banlieue toulousaine. On ne doute pas que l'énergie de ses performances scéniques soit restée intacte.
*Divan du Monde, 75, rue des Martyrs, Paris 18e. Mº Pigalle. 20 heures, le 30. Tél. : 42-55-48-50.*

# ART

Une sélection des vernissages et des expositions

## VERNISSAGES

**Gotthard Graubner**
*Galerie Karsten Grève, 5, rue Debelleyme, Paris 3e. Mº Saint-Sébastien-Froissart. Tél. : 42-77-19-37. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures ; samedi de 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Du 2 décembre au 29 février 1996.*

**Jean-Pierre Raynaud, Krzysztof Wodiczko**
*Galerie Gilles Peyroulet, 7, rue Debelleyme, Paris 3e. Mº Saint-Paul. Tél. : 42-74-69-20. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Du 2 décembre au 20 janvier 1996.*

## EXPOSITIONS

### PARIS

**Dennis Adams**
*Galerie Gabrielle Maubrie, 24, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, Paris 4e. Mº Hôtel-de-Ville. Tél. : 42-78-03-97. De 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 13 janvier 1996.*

**A l'ombre du Vésuve**
*Musée du Petit Palais, avenue Winston-Churchill, Paris 8e. Mº Champs-Elysées-Clemenceau. Tél. : 42-65-12-73. De 10 heures à 17 h 40. Fermé lundi. Jusqu'au 25 février 1996. 40 F.*

**Art brut et compagnie**
*Halle Saint-Pierre, Musée en herbe, 2, rue Ronsard, Paris 18e. Mº Anvers. Tél. : 42-58-72-89. De 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 juin 1996. 40 F.*

**Avant le cinéma : photographie et mouvement**
*Musée d'Orsay, 62, rue de Lille, niveau 4, Paris 7e. Mº Solferino. Tél. : 40-49-48-14. De 10 heures à 18 heures ; dimanche de 9 heures à 18 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 21 h 45. Fermé lundi. Jusqu'au 7 janvier 1996. 36 F, dimanche 24 F.*

**Henri Cartier-Bresson**
*Centre national de la photographie, hôtel Salomon-de-Rothschild, 11, rue Berryer, Paris 8e. Mº Etoile, George-V, Ternes. Tél. : 53-76-12-32. De 12 heures à 19 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 22 janvier 1996. 30 F.*

**Béatrice Casadesus**
*Galerie Romagny, 13, rue de Thorigny, Paris 3e. Mº Saint-Sébastien-Froissart. Tél. : 42-77-38-10. De 14 h 30 à 19 heures ; samedi de 11 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 23 décembre.*

**Centaures, centauresses**
*Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle, Paris 15e. Mº Montparnasse-Bienvenüe. Tél. : 45-48-67-27. De 10 heures à 17 h 40. Fermé lundi. Jusqu'au 4 février 1996. 27 F.*

**Cézanne**
*Grand Palais, galeries nationales, avenue du Général-Eisenhower, square Jean-Perrin, Paris 8e. Mº Champs-Elysées-Clemenceau. Tél. : 44-13-17-17. De 10 heures à 20 heures ; mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé lundi 25 décembre. Fermé mardi. Jusqu'au 7 janvier 1996. 55 F, lundi 38 F.*

**Chine : des chevaux et des hommes**
*Musée national des Arts asiatiques-Guimet, 6, place d'Iéna, Paris 16e. Mº Iéna. Tél. : 47-23-61-65. De 9 h 45 à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 31 décembre. 35 F (comprenant la visite du musée).*

**D'Alexandre à Cléopâtre : portraits grecs sur pierres dures**
*Bibliothèque nationale, cabinet des Médailles et Antiques, 58, rue de Richelieu, Paris 2e. Mº Bourse, Quatre-Septembre, Palais-Royal. Tél. : 47-03-81-10. De 13 heures à 17 heures ; dimanche et jours fériés de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 17 mars 1996. 22 F.*

**De Lebrun à Vuillard**
*Musée Marmottan, 2, rue Louis-Boilly, Paris 16e. Mº La Muette. Tél. : 42-24-07-02. De 10 heures à 17 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 7 janvier 1996.*

**Robert Doisneau**
*Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, Paris 3e. Mº Saint-Paul. Tél. : 42-72-21-13. De 10 heures à 17 h 40. Vis.-conférences mercredi et samedi à 15 heures. Fermé lundi et fêtes. Jusqu'au 11 février 1996. 35 F.*

**Marlène Dumas**
*Galerie Samia Saouma, 16, rue des Coutures-Saint-Gervais, Paris 3e. Mº Chemin-Vert, Saint-Paul. Tél. : 42-78-40-44. De 13 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 31 janvier 1996.*

**L'Effet cinéma**
*Musée du Luxembourg, 19, rue de Vaugirard, Paris 6e. Mº Saint-Sulpice, Luxembourg, bus 58, 84, 85. Tél. : 42-34-25-95. De 13 heures à 19 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 21 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 22 décembre. 20 F.*

**Féminin-masculin**
*Centre Georges-Pompidou, grande galerie (5e étage) et Forum (Rdc), place Georges-Pompidou, Paris 4e. Mº Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 12 février 1996.*

**La Femme, de Corot à Chagall**
*Galerie Schmit, 396, rue Saint-Honoré, Paris 1er. Mº Concorde. Tél. : 42-60-36-36. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Fermé samedi et dimanche. Jusqu'au 22 décembre.*

**Alain Fleischer**
*Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaubourg, Paris 3e. Mº Rambuteau. Tél. : 42-78-05-62. De 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 13 janvier 1996.*

**Galerie des 5 continents**
*Musée national des Arts d'Afrique et d'Océanie, 293, avenue Daumesnil, Paris 12e. Mº Porte-Dorée. Tél. : 44-74-84-80. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi et dimanche de 10 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 15 janvier 1996. 35 F, dimanche 26 F.*

**Nan Goldin**
*Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3e. Mº Hôtel-de-Ville ou Rambuteau. Tél. : 42-71-09-33. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 23 décembre.*

**Herbin, acteur des révolutions picturales du siècle**
*Galerie Denise René, 196, boulevard Saint-Germain, Paris 7e. Mº Rue-du-Bac. Tél. : 42-22-77-57. De 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 15 janvier 1996.*
*Galerie Denise René, 22, rue Charlot, Paris 3e. Mº Filles-du-Calvaire. Tél. : 48-87-73-94. De 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 15 janvier 1996.*

**Frank Horvat**
*Galerie Agathe Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe, Paris 4e. Mº Hôtel-de-Ville. Tél. : 42-77-38-24. De 13 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 30 décembre.*

**Huang Zhou, peintre et collectionneur en Chine**
*Musée Cernuschi, 7, avenue Velasquez, Paris 8e. Mº Villiers, Monceau, bus : 30, 94. Tél. : 45-63-50-75. De 10 heures à 17 h 40. Fermé lundi. Jusqu'au 17 décembre. 27 F.*

**Jean de La Fontaine**
*Bibliothèque nationale, galerie Mansart et Mazarine, 58, rue de Richelieu, Paris 2e. Mº Bourse, Palais-Royal, Quatre-Septembre. Tél. : 47-03-81-10. De 9 h 30 à 18 h 30 ; nocturne mardi jusqu'à 21 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 14 janvier 1996. 35 F.*

**Manet, Gauguin, Rodin**
*Musée d'Orsay, quai Anatole-France, place Henry-de-Montherlant, Paris 7e. Mº Solferino, RER Musée-d'Orsay. Tél. : 40-49-48-14. Mardi, mercredi, vendredi, samedi de 10 heures à 18 heures ; jeudi de 10 heures à 21 h 45 ; dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 28 janvier 1996. 36 F, billet jumelé (musée + exposition) : 55 F.*

**Làszlo Moholy-Nagy**
*Centre Georges-Pompidou, galerie 27, 1er sous-sol, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Mº Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 1er janvier 1996.*

**Mondes : Alighiero e Boetti et Frédéric Bruly Bouabré**
*American Center, grande galerie, 51, rue de Bercy, Paris 12e. Mº Bercy. Tél. : 44-73-77-77. De 12 heures à 20 heures ; dimanche de 12 heures à 18 heures. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 28 janvier 1996.*

**Monet en Norvège**
*Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne, Paris 7e. Mº Varenne, RER Invalides. Tél. : 44-18-61-10. De 9 h 30 à 16 h 45. Fermé lundi. Jusqu'au 7 janvier 1996. 32 F.*

**Pino Pascali**
*Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris 11e. Mº Bastille. Tél. : 48-06-92-23. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 30 décembre.*

**Picasso-Afrique**
*Centre Georges-Pompidou, galerie du musée, 4e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Mº Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 15 janvier 1996.*

**Picasso et la photographie**
*Musée Picasso, hôtel Salé-5, rue de Thorigny, Paris 3e. Mº Saint-Paul, Filles-du-Calvaire. Tél. : 42-71-25-21. De 9 h 30 à 17 h 30. Fermé mardi. Jusqu'au 31 décembre. 35 F, dimanche : 26 F.*

**Jaume Plensa**
*Galerie Templon, 30, rue Beaubourg, Paris 3e. Mº Alma-Marceau. Tél. : 42-72-14-10. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 30 décembre.*

**Bernard Réquichot 1929-1961**
*La Galerie, 9, rue Guénégaud, Paris 6e. Mº Odéon. Tél. : 43-54-85-85. De 11 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 27 janvier 1996.*

**Réserves**
*Musée du Louvre, hall Napoleon, entrée par la Pyramide, Paris 1er. Mº Palais-Royal, Musée-du-Louvre. Tél. : 40-20-51-51. De 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 19 février 1996. 28 F.*

**Rose pour les garçons**
*Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 13, quai Malaquais, Paris 6e. Mº Saint-Germain-des-Prés. Tél. : 47-03-50-00. De 13 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 24 décembre.*

**Emmanuel Saulnier**
*Musée Zadkine, atelier, 100 bis, rue d'Assas, Paris 6e. Mº RER Port-Royal, Notre-Dame-des-Champs. Tél. : 43-26-91-90. De 10 heures à 17 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 17 décembre.*

**Arnold Schoenberg**
*Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16e. Mº Alma-Marceau, Iéna. Tél. : 53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi et dimanche jusqu'à 18 h 45. Fermé lundi. Jusqu'au 3 décembre. 27 F.*

**Sérinde, terre de Bouddha. Dix siècles d'art sur la route de la soie**
*Grand Palais, 3, avenue du Général-Eisenhower, Paris 8e. Mº Champs-Elysées-Clemenceau. Tél. : 44-13-17-17. De 10 heures à 20 heures ; nocturne mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 19 février 1996. 50 F.*

**Françoise Vergier**
*Centre Georges-Pompidou, galerie sud, mezzanine, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Mº Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 19 février 1996.*

**Visages de l'icône**
*Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau, terrasse Lautréamont, Paris 1er. Mº Châtelet-les-Halles. Tél. : 42-33-82-50. De 11 h 30 à 18 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 4 février 1996. 35 F.*

**Edward Weston**
*Mission du patrimoine photographique, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, Paris 4e. Mº Bastille, Saint-Paul. Tél. : 42-74-47-75. De 10 heures à 18 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 7 janvier 1996. 25 F.*

### ILE-DE-FRANCE

**Couleurs et transparence**
*Musée national de céramique, Sèvres, place de la Manufacture, 92 Sèvres. Tél. : 41-14-04-20. De 10 heures à 17 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 1er janvier 1996. 28 F, dimanche 21 F.*

**Les Maisons-cerveaux : Absalon, Michel Aubry, Basserode, Pascal Convert**
*La Ferme du buisson, centre d'art contemporain, allée de la Ferme, 77 Noisiel. Tél. : 64-62-77-00. De 14 heures à 18 heures ; les soirs de spectacle jusqu'à 21 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 7 janvier 1996.*

# CINÉMA

## NOUVEAUX FILMS

**L'AMOUR MEURTRI**
Film italien de Mario Martone, avec Anna Bonaiuto, Angela Luce, Carmela Pecoraro, Licia Maglietta, Gianni Cajafa, Anna Calato (1 h 44).
VO : 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38 ; 36-68-68-12) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24).

**AMOUR ET MENSONGES**
Film américain de Lasse Hallstrom, avec Julia Roberts, Dennis Quaid, Robert Duvall, Gena Rowlands (1 h 46).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1er (36-68-68-58) ; UGC Danton, 6e (36-68-34-21) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Normandie, 8e (36-68-49-56).
VF : Rex, 2e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; rés. 40-30-20-10) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18e (36-68-20-22).

**AU BEAU MILIEU DE L'HIVER**
Film britannique de Kenneth Branagh, avec Michael Maloney, Richard Briers, Mark Hadfield, Nicholas Farrell, Gerard Horan, John Sessions (1 h 39).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er (36-68-68-58) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; UGC Odéon, dolby, 6e (36-68-37-62) ; UGC Champs-Elysées, dolby, 8e (36-68-66-54) ; UGC Opéra, dolby, 9e (36-68-21-24) ; Majestic Bastille, dolby, 11e (36-68-48-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).

**AURÉLIA**
Film français de Christophe d'Hallivillée, avec Emmanuelle Hébraud, Patrick Fontana, Véronique Ruggia, Damien Eupherte, Chloé Decoust-Jarsky (1 h 20).
L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

**LA CHANTEUSE DE PANSORI**
Film coréen d'Im Kwon-taek, avec Kim Myung-gon, Oh Jung-hae, Kim Kyu-chul (1 h 53).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38 ; 36-68-68-12).

**CROOKLYN**
Film américain de Spike Lee, avec Alfre Woodard, Delroy Lindo, Spike Lee, Zelda Harris, Carlton Williams, Sharif Rashid (1 h 53).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er (36-68-68-58) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G.-de-Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14 ; réservation : 40-30-20-10).

**LA FILLE SEULE**
Film français de Benoît Jacquot, avec Virginie Ledoyen, Benoît Magimel, Dominique Valadie, Aladin Reibel, Vera Briole, Virginie Emane (1 h 30).
14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20 ; réservation : 40-30-20-10).

**JADE (*)**
Film américain de William Friedkin, avec David Caruso, Linda Fiorentino, Chazz Palminteri, Michael Biehn, Richard Crenna (1 h 37).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er (36-68-68-58) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; George-V, THX, dolby, 8e (36-68-43-47) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27).
VF : Rex, dolby, 2e (36-68-70-23) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Miramar, dolby, 14e (36-65-70-39 ; réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, dolby, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

**OUI**
Film français de Pascal Pérennès, avec Jean-Paul Roussillon, Isabel Otéro, Cécile Sanz De Alba, Maurice Baquet, Ginette Garcin (46).
L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

**RAMPO**
Film japonais de Kazuyoshi Okuyama, avec Masahiro Motoki, Naoto Takenaka, Michiko Hada, Teruyuki Kagawa (1 h 40).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er (36-68-68-58) ; La Pagode, 7e (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10).

**REVIVRE**
Film français de Jean-Luc Raynaud, avec Marion Laine, Valérie Meynadier, Stéphane Rideau, Jean-Marc Savean (1 h 05).
L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

**SIDA, PAROLES DE FAMILLES**
Film français de Paule Muxel, Bertrand de Solliers, (1 h 35).
Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09 ; réservation : 40-30-20-10).



## SÉLECTION

**A LA VIE, A LA MORT !**
de Robert Guédiguian,
avec Ariane Ascaride, Jacques Boudet, Jean-Pierre Darroussin, Jacques Gamblin, Gérard Meylan, Jacques Pieiller.
Français (1 h 40).
Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49).

**BABYFEVER**
de Henry Jaglom,
avec Victoria Foyt, Matt Salinger, Frances Frisher, Dinah Lenney, Eric Roberts, Zack Norman.
Américain (1 h 50).
VO : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43).

**CLOCKERS (**)**
de Spike Lee,
avec Harvey Keitel, John Turturro, Delroy Lindo, Mekhi Phifer.
Américain (2 h 09).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68 ; réservation : 40-30-20-10) ; Elysées Lincoln, dolby, 8e (43-59-36-14 ; réservation : 40-30-20-10) ; Le Balzac, dolby, 8e (45-61-10-60) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (36-68-75-13 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).

**CORRIDOR**
de Sharunas Bartas,
avec Katerina Golubeva, Viacheslav Amirhanian, Sharunas Bartas, Eimuntas Nekrochius.
Lituanien, noir et blanc (1 h 20).
VO : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09).

**LA CROISADE D'ANNE BURIDAN**
de Judith Cahen,
avec Judith Cahen, Joël Luecht, Serge Bozon, Fabrice Barbaro, Alberto Sorbelli, Camille de Casabianca.
Français (1 h 25).
Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49).

**CROSSING GUARD**
de Sean Penn,
avec Jack Nicholson, David Morse, Anjelica Huston, Robin Wright, Piper Laurie, Richard Bradford.
Américain (1 h 55).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (36-68-75-13 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e (36-65-70-38 ; réservation : 40-30-20-10) ; Majestic Passy, dolby, 16e (36-68-48-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).

**DIS, PAPA**
de René Bjerke,
avec Hakon Bolstad, Benedikte Lindbeck, Nils Ole Oftebro, Grethe Ryen.
Norvégien (1 h 30).
L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

**DOUCE FRANCE**
de Malik Chibane,
avec Hakim Sahraoui, Frédéric Diefenthal, Fadila Belkebla, Séloua Hamse, Saïda Bekkouche, Fettouma Bouamari.
Français (1 h 40).
14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20 ; réservation : 40-30-20-10).

**LE GARÇU**
de Maurice Pialat,
avec Gérard Depardieu, Géraldine Pailhas, Antoine Pialat, Dominique Rocheteau, Fabienne Babe, Elisabeth Depardieu.
Français (1 h 45).
14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38 ; 36-68-68-12).

**HISTOIRES POUR PRENDRE L'AIR**
dessin animé Canadien (45).
Le République, 11e (48-05-51-33).

**JOHNNY MNEMONIC (*)**
de Robert Longo,
avec Keanu Reeves, Dolph Lundgren, Takeshi, Ice-T, Barbara Sukowa.
Américain (1 h 38).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er (36-68-68-58) ; UGC Danton, 6e (36-68-34-21) ; George-V, dolby, 8e (36-68-43-47).

**LAND AND FREEDOM**
de Ken Loach,
avec Ian Hart, Rosana Pastor, Iciar Bollain, Tom Gilroy, Marc Martinez, Frederic Pierrot.
Britannique (1 h 49).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er (36-68-68-58) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5e (43-54-15-04) ; UGC Rotonde, 6e (36-65-70-73 ; 36-68-41-45) ; Le Balzac, dolby, 8e (45-61-10-60) ; La Bastille, dolby, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, dolby, 13e (36-68-48-24 ; réservation : 40-30-20-10).

**LENI RIEFENSTAHL, LE POUVOIR DES IMAGES**
de Ray Müller,
Allemand-belge (3 h 02).
VO : Le Quartier Latin, 5e (43-26-84-65) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

**MADAME BUTTERFLY**
de Frédéric Mitterrand,
avec Ying Huang, Richard Troxell, Ning Liang, Richard Cowan, Jing Ma Fan, l'Orchestre de Paris.
Français (2 h 15).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; L'Arlequin, dolby, 6e (36-68-48-24 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Pagode, dolby, 7e (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Elysées, dolby, 8e (43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; Max Linder Panorama, THX, dolby, 9e (48-24-88-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; Escurial, dolby, 13e (36-68-48-24 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; UGC Maillot, 17e (36-68-31-34).

**L'OPÉRA DE QUAT'SOUS**
de Georg-Wilhelm Pabst,
avec Albert Préjean, Margo Lion, Jacques Henry (version française), R. Forster, Lotte Lenya, Reinhold Schünzel (version allemande).
Français, noir et blanc (3 h 40).
VO : Le Quartier Latin, 5e (43-26-84-65). VF : Le Quartier Latin, 5e (43-26-84-65).

**POCAHONTAS, UNE LÉGENDE INDIENNE**
de Mike Gabriel,
Eric Goldberg,
dessin animé Américain (1 h 22).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er (36-68-68-58) ; UGC Odéon, 6e (36-68-37-62) ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8e (36-68-49-56) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 15e (43-06-50-50 ; 36-68-75-15 ; reservation : 40-30-20-10) ; Majestic Passy, dolby, 16e (36-68-48-56 ; réservation : 40-30-20-10).

**LE REGARD D'ULYSSE**
de Théo Angelopoulos,
avec Harvey Keitel, Maia Morgenstern, Erland Josephson, Thanassis Vengos, Yorgos Michalakopoulos, Dora Volanaki.
Grec (2 h 56).
VO : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

**TROIS JOURS**
de Sharunas Bartas,
avec Katerina Golubeva, Rima Latypova, Audrius Stonys, Arunas Sakalauskas.
Lituanien (1 h 20).
VO : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09).

**UNDERGROUND**
de Emir Kusturica,
avec Miki Manojlovic, Lazar Ristovski, Mirjana Jokovic, Slavko Stimac, Ernst Stötzner.
Européen (2 h 47).
VO : UGC Forum Orient Express, 1er (36-65-70-67) ; Saint-André-des-Arts II, dolby, 6e (43-26-80-25) ; Publicis Champs-Elysées, dolby, 8e (47-20-76-23 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (43-20-32-20 ; réservation : 40-30-20-10).

**VANYA, 42e RUE**
de Louis Malle,
avec Wallace Shawn, André Gregory, Brooke Smith, Larry Pine, Julianne Moore, Phoebe Brand.
Américain (1 h 55).
VO : 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (36-68-69-23).

(*) Films interdits aux moins de 12 ans.
(**) Films interdits aux moins de 16 ans.

# « Libération » prévoit 95 nouveaux départs

## Le plan de restructuration de l'entreprise prévoit une réduction d'un quart des effectifs. Les salariés contestent les chiffres de la direction et la CFDT lance un mot d'ordre de grève

**LE COUPERET** est tombé sans surprise. Depuis trois mois, le personnel de *Libération* s'attendait à une restructuration importante, prévoyant le départ d'une centaine de personnes. Le chiffre a été confirmé mercredi 29 novembre : 95 départs, dont 63 journalistes, sur 390 salariés. Depuis un an, le journal vit au rythme de crises successives, de psychodrames et de désespoir, de fatalisme et de révolte.

Le projet de restructuration tant attendu a été remis au comité d'entreprise du journal, mercredi 29 novembre, en vue de la convocation d'un CE extraordinaire le 13 décembre. Journée cruciale pour *Libération* puisque le conseil de surveillance et le conseil d'administration de la société éditrice examineront également le plan de la direction, ce jour-là.

Serge July, président de *Libération* et un de ses créateurs, reprend dans un argumentaire adressé au CE les points déjà évoqués sur la situation économique de l'entreprise (*Le Monde* du 31 octobre) : 240 millions de pertes cumulées en 1994, 1995 et 1996, selon des prévisions pour un chiffre d'affaires de 430 millions de francs. Ce qui conduirait *Libération* au dépôt de bilan *« sans intervention massive d'un ou de plusieurs partenaires financiers »*, en l'occurrence le groupe Chargeurs, dirigé par Jérôme Seydoux. Ce soutien s'accompagne d'un plan destiné à redresser l'entreprise et lui permettre de retrouver la rentabilité en 1997. Pour Serge July et Pierre-Jean Bozo (nouveau directeur général et cogérant, venu du groupe Hersant), il est impératif de faire passer le déficit prévisionnel de 1996 de 60 à 15 millions. Mais cette estimation de 60 millions est contestée par le comité d'entreprise, sur la foi d'un rapport du cabinet d'expertise comptable Sécafi-Alpha, comme par le conseil de surveillance.

### LE RÔLE DE CHARGEURS

C'est cette nécessité de réduire ce déficit 1996 qui impose un nombre aussi important de départs, *qui devraient permettre* une réduction de la masse salariale de 37 millions de francs. Un système de départs volontaires sera mis en place du 14 décembre au 6 janvier 1996.

Selon la direction, ce projet de réduction des coûts – et des effectifs – se place dans le cadre d'un plan de relance qui passe par des investissements dans quatre domaines : l'informatique, la formule graphique, les études marketing, la promotion du titre. Claude Maggiori continue de travailler à l'amélioration et à la refonte de la formule du journal. Des modifications devraient intervenir dans la « une » – qu'il prendra lui-même directement en charge – dès le 4 décembre. D'autres évolutions interviendront à partir de janvier. Le coût total du plan de redressement est estimé à 70 millions de francs.

Le dernier volet du projet de Serge July porte sur la recapitalisation du journal. *Communication et participation, qui regroupe* plusieurs actionnaires financiers, industriels ou privés, devrait prendre part à cette opération. Mais le partenaire essentiel sera Chargeurs, qui a déjà souscrit, au début de l'année, des obligations convertibles pour un montant de 75 millions de francs : *« Un actionnaire solide fait partie des conditions du redressement de* Libération *»*, estime Serge July. Ce partenariat devrait se faire dans le cadre d'un *« pacte d'indépendance »* qui garantirait les droits d'actionnaire du personnel.

*Le plan a suscité des réactions* plutôt hostiles au sein du journal. Une assemblée générale du personnel devait avoir lieu jeudi 30 novembre, vers midi, dans les locaux du journal. Réunis dans la soirée du mercredi 29, les instances représentatives du personnel contestaient vivement les mesures de la direction. Le conseil de surveillance – principal actionnaire du journal – semblait prêt à refuser le plan proposé, qui avait également l'opposition de la Société des journalistes de *Libération* et de la CFDT, principal syndicat du journal.

Lors de cette assemblée générale, la CFDT devait proposer un *mot d'ordre de grève immédiat et* un préavis pour le 12 décembre, veille du conseil d'administration. Une lettre d'explication des salariés devrait être envoyée à l'ensemble des actionnaires de *Libération* (Danone, Gan, La Mondiale, la SCOR, André, etc.) pour expliquer leurs positions.

*Le personnel reproche au plan* sa brutalité et une absence de véritable relance rédactionnelle, après le traumatisme provoqué par l'échec de *Libération* 3. Fatiguée par un an de crise et d'incertitudes, la rédaction voit mal comment réaliser un meilleur journal avec 95 personnes en moins, tout en sauvegardant ou en retrouvant l'identité du journal. En 1993, les effectifs de *Libération* étaient de 393 personnes pour une pagination équivalente à celle d'aujourd'hui, soit de 44 à 48 pages. Une centaine de personnes avait été embauchées pour préparer et lancer la nouvelle formule, faisant passer les effectifs à 500 personnes, qu'un premier plan social avait réduit à 390, chiffre que le deuxième plan social revoit à nouveau à la baisse, de près de 100 personnes.

Les syndicats comme le conseil de surveillance estiment que l'équation économique présentée par la direction ne justifie pas un nombre aussi important de départs. Certains salariés n'admettent pas de faire les frais de l'échec de *Libé* 3, qui avait suscité de nombreuses inquiétudes, même s'il avait été finalement accepté. Enfin, ils craignent une *prise de contrôle de Chargeurs*. Pour l'instant, les différentes instances du journal sont opposés à une prise de participation de 51 % du groupe de Jérôme Seydoux.

*Alain Salles*

# Canal Plus et la CLT se rapprochent sur la télévision numérique

**LES 5 MILLIARDS** de francs que la Compagnie luxembourgeoise de *télédiffusion (CLT) avait prévu* d'investir dans des chaînes de télévision numérique ont été trop lourds à digérer par ses actionnaires. Mardi 21 novembre, Havas, le Groupe (belge) Bruxelles-Lambert (GBL) et la Compagnie générale des eaux (CGE) ont mis à profit un conseil d'administration de la Compagnie luxembourgeoise multimédia (CLMM), société de holding qui contrôle la CLT, pour examiner les conditions d'un rapprochement entre Canal Plus et l'opérateur luxembourgeois. Michel Delloye, administrateur délégué de la CLT, devait rencontrer Pierre Lescure, PDG de Canal Plus, mardi 28 novembre à Paris (*Le Monde* du 29 novembre).

L'opérateur luxembourgeois et la chaîne cryptée se refusent à tout commentaire. Pierre Dauzier, PDG de Havas et actionnaire commun de Canal Plus (23 %) et de la CLT (18 %), semble avoir réussi à éviter une concurrence frontale entre les deux groupes.

### ÉVITER L'ARROGANCE

L'entente entre Havas, GBL et la CGE entérine donc la prééminence de Canal Plus sur le territoire français. Avec seulement un million de paraboles installées en 1995, la rentabilité des « bouquets » diffusés par satellite n'est pas attendue avant plusieurs années.

Dans ces conditions, le choix de la CLT de dépenser 5 milliards de francs sans prompt retour sur investissement pouvait faire frémir certains actionnaires. Désormais seul maître du jeu face à une CLT brutalement bridée dans ses ambitions numériques, la chaîne présidée par Pierre Lescure devra faire preuve de doigté. Pour certains spécialistes, *« la chaîne cryptée ne devra pas faire preuve de trop d'arrogance »*, sinon Albert Frère, patron de GBL, *« peut, contre toute logique financière, encourager la CLT à lancer un "bouquet" francophone avec Rupert Murdoch ou d'autres investisseurs »*. Mais si *« tout peut encore arriver, Canal Plus est en bonne position pour négocier un rapprochement avec la CLT »*.

De plus, la chaîne cryptée offrira à la CLT une part dans le capital de Canalsatellite. Au terme d'une augmentation de capital, le groupe luxembourgeois pourrait acquérir 25 % des parts du « bouquet » de chaînes thématiques. Et Canal Plus devra accueillir, dans son ensemble numérique, certaines des chaînes que prépare l'opérateur luxembourgeois.

Une autre solution, qui permettrait à la CLT *« de sauver la face »*, consisterait en un échange de participations – en direct –, entre les deux groupes : l'entrée de Canal Plus dans le capital de la CLT irait de pair avec celle du groupe luxembourgeois dans le tour de table de la chaîne cryptée. Enfin, au rapprochement Canal Plus-CLT en France pourrait correspondre *« un accord à trois en Allemagne entre la CLT, Canal Plus et Bertelsmann »*.

*Guy Dutheil*

## JEUDI 30 NOVEMBRE

### TF 1

**12.50** **Magazine : A vrai dire.**
**13.00** **Journal, Météo.**
**13.38** **Magazine : Femmes.**
**13.40** **Feuilleton : Les Feux de l'amour.**
**14.25** **Feuilleton : Dallas.**
**15.25** **Série : Cannon.**
**16.15** **Jeu : Une famille en or.**
**16.45** **Club Dorothée.** Salut les Muscles ; Clip ; Jeux.
**17.20** **La Philo selon Philippe.**
**17.55** **Les Nouvelles Filles d'à côté.**
**18.25** **Série : Le Miracle de l'amour.**
**19.00** **Série : Alerte à Malibu.**
**20.00** **Journal, Tiercé, La Minute hippique, Météo.**

**20.50** **Série : Les Cordier, juge et flic.** Cécile, mon enfant, de Manon Sarraut. *Pendant l'interpellation d'une bande de loubards pour vol à l'arraché, un des agresseurs réussi à prendre la fuite en blessant un policier. Le fugitif n'est autre que la fille d'une chanteuse très connue…*

**22.35** ▶ **Magazine : *J'y crois, j'y crois pas.*** Présenté par Tina Kieffer. Faut-il interdire le tabac ?
**0.50** **Journal, Météo.**
**1.05** **Programmes de nuit.** Histoires naturelles (et 3.40, 4.25) ; 2.00, Intrigues ; 2.25, Le Chemin *des Indiens mort : la Descendance* d'Isho ; 3.10, L'Aventure des plantes ; 4.05, Mésaventures ; 5.10, Musique ; 5.15, Les Aventures du jeune Patrick Pacard [6/6].

### FRANCE 2

**12.20** **Jeu : Les Z'amours** (et 4.30).
**12.50** **Météo** (et 13.35)
**12.55** **Loto, Journal.**
**13.45** **Série : Derrick.**
**14.45** **Série : Placé en garde à vue.**
**15.45** **Tiercé.** En direct de Vincennes.
**16.00** **Variétés : La Chance aux chansons** (et 5.25).
**16.45** **Des chiffres et des lettres.**
**17.15** **Série : Quoi de neuf, docteur ?**
**17.45** **Série : Génération musique.**
**18.10** **Série : Le Prince de Bel-Air.**
**18.40** **Que le meilleur gagne.**
**19.15** **Bonne nuit les petits.**
**19.20** **Studio Gabriel** (et 2.15).
**19.59** **Journal.**
**20.15** **Invité spécial.** Robert Hue
**20.45** **Météo, Point route.**

**20.55** **Magazine : Envoyé spécial.** L'Homme-poisson, de Cyril Tricot et France Leger ; Le Socialisme ou la Mort, de Bengt Norborg et Bo Sand ; Les sentinelles de la foi, de *Philippe Rochot et Mossi Armon.*
**22.50** **Expression directe.** CGPME.

**23.10** **Cinéma : Ascenseur pour l'échafaud.** ■■ Film français de Louis Malle (1957), avec Jeanne Moreau.
**0.45** **Les Films Lumière.**
**0.50** **Journal, Météo.**
**1.00** **Le Cercle de minuit.**
**2.45** **Programmes de nuit.** Bas les masques (rediff.) ; 3.55, 24 heures d'infos ; 4.05, Jeu : Pyramide ; 5.45, Dessin animé.

### FRANCE 3

**12.00** **Télévision régionale.**
**12.45** **Journal.**
**13.05** **Jeu : Tout en musique.**
**13.40** **Si vous parliez.**
**14.50** **Série : Simon et Simon.**
**15.40** **Série : Magnum.**
**16.30** **Dessin animé : Popeye.**
**16.40** **Les Minikeums.**
**17.50** **Série : Les deux font la loi.**
**18.20** **Questions pour un champion.**
**18.50** **Un livre, un jour.** *La Gourmandise*, de Manuel Vazquez Montalban.
**18.55** **Le 19-20 de l'information.** A 19.08, Journal régional.
**20.05** **Jeu : Fa si la chanter.**
**20.35** **Tout le sport.**
**20.45** **Keno.**

**20.50** **Cinéma : Un cœur en hiver.** ■■■ Film français de Claude Sautet (1991). Avec Daniel Auteuil.

**22.40** **Météo, Journal.**
**23.10** **Magazine : Ah ! Quels titres !** Présenté par Philippe Tesson. La santé en faillite ? Invités : le docteur Mirko Drazen Grmek (*Histoire de la pensée médicale en Occident*) ; Lucien Sfez (*La Santé parfaite, critique d'une nouvelle utopie*) ; le docteur Jean-Bernard Malet (*Ne tirez pas sur l'ambulance. Où va l'argent de votre santé ?*) ; Léon Perlemuter (*L'Homme hormonal*).
**0.10** **Magazine : Espace francophone.** Hector Bianchiotti, portrait.
**0.40** **Série : Dynastie.**
**1.30** **Musique Graffiti.**

### M 6

**12.25** **Série : La Petite Maison dans la prairie.**
**13.25** **Téléfilm : Une belle revanche.** *De Bill Brown.*
**15.05** **Boulevard des clips** (et 1.00, 5.35).
**17.00** **Variétés : Hit Machine.**
**17.30** **Dessin animé : Tintin.** [1/2] L'Affaire Tournesol.
**18.00** **Série : Highlander.**
**19.00** **Série : Loïs et Clark, les Nouvelles Aventures de Superman.**
**19.54** **Six minutes d'informations, Météo.**
**20.00** **Jeu : Le Grand Zap.**
**20.35** **Magazine : Passé simple.** Présenté par Marielle Fournier. 1942 : la bataille de Stalingrad.

**20.45** **Téléfilm : Mannequin le jour.** De Christian Duguay, avec Famke Janssen, Stephen Shelen. *Une jeune femme, mannequin le jour, se transforme en justicière la nuit pour venger une de ses amies agressée dans Central Park.*

**22.30** **Téléfilm : L'Invasion des cocons.** De Fred Olen Bay, avec Charles Napier, Annie Trukel. *Deux flics enquêtent sur une série de meurtres atroces commis par un dangereux « alien ».*
**0.05** **Magazine : Culture rock.** La Saga James Brown.
**2.30** **Rediffusions.** Rock express ; 2.55, Jazz 6 ; 3.50, Fanzine ; 4.15, Saga de la chanson française (Serge Gainsbourg) ; 5.10, Starnews.

### CANAL +

*EN CLAIR JUSQU'À 13.45*

**12.30** **La Grande Famille.**
**13.40** **Magazine : Le Journal de l'emploi.**
**13.45** **Cinéma : Romeo is Bleeding.** ■ Film américain de Peter Medak (1993). Avec Gary Oldman.
**15.30** **Documentaire : Dans la nature avec Stéphane Peyron.** De Roland Théron.
**16.20** **Pas si vite !** (rediff.).
**16.30** **S'en sortir.**
**16.35** **Cinéma : La Séparation.** ■■ Film français de Christian Vincent (1994). Avec Isabelle Huppert.
**17.55** **Dessin animé : Les Multoches.** L'Usine à solution.
**18.00** **Le Dessin animé.** Reboot.
**18.30** **Cyberflash.**

*EN CLAIR JUSQU'À 20.30*

**18.40** **Nulle part ailleurs** (et 19.10).
**19.30** **Flash d'informations** (et 22.30).
**19.40** **Zérorama, le contre-journal.**
**19.55** **Les Guignols.**

**20.15** **Sport : Football.** Gueugnon-Auxerre. Match avancé de la 20e journée du championnat de France de D1, en direct ; à 20.30, coup d'envoi.

**22.35** **Cinéma : Giorgino.** □ Film français de Laurent Boutonnat (1993). Avec Jeff Dahlgren.
**1.40** **Cinéma : Ma sœur chinoise.** ■ Film français d'Alain Mazars (1994, 91 min). Avec Alain Bashung.

### LA CINQUIÈME

**12.30** **Atout savoir.**
**13.00** **Documentaire : Le Cancer du sein.**
**13.25** **Le Journal du temps** (et 18.57).
**13.30** **Les Grands Maîtres du cinéma.** Marcel Carné.
**14.30** **Arrêt sur images.**
**15.30** **Qui vive !** [3/3].
**15.45** **Allô ! la Terre** [3/4].
**16.00** **La Preuve par cinq.** Francophonies : une histoire de langue.
**16.40** **Magazine : Fête des bébés !**
**17.05** **Cellulo.**
**17.30** **Les Enfants de John.**
**18.00** **Ma souris bien-aimée.**
**18.15** **Alphabets de l'image.** Frédéric Mitterrand à propos de « Madame Butterfly ».
**18.30** **Le Monde des animaux.**

### ARTE

**19.00** **Série : L'Homme invisible** *[14/25] Photo finish, de Peter Maxwell.*
**19.30** **Documentaire : Hongkong.** L'Espoir et la Peur, de Wolfgang Lörcher. *Le 1er juillet 1997, Hongkong reviendra à la République populaire de Chine selon l'accord prévu en 1984 entre Londres et Pékin. Espoirs et angoisses des citoyens…*
**20.30** **8 1/2 Journal.**

**20.40** **Soirée thématique : De la dictature à la démocratie.** Le Défi espagnol. Soirée présentée par Inaki Gabilondo.
**20.45** **Documentaire : Franco.** D'Yvon Gérault.

**22.00** **Vingt ans de démocratie** [1/2]. La Transition démocratique, de Raul Hernandez Garrido et Paz Fernandez-Xesta.
**22.35** **Interview.** Adolfo Suarez et Felipe Gonzalez.
**22.55** **Vingt ans de démocratie** [2/2]. L'Espagne aujourd'hui, discussion animée par Inaki Gabilondo, avec Jorge Semprun, Rodolfo Martin Villa.
**23.25** **Bibliographie.**
**23.30** **Cinéma : Les Saints Innocents.** ■■ Film espagnol de Mario Camus (1984, v.o.). Avec Alfredo Landa, Francisco Rabal, Terele Pavez.
**1.20** **Documentaire : Jérusalem, le syndrome Borderline.** D'Eyal Sivan (v.o.).
**2.30** **Documentaire : Elliot Erwitt, entre chiens.** De Pia Frankenberg et Thomas Struck (v.o., rediff, 17 min.).

### CÂBLE

**TV 5** *19.00 Paris lumières.* 19.25 Météo des cinq continents. 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Le Désert des Tartares. ■■ Film italien de Valerio Zurlini (1976). Avec Vittorio Gassmann. 22.05 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.25 Correspondances. Invité : Le cinéaste burkinabé Idrissa Ouédraogo. 22.40 La Marche du siècle. 0.10 Tell quel. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3. 1.00 Visions d'Amérique *(15 min).*

**PLANÈTE** 19.15 Allah Kabon, « Dieu est grand ». De Laurent Dubret. 19.35 Andreotti et les Parrains. De Jane Ryder. 20.35 La Loi du silence. De Simon Edelstein. 21.10 Maisons de rêve : le génie tessinois. De Jean-Pierre Garnier et Jacques Bernard. 21.55 ▶ Les Matonnes. De Jean-Michel Carré. 22.50 A bout de glace. De Roland Théron. 23.15 Hermann, le retour aux sources. De Christophe Heili. 0.05 De Gaulle, vu d'ailleurs. [3/3] Puissances et passions. De Christina von Braun (60 min).

**PARIS PREMIÈRE** 19.00 Paris Match Première. 19.30 Stars en stock: Robert Mitchum. 20.00 20 h Paris Première. 21.00 Le Père de la mariée. ■■ Film américain de Vincente Minnelli (1950, N., v.o.). Avec Spencer Tracy. 22.35 Totalement cinéma. 23.00 Concert : Mahler. *Symphonie n° 8, par* l'Orchestre philharmonique de Londres, dir. Klaus Tenstedt. 0.40 Musiques en scènes (25 min).

**CANAL J** *17.25 Comte Mordicus. 18.00* Soirée Cajou. 18.05, Rébus ; 18.10, Dodo, le retour ; 18.15, C'est vous qui le faites ; 18.20, Série : Les Aventures de Black Beauty ; 18.50, Tip top clip ; 19.00, Atomes crochus ; 19.15, La Revue de presse. 19.20, Codes secrets ; *19.30, Série. Alana ou le futur imparfait* ; 19.55, La Mode et au revoir.

**CANAL JIMMY** 20.00 La Nuit américaine. ■■■ Film français de François *Truffaut (1973). Avec François Truffaut.* 21.55 Quatre en un. 22.20 3000 scénarios contre un virus. 22.25 American Graffiti. ■■ Film américain de George Lucas (1973, v.o.). Avec Richard Dreyfuss. 0.15 Souvenir. Top à Claude François (75 min).

**SÉRIE CLUB** 19.10 Série : Chapeau melon et bottes de cuir (et 23.30). La Porte de la mort. 19.55 Série. Cher oncle Bill. Le Retour de Maudie. 20.20 Série : *Mon amie Flicka.* Le Cheval blanc. 20.45 Série : Les Evasions célèbres (et 0.20). Le Comte de Lavalette. 21.45 Série : Les Espions. Fin de film. *22.35 Série : 200 dollars plus les* frais. Les Assassins du colonel (55 min).

**MCM** 19.00 Zoom zoom (et 19.45, 0.15, 1.00). Invité. Albert Algoud. 19.15 Eurotrash (et 0.30). 19.55 Mangazone (et 23.25, 0.55). 20.00 Zoom zoom Guest. 21.00 MCM Classic. 21.30 MCM Rock Legends. 22.30 Buzz Tee Vee. 23.00 MCM Mag. 23.30 Blah-Blah Groove. 0.00 Médiamag (60 min).

**MTV** 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 CineMatic. 23.30 Série : Aeon Flux. 0.00 The End ? (90 min).

**EUROSPORT** 19.45 Eurosportnews (et 1.00). 20.00 Superbike. 21.00 Catch. 22.00 Natation. Résumé. Championnats du monde de courte distance. A Rio de Janeiro. 23.00 Boxe. 0.00 Golf (90 min).

**CINÉ CINÉFIL** 18.45 *L'Insoumise.* ■■ Film américain de William Wyler (1938, N., v.o.). Avec Bette Davis. 20.30 Le Dernier Sou. ■ Film français d'André Cayatte (1944, N.). Avec Ginette Leclerc. 21.55 L'Homme fatal. ■■ Film britannique d'Anthony Asquith (1944, N., v.o.). Avec James Mason. 23.45 Le Club. 1.00 The Eve of St Mark. ■■ Film américain de John M. Stahl (1944, N., v.o., 95 min). Avec Anne Baxter.

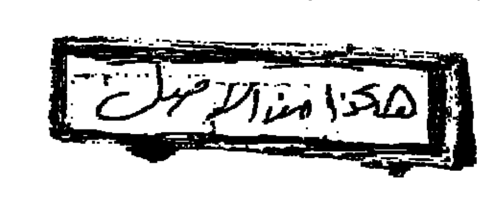
**CINÉ CINÉMAS** 19.00 Cohen and Tate. ■ Film américain d'Eric Red (1988). Avec Roy Scheider. 20.30 Le Dernier des géants. ■■ Film américain de Don Siegel (1976). Avec John Wayne. 22.05 C'est arrivé près de chez vous. ■ Film belge de R. Belvaux, B. Poelvoorde, A. Bonzel (1992). 23.40 Grand guignol. ■ Film français de Jean Marbœuf (1986, 90 min). Avec Guy Marchand.

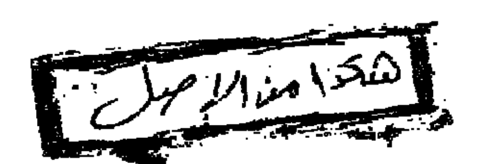
### RADIO

**FRANCE-CULTURE** 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. La musique au temps de Napoléon. 4. Le compositeur Modeste Gretry. 20.30 Lieux de mémoire. Les grands corps de l'Etat. 1. Les Ponts et Chaussées. 21.28 Poésie sur parole. Boris Pasternak (4). 21.32 Fiction. Le Sang démasqué et A l'ami qui ne m'a pas sauvé la vie, d'Hervé Guibert. 22.40 Nuits magnétiques. Monsieur Escarelle de Tourtour. 0.05 Du jour au lendemain. Frédéric Boyer (Les Innocents). 0.50 Musique : Coda. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

**FRANCE-MUSIQUE** 20.00 Concert. Donné le 18 novembre à Versailles lors de l'inauguration de l'orgue de la Chapelle royale, par les Demoiselles de Saint-Cyr, dir. Emmanuel Mandrin : In honorem Sancti Ludovici : Hymne de Saint-Louis : Te sancte rursus (plain-chant du 1er ton) ; Improvisations alternées sur l'orgue ; Motet pour la feste de Saint-Louis : O sancti regis Ludovici, de Nivers ; Introït : In virtute tua (plain-chant du 8e ton) ; Kyrie (messe Cunctipotens) : 2e livre d'orgue. - *Prose de Saint-Louis* : Quotquot Dei (plain-chant du 5e ton) ; Improvisations alternées sur l'orgue ; Offertoire : Dialogue (3e livre des pièces pour orgue), de Marchand ; Sanctus-Élévation : Messe propre pour les couvents, de Couperin : O salutaris hostia, faux bourdon ; Agnus Dei (messe Cunctipotens) : Second livre d'orgue, de Lebègue. - Prière pour le roi : Exaudiat ; Improvisations alternées sur l'orgue ; Motet pour le Roy, la Reine et le Dauphin : Exultet in Domino, de Clérambault ; Sortie : Offertoire (1er livre des pièces pour orgue), de Dandrieu. 22.00 Soliste. Samson François, piano : Rêverie, de Debussy ; Ma mère l'Oye, de Ravel ; Polonaise op. 26 n° 1, de Chopin. 22.25 Dépêche-notes. 22.30 Musique pluriel. De natura sonorum : 2e série (extraits), de Parmegiani ; Veni creator, de Penderecki, par le Tapiola Chamber Choir, dir. Juha Kuivanen. 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Dvorak, Janacek, Martinu. 0.00 Tapage nocturne. *Roland Dyens. Guitare… au pluriel.* 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector.

**RADIO-CLASSIQUE** 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Soirée scandinave autour de Jean Sibelius. Tapiola, poème symphonique op. 112, de Sibelius, par l'Orchestre symphonique de San Francisco, dir. Herbert Blomstedt ; Quatuor n° 1, de Stenhammar, par le Quatuor Fresk ; Jeu d'elfes, poème symphonique, de Berwald, par le Royal Philharmonic Orchestra, dir. Ulf Björlin ; Sonatine pour piano n° 2, op. 67, de Sibelius ; Florez et Blanzeflor, ballade pour baryton et orchestre, op. 3, de Stenhammar, par l'Orchestre symphonique de la Radio suédoise, dir. Stig Westerberg ; Pelimannit op. 1, de Rautavaara, par la Musica Vitae, dir. Wojciech Rajski ; Symphonie n° 6, de Sibelius, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Herbert von Karajan. 22.30 Les Soirées… (Suite). Trio n° 22 Hob XV9, de Haydn, par le Beaux Arts Trio ; Quintette pour clarinette et cordes K 581, de Mozart, par les Membres du Sextuor de Vienne ; Sonate n° 2 pour violoncelle et piano op. 99, de Brahms. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.







# TF 1 feuillette les albums de famille

## Isabelle Quenin, dans son émission « Famille : je vous aime », ne se contente pas d'évoquer l'enfance des « vedettes ». Elle s'intéresse aussi aux parcours amoureux des citoyens ordinaires

**LE GÉNÉRIQUE** donne le ton : sur un air d'accordéon défilent des bouts de vidéo amateur et des photos aux bords dentelés et aux couleurs quelque peu passées. Virée en tricycle avec papa, pique-nique en famille sur les bords de Seine, premières glissades sur des skis... De ces images dont se nourrissent les chroniques familiales, Isabelle Quenin a fait la matière première de son magazine, qui alterne les souvenirs d'enfance d'un invité vedette et les reportages dans des familles françaises. Le credo de la réalisatrice est de montrer qu'il n'y a pas de « *schéma familial idéal* » et de « *dédramatiser les accidents de parcours de la vie sentimentale* ».

Une équipe de journalistes a la tâche de partir à la recherche des couples, fratries et autres « associations » qui vivent des histoires insolites. En plateau, l'invité – une personnalité du monde du spectacle – réagit aux joies et aux peines de ces « anonymes » et dévoile son propre album de famille. Le décor est original, dépouillé et théâtral à la fois : la silhouette menue d'Isabelle Quenin évolue dans de ce qui pourrait être un appartement « bourgeois » dont les pièces auraient été ripolinées du sol au plafond, d'une couleur uniforme : bleu vif pour le salon et safran pour l'antichambre. Au pied de ce « plateau », un public discret apparaît lors de furtifs plans de coupe. Lové dans un canapé Napoléon III, l'invité peut se livrer en confiance aux questions de son hôtesse.




Cadre, ton, ambiance : assurément, on est entre gens de bonne compagnie. Isabelle Quenin ne convie que des hommes et des femmes qui l'émeuvent. Sur le plateau de « Famille : je vous aime », la chanteuse Lio a évoqué son enfance portugaise sous le régime autoritaire du président Salazar, l'exil obligé en Belgique après le divorce de ses parents, le bonheur des retrouvailles, l'été, avec le petit frère resté au pays, élevé par les grands-parents. « *Toutes les familles vivent des moments de souffrance*, a livré, avec une gravité qu'on ne lui connaissait pas forcément, l'interprète de *Banana Split*. Enfant d'une famille recomposée, Lio dit avoir été « *inondée d'amour* » et évoque avec gaieté sa vie familiale actuelle, sa manière de combiner les rôles d'artiste, de compagne et de maman.

Roger Hanin, un autre soir, s'est souvenu de « *gros cul, bel œil* », le sobriquet qu'on lui avait donné dans la basse Casbah d'Alger en référence à son « *fessier oriental* » et à son regard « *pailleté d'or* ». Epaulé par sa sœur Annie et sa fille Isabelle, toutes deux présentes sur le plateau, il a évoqué son enfance algérienne : « *Nous étions pauvres, mais heureux puisque nous nous savions aimés.* » Cet amour parental, c'est sa « *colonne vertébrale* ». C'est grâce à lui qu'il s'est « *construit* ».

Ces confessions intimes de gens du show-business se mêlent aux histoires familiales d'individus ignorés des *sunlights*. Pour l'émission du vendredi 1er décembre, avec Michel Leeb, les caméras ont suivi une « *famille de train* », quatre voyageurs qui partagent depuis des années le même wagon pour un aller-retour quotidien entre Evreux et Paris. Ces compagnons de transport ont tissé des liens et se racontent leur vie, davantage peut-être qu'ils ne le font au sein de leur « vraie » famille. Le mois dernier, Isabelle Quenin et son équipe avaient relaté l'histoire de deux « bébés-parloir » nés derrière les barreaux d'une prison. Elle avait mis en évidence les efforts de leur mère et du personnel de la crèche carcérale pour, malgré l'enfermement, les éveiller à la vie. Une autre fois, les téléspectateurs ont découvert une famille où tous – père, mère et enfants – sont pompiers volontaires, ce qui n'est pas sans causer de sérieux problèmes d'organisation...

Avec son ton pudique et retenu, sa veine volontairement positive, « Famille : je vous aime », animé par une jeune femme courtoise aux yeux rieurs, détonne agréablement dans la tranche horaire de TF 1 de deuxième partie de soirée.

*Sylvie Kerviel*

★ « Famille : je vous aime », TF 1, vendredi 1er décembre, à 22 h 35.

# Télé-apéro

*par Luc Rosenzweig*

**LES CIMETIÈRES** de la télévision française sont remplis de ces téméraires qui ont tenté l'ascension audimatique de ce fameux *access prime time*, une tranche horaire d'importance vitale selon les experts, dont dépendrait l'audience du journal de 20 heures qui lui succède et surtout la manne publicitaire afférente. Dans la dernière période, on a pu assister à des naufrages grandioses, comme celui des « Niouzes » de Laurent Ruquier, et à des étiolements lents mais inexorables, comme celui du « Bébête show » de Stéphane Collaro. Même des idées séduisantes sur le papier, réalisées par des gens de talent, comme « Confetti », le magazine européen d'Alex Taylor sur Arte, n'ont pas eu le succès attendu.

Il faut dire que le téléspectateur pris entre 19 heures et 20 heures est un être particulièrement versatile, voire irritable, qui se trouve dans un sas entre la fin de sa vie publique journalière et le retour à son intimité familiale. Il n'est pas d'humeur à se laisser refiler n'importe quelle nourriture cathodique surgelée en provenance de stocks à écouler d'urgence. Naguère, il se satisfaisait d'un feuilleton bien ficelé en attendant le journal. Aujourd'hui, même les maillots de bain trop petits de deux tailles révélant les avantages souvent acquis des héroïnes d'« Alerte à Malibu » ne parviennent pas à le fidéliser. Il faut peut-être voir dans cette évolution du public le succès de France 3 sur cette tranche horaire, qui répond au besoin de télévision de proximité, conviviale et sans prétentions. Quand on rentre à la maison, on n'est pas mécontent d'apprendre les petites nouvelles du village d'à côté avant de se laisser entraîner dans le vaste monde. Cela est naturellement beaucoup plus sensible dans nos provinces, où les informations régionales sont moins artificielles que dans le Moloch francilien.

On ne donnait pas cher, il y a quelque mois, de la survie de « Studio Gabriel », de Michel Drucker, sur France 2. Et pourtant, en dépit des quolibets de son concurrent direct, les Guignols de Canal Plus, ce gentillet talk-show promotionnel a trouvé son ton et son rythme, moins « speedé » que « Nulle part ailleurs ». Si on en manque un bout en allant surveiller le rôti, ce n'est pas grave, on n'aura pas trop de mal à retrouver le fil. A cette heure-là, la télé joue un peu le rôle du bistrot dans lequel on va boire l'apéro avec des amis avant de rentrer. Certains préfèrent les estaminets classiques à banquette de moleskine, où les brèves de comptoir ne sont pas trop sophistiquées : ils iront à « Studio Gabriel » sourire à la satire bien tempérée de Laurent Gerra et Virginie Lemoine. Les amateurs de cafés techno, comme on en trouve dans le quartier des Halles ou aux environs de l'Opéra Bastille, resteront des fidèles de « Nulle part ailleurs » et des « Guignols de l'info ».

## VENDREDI 1er DÉCEMBRE

### TF 1

**12.50 Magazine : A vrai dire.**
**13.00 Journal, Météo.**
**13.38 Magazine : Femmes.**
**13.40 Feuilleton : Les Feux de l'amour.**
**14.25 Feuilleton : Dallas.**
**15.25 Série : Cannon.**
**16.15 Jeu : Une famille en or.**
**16.45 Club Dorothée.** Salut les Musclés ; Clip ; Jeux.
**17.20 La Philo selon Philippe.**
**17.55 Les Nouvelles Filles d'à côté.**
**18.25 Le Miracle de l'amour.**
**19.00 Série : Alerte à Malibu.**
**20.00 Journal, La Minute hippique, Météo.**

**20.50 Téléfilm : L'île aux mômes.** De Caroline Huppert, avec Christophe Malavoy, Philippine Leroy-Beaulieu. *Lors d'une sortie en Bretagne, trois enfants de la DDASS vont en profiter pour fuguer. Ils seront recueillis sur l'île sauvage par un sculpteur qui va rapidement s'attacher à eux et fera tout pour les garder...*
**22.35 Magazine : Famille, je vous aime.** Présenté par Isabelle Quenin. Invité : Michel Leeb.
**0.05 Magazine : Formule foot.**
**0.40 Musique : Minuit, l'heure du clip.** Compil : Patrick Bruel ; 1.20, Laser ; 2.10, Vinyl.
**2.35 Journal, Météo.**
**2.45 Programmes de nuit.** Histoire de la vie ; 3.40, Mésaventures(et 4.35) ; 4.10, Histoires naturelles (et 5.05) ; 5.00, Musique.

### FRANCE 2

**12.20 Jeu : Les Z'amours** (et 4.25).
**12.55 Météo** (et 13.35).
**12.59 Journal, Point route.**
**13.45 Série : Derrick.**
**14.50 Série : Placé en garde à vue.**
**15.50 Variétés : La Chance aux chansons** (et 4.55).
**16.45 Des chiffres et des lettres.**
**17.15 Quoi de neuf, docteur ?**
**17.45 Série : Génération musique.**
**18.10 Série : Le Prince de Bel-Air.**
**18.40 Jeu : Que le meilleur gagne.**
**19.15 Bonne nuit les petits.** Un tamanoir au tableau noir.
**19.20 Studio Gabriel.**
**19.59 Journal, Météo, Point route.**

**20.55 Téléfilm : Les Cinq Dernières Minutes.** Les Feux de la rampe, de Daniel Losset, avec Pierre Santini, Jacques Martin. *Au Théâtre de l'Empire, lors de la répétition de l'émission de Jacques Martin, on découvre le cadavre d'une danseuse. Massard doit sortir le grand jeu car, une fois n'est pas coutume, les suspects sont légion...*
**22.35 Magazine : Géopolis.** Géorgie. Les Lendemains de guerre.
**23.25 Magazine : Bouillon de culture.** La Géorgie.
**0.30 Les Films Lumière.**
**0.35 Journal, Météo.**
**0.50 Magazine : La 25e Heure.** [3/3] Sida, paroles de familles.
**2.15 Programmes de nuit.** Envoyé spécial (rediff.) ; 3.45, 24 heures d'infos ; 4.00, Jeu : Pyramide ; 5.45, Dessin animé.

### FRANCE 3

**12.00 Télévision régionale.**
**12.45 Journal.**
**13.05 Jeu : Tout en musique.**
**13.40 Magazine : Si vous parliez.**
**14.50 Série : Simon et Simon.**
**15.40 Série : Magnum.**
**16.30 Dessin animé : Popeye.**
**16.40 Les Minikeums.**
**17.50 Série : Les deux font la loi.**
**18.20 Questions pour un champion.**
**18.50 Un livre, un jour.** *Desserts, la passion d'une vie*, de Michel Roux et Martin Brigdale.
**18.55 Le 19-20 de l'information.** A 19.08, Journal régional.
**20.05 Jeu : Fa si la chanter.**
**20.35 Tout le sport.**
**20.45 Consomag.**

**20.50 Magazine : Thalassa.** Papa les petits bateaux.
**21.50 Magazine : Faut pas rêver.** Présenté par Sylvain Augier. Invité : David Douillet. Russie : week-end à Moscou ; France : à table ; Etats-Unis : le paradis du New York populaire.
**22.55 Météo, Journal.**
**23.20 Magazine : Nimbus.** Présenté par Elise Lucet. Les animaux sont-ils intelligents ? Invitée : Marie-Claude Bomsell. La Survie dans le désert ; Les Stratégies sexuelles des animaux ; L'Animal thérapeute ; Animaux sociaux ; L'Apprentissage ; Bêtes de scène.
**0.20 L'Heure du golf.**
**0.50 Feuilleton : Dynastie.**
**1.40 Musique Graffiti** (15 min).

### M 6

**12.25 Série : La Petite Maison dans la prairie.**
**13.25 Téléfilm : Pour l'amour de Lisa.** De Karen Arthur, avec Lee Remick, Marlee Matlin.
**15.05 Boulevard des clips** (et 1.20, 6.25).
**17.00 Variétés : Hit Machine.**
**17.30 Dessin animé : Tintin.** [2/2] L'Affaire Tournesol.
**18.00 Série : Highlander.**
**19.00 Série : Loïs et Clark, les Nouvelles Aventures de Superman.**
**19.54 Six minutes d'informations, Météo.**
**20.00 Jeu : Le Grand Zap.**
**20.35 Magazine : Capital 6** (et 23.50).

**20.45 Magazine : Flashback.** Présenté par Laurent Boyer. Le Meilleur des années 60. Invités : Yves Lecoq, Ophélie Winter, Véronique Genest.
**23.00 Série : Aux frontières du réel.** Le Vaisseau fantôme. *Scully et Mulder enquêtent sur la disparition d'un destroyer de la marine américaine dont le seul témoin, un lieutenant de 38 ans, a depuis l'aspect d'un vieillard...*
**0.00 Magazine : Sexy Zap.**
**0.30 Dance Machine Club.** Kim Wilde.
**0.55 Hit Dance.**
**3.00 Rediffusions.** Fanzine ; 3.25, Sexy mode ; 4.15, Black Ballad ; 5.05, Jazz 6 ; 6.00, Starnews.

### CANAL +

*En clair jusqu'à 13.45*
**12.30 La Grande Famille.**
**13.40 Le Journal de l'emploi.**
**13.45 Cinéma : Grosse Fatigue.** ■ Film français de Michel Blanc (1993).
**15.10 Documentaire : La Tribu du tunnel.** De Florent Marcie.
**16.00 Téléfilm : Le Fils de Paul.** De Didier Grousset.
**17.30 Le Journal du cinéma** (et 20.30).
**17.55 Dessin animé : Les Multoches.**
**18.00 Le Dessin animé.** Reboot.
**18.30 Cyberflash.**
*En clair jusqu'à 20.35*
**18.40 Nulle part ailleurs** (et 19.10).
**19.30 Flash d'informations** (et 22.05).
**19.40 Zérorama, le contre-journal.**
**19.55 Les Guignols.**

**20.35 ▶ Documentaire : Les Beatles par les Beatles** (1er volet).
**22.15 Magazine : Jour de foot.**
**23.00 Piège en eaux troubles.** ■ Film américain de Rowdy Herrington (1994).
**0.45 Cinéma : Le Retour des morts-vivants 3.** □ Film américain de Brian Yuzna (1993).
**2.20 Fraise et chocolat.** ■ Film cubain de Tomas Gutierrez Alea et Juan Carlos Tabio (1991, v.o.).
**4.05 Documentaire : Etat d'apesanteur.** Maciej Drygas.
**5.15 Les Aventures fantastiques du baron de Münchhausen.** ■■■ Film allemand de Josef von Baky (1943, 100 min., v.o.).

### LA CINQUIÈME

**12.30 ▶ Atout savoir.** Le sida et l'argent.
**13.00 Les Yeux de la découverte.** Les Chevaux.
**13.25 Le Journal du temps** (et 18.50).
**13.30 ▶ Le Phénomène Queen.**
**14.30 Magazine : Signes de vie.**
**14.40 Allô ! La Terre** [5/5]
**15.25 ▶ Qui vive !** Le sida.
**15.55 La Preuve par cinq.** Francophonies.
**17.00 Journée mondiale de lutte contre le sida.** Emission spéciale en direct de l'hôpital Paul-Brousse à Villejuif. Avec Philippe Douste-Blazy, Daniel Defert, créateur de Aides, et le Dr Daniel Vittecoq, responsable de l'unité de soins à l'hôpital Paul-Brousse.

### ARTE

**19.00 Série : L'Homme invisible** [15/25] Pas de preuves.
**19.30 Documentaire : Mort au milieu des joncs.** D'Helga Lippert. *Témoignages historiques et explications scientifiques pour mieux comprendre les extraordinaires histoires racontées par la Bible*
**20.30 8 1/2 Journal.**

**20.40 Téléfilm : Comme un bateau, la mer en moins.** De Dominique Ladoge, avec Mathias Le Ny, Patrick Fierry. *Fils d'un chef de chantier, un enfant subit tous les désagréments du nomadisme et une vie de famille cauchemardesque. Jusqu'au jour où il fait la connaissance d'un gitan...*
**22.15 Magazine : Archimède.** Le Sommeil et les Rêves. Le temps des rêves ; L'horloge biologique ; Mind Machines, hardware pour le cerveau ; Les cinquante-deux fils de Pharaon.
**23.10 ▶ Cinéma : L'Inhumaine.** ■■■ Film français de Marcel L'Herbier (1923, N., muet). Avec Georgette Leblanc, Jacques Catelain.
**1.30 Magazine : Eurotrash.** Présenté par Antoine de Caunes et Jean-Paul Gaultier.
**1.55 Magazine : Transit.** Le Suicide des jeunes. Apprendre à accepter sa vie ; Etats-Unis : Judas Priest coupable ? ; Enquête à Munich sur le suicide de deux adolescentes ; Suicides en Russie (rediff., 65 min).

**Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :**
**▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.**

## CÂBLE

**TV 5** 19.00 Paris lumières. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Fort Boyard. 21.30 Le Carnet du bourlingueur. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Ouverture du VIe sommet des chefs d'Etats francophones à Cotonou. Francofolies, ici et ailleurs. Compilation des meilleurs moments du Festival de la chanson francophone. 23.40 ▶ Simplement une heure. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3. 1.00 Journal de la TSR. En direct (30 min).

**PLANÈTE** 19.10 Le Roman de France. [4/6] L'Alsace, hommes de pierre, hommes de foi. D'Alain Schwarzstein. 19.40 Nomades du Pacifique. [5/5] Des trous dans le ciel. De Peter Crawford. 20.35 Fuir le Tibet. De Nick Gray. 21.25 Les Automates vivants. De Gérald Calderon. 22.20 Do ré mi fa sol la si do, les Krummer. De Christophe de Ponfilly et François Giré. 23.15 Allah Kabon, « Dieu est grand ». De Laurent Dubret. 23.40 Andreotti et les parrains. De Jane Ryder. 0.35 La Loi du silence. De Simon Edelstein (35 min).

**PARIS PREMIÈRE** 19.00 Totalement cinéma. 19.30 Stars en stock. Barbara Stanwyck. 20.00 20 h Paris Première. 21.00 Concert : Paolo Conte. Enregistré au Spectrum de Montréal, en 1988. 21.50 Musiques en scènes. 22.20 Opéra : L'Africaine. En cinq actes, de Giacomo Meyerbeer (165 min).

**CANAL J** 17.25 Comte Mordicus. 18.00 Soirée Cajou. 18.05, Rébus ; 18.10, Dodo, le retour ; 18.15, Le Journal des bons plans du week-end ; 18.20, Série : Les Aventures de Black Beauty ; 18.50, Oit et Oim ; 19.00, Extra large ; 19.15, Tip top clip ; 19.25, Série : Alana ou le futur imparfait ; 19.50, Tip top clip.

**CANAL JIMMY** 20.00 The Muppet Show. Invitée : Dyan Cannon. 20.25 Série : Les Envahisseurs. Vikor. 21.20 Série : M.A.S.H. Reconnaissance éternelle. 21.45 Cobra girls. 22.10 3000 scénarios contre un virus. 22.15 Série : Dream On. Par affection pour Peter. 22.50 Série : Seinfeld. La Collecte de dons. 23.15 Country Box. 23.40 La Semaine sur Jimmy. 23.50 Série : New York Police Blues. 0.40 Série : Angela, quinze ans. Vous dansez, monsieur ? (45 min).

**SÉRIE CLUB** 19.10 Série : Chapeau melon et bottes de cuir (et 23.30). Un petit déjeuner trop lourd. 19.55 Série : Cher oncle Bill. 20.20 Série : Mon amie Flicka. Le Photographe. 20.45 Série : Spécial Branch (et 0.20). L'Œil sur eux. 21.40 Série : Les Espions. Souvenirs d'enfance. 22.35 Série : 200 dollars plus les frais. La Réincarnation d'Angie (55 min).

**MCM** 19.00 Zoom zoom (et 19.45). Invité : le footballeur Alain Roche. 19.15 Rebel TV. 19.55 Mangazone. 20.00 Zoom zoom Guest. 21.00 Eurotrash. 21.30 Private Jack. 22.00 L'Invité de marque. 22.30 MCM Dance Club. 0.30 Rave On (90 min).

**MTV** 20.00 A Tribute to Pedro Zamora. 21.00 Most Wanted. 22.30 Safe & Sexy. 23.00 News at Night. 23.15 CineMatic. 23.30 Oddities Featuring the Head. 0.00 Partyzone (120 min).

**EUROSPORT** 19.00 Ski. En direct. Coupe du monde : descente messieurs. A Vail (Colorado). 20.30 Eurosportnews (et 1.00). 21.00 Boxe. 22.00 Natation. Résumé. Championnats du monde de courte distance. A Rio de Janeiro (Brésil). 23.00 Catch. 0.00 Sumo. Résumé. Sumo : championnats d'Europe. A Ingolstadt (Allemagne) (60 min).

**CINÉ CINÉFIL** 18.55 The Eve of St Mark. ■■ Film américain de John M. Stahl (1944, N., v.o.). Avec Anne Baxter. 20.30 Marie Stuart. ■■ Film américain de John Ford (1936, N., v.o.). 22.30 La Duchesse de Langeais. ■ Film français de Jacques de Baroncelli (1941, N.). 0.05 Les Yeux de l'amour. ■ Film franco-italien de Denys de La Patellière (1959, N., 100 min).

**CINÉ CINÉMAS** 18.40 Téléfilm : Les Yeux de Cécile. De Jean-Pierre Denis (1992). 20.05 Le Bazar de Ciné Cinémas. 21.00 La Nuit des juges. ■ Film américain de Peter Hyams (1983). 22.45 Queimada. ■ Film italien de Gillo Pontecorvo (1969, v.o.). Avec Marlon Brando. 0.35 Hurlements. ■■ Film américain de Joe Dante (1981, 90 min).

## RADIO

**FRANCE-CULTURE** 19.00 Agora. Gérard Chaliand (Les Empires nomades). 19.33 Perspectives scientifiques. Biologie et médecine : le traitement des calculs biliaires. 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. La musique au temps de Napoléon. 4. Le compositeur Luigi Cherubini. 20.30 Radio Archives. Marcel Gnaule. La philosophie bantoue, la magie et la mode en Afrique Noire. 21.28 Poésie sur parole. Boris Pasternak (5). 21.32 Musique : Black and Blue. Jacques Ponzio et François Postif (Blue Monk : Portrait de Thelonious). 22.40 Nuits magnétiques. Les petites ondes. 0.05 Du jour au lendemain. Pierre Bergougnioux (La Cécité d'Homère). 0.50 Musique : Coda. Notations sur La Fontaine ou L'Abeille et le Musicien (20). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.)

**FRANCE-MUSIQUE** 20.00 Concert franco-allemand. Donné le 30 novembre au Théâtre des Champs-Elysées, et émis simultanément sur les radios de Francfort, Leipzig et Sarrebruck, par l'Orchestre national de France, dir. Emmanuel Krivine. L'Apprenti sorcier, de Dukas ; Concerto pour violon et orchestre (création mondiale), de Landowski ; Symphonie en ré mineur, de Franck. 22.00 Soliste. Elisabeth Schwarzkopf, soprano. 22.25 Dépêche-notes. 22.30 Musique pluriel. Pour Luigi pour flûte, clarinette, violon, violoncelle et piano, de Hurel, par l'ensemble Court-Circuit, dir. Pierre-André Valade (concert donné à la Villa Medicis le 23 mars) ; Dunkles Spiel pour petit orchestre, de Rihm, par la Badische Staatskapelle, dir. Günther Neuhold. 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Schubert. 0.00 Jazz club. La chanteuse Jeri Brown et le trio d'Alain Jean-Marie. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programmes Hector.

**RADIO-CLASSIQUE** 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Festival Piano aux Jacobins. Concert enregistré le 8 septembre à Toulouse. Le pianiste Stephen Kovacevich : Bagatelles op 126, de Beethoven ; Partita n° 4 BWV 828, de Bach ; Sonate n° 21 D 960, de Schubert. 22.30 Les Soirées... (Suite). Symphonie n° 6 Tragique, de Mahler, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Leonard Bernstein. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Le Monde

VENDREDI 1er DÉCEMBRE 1995

# Compte de fées

*par Pierre Georges*

**AU DIABLE** l'avarice, double paie pour tout le monde ! En tout cas pour deux cent mille fonctionnaires. Par un de ces insondables mystères de la gestion informatique, ces bienheureux viennent de recevoir, en novembre, double ration de picotin : leur salaire plus leur salaire. Un bis bancaire, un bégaiement comptable sous les vivats de la foule !

Imaginez leur bonheur ! Une augmentation de 100 % ! Un treizième mois au onzième coup de l'année pour ceux qui, par statut, n'ont pas droit précisément à cette gratification. La vraie révolution, Noël en novembre.

Ce n'était, hélas pour eux, qu'un compte de fées. La Banque de France, qui passe généralement pour une maison sérieuse et assez près de ses francs, s'est pris les pieds dans le tapis. Ou, si l'on préfère, dans ce vertigineux *« système interbancaire de télécompensation »* qui gère ces choses-là et dont le seul nom constitue déjà un motif d'appréhension.

Ledit système s'est planté. Ne demandez ni comment ni pourquoi. Un hoquet informatique, un virus humain facétieux ou provocateur, un complot de cuisine contre le franc fort ? Toutes les hypothèses sont permises. Toujours est-il que l'ordre de virement fut donné deux fois. Payez, payez. C'est le franc qui manque le moins.

Cette histoire drôle et budgétivore ne dura que ce que durent les rêves. Ce que la Banque de France fait, la Banque de France peut le défaire. Sans préavis ni vague à l'âme. Ordre de virement. Contre-ordre de virement. C'est prévu par le règlement car, justement, c'est la Banque de France qui fait le règlement.

Il y eut donc maldonne au Loto de la Française des virements, au Banco Trichet. Et cette mésaventure n'est pas sans provoquer quelques interrogations. Ainsi donc la Banque de France, notre Banque de France pourrait, dans des égarements comptables ou coupables, émettre des virements en bois pour des salaires fictifs ? Ainsi prendrait-elle le risque inconsidéré d'avoir à s'inscrire elle-même, serpent monétaire se mordant la queue, à son fichier des mauvais payeurs ?

Ce serait trop cruel, la fin de tout, des haricots et du franc. Il faut supposer alors, hypothèse nettement plus raisonnable, que la mère de toutes nos banques a les moyens de ses erreurs. Elle pouvait payer ce qu'elle ne devait pas payer. Ce qui est la preuve absolue qu'il y a bien de l'argent partout, et notamment dans les recoins des bas de laine informatique. Car nul ne pensera un instant que le vrai-faux salaire de 200 000 fonctionnaires, une paille tout de même, puisse se trouver ainsi sous le sabot d'un cheval ou le pied d'un gouverneur.

Sauf à croire, ultime piste, que 200 000 fonctionnaires furent trop payés par erreur et 200 000 autres pas payés pour les autres, il n'y a pas à sortir de là. Ou il y a de l'argent. Ou l'argent est une pure fiction, une simple convention papier. Sur ce dernier point, on hésitera à se prononcer. Notamment depuis que, par un hasard miraculeux, M. Bayrou, ministre tire-bas de laine, a redécouvert l'existence d'un trésor caché : 4 milliards de francs dans les cassettes pseudo-secrètes des universités. Diable ! Voilà qui donne du romanesque à l'entreprise de récupération. Les 4 milliards des présidents, *Les Cinq Sous de Lavarède !* Déjà monte du plus profond de l'Université française cette lugubre plainte : *« Ma cassette, ma cassette ! »*

# L'augmentation du chômage s'est confirmée en octobre

## Moins forte qu'en septembre, elle s'élève à + 0,3 %

**LES INDICATEURS** économiques se suivent et se ressemblent : à l'exception notable du commerce extérieur, ils virent tous au rouge. Après la baisse de la production manufacturière, le net ralentissement de la croissance, qui ne progresse plus que de 0,8 % en rythme annuel, et la chute brutale de la consommation en octobre (moins 4,4 %), les statistiques du chômage du mois dernier viennent confirmer l'atonie de l'activité et l'attentisme des chefs d'entreprise.



Le nombre de chômeurs s'est accru de 9 700 (+ 0,3 %) en octobre, après une progression de 28 200 en septembre. La France compte 2 961 800 demandeurs d'emploi en données corrigées des variations saisonnières. Il s'agit des personnes qui ont travaillé moins de soixante-dix-huit heures dans le mois et qui cherchent un poste à temps complet et à durée indéterminée. Si l'on ajoute celles qui ont eu une activité de plus de soixante-dix-huit heures – elles ne sont plus comptabilisées dans le baromètre officiel du chômage depuis juin dernier –, le nombre atteint 3 240 300 (+ 0,7 %), soit 22 200 de plus qu'en septembre. Le nombre des chômeurs au sens du Bureau international du travail (une personne cherchant activement un emploi et immédiatement disponible) s'établit à 2 940 000 (11,5 % de la population active).

### LA CRÉDIBILITÉ DE M. JUPPÉ

Dans ce sombre bilan, seul le nombre de personnes inscrites depuis plus d'un an à l'ANPE recule de 12 300 (moins 1,2 %) et s'établit à 1 045 900 (en tenant compte des variations saisonnières). Le contrat initiative-emploi (CIE) contribue à ce recul : plus de cent mille de ces contrats ont été signés depuis leur création, en juillet. En revanche, le chômage des moins de vingt-cinq ans continue de croître – notamment chez les hommes (+ 2,4 %) – et frappe désormais 597 400 jeunes. Les sorties de l'ANPE pour reprise d'emploi sont un peu plus nombreuses qu'en septembre, mais elles ont reculé de 1,4 % sur un an. Quant aux offres collectées par l'ANPE, elles restent stables en octobre.

Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi a, certes, reculé de 133 600 (– 4,3 %). Mais les données des deux derniers mois indiquent qu'un retournement de tendance se dessine après un an de baisse continue du chômage, même s'il faut attendre celles de novembre et de décembre pour en être certain. Ces chiffres sont, en tout cas, en cohérence avec ceux de l'INSEE, qui note un net ralentissement des créations d'emplois au deuxième trimestre 1995 dans le secteur marchand non agricole (+ 0,2 % contre + 0,4 % au cours des quatre trimestres précédents).

La crédibilité de la politique d'Alain Juppé, qui a fait de l'emploi sa *« priorité absolue »*, est aujourd'hui mise à rude épreuve. Le premier ministre n'est pas encore parvenu à démontrer que l'on peut mener de front la lutte contre le chômage et le redressement à marche forcée des finances publiques.

*Jean-Michel Bezat*

# M. Chirac fait part à M. Clinton de sa « préoccupation » à propos de la situation des Serbes de Sarajevo

**LE PRÉSIDENT** de la République, Jacques Chirac, a adressé mardi 28 novembre un message au président des Etats-Unis, Bill Clinton, pour lui faire part de la *« préoccupation »* que lui inspire la situation à Sarajevo. L'accord de Dayton, note M. Chirac, *« préserve l'unité »* de Sarajevo *« comme capitale de la Bosnie-Herzégovine »*, mais *« ne prévoit néanmoins pour les populations serbes qui y vivent aucune des garanties dont plusieurs pays, parmi lesquels la France, avaient souligné la nécessité »*.

Selon la répartition des différents contingents qui vont constituer la force d'application de l'accord de paix (IFOR), Sarajevo se trouve en secteur français. Des « casques bleus » français et des soldats de la Force de réaction rapide s'y trouvent déjà et recueillent depuis quelques jours les récriminations des quartiers serbes de Sarajevo, les demandes de protection ou les menaces de recourir aux armes. L'accord de Dayton ne donne aucune directive précise aux soldats français.

Dans son message à Bill Clinton, Jacques Chirac insiste sur *« les risques »* d'un *« exode massif »* des Serbes de la région, voire d'une *« reprise des combats avant même la mise en œuvre de l'accord »* de Dayton, alors que la France va se trouver à Sarajevo *« placée en première ligne »*.

### « GARANTIES »

Réagissant à ce message, le premier ministre bosniaque, Harris Silajdzic, a déclaré mercredi que les Serbes de Sarajevo *« disposent d'autant de garanties que n'importent quels citoyens. Ils n'ont pas besoin qu'on les protège du gouvernement bosniaque »* mais plutôt des *« Serbes extrémistes »*, comme tous les autres habitants de la ville, a-t-il ajouté. D'autre part, le ministre français des affaires étrangères, Hervé de Charette, a indiqué mercredi que la cérémonie de signature des accords sur l'ex-Yougoslavie paraphés à Dayton le 21 novembre aurait lieu *« selon toute probabilité »* le 14 décembre à Paris, en présence du président américain.

Enfin, dans un rapport sur la chute de l'enclave musulmane de Srebrenica, en Bosnie orientale, en juillet dernier, le secrétariat général de l'ONU indique qu'entre 3 500 et 5 500 personnes sont toujours portées disparues. Le rapport confirme la présence du général Ratko Mladic à Srebrenica au moment où les forces serbes y ont commis leurs exactions. – *(AFP.)*

## *Informer honnêtement...*

**L'association TV-Carton-Jaune, qui entend contrôler le sérieux de l'information télévisée, et son président Michel Patrouillau, ont été condamnés, mercredi 29 novembre, à payer 50 000 francs de dommages-intérêts au journaliste Bernard Volker pour lui avoir porté un préjudice moral, ainsi que 10 000 francs à TF 1. TV-Carton-Jaune avait intenté un procès à Bernard Volker et TF 1, après que le journaliste eut affirmé, au journal de 20 heures du 18 février 1994, puis de nouveau le 11 mars, que l'obus ayant causé la mort de 68 personnes, le 5 février, sur un marché de Sarajevo, avait été tiré, selon la Forpronu, depuis les lignes bosniaques et non serbes.**

**Ces informations émanaient en réalité de l'agence de presse serbe Tanjug (*Le Monde* du 16 mars 1994). La Forpronu les avait démenties, de même que Lord Owen, le médiateur européen de l'époque, et le ministère français des affaires étrangères. Mais il n'empêche : l'association TV-Carton-jaune, qui reprochait à TF 1 de les avoir présentées *« sur le mode affirmatif »* et d'avoir, ce faisant, *« méconnu l'obligation d'informer honnêtement et exactement »*, en sera pour ses frais. Le juge a précisé qu'il ne pouvait pas *« apprécier le fond de l'information »*, mais *« seulement vérifier que sa présentation est exempte de toute manipulation matérielle ou technique »*.**

# M. Marchiani est nommé préfet du Var

**LA PRÉFECTURE** du Var confiée à Jean-Charles Marchiani ! Les membres du gouvernement au fait de l'histoire secrète de la Ve République ont dû s'étonner de cette décision, prise par le conseil des ministres, mercredi 29 novembre. Est-ce son passé d'agent des services secrets *(lire page 12)* qui vaut à M. Marchiani d'être dorénavant le représentant de l'Etat dans un département où l'extrême droite est solidement implantée ? En tout état de cause, ses activités d'homme de l'ombre n'ont pas laissé que de bons souvenirs à des proches de l'actuel président de la République. Son nom avait commencé à apparaître lors de l'affaire dite Markovitch quand, à la fin de 1968, certains gaullistes avaient tenté de mettre en cause l'honorabilité de Georges Pompidou et de son épouse. Depuis 1986, il est proche de Charles Pasqua, pour qui il a conduit de nombreuses opérations secrètes au Proche-Orient. Or, si son action a pu connaître quelques succès lors de la première cohabitation, elle a été sèchement combattue, sous la seconde, par Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, et par son directeur de cabinet, Dominique de Villepin.

Celui qui est aujourd'hui premier ministre et celui qui est maintenant secrétaire général de l'Elysée n'ont cessé de dénoncer la diplomatie secrète et parallèle du ministre de l'intérieur. Ils ont dû pourtant accepter la promotion de l'homme qui la symbolise. En leur infligeant une potion aussi amère, Jacques Chirac a sans doute voulu faire un cadeau amical à Charles Pasqua.

# Société des rédacteurs du « Monde »

**LES ASSOCIÉS** de la Société des rédacteurs du *Monde*, société civile à capital variable, sont invités, conformément aux statuts, à participer à une assemblée générale réunie à titre extraordinaire, en seconde convocation, jeudi 14 décembre à 16 heures. Cette assemblée se tiendra à l'Assemblée nationale (salle Colbert).

Ordre du jour : 1. Mouvements d'associés ; 2. Modification des articles 8, 12 et 13 des statuts ; 3. Pouvoirs à conférer ; 4. Questions diverses.

## BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le jeudi 30 novembre, à 10 h 15 (Paris)

**FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Tokyo Nikkei | 18534 | – 0,83 | – 6,02 |
| Honk Kong index | 9617,32 | – 0,07 | + 17,41 |

Tokyo: Nikkei sur 3 mois

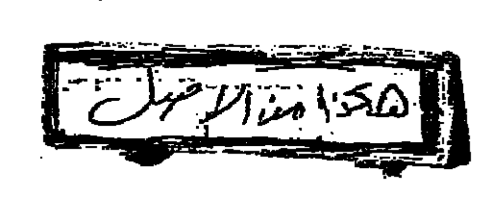
**OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES**

| | Cours au 29/11 | Var. en % 28/11 | Var. en % fin 94 |
|---|---|---|---|
| Paris CAC 40 | 1857,33 | – 0,70 | – 1,27 |
| Londres FT 100 | 3668,80 | + 0,55 | + 19,68 |
| Zurich | 1483,29 | — | + 19,59 |
| Milan MIB 30 | 893 | — | – 12,87 |
| Francfort Dax 30 | 2242,97 | + 0,07 | + 6,47 |
| Bruxelles | 1480,43 | + 0,14 | + 6,53 |
| Suisse SBS | 1443,04 | — | + 39 |
| Madrid Ibex 35 | 310,46 | — | + 8,92 |
| Amsterdam CBS | 311,60 | — | + 12,08 |

Tirage du *Monde* daté jeudi 30 novembre 1995 : 450 131 exemplaires







Le Monde DES LIVRES
VENDREDI 1er DÉCEMBRE 1995

# La fille qui venait d'ailleurs

*Hannah Arendt, disciple de Martin Heidegger : c'est ce que démontre une biographie croisée des deux philosophes. Loin du sentimental, deux essais, dont un texte inédit, nuancent largement cette filiation*

**HANNAH ARENDT ET MARTIN HEIDEGGER**
d'Elzbieta Ettinger.
*Traduit de l'anglais*
par Nicolas Guilhot,
Seuil, 160 p., 99 F.

**QU'EST-CE QUE *LA POLITIQUE ?***
de Hannah Arendt.
Textes rassemblés
par Ursula Ludz,
traduit de l'allemand
par Sylvie Courtine-Denamy,
Seuil, 224 p., 120 F.

**CE QUE L'HOMME FAIT A L'HOMME**
de Myriam *Revault d'Allones.*
Seuil, 176 p., 99 F.

Hannah Arendt a dix-huit ans lorsqu'au semestre d'au*tomne de 1924* elle s'inscrit à Marburg dans la classe du professeur Martin Heidegger. Au *printemps suivant,* manifestement subjuguée par le penseur « révolutionnaire » qui est en train d'achever *Etre et Temps*, elle devient sa *maîtresse*. « *Personne*, lui écrira-t-elle cinquante ans plus tard, *ne peut donner un cours comme vous le faites, et personne n'en fut jamais capable auparavant.* » Quant à l'austère Martin, il semble découvrir, grâce à la belle Hannah, les joies de la passion.

Leur liaison clandestine va durer quatre ans. Mais Martin, marié et soucieux de sa carrière, craint le scandale. Dès le second semestre de 1926, il pousse Hannah à quitter Marburg pour Heidelberg, où elle commence une thèse de doctorat sous la direction de Karl Jaspers. Puis, vers 1928, il décide de rompre. L'année suivante, Hannah épouse un homme qu'elle n'aime pas, Günther Stern.

Cette union prend fin, à son tour, en 1933, au moment même où Heidegger devient (pour un an) recteur de l'université de Fribourg, et (pour douze ans) membre du parti nazi. Dans une lettre, Hannah, qui est juive, fait part à son ancien amant des *préoccupations que lui inspirent* les rumeurs d'antisémitisme qui courent à son propos. « La preuve que je ne suis pas antisémite, lui répond en substance celui-ci, *c'est que je t'ai aimée.* » *Sur cette* fine allusion, un grand silence s'instaure entre les deux philosophes, qui durera près de vingt ans.

> « Personne ne peut donner un cours comme vous le faites »

*Exilée à Paris – où elle refait sa* vie avec un émigré communiste, Heinrich Blücher, qui l'aide à retrouver son équilibre –, puis, à partir de 1941 aux Etats-Unis, Hannah *se tourne vers* la réflexion politique mais n'en reste pas moins fidèle à la pensée de Heidegger, qu'elle est l'une des premières *à faire* connaître en Amérique. En février 1950, à l'occasion d'un voyage en Europe, elle passe par Fribourg et court rendre visite au « maître » – encore quelque peu marginalisé en raison de ses activités durant le IIIe Reich. Heidegger insiste pour qu'elle fasse la connaissance de sa femme, à qui, entre temps, il a tout dit. Commence alors une nouvelle phase, la plus étonnante, de leurs relations.



Hannah Arendt : l'amour n'explique pas tout

D.R.

Pendant un quart de siècle, *Arendt et Heidegger se revoient* et s'écrivent régulièrement. Elle s'emploie à faire traduire ses livres aux Etats-Unis, à le réconcilier avec Jaspers (en vain) et à *sauver sa pensée de tout soupçon* de collusion avec l'idéologie nationale-socialiste. En même temps, elle s'efforce de nouer de bonnes relations avec Mme Hei*degger, qui n'est pas commode.* De son côté, Heidegger continue de prendre Arendt pour confidente, même s'il ne parvient pas, pour toutes sortes de raisons, à *accorder l'intérêt qu'elle mérite* à l'œuvre de « *la fille qui vient d'ailleurs* » – comme se surnomme elle-même, d'une expression empruntée à Schiller, son ancienne *disciple*.

Les deux philosophes se rencontrent une dernière fois en août 1975. Hannah meurt en décembre de la même année ; Martin, *en mai 1976*.

Telle est, dans sa simplicité, l'histoire que conte Elzbieta Ettinger, professeur au Massachusetts Institute of Technology. *Belle et classique histoire* d'amour ? Sujet en or pour un grand film sentimental sur fond d'« *orages d'acier* », façon James Ivory ? Le plus sage serait, sans doute, *de s'en tenir là*. Tout finirait alors par de graves questions psychologiques : Hannah était-*elle une masochiste obsédée par* l'image d'un père tôt disparu, et Martin un menteur professionnel ?

Laissons donc le feuilleton et, *en attendant que soit publiée l'in*tégralité de la correspondance entre les deux amants, qu'Elzbieta Ettinger a eu seulement le droit de citer par fragments (pour Hannah) *ou de paraphraser (pour* Martin), revenons à des interrogations plus importantes.

D'après de nombreux fragments de lettres cités par Elzbieta Ettinger, *Arendt semble tout de*voir, sur le plan intellectuel, à l'auteur d'*Etre et Temps*. Faut-il la prendre au mot ? Certes, l'influence de l'existentialisme sur sa *pensée n'est pas une découverte*. Jacques Taminiaux (1) et, plus récemment, Dana R. Villa (2) l'ont évoquée dans d'excellents ouvrages. Cette influence serait-elle, cependant, plus grande qu'on ne l'a cru ? Y aurait-il, là aussi, un « secret » bien caché ?

Il faudrait, pour en avoir le cœur net, relire toute l'œuvre d'Arendt. A une telle *relecture*, les inédits qu'Ursula Ludz vient de réunir sous le titre *Qu'est-ce que la politique ?* offrent un bon point de départ. Bien qu'il s'agisse d'un manuscrit inachevé dont la rédaction s'est étalée de 1956 à 1959, le texte présente l'in*térêt de se situer à la charnière de* ces deux grands livres que sont *La Condition de l'homme moderne* (1958) et *La Vie de l'esprit* (1978). Son propos : retrouver, entre ac*tion et contemplation*, le *sens* de la politique, qui tient à la fois de l'une et de l'autre.

La politique, explique Arendt, « *repose sur un fait : la pluralité humaine* ». *Elle ne* traite pas *de* l'homme, mais des hommes ou, plus exactement, de l'« *espace intermédiaire* » qui les sépare, seul espace où puisse se déployer leur « *liberté* ». *De cette prémisse dé*coulent des analyses – de la *polis* aristotélicienne ou des modernes philosophies de l'histoire – qui pourraient en effet, de bien des façons, *se rattacher à la problé*matique heideggérienne du « *déclin* » ou de la « *chute* ».

Pourtant, même si Arendt met en cause la technique et évoque, *avec insistance, le* danger d'anéantissement qu'une guerre nucléaire ferait courir à l'humanité, la direction dans laquelle s'oriente sa propre pensée paraît *fort éloignée* du retrait pessimiste et dédaigneux dans lequel Heidegger, après 1945, s'est tenu par rapport à l'Histoire. Arendt parle *d'espérance, veut croire à la liber*té, refuse d'admettre que le contenu de la politique se réduise à la violence. Pour elle, le monde reste toujours, en définitive, le « *produit de l'homme* » : conclusion qui, à tout prendre, la rapproche davantage de Walter Benjamin que de Heidegger.

Une autre manière de réfléchir *sur ces singuliers chassés-croisés* philosophiques pourrait être, comme le suggère dans son dernier livre Myriam Revault d'Allones, de s'interroger sur le *concept de « banalité du mal »*. On sait que l'occasion de formuler celui-ci fut fournie à Arendt par le procès d'Eichmann à Jérusalem, qu'elle suivit pour le *New Yorker*. Et que le compte rendu qu'elle en fit souleva contre elle l'hostilité d'une partie de la communauté *juive*.

Hostilité qui, selon Myriam Revault d'Allones, repose sur un malentendu. Frappée par la médiocrité d'Eichmann, Arendt n'a nullement prétendu « *banaliser* » le mal. Elle a, bien au contraire, *tenté de comprendre comment* celui-ci pouvait s'inscrire dans la nature humaine, n'être que l'envers de notre liberté. Elle a, si l'on préfère, réactualisé, à la lumière *sinistre de la Shoah, la vieille no*tion kantienne de « *mal radical* », sans aller malheureusement jusqu'au bout de son élaboration. Afin de poursuivre cette tâche, *Myriam Revault d'Allones pro*pose de revenir à Aristote, et nous invite à ressaisir, dans leur origine commune, art politique et art tragique.

*Une telle approche a le mérite* de replacer la pensée d'Arendt dans une filiation autre que celle de Heidegger. Et de nous rappeler que « *la fille qui venait d'ailleurs* » avait quand même, avec l'ancien recteur nazi, des points de désaccord radicalement irréductibles. L'amour, en somme, n'explique pas tout. On s'en serait douté.

***Christian Delacampagne***

(1) *La Fille de Thrace et le Penseur professionnel*, Payot, 1992.
(2) *Arendt and Heidegger : the Fate of the Political*, Princeton University Press, 1995.

*Le Magazine littéraire* **de novembre consacre un important dossier à Hannah Arendt (n° 337, 30 F).**

# Bonjour, les enfants

*La poésie est au cœur du Salon du livre de jeunesse de Montreuil*

Cette année encore, Montreuil est, jusqu'au 4 décembre, « le » rendez-vous pour toute l'édition jeunesse. Pour *sa douzième édition*, le Salon du livre de jeunesse 1995, parrainé par le conseil général de Seine-Saint-Denis, promet le panorama annuel le plus complet de la production : *il n'y a pas moins, cette année*, de quatre librairies sous le chapiteau qui abrite la manifestation. Désormais, les prix littéraires de jeunesse attendent Montreuil pour leur *proclamation ou pour* la remise de ceux dont le lauréat est déjà connu : parallèlement, le salon « off », lancé dès le 20 novembre par trois expositions d'il*lustrateurs à Pantin* (Quentin Blake), Montreuil (Lorenzo Mattotti) et Romainville (Françoise Place), ne s'achèvera que le 8 février lorsque se fermera, à la Bi*bliothèque* Elsa-Triolet de Bobigny, l'exposition « Nicole Claveloux et compagnie ». On aura compris que, de fait, le Salon se dilate résolument dans l'espace et le temps.

La fête du dixième anniversaire n'a donc pas compromis le dynamisme qui avait assuré le succès de la manifestation. Mieux, l'équipe emmenée par Henriette Zoughebi, fondatrice et directrice du Salon, n'en finit plus de lancer *des défis. Mettre* la poésie au cœur de l'édition 1995 reste une gageure quand on sait la difficile survie de ce genre si prisé dans la petite enfance (fables, comptines, charades et autres *jeux* de mots et d'esprit), alors que l'adolescent se tourne plus volontiers vers une littérature où la fiction l'emporte, qu'elle soit réaliste, futuriste ou dessinée. La force de Montreuil, c'est que les éditeurs partagent sa folie : quatre anthologies personnelles et complémentaires sortent pour célébrer la poésie contemporaine. Comme une conclusion idéale du colloque international qui s'est tenu en début de semaine.

*Non contente du succès d'une* décennie prodigieuse, l'équipe du Salon a poussé ses partenaires naturels – entendez les bibliothèques d'une part, les auteurs et illustra*teurs de l'autre* – à dresser leur propre bilan : un questionnaire copieux et précis leur a été adressé. Son premier volet doit permettre de tout savoir de ceux qui donnent *formes* et couleurs aux histoires, illustrateurs dans tous leurs états. Formation, origines, état civil, titres publiés, types de production, contact avec les nouvelles technologies, *publications dans* la presse, tout est bon pour préparer une synthèse statistique qui sera présentée lors de la journée professionnelle du 4 décembre. Tout jusqu'aux techniques employées, à la promotion du travail et aux autres activités rémunérées éventuelles puisqu'il n'est pas acquis que le métier fasse vivre son homme, qui est d'ailleurs, en ce domaine, souvent une femme...

Le second volet de l'enquête est consacré à la situation des bibliothèques de jeunesse aujourd'hui. Plus du quart des établissements contactés ont répondu – et, l'enquête se voulant le point de départ *d'un travail à suivre sur le long* terme, les envois de retardataires restent bienvenus.

Sans préjuger du débat qui s'instaurera le 4 décembre entre les gens du *métier, dégageons quel*ques évidences : les bibliothèques de jeunesse sont extrêmement actives, travaillant largement avec l'école primaire, pour des actions de formation aussi. Elément *en*courageant dans l'atmosphère de déprime civique qui caractérise l'époque, les ZEP (zones d'éducation prioritaires) ne sont pas en reste. *Si l'on constate que le fonds* privilégie la fiction (contes, romans, BD), on lit un net effort en direction des documentaires et ouvrages de référence, même si leur nature en fait davantage des outils consultés que des livres empruntés.

La double difficulté aujourd'hui des bibliothèques de jeunesse peut se résumer en un manque de moyens, jamais en rapport avec la fréquentation de cette section singulière des établissements municipaux, et, corollaire logique, un déficit d'image qui nuit à la reconnaissance de ce laboratoire essentiel du lecteur de demain. En *proposant ce genre d'enquête et* de débat, le Salon de Montreuil assume, en tout cas, pleinement une autorité et une légitimité que chacun, désormais, s'accorde à lui re*connaître dans* l'édition de jeunesse.

**Philippe-Jean Catinchi**

**Lire notre « Spécial Montreuil » pages V à VIII.**

## L'ÉDITION

■ **Quarante ans pour « Terre humaine ».** La prestigieuse collection « Terre humaine » dirigée, chez Plon, par Jean Malaurie, fête cette année ses quarante ans. Bousculant l'univers des sciences sociales avec une *« littérature du réel »* destinée à faire entendre des voix du peuple, à privilégier les minorités, à rendre compte de civilisations et de sociétés, « Terre humaine » contribue, avec ses auteurs anonymes – parfois illettrés – ou célèbres (Lévi-Strauss, Hélias, Soustelle, Segalen, Thesiger, Fernandez...), à construire une ethnologie vivante ou, selon Jean Malaurie, *« une anthropologie à part entière, au regard global, où toute réflexion ne s'élabore que sur une expérience vécue »*. La collection comprend à ce jour soixante-neuf titres vendus à huit millions d'exemplaires, et, depuis 1982, Pocket lui consacre une série en poche, « Terre humaine/poche », où ont déjà paru trente-huit ouvrages. Une série de « compacts » paraîtra chez Omnibus en 1996 (« Terre humaine/Omnibus »). Elle comportera des ouvrages rassemblant, sur un même thème, cinq à dix titres de la collection.

■ **Une « encyclopédie des phénomènes spirituels ».** La spiritualité est une valeur éditoriale en hausse. A tel point que les éditions Mame et Plon ont décidé, conjointement, de lui consacrer une encyclopédie. Chaque volume, dont le premier tirage avoisine les 6 000 exemplaires, est rédigé par un spécialiste sous la direction de Jacques Vernette. L'ensemble devrait rassembler une trentaine de tomes, avec un rythme de publication de dix titres par an. Six ouvrages ont déjà paru : *Sagesse et pratiques du christianisme, Réincarnation-Résurrection, La Franc-Maçonnerie, La Sorcellerie, Le Yoga* et *Les Religions orientales* (Distribution : Iotadis et Interforum. Prix du volume : 89 F).

■ **Itzhak Rabin disait...** Les Mémoires du premier ministre israélien assassiné, Itzhak Rabin, sont en cours de réédition chez Buchet-Chastel, où le livre avait déjà été publié en 1980. Tirée à 4 000 exemplaires, annonce l'éditeur, la nouvelle édition paraîtra à la mi-décembre, avec une préface de notre collaborateur Jean-Pierre Langellier.

■ **Prix littéraires.** Le prix international Union latine des littératures romanes, décerné à Rome, est allé au Roumain Alexandre Vona pour *Les Fenêtres murées* (Actes Sud). Le Prix populiste à Patrick Besson pour *Les Braban* (Albin Michel). Le Grand Prix Jean-Giono à Vladimir Volkoff pour l'ensemble de son œuvre et le Prix du jury Jean-Giono à Amélie Nothomb pour *Les Catilinaires* (Albin Michel). Les Grands Prix d'histoire Chateaubriand à Jean-Jacques Goblot pour *La Jeune France libérale : Le Globe et son groupe littéraire, 1824-1830* (Plon) et à Jean-Marie Rouart pour *Morny : un voluptueux au pouvoir* (Gallimard). Les Grand Prix de l'imaginaire ont récompensé *Les Racines du mal*, de Maurice Dantec (Gallimard, « Série noire »), *En remorquant Jehovah*, de James Morrow (J'ai lu), *Quiconque*, de G. O. Chateaureynaud (dans *Dernières nouvelles de Kirg-Kong*, Zulma), *Le Grand Amant*, de Dan Simmons (dans *L'Amour, la mort*, Albin Michel), *Invasions divines*, de Lawrence Sutin (Denoël), et la revue « Cyberdreams ». Dans le cadre du Salon du livre de Montreuil, le Prix de la lecture à deux voix a couronné *Le Nain au long nez*, de Wilhelm Hauff et Lisbeth Zwerger (éd. Nord-Sud) et *Les Trois Oranges*, de Michel Hindenoch (Syros).



# Paul Celan de retour à Paris

*La ville d'exil du poète suicidé a accueilli un colloque international consacré à son œuvre*

Paul Celan aurait eu soixante-quinze ans le 23 novembre, à la veille de l'ouverture du premier grand colloque international consacré à son œuvre et à sa vie dans une ville – Paris – où cet exilé avait élu domicile depuis 1947. Soixante-quinze ans... si Celan n'avait pas mis fin à ses jours, le 20 avril 1970, en se jetant dans la Seine du pont Mirabeau. Aujourd'hui, son nom résonne comme celui d'un des plus grands poètes germanophones – au même titre que Rilke, Trakl ou Gottfried Benn. Poète d'expression germanique, Celan l'est, assurément ; il fut également, dans les années 60, répétiteur d'allemand à l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm, où une salle porte aujourd'hui son nom. Mais par un paradoxe longuement glosé au cours de cette rencontre, qui réunissait, du 23 au 27 novembre, des spécialistes du monde entier, Celan fut avant tout poète *contre* la langue allemande, langue tant aimée des juifs avant la deuxième guerre mondiale, langue enseignée avec amour par la mère de Celan, mais langue devenue aussi, par les détours de l'histoire, l'idiome des assassins des parents du poète...

Celan est donc un poète juif, un poète d'après la Shoah qui mit très vite le caractère inacceptable de l'extermination au centre de son œuvre. Il le fit bien avant que le génocide ne devienne un thème public, au point que, pour Jean Bollack, l'un des meilleurs connaisseurs de cette œuvre, la judéité de Celan se réduit à la tension, au refus de l'Allemagne, à l'exhibition de la blessure inguérissable que le meurtre de masse a infligé, selon lui, aussi bien à la langue allemande qu'à l'identité juive.

Celan, a-t-il été dit, a souffert de l'indifférence et de la solitude qui l'entourait et du peu d'écho de sa parole en Allemagne même. Chacun de ses séjours outre-Rhin, d'après un témoignage, l'*« altérait profondément »* (1). Une de ses amies, Nina Cassian, présente au colloque, ne nomma-t-elle pas Celan *« le plus triste des poètes »* ? Pour autant l'évidente obscurité de son œuvre ne doit pas être confondue avec la *« face grisée du désespoir »*, selon l'heureuse expression utilisée par un autre poète, Hedi Khadour. S'il y a désespoir chez Celan, il ne s'agit nullement d'un désespoir « classique » d'artiste incompris. Comme l'a très bien résumé Jean Bollack, le sujet historique, chez Celan, contrôle toujours le sujet lyrique.

Poète juif germanophone, né à Czernowitz, en Bukovine (aujourd'hui Tchernovitsy, en Ukraine), Celan fut, dans son enfance, écartelé entre un père hébraïsant et une mère qui l'initia aux *Lieder* dans une ville roumaine yiddishophone. Ni lui ni son œuvre n'ont cependant de véritable pays. Son récent biographe, l'Américain John Felstiner (2), curieusement absent des débats, a bien tenté de suggérer que la courte visite du poète en Israël, en octobre 1969, aurait pu lui laisser croire qu'il retrouverait dans l'hébreu un lien familier à la langue. Mais beaucoup des participants du colloque ont estimé cette interprétation forcée. Les mots hébreux ou yiddish qui parsèment l'œuvre représentent plutôt les pierres tombales des juifs morts, semées dans le jardin de la langue du bourreau. S'il y a un véritable « lieu » de la parole célanienne, ont souligné plusieurs intervenants, c'est plutôt celui de l'« inquiétante étrangeté » freudienne, où le plus proche – en l'occurrence, la langue maternelle – devient aussi le plus lointain et le plus terrifiant. Inassignable, Celan est-il, pour autant, un poète du déracinement ? Il est, en tout cas, significatif que le colloque ait été ouvert par l'intervention sensible d'un jeune poète allemand d'origine turque, Zafer Senocak : *« Les poètes ne sont pas des médiateurs, mais des mélangeurs, ils nous désorientent. J'ai suivi les traces de Celan et je me suis arrêté là où mes racines se perdaient. »*

### INSAISISSABLE

Curieusement, c'est ce caractère insaisissable de Paul Celan – *« irrécupérable »*, selon l'expression de Régine Robin – qui semble prêter le flanc aux divers régimes d'appropriation dont sa poésie fait l'objet. Ceux que soucie la continuité de la culture allemande, par-delà le gouffre d'un génocide dont elle serait tout entière responsable, opposent Celan, le poète, à Adorno, le philosophe, qui jugeait impossible toute poésie après Auschwitz. Rachel Ertel, spécialiste de la poésie yiddish, voit, quant à elle, dans cette œuvre une expression de la littérature de l'anéantissement. Notre collaborateur Edgar Reichmann et Nina Cassian évoquent le séjour de Celan à Bucarest comme une heureuse éclaircie dans une existence sombre. Et, de son côté, Emmanuel Moses retrouve dans l'œuvre de Celan, marquée par l'injonction et l'appel, l'écho d'une tradition de la poésie liturgique hébraïque, où l'auteur cherche à ouvrir le dialogue avec son Créateur, après catastrophes et massacres...

Au-delà des diverses lectures d'une écriture difficile, cette rencontre a permis de mesurer l'impact d'une poésie qui, d'après Jean-Pierre Faye, n'est ni thèse ni texte, mais voyage sans fin, à la fois infini et bref. Brièveté, refus de la couleur, musicalité préférée à la mélodie : par ces traits, comme par son rejet obstiné de toute métaphore, l'œuvre de Celan appartient bien, pour le poète italien Edoardo Sanguinetti, à la tradition poétique allemande du XXe siècle. Mais, dans la nostalgie symboliste d'une langue sacerdotale et sacrée qu'il lit chez Celan, il ne voit pas une source d'inspiration ni d'influence, pour les principaux courants de la poésie d'aujourd'hui... Malgré l'absence remarquée des premiers traducteurs de Celan, Jean Daive et André du Bouchet, et d'Henri Meschonnic, qui les contesta – en revanche, Martine Broda, qui appartient à la deuxième génération des « passeurs » de Celan (3), était présente –, en dépit d'un manque évident de préparation, voire d'une certaine improvisation, ce premier colloque parisien, abrité successivement par l'Ecole normale supérieure et la maison des écrivains, a su, grâce à quelques perspectives critiques ou distanciées, échapper au trop fréquent *« Magnificat ruisselant »*, émouvant mais fastidieux.

**Nicolas Weill**

(1) Voir Emmanuel Levinas, *Noms propres*, Fata Morgana, 1976.
(2) John Felstiner, *Paul Celan, Poet, Survivor, Jew*, paru cette année aux éditions Yale University Press, New Haven and London (en anglais).
(3) Elle est notamment l'éditeur de *Contre-jour. Etudes sur Paul Celan*, actes d'un colloque de Cerisy parus aux éditions du Cerf en 1986.

# Espagne : des lettres de Freud inédites

Au bout de quatorze années de travail, le psychanalyste espagnol Nicolás Caparrós, avec l'appui de son cabinet de psychothérapie, el Grupo Quipú, et de la maison d'édition Quipú Ediciones, va pouvoir ajouter des éléments importants à la bibliographie freudienne en publiant six volumes de correspondance du père de la psychanalyse, à raison de deux titres par an. Chaque volume rassemble des lettres qui n'ont, pour la plupart, jamais encore été publiées. Le premier volume (1871-1876) rassemble la correspondance de jeunesse, notamment le courrier échangé avec son ami Silverstein mais aussi avec celle qui allait devenir sa femme, Martha Bernays. Le deuxième volume (1887-1910) devrait être publié incessamment.

■ **ESPAGNE.** C'est une romancière originaire de Majorque (Baléares), Carme Riera, qui a obtenu le Premio Nacional de Narrativa, octroyé par le ministère de la culture, d'un montant de 2,5 millions de pesetas (100 000 F), avec un roman intitulé *Dins el darrer blau*, écrit en catalan et non encore traduit en castillan. Le journal – conservateur – *ABC* n'a pas manqué de s'étonner en faisant remarquer qu'aucun des membres du jury ne connaissant la signification exacte du titre, on pouvait donc se demander s'ils avaient lu le livre. Le roman raconte un épisode de l'Inquisition et de la persécution des juifs, une façon, pour l'auteur, de *« demander pardon »*. Carme Riera a devancé Javier Marías qui avait déjà obtenu deux récompenses prestigieuses, le Romulo Gallegos et le Fastenrath, pour *Mañana en la batalla piensa en mí*.

■ **RUSSIE.** L'association MMKA (Association des Foires internationales du livre de Moscou) a organisé la première Foire internationale des encyclopédies, dictionnaires et autres guides, qui s'est ouverte à Moscou le 29 novembre au Palais des sports Dynamo et se clôturera le 2 décembre. C'est l'heure du bilan pour les multiples dictionnaires, guides et autres « bibles » qui ont vu le jour ces dernières années, pour répondre à l'attente des lecteurs en quête de textes censurés et de références. *La Grande Encyclopédie soviétique* – la première encyclopédie marxiste-leniniste –, qui fut longtemps l'ouvrage de référence, était devenue le miroir d'une époque passée aux trop nombreuses pages blanches. En février, pour ses soixante-dix ans, la maison d'édition du même nom, une des plus vieilles depuis 1917, avait d'ailleurs fait le point sur le rôle de l'encyclopédie dans la société et Boris Eltsine avait inscrit au programme d'édition fédéral la préparation d'une *Grande Encyclopédie de Russie*.

■ **PARAGUAY.** Le Prix national de littérature, décerné par le ministère paraguayen de l'éducation et doté de 5 000 $ (25 000F), a été attribué à Augusto Roa Bastos, pour son dernier livre *Madame Sui*. Né en 1917, le romancier a longtemps vécu en exil à Buenos Aires, Madrid et Paris. Il avait reçu en 1989 le prix Cervantès, le plus prestigieux décerné à un auteur de langue espagnole.

■ **GRANDE-BRETAGNE.** La « shortlist » de la vingt-cinquième édition du Whitbread Prize, qui sera décerné le 4 janvier 1996, ressemble étrangement à celle du Booker Prize, décerné à Pat Baker pour *The Ghost's Road* (« Le Monde des livres » du 24 novembre). On y retrouve non seulement celle-ci mais aussi Salman Rushdie, qui était le grand favori du Booker pour *The Moor's Last Sigh*, et encore Julian Cartwright pour *In Every face I Meet*. En revanche, *The Information*, de Martin Amis, jamais bien vu des jurés du Booker, est un nom nouveau, avec Kazuo Ishiguro pour *The Unconsoled*. On retrouve Ishiguro, Amis, Barker et Rushdie parmi les finalistes du Guardian Fiction Award qui sera décerné d'ici une semaine. Il y a quatre autres catégories du Whitbread : biographies et autobiographies, littérature enfantine, premiers romans et poésie. Parmi les cinq vainqueurs, qui recevront chacun 2 000 £ (15 000 F), l'un se verra décerner, le 23 janvier, the Whitbread Book of the Year, doté d'une somme supplémentaire de 21 000 £ (160 000 F).

# Khair-Eddine ou la fureur de dire

*Hommage à l'écrivain récemment disparu*

Une des voix les plus fortes et les plus originales du Maghreb s'est tue (*Le Monde* du 22 novembre). Mohamed Khair-Eddine s'était très tôt emparé de la langue française avec une passion violente, l'aimant d'un amour féroce, sans concession, sans prudence. Il est, avec Kateb Yacine et Aimé Césaire, celui qui a le plus bouleversé et enrichi cette langue. Il le faisait naturellement, avec l'exigence d'un poète doué pour aller à l'essentiel. Il aimait déterrer ses mots dans des champs de mines et les utilisait comme des balles. Il disait : *« Il fallait une arme : ma langue sèche ma langue aveugle. »* Sa langue était belle parce qu'elle prenait ses racines dans la culture berbère du Sud marocain et empruntait syntaxe et images aussi bien chez Rimbaud que chez Mallarmé. On a dit de lui qu'il était un « guérillero » des mots, un amant cruel, traitant la langue française avec fougue. Il disait : *« Terre sous ma langue/ Terre/ Comme la logique du paysan. »*

La terre natale lui collait à la peau. Tous ses textes en parlent, la chantent, la provoquent et la bousculent. Jamais de répit. Jamais de joliesse. La beauté est dans la force brutale des mots qui s'entrechoquent. Son pays – *« Ce Maroc ! »*, titre d'un de ses recueils – l'obsédait, surtout pendant les années d'exil en France. Sa patrie, celle qui lui a tenu compagnie, c'était surtout la poésie, territoire qu'il arpentait sans se soucier des bienséances de la vie sociale. Il écrivait vite, les mots parfois débordaient de la jarre luxuriante qu'il prétendait habiter. Ils coulaient comme des laves d'un volcan : *« Mon visage n'est qu'un volcan mon visage. »* Cet homme en colère dérangeait. Il prenait la fonction du poète à la lettre, ce qui ne l'empêchait pas d'avoir un humour acerbe. Il n'aimait pas l'ordre et n'avait aucun sens politique. Il n'aimait pas le pouvoir même s'il lui arrivait d'admirer des chefs d'Etat pour des raisons qui n'étaient ni littéraires ni politiques. Il n'aimait pas les gens convenables. Il leur disait en face ce qu'il pensait d'eux. Redoutable, il était craint dans certains milieux de l'intelligentsia mondaine où il débarquait sans invitation et criait quelques vérités. Il choquait du fait même de sa présence souvent tonitruante.

Il n'aimait de la vie que ses excès, buvait et fumait trop, mais sa source poétique ne tarissait jamais. Que de fois il a écrit des poèmes magnifiques sur un bout de papier dans un café, comme un artiste maudit, incompris mais assez libre puisqu'il n'était attaché à rien ! Il était possédé par la fureur de dire et considérait que *« la liberté est au bout d'une feuille de papier »*. Ses mots harcelaient ceux qui se lovaient dans le confort et la résignation, ceux qui baissaient les bras et s'abandonnaient à la fatalité. Mohamed Khair-Eddine les brutalisait avec l'évidence du poète qui ne renonçait jamais au combat. Il était hors normes. Il ne se sentait pas déchiré entre sa langue maternelle, le tamazight, et le français. Il était au-delà des problèmes d'identité et d'appartenance. Pour lui, tout se résolvait dans et par la poésie.

En poète ravageur, il avait aussi écrit des romans, plutôt des récits hantés par des personnages étranges et funestes sortis d'une mémoire *« se hâtant vers la couche tendue entre la ténèbre et le ciel radié »* de sa rétine. Comme un de ses personnages, il ne corrigeait pas l'image qu'on donnait de lui, celle du poète mal aimé, sans domicile fixe, sans argent et sans sécurité sociale ou métaphysique. Bien au contraire, il jouait ce rôle jusqu'au bout, jusqu'au superbe éclat de rire qui le caractérisait. Il se savait vagabond dans l'âme, riche de sa seule poésie. Il ne recherchait ni la reconnaissance, ni les médailles. Il était avant tout du côté de l'inadmissible, pour reprendre l'expression de son éditeur Denis Roche. Alors il se permettait tout et ne retenait jamais les mots qui bouillonnaient en lui. Sa rage ne s'atténuait pas avec l'écriture.

Au contraire, elle ne cessait de puiser dans l'injustice et le malheur des hommes sa raison d'être. Le poète restait disponible pour être le passeur des mots et des silences de ce *« peuple assis sur une natte rugueuse »* martelant sa tête avec ses poings.

**Tahar Ben Jelloun**



## COLLOQUES, BULLETINS ET SOCIÉTÉS

■ **UNE RENCONTRE AUTOUR DU *LIVRE NOIR*, d'Ilya Ehrenbourg et Vassili Grossman, aura lieu, dimanche 3 décembre à 16 heures, au Passage de Retz, 9, rue Charlot, à Paris dans le 3e arrondissement (Métro Filles-du-Calvaire). Les conférenciers seront l'historienne Annette Wievorka, Emmanuel Moses, directeur de la collection « Hebraïca » (Actes Sud) et notre collaborateur Nicolas Weill. Tél. : 48-04-37-99.**

■ **CHARLES BAUDELAIRE. Le Centre de recherches sur la création poétique et le groupe Recherches baudelairiennes consacreront une journée d'études à l'écrivain, samedi 2 décembre. A cette occasion sera présenté *Baudelaire : nouveaux chantiers* (Presse universitaires du Septentrion), un ensemble de textes réunis par Jean Delabroy et Yves Charnet (ENS de Fontenay/Saint-Cloud, 31, av. Lombart, 92266 Fontenay-aux-Roses).**

■ **GÉNÉTIQUE TEXTUELLE. L'Institut des textes et manuscrits modernes (ITEM/CNRS) poursuivra son séminaire « Questions à la génétique textuelle » tout au long de la saison 1995-1996. Les prochaines séances auront lieu les 2 décembre, avec Daniel Ferrer, et 13 janvier 1996, avec Jacques Neefs (samedi de 10 heures à 12 h 30, Ecole normale supérieure, 46, rue d'Ulm, 75005 Paris. Rens. : 42-96-30-94).**

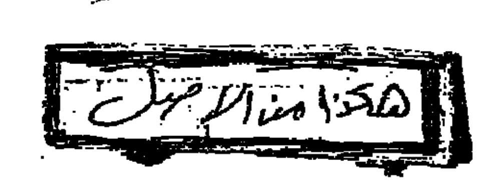
■ **FAULKNER. Les deuxièmes rencontres William Faulkner sont organisées par l'université Rennes-II les 1er et 2 décembre. Elles sont plus particulièrement centrées autour de *Sanctuaire* et accueilleront notamment, pour diverses conférences, Juan Jose Saer, Richard Gray, Michel Gresset, Giliane Morell ou Cheryl Lester (6, avenue Gaston-Berger, 35043 Rennes. Tél. : (16) 99-14-14-49, fax : (16) 99-59-29-97).**

■ **UN SALON DU LIVRE se tient à la mairie du XVIe arrondissement à Paris, samedi 2 décembre, de 14 h 30 à 19 heures. Plus de cinquante écrivains – dont les académiciens Jacques de Bourbon-Busset, Louis Leprince-Ringuet, Alain Peyrefitte, Maurice Rheims et Jacqueline de Romilly – dédicaceront leurs livres (Entrée libre, 71, avenue Henri-Martin, 75016 Paris).**

■ **LE XIIIe SALON DU LIVRE DE PAU, organisé par l'association Les Journées pyrénéennes du livre, se tient du 1er au 3 décembre. Sont prévus des rendez-vous autour de Jean de La Fontaine, avec notamment une exposition, ainsi qu'une rencontre avec des auteurs de polars à l'occasion des cinquante ans de la Série noire (parc des expositions de Pau. Rens. : (16) 59-32-02-26).**

■ **LITTÉRATURE ET SIDA. Une rencontre-lecture sur ce thème sera animée par notre collaborateur Hugo Marsan, samedi 2 décembre à 17 heures à la Bibliothèque Robert-Desnos, 14, bd Rouget-de-L'Isle, 93100 Montreuil (Métro Mairie-de-Montreuil).**





## LE FEUILLETON DE PIERRE LEPAPE


TUDOR BANUS

# L'imminence des ruines

**ZONES**
de Jean Rolin.
Gallimard, 196 p., 90 F.

D'après les statistiques de l'édition française, il se publie chez nous, bon an mal an, trois mille sept cents romans, non compris les livres de fiction pour la jeunesse. En proportion, c'est beaucoup plus que partout ailleurs ; à peu près le double de l'Allemagne, par exemple, ou de l'Italie. Pour des raisons que les historiens de la littérature et les analystes de notre âme nationale n'ont pas encore tirées au clair, le roman est le roi de notre république des lettres. Au point qu'on n'ose guère aujourd'hui se prétendre écrivain si l'on n'a pas sacrifié au rite du passage romanesque. Autre signe qui ne trompe pas : jadis, nos vedettes des spectacles, nos actrices, nos attachés d'ambassade et nos mondains, demis ou entiers, dans l'espoir d'offrir à leur notoriété superficielle une ombre de profondeur, auraient gratifié le public d'un recueil de poèmes ou de quelques comprimés d'aphorismes. De nos jours, ceux qui n'ont pas encore publié de roman font savoir à sons de trompe qu'ils méditent – ou menacent – d'en écrire un.

Il n'y aurait là qu'un léger ridicule national si l'équation qui lie l'écriture au roman n'avait pas pour effet de renvoyer dans les marges ou dans des ghettos pour *happy few* les malheureux écrivains qui ne s'adonnent pas à la fiction romanesque. Les poètes, bien sûr, mais aussi nombre de prosateurs parmi les meilleurs de notre littérature contemporaine. Michel Leiris, par exemple, ou Michel Butor, qui a abandonné le roman pour d'autres aventures, il y a plus de trente ans, ou Perros, ou Roubaud. Ou encore, chez les talents plus jeunes, Jean Rolin.

Jean Rolin, il est vrai, a écrit des romans. Mais c'était pour se délasser, pour penser à autre chose, comme on fait des réussites. On l'a bien vu l'an dernier lorsqu'il a publié en même temps un récit, *Joséphine*, et un ouvrage de fiction, *Cyrille et Méthode*. Les deux livres étaient liés, certes, mais comme la nuit et le jour. A *Joséphine* la ferveur, l'intensité poétique, l'expression d'une vérité et d'une douleur que traquait chaque mot. A *Cyrille et Méthode* les jeux purement formels de l'invention d'une histoire, les mensonges qui ne se donnent pas même la peine de se cacher, un univers de stéréotypes, les petits plaisirs de l'évasion. Des mots pour rien, sinon pour évacuer la réalité.

Or l'écriture de Jean Rolin a besoin du réel. Ce n'est pas un écrivain en chambre à qui suffisent les ressources de son imagination. Il doit s'alimenter en images extérieures. C'est, pour reprendre un concept à la mode, un « écrivain-voyageur ». Mais ce terme, comme chacun sait, recouvre les pratiques les plus hétéroclites. *Zones*, sans didactisme, jette les bases d'une morale du voyage, inséparables d'une éthique de l'écriture. En exergue à son livre, Rolin a placé cette citation de Mesa Selimovic – un écrivain bosniaque, héros de la résistance au nazisme : *« A l'exception des commerçants, les gens qui voyagent sont des inquiets qui ne savent pas rester seuls avec eux-mêmes ; ils vont chercher au loin des images neuves qu'ils offrent à leurs yeux, mais leur cœur reste vide. »* *Zones* tente d'échapper à cette définition.

D'abord Rolin ne va pas *« chercher au loin des images neuves »*. Ses expéditions, menées à la fin du printemps, au milieu de l'été et à la fin de l'automne 1994, ne le mènent pas plus loin que dans la banlieue parisienne. Nanterre et Villeneuve-la-Garenne à l'ouest, Sarcelles et Garges-lès-Gonesse au nord, Montreuil à l'est. Le métro, l'autobus et surtout la marche, inlassable, hasardeuse, sont ses seuls moyens de transport. Il ne prétend pas davantage ramener des zones qu'il explore des images inédites, génératrices de savoirs nouveaux. La banlieue-spectacle, celle qui a envahi les écrans de télévision, celle qui nourrit les bavardages à prétention sociologique, celle qui renouvelle le stock du pittoresque menacé par la banalisation marchande, voilà précisément ce que son regard lave et que son style nettoie. Le seul auteur que cite Rolin est Guy Debord et sa *Société du spectacle*.

Dès lors, Rolin assume le risque de la banalité. Son livre raconte l'histoire d'un nanti, d'un journaliste, d'un écrivain des honorables quartiers de la bourgeoisie intellectuelle parisienne qui va vivre et voyager pendant quelques semaines dans les zones pauvres. Il n'adressera la parole à personne à moins d'avoir été invité à le faire ; il fuira autant que faire se peut les contacts physiques – il avoue sa peur de la violence –, il n'aura pas la prétention arrogante de partager la vie des habitants. Plus simplement, plus profondément, il intégrera à sa vie, à sa sensibilité, à ses idées, le temps d'un ou de deux séjours, les paysages qui les entourent, les bruits qu'ils entendent, les conversations qu'ils échangent, les rues qu'ils arpentent, les violences qu'ils subissent ou qu'ils infligent.

Pas un soupçon de misérabilisme chez Rolin, pas un zeste de démagogie, pas plus que d'esquisses d'une solution politique miraculeuse. L'émotion chez lui ne gît pas dans les mots – il se méfie de tout ce qui pourrait ressembler à une manipulation rhétorique : elle sourd des blancs, des silences, de la notation d'un chant d'oiseau, de la contemplation des couleurs du ciel : *« En cette saison, on peut dire du soir qu'il vient, mais certainement pas qu'il tombe. »* *Zones*, pourtant, est dominé par *« une impression de catastrophe imminente »*, comme l'écrit Rolin à propos de l'esplanade Charles-de-Gaulle de Nanterre. Nous ne nous promenons pas dans des ruines mélancoliques à la Hubert Robert, mais dans la promesse de ruines futures qui ne seraient plus faites de pierres glorieuses et usées, mais d'énormes socles de béton, d'un enchevêtrement de poutrelles métalliques tordues et rouillées, d'excavations boueuses, de carcasses de voitures brûlées. Une catastrophe dont les signes annonciateurs ne se lisent pas dans le vol des oiseaux ou dans le sang des animaux sacrifiés, mais dans l'environnement quotidien, dans les gestes de la peur, dans ce qui semble encore être une résignation à l'insupportable. *« Ce doit être un des signes auxquels on reconnaît, à Sarcelles, un étranger ou un nouveau venu : parce qu'il est le seul à lever le nez à chaque fois qu'un avion semble prêt à s'écraser sur la ville. »*

Dans leur passionnant *Voyage en France*, qui vient de paraître, Jean-Marie Goulemot, Paul Lidsky et Didier Masseau rappellent qu'à l'époque féodale les voyages étaient dangereux parce que, par souci d'autonomie politique, les seigneurs ne réparaient ni les routes ni les ponts (1). De nos jours, au contraire, on multiplie les autoroutes, les échangeurs et les bretelles de bitume pour permettre de traverser au plus vite les zones honteuses. Elles confondent leur béton avec celui des voies qui les transpercent de manière à ce qu'elles échappent au regard. L'écriture de Rolin les rend simplement à l'existence. Pseudo-villes, comme Arnouville ou Villiers-le-Bel, où l'on n'entend que le bruit des chiens et des tondeuses à gazon, villes désertes après le coucher du soleil à cause du sentiment d'insécurité qui les écrasent, villes pourries qui manifestent *« l'ultime degré dans l'expérimentation des limites de la résistance humaine en matière de logement »*.

Parfois, le texte de Rolin fait penser, dans son désir de rincer ses notations de voyage de tout exotisme, à l'*Ecuador* de Michaux. C'est le journal d'un homme seul et fragile et qui ne se lie pas. Etranger il est venu, étranger il repartira. Il n'est pas en visite, il est de passage. Mais son passage est insistant, méticuleux, programmé – même s'il lui arrive de se perdre. Il visite les supermarchés comme d'autres le font des cathédrales, à cette différence – considérable – que personne ne vit dans les cathédrales. Car ce marcheur solitaire et passablement déprimé fait collection de signes de vie et de signes de mort. C'est ce qui donne à ce récit où il livre bien peu de lui-même la tonalité feutrée d'un journal intime.

Il parvient même à projeter sur ces *« zones »* si peu propices à la rêverie, un peu de son âme romantique, comme dans cette description d'un jardin public aux confins de Villeneuve-la-Garenne et de Gennevilliers, *« un des parcs les plus sévères – ce qui ne veut pas dire l'un des plus laids – de la région parisienne. Ici, l'une des vocations du parc, qui est comme chacun sait d'entretenir l'homme de sa solitude et de son néant, est clairement affirmée, au détriment de toutes les autres plus futiles. (...) Au pied du belvédère s'étend un lac qui, bien qu'artificiel, accueille une importante population de mouettes, de canards, de foulques, de grèbes, de poules d'eau et même de hérons (la nuit, lorsque venant de Gennevilliers on emprunte en bus l'avenue du Pont-de-Saint-Denis, c'est un étrange spectacle, dans le pinceau des phares, que celui des mouettes et des hérons s'élevant en grand nombre au-dessus de ce que rien, dans l'obscurité, ne permet d'identifier comme un parc) »*.

(1) *Le Voyage en France. Anthologie des voyageurs européens en France, du Moyen Age à la fin de l'Empire.* Laffont/Bouquins. 1 200 p., 169 F.

# La légende du siècle

*Gisèle Pineau à bras-le-corps dans les entrailles du mal*

**L'ESPÉRANCE-MACADAM**
de Gisèle Pineau.
Stock, 300 p., 120 F.

Dire que le dernier roman de Gisèle Pineau, *L'Espérance-Macadam*, est d'abord un prodigieux exercice d'écriture, c'est tout simplement témoigner d'une évidence qu'aucun lecteur ne contestera. Savourer sans contraintes une langue bruissante, sensuelle, violente et colorée, s'abandonner aux mirages et aux sortilèges de sa musique, c'est ce à quoi nous invite – en apparence – cet écrivain doué qui se joue de la phrase comme le danseur-acrobate de son fil. Mais prenons garde.

Sous la beauté d'un fleuve dont nous n'accepterions que la lumière de surface, il y a les cadavres lestés de plomb ; si l'on s'arrête au miroitement de ce conte, on s'évite le traumatisme d'un récit qui prend à bras-le-corps la vie dans ce qu'elle a de plus barbare et d'essentiel : les sentiments et la conscience morale sont décrits au moment même où ils s'élaborent puis se détruisent. Acceptons que soient abattus les rêves quand, dans les eaux souterraines, se dévorent les monstres.

Gisèle Pineau nous raconte l'histoire de trois femmes, en Guadeloupe, près de Ravine-Guinée, une terre ravagée par les cyclones, un minuscule bout de notre planète – Savane est son nom – où grouillent des femmes et des hommes misérables, drogués de musique et d'espoirs de pacotille, titubant de misère, entre dieu et diable, volonté de progrès et fables, servilité et orgueil. *L'Espérance-Macadam* est un immense roman dévoré par ses méandres, qui ne se contente pas du folklore mais nous descend aux entrailles du mal. Il y est raconté l'ordinaire des jours, les zizanies domestiques, les querelles de voisinage et les mythes que le temps solidifie sur la fatigue de vivre. Mais il y est raconté aussi l'histoire d'une femme qui jette son enfant dans un ravin, crâne fracassé sur le rocher. Il y est raconté encore qu'une petite fille ne comprend pas pourquoi le père aimé est le même homme qui abuse d'elle.

*L'Espérance-Macadam* est un roman de femme sur les femmes accrochées aux goujateries du mâle, à sa lâcheté, à sa peur d'être lui-même une caricature désespérée de victime sociale. Fiction chaleureuse sur les cendres d'une blessure calcinée, c'est aussi l'histoire d'une petite fille affolée par sa brève enfance, trop tôt renversée dans son rôle de femme, si mal préservée par sa mère qui ne peut que psalmodier le rituel de la soumission : *« Le sang peut disparaître à cause d'une graine déposée dans le ventre. Le fruit du péché donne des bâtards à grand héritage de malédiction et destin court-bouillon. »*

*L'Espérance-Macadam* est un roman plein de cris et de fureur : *« Malédiction ! Scélératesse ! revenaient sans cesse dans la bouche des femmes qui ne comprenaient pas pourquoi elles enfantaient et portaient encore la vie, et trouvaient la force de rire et espérer, sur une terre où seule la mort traçait son chemin. »* Le roman de Gisèle Pineau accuse l'être humain de son désastre : une partie de l'humanité est vouée à ne jamais accéder au bonheur ou à ses illusions. Gisèle Pineau réussit ce qui devrait être le projet de tout roman : mettre l'écriture au service de notre survie et remplir de vie cette écriture de l'urgence. Une mélopée plus tenace que les pleurs : la légende de notre fin de siècle.

**H. M.**

★ **Signalons la parution des *Maîtres de la parole créole*, une anthologie réunissant vingt-six conteurs enregistrés par Marcelle Leblelle, présentés par Raphaël Confiant et photographiés par David Damoison (Gallimard, 203 p., 170 F).**

# Le vieil homme et l'infante

*Comment, d'un baiser-de-rien, naquit le « commencement des douleurs ». Un conte – le dernier – de Sony Labou Tansi en forme de roman des origines*

**LE COMMENCEMENT DES DOULEURS**
de Sony Labou Tansi.
Seuil, 155 p., 90 F.

C'est une de ces histoires que l'Afrique retient dans ses entrailles avant de les livrer, violentes et sanguines, à la plume de ses poètes. Au village de Hondo-Noote, le vieux savant Hoscar Hana a embrassé pour rire une fillette, *« un câlin malheureux à une gamine de neuf ans même pas »*. Baiser de coutume, baiser de simulacre, effusion de fausses noces *« entre un aïeul et une mistonne »*. Mais la petite ne l'entend pas ainsi et ses lèvres et son corps tremblent de l'amour qu'a révélé en elle Hoscar Hana, avec sa salive qui sent le tabac de Singapour, le chanvre et l'alcool d'agave.

Au village, on a espéré que l'enfant *« cracherait le baiser au coin de la rue »*, on a attendu *« qu'elle déclare sa sortie de séduction »*. En vain. Une ancienne prédication menace la joyeuse contrée, cette âme de l'Atlantique *« au milieu de ses jupons de verdure »*. Hondo-Noote n'y échappera pas : *« Quand l'infante aura embrassé la bouche du vieillard, le ciel et la terre commenceront à se recoudre et l'Océan rira le plus beau rire du monde. »*

### CATACLYSME

Dans ce roman des origines et de l'Apocalypse, Sony Labou Tansi, décédé en juin dernier, convoque une dernière fois les éléments déchaînés qui dépassent l'homme et le ramènent à sa condition d'étranger sur la terre (*« La vie est peut-être un trucage »*). Les cieux se creusent d'un gouffre insondable, des mouettes rouges viennent mourir, et les baleines s'échouent par milliers. D'un baiser de rien est né *« le commencement des douleurs ; le commencement de la fin de toutes les fins »*. A chaque menace de cataclysme, une délégation vient parlementer auprès d'Hoscar Hana. Il doit épouser la petite et tout rentrera dans l'ordre. Le savant temporise, offre des bons vins mais se refuse à pareilles épousailles. Sa passion est ailleurs. Il poursuit d'étranges travaux qui aboutiront, il en est sûr, à la naissance d'une île nouvelle, au beau milieu de la mer. Les yeux du savant dansent la véronique quand il décrit cette île de consolation, *« une île vierge de toute colonisation, une terre sans histoire, propriété incontestable des gens de ma lignée »*. *« On nous a piqué cinq siècles ! »*, s'emporte Hoscar Hana. Le voilà qui réécrit l'histoire des siens contre leur volonté, et sans doute contre leur entendement. *« Je défonce le destin de Hondo-Noote. Je change un bordel des bordels en centre du monde ! »* Rien de moins.

Il faudra que la nature sorte de ses gonds pour le contraindre à la décision tant attendue : *« J'épouse votre nitouche »*, consent Hoscar, résigné. Mais les douleurs ne sont pas près de disparaître. Quinze jours durant, le ciel va *« tomber du ciel »* et déverser sur les hommes *« des tonnes de mauvais temps »*. Puis viendra la canicule *« et le démon qui nous casse un sucre dans le dos »*. Maudites noces, maudit baiser qui continue de parler. Au lieu d'engrosser la mappemonde, Hoscar Hana aurait dû engrosser la petite qui a dépassé vingt ans et les limites de l'espérance. Le savant allait s'exécuter et enfin, peut-être, rendre la paix à Hondo-Noote. Mais l'infortune veillait : *« Hoscar Hana vient de rompre son âme. A la minute où il s'apprêtait à épater son épouse, la mort est entrée pour dire : je suis là, nous partons »*...

Poésie crue, pages de grâce où le français, baigné dans les méandres du Congo, se met à chanter une drôle de mélodie qui plaçait Sony Labou Tansi sur une île à part de la littérature. *« J'écris par étourderie »*, disait cet homme théâtral qui aimait à détourner la langue comme les grands bâtisseurs le font des fleuves. *Le Commencement des douleurs* est un grand bal cosmique où la mort a le dernier mot. Comme dans la vie.

**Eric Fottorino**

# Stars, je vous aime

## *Simone Signoret sous l'éclairage subtil de Jean-François Josselin*
## *Dalida pleins feux, par Catherine Rihoit*

**SIMONE**
**Deux ou trois choses que je sais d'elle**
de Jean-François Josselin.
Grasset, 138 p., 79 F.

**DALIDA**
de Catherine Rihoit.
Plon, 492 p., 138 F.

Des célébrités du vertigineux autrefois, il reste des portraits peints et écrits ; parfois, moins lointaine, mais déjà morte vivante dans la cire, une voix nous revient d'un ailleurs fantomatique. Les stars de notre siècle ne meurent plus. Les films et la télévision gardent leur jeunesse et leur sourire étincelant de présent. Leur corps gainé d'or gravit les perpétuelles marches de la gloire. Mais la mémoire des écrans et les images rassurantes de la vie-vidéo sont difficiles à décrypter pour qui voudrait redescendre le dédale de la vérité. Elles ne fixent que l'artiste « en représentation ». Une existence irréelle, structurée comme un roman dont nous savons la fin. La star joue son rôle jusqu'au bout de notre propre nuit, étoile des rêves, pleine et vide de nos fantasmes. Les biographies de vedettes se contentent de prolonger cette divine frustration.

Le parti pris de Jean-François Josselin est autre. Il vient de publier un récit remarquable de sensibilité, d'audace et d'intelligence, sur une de ces inoubliables : Simone Signoret. Josselin rompt avec la tradition. Dans ce livre de souvenirs qui semble couler de source – et laisse couler quelques larmes –, il ne se soucie pas des tyrannies du genre. Tout à la fois diariste, essayiste et romancier, il dépasse avec infiniment de délicatesse la question, trop souvent diaboliquement ou grossièrement traitée, de la séparation entre personne et personnage, actrice et femme, réalité et fiction. A propos de Simone Signoret, les « révélations » sont minces. Josselin ne cherche pas à dépister le monstre sous l'ange. Il ne se complaît pas non plus dans la sempiternelle petite histoire d'une comédienne qui aurait été – comme un chacun – broyée par les événements intimes. Mais il explique, sans faux-fuyants, les relations entre Signoret et les médias, entre Simone et les autres comédiens (une scène cruelle la montre retrouvant Corinne Luchaire, usée par l'oubli).

Pour Jean-François Josselin, « Simone » est une amie. Il la fréquente pendant les dix dernières années de sa vie. Mais c'est d'abord et toujours une actrice d'immense renommée. Il la rencontre régulièrement à l'époque où elle publie deux livres émouvants : *La nostalgie n'est plus ce qu'elle était* et *Adieu Volodia*.


Inoubliable Signoret

SERGE LIDO/SIPA PRESS

Josselin est un écrivain tour à tour ou simultanément blessé et gâté par la vie, mais romancier d'abord, fasciné par l'étrange cohabitation de la force et de la fragilité, et pour qui les catégories du bien et du mal sont lettres mortes. Josselin ne juge pas les prises de position politiques de Simone Signoret, ne réhabilite pas la femme qui trouva quelque refuge dans l'alcool, ne redore pas le cadre où Margot projette ses propres chagrins. Non, Simone Signoret n'est pas une femme ordinaire. Une actrice (un écrivain) ne partage pas le lot commun, ne fuit pas les apparences et les conséquences du succès. Les enjeux d'une grande comédienne ne sont pas ceux d'une ménagère. Rideau tombé, le rôle n'est qu'en partie joué. Jean-François Josselin raconte une actrice passionnée par son métier, une femme qui savait l'importance de ses reparties publiques, un écrivain qui comprenait que créer n'était pas du même ordre qu'interpréter.

**PROXIMITÉ TENDRE**

Josselin multiplie les éclairages : il est le témoin privilégié, le romancier attentif, l'homme qui aime une actrice. Dans son premier livre (*Quand j'étais star* en est le titre ô combien révélateur), un jeune homme s'identifiait à ces femmes désirables que la caméra invente hors du désir. Ecrit dans l'intimité d'une proximité tendre, *Simone : deux ou trois choses que je sais d'elle* n'altère pas l'aura de la star nécessaire à notre bonheur.

Le pari de Josselin était de prolonger les feux de la rampe côté cour, sans se cantonner aux anecdotes. Signoret, intelligente, dure au travail, précise et talentueuse, avait accepté de vieillir, de se laisser envahir par le délabrement et d'en jouer encore. Elle a milité, a connu les engouements idéologiques et les désillusions. Elle a surtout affronté l'écriture, puis la mort. Le pari de Jean-François Josselin est gagné, sans doute parce qu'il s'est laissé guider par ses intuitions de romancier, par la voracité de son regard amical et aussi, et c'est la part belle et émouvante de ce livre si subtilement écrit, par une manière d'amour qui, loin des ruses du sexe et de la séduction, a la magie absolue de la confiance et de l'abandon mutuels.

Dalida a eu un destin de star, jusqu'au bout de la nuit. Mais Dalida, protégée par sa famille, est toujours flamboyante sur l'écran scintillant de la nostalgie pleins tubes. L'imposante biographie que Catherine Rihoit a écrite sous la dictée dictatoriale d'Orlando, le frère, est à la mesure d'un merveilleux piège : faire semblant de « tout » dire, en ne disant rien de plus que ce que nous savons. Avouons-le : nous sommes contents comme ça. Dalida ressuscite comme elle a vécu : folle de son image, beauté gagnée de haute lutte, métier accompli – avec, bien sûr, quand le rideau tombe trop vite ou moins bien, de terribles quêtes insatiables : la sagesse orientale, le recueillement mystique ou d'impossibles amants. Eloge des ténèbres que Catherine Rihoit, dans le mot à mot rapide d'une chronologie épuisante, ne nuance pas toujours. Fallait-il banaliser une tragédie ? La simplicité de Dalida (bien réelle) était la face accessible d'une existence vouée à la somptueuse mise en scène de la solitude.

**Hugo Marsan**

# *Sombre miroir*

**L'OISEAU ÉVENTAIL**
de Christian Le Guillochet.
Editions Lucien Souny
(5, rue Palvézy, 87000 Limoges),
205 p., 89 F.

La mort d'un enfant est le plus délicat et périlleux des sujets de roman. Rien de mieux, en belles phrases aux épithètes choisies, pour attendrir le lecteur et lui mettre la larme à l'œil. Il suffit de ne pas hésiter devant les envolées mélodramatiques et de se raconter ; en général, la complainte fait sa part à l'autobiographie. C'est dire si, pour un premier roman, Christian Le Guillochet s'exposait à l'échec. Et il nous donne sur le sujet l'un des plus beaux livres qui soit, sans doute celui qui dénonce avec le plus de talent et de force ce qui est devenu une mort-lieu-commun : celle que distille la drogue. Doléance, jérémiade ? Pas une ligne. Complainte ? Non. Mais une mélopée, un récitatif à deux voix, celle qui dit la mort de l'enfant, celle qui dit sa vie.

A dix-sept ans, Maoni est mort de sa première piqûre, mort *« épinglé par une seringue, pauvre papillon d'enfant qui n'avait pas encore tourmenté les fleurs, pauvre chenille d'homme »*. C'est devant la porte du lycée que le poison se vend, et nul ne peut l'ignorer. Abattu, délirant, Charles, le père adoptif, se présente au proviseur : *« Je suis le père de l'enfant que vous avez tué. »* Puis il enlève le proviseur qui se défend d'avoir voulu cette mort, d'en être responsable. Mais le père ne peut que lui dire que la disparition du fils, *« c'est une lame de rasoir qui circule dans ma chair »* et lui crier sa haine en le forçant à écouter ce qu'il est advenu de Maoni, arrivé comme un oiseau, d'ailleurs, de Tahiti. Le couple, qui n'a pu avoir d'enfant, a ouvert bras et cœur à *« un oiseau de couleur papaye »*. Et avec lui est arrivée toute une mythologie tahitienne où l'on peut naître fils de dieux et de déesses, où Laguna qui a l'arc-en-ciel pour moyen de locomotion épouse Bachoa, gardien des vins et des plaisirs. Dans le roman, cette partie de la mélopée est comme un blues qui vocalise la douceur de la vie malgré les méchants dieux, qui apporte une note de vives couleurs en opposition au noir de l'existence quand elle vous fait fermer les bras sur le cadavre d'un enfant.

Quel avenir promettre au romancier Le Guillochet ? Ce qui est évident, c'est qu'on a rarement un tel coup de maître pour un début. On ne saurait trouver un mot pour dire à quoi tient la beauté de ce roman et son pouvoir de fascination. C'est que plusieurs qualités d'écriture se conjuguent au service de plusieurs formes, de changement de rythme, de modulations très musicales pour passer de l'émotion à l'humour, de la pureté d'une légende tahitienne à ce que cette mort a de plus sordide. C'est aussi que le cri de Le Guillochet n'est pas un hurlement, qu'il nous atteint sans aucun excès d'expression, sans la moindre recherche d'effets faciles. C'est enfin que l'auteur maîtrise le genre de la fable dans un récit on ne peut plus réaliste ; deux fables, celle du pays de Maoni, et celle qui nous concerne directement, car le proviseur qui se dit ni coupable ni responsable et subit la vengeance du père – et quelle vengeance ! –, ce n'est pas seulement un proviseur, c'est toute une société guère avare de bonnes paroles mais incapable de protéger ses enfants du fléau. Sans prétendre nous faire la morale, l'auteur nous tend un miroir, et dans le reflet de ses personnages nous nous retouvons.

**Pierre-Robert Leclercq**

# Poupées du diable

## *Chantal Thomas peint la nature démoniaque des adolescentes*

**LA VIE RÉELLE DES PETITES FILLES**
de Chantal Thomas.
Gallimard, coll. « Haute enfance »,
192 p., 90 F.

Ce sont des petites filles lisses, sages et bonnes latinistes. Elles ne lisent que des dictionnaires et des ouvrages recommandés par leurs professeurs. Elles font leurs devoirs avant d'aller jouer et ne mangent pas les bonbons offerts par les étrangers. Chantal Thomas les met en scène au moment où, par une matinée de printemps, leur univers bascule...

Chantal Thomas, excellente spécialiste de Sade et de Thomas Bernhard, peint la nature démoniaque des adolescentes, ces voyous manqués en perte d'enfance et en déni de féminité.

Si les messieurs manient prestement le fouet, Chantal Thomas, elle, excelle dans l'humour macabre. Elle raconte, et c'est un petit chef-d'œuvre, la triste histoire de Monsieur Maisonnette, nietzschéen fervent qui *« confondait la volonté de puissance avec les bouffées d'énergie qui l'envahissaient »*. Ce fier-à-bras, mysogine de surcroît, n'avait engendré à sa grande honte qu'une ribambelle de filles plus chétives les unes que les autres. Toutes le détestaient, mais l'une d'elles, décidée à mener contre lui une guérilla solitaire, trouva le moyen de mettre un terme à sa carrière de hâbleur nietzschéen.

Avec Chantal Thomas, l'ingénuité le dispute à la cruauté, et si les petites filles n'ont plus vraiment l'âge d'arracher les yeux de leur poupée, elles n'hésitent pas au cinéma à planter des aiguilles dans les oreilles des spectateurs mâles. *« Il faut en agir avec les oreilles comme avec les bigorneaux »*, dit l'une d'elles. De vieux psychiatres traquent en vain les jeunes perverses et même le Dr Krafft-Ebing, accablé, finit par admettre qu'il ne comprend plus rien à leur sarabande morbide.

Un homme, pourtant, le peintre Hans Bellmer, attablé à la terrasse du Flore, trouvera les mots justes : *« Une petite fille, toute seule, sur une grande route déserte, c'est frais... »* Delphine, qui a encore la passion des poupées, frissonne. Son grand-père lui parle de Bellmer, cet homme très beau, de la beauté des miniatures d'ivoire, qui pouvait ne rien dire pendant des heures ; *« quand il avait parlé, c'est nous qui tombions dans un profond silence »*, ajoute le grand-père. Alors Delphine songe qu'elle aimerait connaître un homme comme Bellmer, un homme dont elle serait la poupée diabolique. Et qu'un jour lointain, peut-être, elle lui raconterait *« la vie réelle des petites filles »*...

**Roland Jaccard**

# Le désamour à nu

## *Régine Detambel en entomologiste d'une intimité qui se brise*

**LE VENTILATEUR**
de Régine Detambel.
Gallimard, 158 p., 90 F.

Douze livres en cinq ans, c'est déjà le rythme Simenon. Bientôt, avec un petit coup d'accélérateur, ce sera la vitesse de croisière de Barbara Cartland. Un auteur trop prolifique, qui a tout juste passé la trentaine, inspire plutôt la méfiance que l'admiration. En douzième position, le nouveau venu perd ses charmes, du moins à des yeux paresseux. C'est injuste, disons-le tout de suite, dans le cas de Régine Detambel, qui a vite prouvé son talent, la diversité de ses intérêts, son habileté à manier le formalisme oulipien pour s'en détacher aussitôt et plonger dans l'horreur et dans la détresse : le naufrage des vieillards – *Le Long séjour* –, la mort d'un nourrisson – *Le Vélin* –, le meurtre d'un enfant – *La Lune dans le rectangle du patio* –, le désespoir bressonien d'un vagabond – *Le Jardin clos* (1).

Le bref roman qu'elle donne aujourd'hui ne déparera pas dans cette petite chronique des misères humaines. C'est une perfection de lucidité, de sincérité, de violence, d'acuité que ce récit de la destruction d'un couple. Peu encline aux confidences, Régine Detambel leur préfère les détours, les symboles, les allégories. Mais c'est un écrivain sensible, meurtri, à la froideur aussi trompeuse que celle d'une actrice hitchcockienne : Hitchcock, justement, et *La Corde*, son chef-d'œuvre abstrait, construit en un unique et interminable plan, avec un objet symbolique. Pourquoi pas, cette fois, un ventilateur ?

Deux personnages, une vieille comparse, un objet : rien de plus. Les héros ? Un tout jeune couple, après quelques années de sa vie commune. Une vieille dame est l'unique témoin, mal informé, d'un faux Eden, avant le tremblement de terre. La jeune femme se blesse – accidentellement ou volontairement ? – avec le cadeau, un ventilateur, qu'elle et son mari se sont offert. Il suffira du trajet jusqu'à l'hôpital pour que tout ce qui les unissait se dissolve silencieusement. Silencieusement ou plutôt dans un monologue assassin. *« Par sa trop continuelle assistance, elle a refroidi son amour ; par son assiduité, elle l'a blessé. Depuis la chute, elle se sent paresseuse, étroite et nouvelle. »* Egoïste, possessive, capricieuse, elle requiert une attention constante qu'il est tout d'abord disposé à lui accorder, puis qu'il se lasse de lui offrir. Il est sa proie, mais c'est elle qui connaît l'enfer des amoureux des faibles, des amoureuses des hommes apparemment soumis.

**ANALYSE**

Avec la précision obsessionnelle qui caractérise chacun de ses récits, Régine Detambel décrit une intimité qui se brise. Elle le fait avec une parfaite impudeur et sans la moindre complaisance. Chaque geste d'amour, de désir, de sensualité ou de simple langueur à deux est analysé rigoureusement. Froidement ? Une fois encore, ce n'est pas si sûr. Un lit à une place partagé, un baiser plus réaliste que nature, une caresse anatomique – adjectif que Moravia préférait à « érotique » –, les allées et venues de la pulsion sexuelle et de la répulsion, de la fusion et du dégoût, de la révulsion et de la jouissance : l'autopsie d'une rupture annoncée à travers la vie quotidienne de deux amants.

A vrai dire, même pour un lecteur fidèle de Régine Detambel, ce roman est une surprise. Certes, elle nous a habitués à une violence souvent crue, mais souvent aussi enveloppée d'une afféterie formelle. Elle se contente ici d'entrer dans le mécanisme du désir, de l'attachement et du détachement. Comment deux corps s'attirent-ils pour se repousser ?

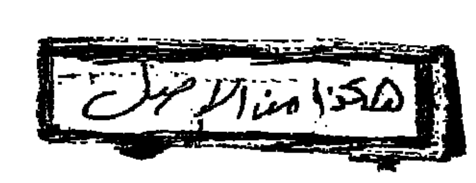
*« Elle se souvient d'un de ses derniers gestes enchantés. »* Y a-t-il meilleure litote pour exprimer le désamour ?

**R. de C.**

(1) Les deux premiers titres cités ont paru chez Julliard en 1991 et 1993, les deux suivants chez Gallimard en 1994.

★ **De Régine Detambel, signalons également la parution d'*Album*, souvenirs d'une petite fille où les mots remplacent les photos (Calmann-Lévy, 120 p., 55 F).**











# SALON DU LIVRE DE MONTREUIL POUR LA JEUNESSE



**Inauguré mercredi 29 novembre, le Salon du livre de jeunesse de Montreuil (Seine-Saint-Denis) *fermera* ses portes le soir du lundi 4 décembre. Pour son édition 1995, cette manifestation désormais majeure n'a pas choisi la facilité : en misant sur la poésie, si familière dans la petite enfance avant d'être tenue en *suspicion dès que* l'enfant grandit, les organisateurs font *plus* qu'une révérence au genre, ils le placent au cœur du plaisir de la lecture, vraie communion de tous les visiteurs, professionnels et amateurs. Cette courageuse ambition n'est pas la seule : offrant une large place aux littératures francophones, puisque « la langue française prend le large », la manifestation accueille trois espaces-librairies spécialisés – québécois, caribéen et africain –, tenus par des défenseurs enthousiastes qui *seront* moins en concurrence qu'en heureux complément face à la représentation, déjà traditionnelle, des éditions belge et suisse. Des thèmes de réflexion retenus pour les journées professionnelles, on attendra des réponses *graves sur* la situation du livre de jeunesse aujourd'hui, l'aptitude de la presse spécialisée à rendre l'état du monde contemporain, ses savoirs, ses enjeux : atlas, encyclopédies et autres ouvrages de référence au *crible d'une actualité aux valeurs* toujours plus éphémères. La réponse sera délicate. Raison supplémentaire pour ne pas bouder la grâce du dernier temps fort de Montreuil cru 95 : « *L'Illustration dans tous ses états* » qui permet de célébrer trois créateurs aux univers très différents : l'italien Lorenzo Mattotti, le britannique Quentin Blake (auquel nous empruntons quelques vignettes en attendant un prochain portrait dans « Le *Monde* des livres »), « notre » Nicole Claveloux enfin. Par passion nous avons choisi de leur ajoindre le Tchèque Peter Sis, magicien ébloui par ses racines, poète et peintre d'un regard si contemporain qu'il résumerait presque l'esprit de ce Salon d'automne.**

## Peter Sis, l'enfant de Prague

*Le Salon du livre de Montreuil a décerné à l'illustrateur tchèque, par mention spéciale, le prix Totem du meilleur album*

***LES TROIS CLÉS D'OR DE PRAGUE***
de Peter Sis.
Traduit du tchèque
par Rolande Anderson,
Grasset, 32 p., 110 F.

Peter Sis avait toujours pensé, enfant, que Prague lui appartenait. *« Maintenant, je me rends compte que c'est à tout le monde »*, dit-il sans aucune nostalgie. Quand il est revenu, en mai 1989, après sept ans d'absence, dans son pays natal qui s'appelait encore la Tchécoslovaquie, les douaniers lui ont demandé s'il venait le visiter pour la première fois. Il avait un passeport américain et il s'est senti étranger, comme quand il était rentré d'un voyage à Londres, en 1968, peu après le coup de Prague : la plupart de ses amis étaient partis, *« toute ma génération dispersée »*, comme il dit.

Né à Brno en 1949, Peter Sis a touché à tout : au cinéma, au théâtre, au journalisme, à la musique. Profitant du « printemps de Prague », il traverse l'Europe en auto-stop, crée sa propre émission de rock à la radio, devient disc-jockey, fait des entretiens avec John Lennon, George Harrison et d'autres, suit une tournée des Beach Boys... jusqu'au jour d'août 1968 où les chars russes entrent dans la capitale tchèque. Il lui en faut plus pour se taire. Peter Sis réalise des films d'animation, devient célèbre, fréquente, à Londres, le prestigieux Royal College of Art, part pour Los Angeles, ne revient pas : quand le bloc communiste décide de boycotter les Jeux olympiques et qu'on lui ordonne de rentrer, il sent le vent mauvais et s'installe à New York.

A ses deux enfants, qui sont nés, eux, au Nouveau Monde et qui ne connaissent rien de l'Ancien, Peter Sis veut raconter, non pas sa propre enfance, mais la manière qu'il avait, enfant, de percevoir ce pays qui n'existe plus. C'est ce à quoi mène *Les Trois Clés d'or de Prague*, qu'il dédie à sa petite fille Madeleine. Un chat noir sert de guide le long des rues étroites. On sent déjà la brume et le froid, les secrets des alchimistes, des ombres de légendes, le Golem. Est-on perdu ? Le chat, lui, connaît le chemin. Il se retourne, il nous attend, repart sur les ponts hantés par des visages anciens, va toujours plus loin, aussi loin que vont les souvenirs d'enfance, là où la ville se réveille, où les couleurs ressuscitent. Patience, il ne faut pas tourner les pages trop vite, car les dessins ne se laissent pas saisir au premier regard. D'autres ombres apparaissent, des fantômes sont aux fenêtres, des personnages baroques traversent un monde aux couleurs brouillées par le rêve, le passé et les légendes se posent sur le dessin comme une feuille de papier calque, et un bibliothécaire bizarre, au corps composé de livres, à la manière d'Arcimboldo, donne un parchemin et une clé : peut-être la dernière ? Voilà Prague, la ville magique. Il y a de quoi approfondir à l'infini le jeu de piste, à mesure que les enfants grandissent. Car Peter Sis, dans ses dessins baroques, a caché bien des choses : comme ce minuscule tank perdu en filigrane, à l'envers, dans le coin d'une page. On peut y lire le chiffre 68... encore une clé dans cet album très singulier qui est, beaucoup plus qu'un simple livre pour enfants, un livre sur l'esprit d'enfance.



« Les Trois Clés d'or de Prague » de Peter Sis

**Signalons la parution, chez Grasset, de deux autres ouvrages de Peter Sis : *Un rhinocéros arc-en-ciel* (32 p., 75 F) et *Petit Conte du Grand Nord* (40 p., 79 F), lisibles dès 6 ans.**

## *Temps forts*

Comme toujours, le Salon de Montreuil (1), sera l'occasion de multiples rencontres. Avec Quentin Blake, l'un des artistes invités d'honneur, par exemple (vendredi 1er décembre, 10 h 30) ; avec des illustrateurs africains (vendredi 1er, 14 h 30) ou avec des conteurs qui évoqueront, soit les Caraïbes (samedi 2, 14 heures), soit, plus spécifiquement, Haïti (dimanche 3, 11 h 30) ; avec les romancières antillaises Gisèle Pineau et Maryse Condé (vendredi 1er, 15 h 30, et samedi 2, 14 heures), avec Vassilis Alexakis, lauréat du prix Médicis 1995 (vendredi 1er, 19 h 30), avec les poètes Guillevic et Charles Dobzynski (samedi 2, 15 heures), avec l'écrivain Jacques Serena, qui parlera de la poésie dans le roman (dimanche 3, 14 heures), avec l'écrivain François Bon et le musicien Kasper Toeplitz, qui proposeront un « parcours » de textes poétiques (dimanche 3, 15 heures), ou encore avec des cinéastes d'animation (samedi 2, 16 heures).

La soirée de vendredi 1er décembre sera consacrée, non stop, à dialoguer avec des auteurs et des illustrateurs de bandes dessinées (18 heures-21 heures), cependant que, samedi 2, des illustrateurs, metteurs en scène et cinéastes d'animation choisis par Quentin Blake parleront de leur travail (14 heures-16 heures).

Tout au long du Salon, des journées destinées plus particulièrement aux professionnels, et parrainées par *Le Monde*, seront l'occasion de débats sur des thèmes tels que « les enjeux du multimédia » (samedi 2, 9 h 30-12 h 30, salle des fêtes de la Mairie), « les acteurs du livre de jeunesse » (lundi 4, 9 h 30-12 heures, salle de la Mairie), ou « la presse jeunesse » (lundi 4, 15 h 30, salle de la Bourse) ; des rencontres seront également organisées autour de collections, d'auteurs ou d'illustrateurs, tels que Nicole Claveloux, invitée d'honneur du Salon (lundi 4 décembre, 13 h 30, salle des fêtes).

En marge et à l'occasion du Salon de Montreuil, un « salon off » aura lieu en Seine-Saint-Denis, avec des expositions, entre autres, des trois invités d'honneur : Quentin Blake (Bibliothèque Elsa-Triolet, 102, avenue Jean-Lolive 93500 Pantin, jusqu'au 17 janvier 1996), Nicole Claveloux (Bibliothèque Elsa-Triolet, du 8 décembre au 8 février 1996 – lire l'article ci-contre), et Lorenzo Mattotti (Bibliothèque Robert-Desnos et Maison populaire – 9 *bis*, rue Dombasle, Montreuil –, du 20 novembre au 30 décembre).

(1) Place de la Mairie, 93100 Montreuil, métro Mairie-de-Montreuil. Tél. : (1) 48-57-57-78. Horaires : mercredi 29 novembre, jeudi 30 novembre et lundi 4 décembre, de 9 heures à 18 heures ; vendredi 1er décembre, de 9 heures à 21 heures ; samedi 2, de 9 heures à 19 heures ; dimanche 3, de 10 heures à 19 heures. Entrée payante à partir de 14 ans : 20 F.

## Claveloux, gourmande impitoyable

*Une remarquable exposition présente les trente ans de carrière d'une artiste qui conjugue le malicieux et l'inquiétant*

Pour fêter trente ans de carrière, les amis de Nicole Claveloux ont su convaincre cette artiste aussi singulière que discrète d'ouvrir œuvres et archives au grand public. Ainsi est née « Nicole Claveloux et Compagnie, l'exposition à secrets », qui, avant Montreuil, s'est tenue durant près d'un mois à la Maison du livre, de l'image et du son de Villeurbanne, coproductrice de la manifestation avec l'ARALD d'Annecy et le CPLJ.

L'insupportable Grabote, déprimée chronique, et le lion Léonidas ont fait naguère les délices des lecteurs d'*Okapi* et ont rendu fameux le trait de Nicole Claveloux. Mais son œuvre de dessinatrice, d'illustratrice, de peintre aussi – même si ses huiles étaient jusque-là restées confidentielles – n'avait jamais encore connu pareille fête. La scénographie intelligente et efficace que signe Françoise Darne, ancienne condisciple de l'artiste à l'École des beaux-arts de Saint-Etienne, sait rendre les passerelles qui relient les thèmes récurrents (les bébés, les filles, les clowns, les cochons, les métamorphoses aussi), si poreux déjà que leur confrontation est passionnante. Des sons à déclencher et des portes à ouvrir (réfrigérateur ou vide-ordures), des caches à dévoiler qui abritent les documents privés de l'enfance et du parcours biographique, comme intimidés d'être divulgués pour la première fois : autant de pièges où la malice rejoue au gré de l'humeur du visiteur. Les sculptures – monumentales –, la glace déformante et la table d'orientation au centre des modules achèvent de perturber les repères. Qu'importe ! Déclinant les poux et les fées, les loups et les bébés, les bigorneaux au savoureux marivaudage, l'exposition célèbre tout, des premiers travaux professionnels pour Harlin Quist et François Ruy-Vidal jusqu'aux sources d'inspiration classique (Bruegel, Doré, Granville, mais aussi Escher ou Milton Glaser) et aux relectures picturales qui les dynamitent. La dureté âpre de la vision de Nicole Claveloux frappe davantage ici, même si l'humour est là aussi : Holbein est détourné pour célébrer Spirou, et Bosch est retouché dans *La Tentation de Saint-Tintin*. On a parlé de gravité méticuleuse pour cet art de la précision qui ne refuse pas l'onirisme. Voyez *Dedans les gens*, défilé théâtral et saisissant qui dérange, avec son cortège de bébés clowns et autres créatures improbables, puisqu'il garde un mystère qu'on devine essentiel. L'univers de Claveloux est complexe jusqu'au vertige et dévoile moins son créateur qu'il ne renvoie le lecteur à lui-même. Pourtant demeurent, irréductibles, un appétit, une rondeur du trait comme du propos qui invitent au partage, don généreux qui n'empêche pas de préserver la distance.

Un monde gourmand et plein d'une saveur inquiétante toutefois, jamais sage, ni confortable. Nicole Claveloux occupe à elle seule le quart du catalogue de la maison d'édition de son ami Christian Bruel, Le Sourire qui mord. Pouvait-on rêver pour elle meilleure enseigne ?



# Suivez la flèche

*Bizarre, étrange, fantastique : dans la galaxie des « livres qui s'ouvrent », une languette tirée, et l'aventure commence*

Que faire quand, dans un coin de page, une languette se fait désirer par une petite flèche noire ? On tire dessus, inévitablement. Et les pages se redressent. On voit des dragons surgir des flammes, des fusées se construire en trois dimensions, des clés magiques mener à des armoires secrètes, des images se superposer pour fabriquer d'autres images, s'inscrire dans un nouveau dessin, changer la vision. Dans la foire d'empoigne des « livres qui s'ouvrent », c'est à qui sera le plus fou : le plus long, le plus en relief, le plus fluorescent, le plus animé, le plus compliqué, le plus à l'envers, le plus mécanique, le plus imprévu, le plus plein de secrets. Vous avez dit bizarre ?

Pourtant, il y a de tout, même des choses très convenues, dans ces livres fabuleux avec leurs dessins détourés qui se déploient en plusieurs dimensions dans le paysage. Les enfants, qui n'en ont jamais trop vu, se contenteront des plus simples, et ne se soucieront pas qu'il se passe dans l'un ce qui se passe toujours, comme dans la très charmante *Petite auto de Gros Ours* de Stephen Wyllie et Jonathan Allen (Bayard, 95 F), où l'on se contente de faire coulisser des bras ou basculer un ours derrière un arbre. De mécanique plus élémentaire encore, *Calamité, la souris qui voulait danser*, d'Anne Merrick et Tessa Richardson-Jones (Mango, 79 F), montre avec des petites vignettes s'ouvrant sur des secrets, à la manière des calendriers de Noël, une invasion de souris cachées dans divers recoins de la maison, grouillant sous les coussins et entre les fils du transistor, dans l'indifférence joyeuse des maîtres des lieux.

**PLUS SOPHISTIQUÉ**

L'adorable ours dodu de *Plume en bateau*, de Hans de Beer (éd. Nord-Sud, 110 F), bénéficie de matériaux plus variés (ficelles et cellophane) pour dégringoler en tourbillonnant sur lui-même au bout d'un fil. Quant aux matières fluorescentes, elles servent la mise en scène savante du *Dragon et la Clef magique*, de Pie Corbett et Bee Willey (Seuil, 98 F) : soulevez le grimoire, retirez la clef des taquets, éteignez la lumière, et les fantômes se mettront à briller dans le noir.

Plus drôles sont les livres vraiment inventifs en bizarreries comme *Bulle, la baleine blanche*, d'Antonin Louchard, qui fournit des lunettes magiques pour voir le fond des mers en relief (éd. Manitoba, 76 F). *Le Livre le plus long*, de Richard Scarry (éd. Les Livres du Dragon d'or, 98 F) déplie, à l'horizontale, autant de pages qu'il y a de wagons au train, et un autre, le livre le plus large – *Tu ne dors pas, Petit Ours ?*, de Martin Waddell et Barbara Firth (L'Ecole des loisirs, 98 F), apporte un panorama en trois profondeurs. Mieux encore, *Les Animaux de Lulu-la-Berlue*, d'Anne de Chambourcy et François Daniel (Mango, 55 F), offre la magie des métamorphoses : une truffe de chien peut devenir un chat endormi grâce à un film transparent qui transforme entièrement l'image initiale. Parmi les autres curiosités, on se laissera entraîner par la comptine d'un livre se lisant de l'envers à l'endroit, indéfiniment (*J'en ai marre*, d'Anne-Isabelle Le Touzé, Didier, 60 F), et on ira au fond de l'eau dans *Arc-en-ciel*, de Marcus Pfister, rien que pour les poissons aux écailles de nacre (éd. Nord-Sud, 98 F).



Plume, le petit ours polaire, en compagnie de son ami le chat Némo

# *Craquante Charlotte*

**JOURNAL D'UNE PETITE VAMPIRE (Little Vampire's Diary)**
de Sonia Holleyman.
Adaptation française de Robin,
Seuil Jeunesse, 98 F.

Charlotte de Karpathe est une enfant exemplaire. On aura compris donc qu'elle est mutine et adore les codes secrets qui préservent le mystère des confidences, craquante aussi avec ses serpents d'oreille et ses lunettes de chauve-souris. Comme elle ne rêve que plaies et bosses quand l'amour d'Oscar ne la terrasse pas, elle collectionne les pansements et les boulettes, les déguisements et les secrets, sous le regard admiratif de son chat Panari. Livre à malices, ce journal pas comme les autres est un vrai régal de délicieuses monstruosités (cervelles de fourmi et ongles d'escargot) à savourer sans délai. Les accessoires – irrésistibles –, mobile à accrocher au-dessus de son lit, échantillon de cape d'homme invisible, n'en finissent pas de faire rebondir l'intérêt d'un livre qui musarde, piège, enchante résolument.

# Civisme, mode d'emploi

*Des règles de la vie nationale aux modes de vie des Européens, plusieurs ouvrages sensibilisent les citoyens de demain*

Il est de bon ton de se lamenter sur le manque de conscience civique des jeunes aujourd'hui. L'école n'assurerait plus sa mission et la démission des parents n'arrangerait rien. Pourtant, rares sont les éditeurs soucieux d'apporter leur obole, de relever le grand défi de l'information citoyenne.

Si les collections encyclopédiques font florès, avec Gallimard en leader incontesté, les approches documentaires qui rendent compte des singularités humaines sont moins nombreuses. Rappelons le travail de qualité de L'Ecole des loisirs (coll. « Archimède »), d'Hatier (collection « Pali Mali »), d'Hachette aussi (coll. « Destins d'enfants »). Mais jusqu'ici, personne n'avait réellement entrepris un travail systématique sur l'apprentissage du civisme. C'est aujourd'hui chose faite avec l'excellent *Chez toi en France* de Geneviève Brame et Béatrice Tollu (Hachette, 80 p., 119 F). Ayant déjà conçu pour les adultes un *Chez vous en France* (Dunod, 1993) qui se voulait un guide clair, sérieux et documenté pour les étrangers immigrés ici ou les Français expatriés, Geneviève Brame entendait alors combler un vide éditorial réel. Aujourd'hui les enfants ont droit à cette intelligente initiation aux règles de la vie nationale : l'espace et la langue, les rythmes de vie et les informations pratiques, le monde de l'école et celui des loisirs, plus quelques pages « tendance » et une vision en boule du *Monde* pour garantir la qualité de l'information (1). La maquette, vivante et ponctuée de timbres (La Poste est partenaire de l'opération), dans un désordre savamment contrôlé, ajoute le charme à l'utilité du propos. Une réussite qu'on ne saurait trop recommander aux enseignants comme aux parents.

**LA PAIX**

Dans le même esprit, signalons la naissance d'un projet d'éducation à la paix lancé par Benetton à Francfort, en octobre. Pour ancrer la conscience des droits des enfants, l'entrepreneur se propose de parrainer et d'assurer la diffusion en Europe de cahiers d'exercice et de livres du maître, destinés à des classes pilotes qui devraient être choisies en harmonie avec l'association internationale Ecole, instrument de la paix. Trois versions, française, espagnole et allemande, devraient suivre celle déjà réalisée en italien.

Gage de coexistence paisible, la connaissance de l'autre passe par celle de son voisin. Hachette publie le deuxième volet des *Petits Européens* de Nicole Lambert (Hachette, 60 p., 150 F.) qui met le cap sur le nord et l'est du continent. Tout sur les modes de vie et traditions culturelles (jusqu'aux friandises) et un choc : la double page blanche pour l'espace de l'ancienne Yougoslavie où *« il est très difficile d'avoir une enfance »*. L'information religieuse, initiation primordiale à la tolérance, est moins souvent traitée. On saluera le projet d'Elisabeth Sebaoun et Dominique Lemonnier, *Explique-moi ta religion* (Brépols, 80 p., 98 F) qui tente une présentation croisée des trois grandes confessions monothéistes et de l'agnosticisme par un survol thématisé de l'année scolaire (la fête pour décembre, le travail en mai) ainsi que des gros plans documentaires sur les fondements, les figures, les lieux et les responsables de ces croyances parallèles. Plus classique et plus érudit, *Les Religions du monde*, de la nouvelle *Encyclopédie des jeunes* de Larousse (96 p., 95 F), mérite lui aussi une mention. Avec de tels efforts, peut-être la conscience du citoyen de demain sera-t-elle moins laxiste qu'on ne le prétend aujourd'hui.

(1) Dans les astucieux *Secrets d'une ville*, de Bruno Muscat et Jean-Louis Besson (Bayard/Astrapi, 44 p., 49 F, dès l'âge de six ans), qui propose une découverte amusante de Paris; les bureaux du *Monde*, rue Falguière, font partie des sites retenus.



# L'univers magique du CD-ROM

*Sélectionnés par un jury, quatorze jeux éducatifs sur ordinateur sont présentés à Montreuil*

Abandon du support papier pour le support écran, le CD-ROM, nouvelle méthode pédagogique qui révolutionne les habitudes de lecture, prend peu à peu sa place dans la bibliothèque des enfants. Il permet une découverte « à la carte » : créer des histoires, choisir son itinéraire, grossir les détails, déchiffrer à son rythme... Cette infinité d'options ne peut que séduire les petits lecteurs les plus réticents. Et la production explose dans ce domaine en pleine croissance. Les éditeurs pour la jeunesse se lancent sur le marché du multimédia aux côtés des grandes structures (comme Gallimard, qui édite ses deux premiers CD-ROM, avec notamment la version française de *Faites de la musique*, de Morton Subotnik, qui initie les enfants aux harmonies et aux sons et leur permet de composer eux-mêmes leurs mélodies). Ils nous réservent quelques belles surprises à l'approche de Noël et à la veille de l'ouverture du Salon du livre de jeunesse.

**LULU, TIM, STAN, ELIOT...**

Souci des organisateurs de participer à cette évolution vers les nouvelles technologies, quatorze CD-ROM ont été choisis par le jury et seront présentés à Montreuil. En vedette, *Le Livre de Lulu*, un conte interactif qui célèbre l'écrit *(voir encadré)*. Mention spéciale de la meilleure adaptation au *Monde des avions* (Microsoft), véritable petit musée pour tous les férus d'histoire et d'aviation, un voyage passionnant dans l'univers de l'aéronautique, d'Icare aux pilotes de l'école Top Gun en passant par Charles Lindbergh. Comment ne pas craquer devant *Mini-loup et petit loup tout fou* (Hachette), *Stan et la baguette magique* (Club Pom), *Tim, Tom et Zoé* (Patchwork) ou *Eliot Nounours a disparu* (Havas Edition électronique) ? Ces jeux éducatifs font appel aux capacités d'orientation, de mémorisation et de raisonnement des plus petits, divertis par les aventures de personnages amusants qui éveillent leur imagination en stimulant leur créativité.

Bienvenue en Amazonie avec *Kiyeko et les voleurs de nuit* ! Ce conte interactif multilingue est le premier de la collection Ludimadi (Ubisoft), qui s'inspire de la mythologie et des civilisations anciennes. Drôle et éducatif, il propose de s'entraîner à la lecture et de s'initier aux langues étrangères (italien, espagnol...) à travers la vie d'un petit Indien, ou d'écouter les textes dits par le conteur (Pierre Tchernia pour la version française, Ben Kingsley pour la version anglaise). Avec des graphismes tout aussi superbes, et une atmosphère recréée, le CD-ROM présenté par Flammarion Multimédia nous emmène du tipi de *Thomas Aigle Bleu* aux plaines de l'Amérique, pour écouter des légendes indiennes ou construire ses propres contes. Avec la nouvelle collection « Les Animaux sauvages », d'Infogrames, c'est une encyclopédie vivante qui apparaît sur l'écran. L'atmosphère sonore en plus, *L'Eléphant* se feuillette comme un livre. Un déroulement linéaire, mais pas seulement : on peut aisément solliciter une page, un thème, une photo, pour connaître telle ou telle partie de son corps, ou comment il s'inscrit dans l'évolution des mammifères.

Si le propre de l'outil multimédia est d'être ludique et didactique tout à la fois, le dictionnaire adapté au CD-ROM est devenu incontournable pour les éditeurs : trouver des réponses à toutes les questions grâce au *Dictionnaire Hachette multimédia* ; ou revêtir la blouse du chirurgien en ouvrant *L'Encyclopédie du corps humain* (Larousse) : la souris se transforme alors en scalpel et permet de disséquer, analyser, découvrir cette machine complexe qu'est l'homme, son système nerveux, ses sens, ses organes.

Il ne reste plus aux enfants qu'à convaincre leurs parents de s'équiper d'un lecteur (attention aux multiples versions PC et Mac, et aux lectures impossibles si l'on ne dispose pas de l'équipement approprié...) Et il semble que les maisons d'édition, riches d'un fonds documentaire pour enfants et adolescents, aient encore de beaux projets en réserve, les CD sélectionnés par le jury et présentés à Montreuil constituant un avant-goût de l'excellente production attendue sur ce marché porteur. Graphistes et auteurs inventifs ne manqueront certainement pas de nous surprendre dans les mois à venir. Cliquez, et la bobinette cherra...

# *Conte de fées intemporel*

**LE LIVRE DE LULU**
de Romain Victor-Pujebet.
Flammarion Multimédia,
CD-ROM Mac et PC, 349 F.

Attention bijou ! La formule peut choquer. Elle sent l'excès, l'abus de confiance ; mais comment tempérer l'enthousiasme qui vous saisira lorsque vous entrerez dans le monde de Lulu, celui des beaux livres d'autrefois, dorés sur tranche, aux confortables illustrations infiniment détaillées qui accompagnaient les éditions des Verne et Kipling pour les distributions de prix.

Conte de fées intemporel, *Le Livre de Lulu* raconte l'histoire d'une petite princesse espiègle de dix ans qui rencontre soudain un robot égaré dont le vaisseau a atterri dans le parc du château. L'aventure commence, simple ou croisée lorsque les héros se perdent et se recherchent, dans l'espace ou à travers désert, jungle ou banquise. Un parcours aventureux magnifié par des décors, des effets sonores et visuels confondant d'invention et de finition. Une vraie fête. En sus la rencontre de deux univers, transfert d'esthétiques et d'émotions qui produit une poésie unique, charme nostalgique et magie technologique mêlés.

Comme le livre se lit comme on l'entend, avec l'oeil, l'oreille, d'autres voix buissonnières qui conjuguent les approches, on pourrait craindre que la lecture du texte soit périmée par cette inflation de nouveautés. Il n'en est rien. Certaines doubles pages n'offrent d'autre choix que la lecture des lettres, réhabilitation inattendue de l'objet de papier que ce CD-ROM révère avec une scrupuleuse piété (on clique à droite en bas de l'écran pour tourner les pages). Tous ceux qui hésiteraient à faire entrer chez eux un lecteur de CD-ROM doivent miser sur *Le Livre de Lulu* pour être sûr de ne pas regretter la dépense.



# Anthologie à quatre mains

## A l'initiative du Salon de Montreuil, Bernard Chambaz, Marie Etienne, Emmanuel Hocquard, Jacques Roubaud ont composé chacun un choix de poésies contemporaines

**« C'EST TOUT COMME »**
de Bernard Chambaz.
Flammarion, 128 p., 50 F.

**POÉSIES DES LOINTAINS**
de Marie Etienne.
Actes Sud Junior, 128 p., 50 F.

**TOUT LE MONDE SE RESSEMBLE**
d'Emmanuel Hocquard.
POL, 140 p., 50 F.

**128 POÈMES COMPOSÉS *EN LANGUE FRANÇAISE,***
de Guillaume Apollinaire à 1968.
de Jacques Roubaud.
Gallimard, 176 p., 50 F.

Qu'est-ce que doit être une anthologie ? Un rassemblement raisonné visant à la cohérence et à l'exhaustivité, ou un florilège commandé par les goûts, les choix et la pensée de l'auteur ? Un peu des deux, sans doute ; un juste équilibre qui évite l'écueil de la trop grande subjectivité, comme celui des conventions hiérarchiques et académiques. Pour trouver cet équilibre, les responsables du Salon de Montreuil ont eu l'excellente idée de demander à quatre poètes, et à autant d'éditeurs, de composer et de publier chacun une brève anthologie de la poésie contemporaine.

Jacques Roubaud (Gallimard), Marie Etienne (Actes Sud), Emmanuel Hocquard (POL) et Bernard Chambaz (Flammarion) ont répondu à l'appel. Les quatre brefs volumes, en raison même de la diversité des approches et des sensibilités qu'ils manifestent, ne doivent pas être séparés. Ils se complètent presque naturellement, hors de toute stratégie et préméditation. Ensemble, ils forment comme une anthologie unique, une maison où l'on pourrait entrer par plusieurs portes et que l'on pourrait visiter avec quatre guides différents. L'impératif de devoir s'adresser à de jeunes lecteurs censés tout ignorer de la poésie moderne ne constitue pas un handicap mais un pari. A l'arrivée, une constatation s'impose : ce qui était destiné aux adolescents sera lu avec profit par les adultes, censés ne rien ignorer...

Prenons l'ordre alphabétique. Bernard Chambaz, qui intitule son volume *« C'est tout comme »*, propose « trente-trois chants », de *Hugo et Baudelaire à Dominique* Fourcade et Denis Roche. Un certain classicisisme, le respect accordé aux aînés inépuisables, en même temps qu'une curiosité vive, une *« disposition vagabonde »*, des incursions dans des domaines réputés difficiles... Ferveur et bonheur se conjuguent fort bien dans ce volume ; les lecteurs n'auront aucune difficulté à les éprouver eux-mêmes.

Marie Etienne, elle, s'intéresse aux *Poésies des lointains. « La métaphore du voyage dans les lointains est un repère, un préalable et un prétexte pour circuler dans le champ poétique du XXe siècle, sans trop perdre le nord ! »*, écrit-elle dans sa préface. En sept sections, Marie Etienne explore les lointains, réels (Cendrars et Larbaud), interdits (Claudel et Segalen) ou inventés (Michaux et Tardieu), intérieurs (Arp, Breton, Eluard et Prassinos) ou antérieurs (Apollinaire, Max Jacob, Marie Noël)... Ce fil d'Ariane *du voyage poétique conduira* sûrement l'amateur vers des contrées dont il sera toujours le premier découvreur.

Résolument moderne, Emmanuel Hocquard a choisi douze poètes qui travaillent, dans la langue, à lever le *« malentendu sur le mot* poésie ». Quel malentendu ? Celui qui naît de la confusion des sentiments, de l'incapacité à réfléchir, à agir sur la matière et les moyens de la poésie. Sa préface est un bon exposé des questions et des problèmes qui sont au cœur de la création poétique contemporaine. Français (Albiach, Alferi, Cadiot, Daive, Royet-Journoud...) et américains (Benjamin Holl, Michael Palmer, Keith Waldrop), les auteurs représentés dans ce volume – le plus cohérent si l'on veut, le plus univoque – illustrent cette percée de la *« grammaire musicale »* et de la volonté de restitution de ce que George Oppen appelait des *« instants de conviction »*.

Les *128* (129, en fait) *poèmes composés en langue française, de Guillaume Apollinaire à 1968*, présentés chronologiquement par Jacques Roubaud, constituent un large panorama des tendances de la poésie moderne. Anthologie au sens le plus classique du terme, le livre de Roubaud s'ouvre sur cette non moins classique déclaration d'intention : *« Ce choix est une boîte de chocolats poétiques. Chaque poète remplit une ou plusieurs bouchées. Si la saveur est agréable, on pourra choisir, dans la liste de lectures proposées à la fin du livre, de faire plus ample connaissance avec un auteur. »* Des quatre volumes, celui de Roubaud, sous des dehors didactiques, est comme une assise, un tronc commun à partir duquel des branches plus frêles et des floraisons inattendues ont pu surgir – avant et surtout après 1968. A ce tronc, il n'est pas inutile ou vain de faire retour, afin d'en éprouver la solidité. Et on ne peut rêver meilleur jardinier-chocolatier...

# Folies douces

**AUX MERVEILLES D'ALYS MAGASIN ZINZIN**
de Frédéric Clément.
Ipomée-Albin Michel,
64 p., 150 F.

Un livre magique en forme de catalogue amoureux. Alys est marchande de merveilles : difficile de l'éblouir pour son anniversaire ! Frédéric Tic-Tic, *« marchand d'alumettes, d'amulettes, de miroirs, d'alouettes »*, relève le défi et propose sa collection de collections à partager sans modération. Dés à découdre, ombre de petit prince, billet gagnant pour des tours en *tapis volant, écharde en bois de* quenouille ou plume de moineau de M. Doisneau... Mille folies douces, très douces et belles aussi. Magie des souvenirs et des images, graines de carrosse et de citrouille. Des promesses de rencontre aussi improbables que celles rêvées par Isidore Ducasse, aussi lumineuses que celles signées Prévert, belles comme des visions d'Ernst, Roussel ou Desnos, fleurs de gi*rafe et autres salières pour la* chasse au piano sauvage. Clé des champs, des cœurs et des songes : un magasin Zinzin pour les Zin-censés, pour les autres aussi.

# Des fables trop sages

L'initiative si heureuse de ces anthologies poétiques contemporaines tranche avec la tristesse générale des éditeurs : sans imagination, La Fontaine se taille encore la part du lion sans qu'on en voie, à une exception près (*lire ci-dessus*), l'utilité. La sagesse du livre de fables illustré par Charles Santore (*Fables d'Esope et de La Fontaine*, Les livres du Dragon d'or, 72 p., 148 F.), *l'animation astucieuse mais* sans folie du volume de Pierre Hézard et Catherine Fichaux (Mango, 59 F.) ne font décidément pas événement. On aura quelque faiblesse en revanche pour l'austère mais stimulant *Répertoire des rats* (Ed. Complicités (distribution Distique), 72 p, 150 F.)concocté par Michel Dansel, qui y signe *un intelligent pastiche de pro*cès d'assises, et Frédéric Clément, auteur, cette rentrée, du plus merveilleux livre-poème qu'on puisse rêver (*lire ci-contre*). Malgré les illustrations trop conventionnelles de Zdenka Krejcova, on s'en voudrait de ne pas signaler la nouvelle édition des *Chantefables et chantefleurs* de Robert Desnos (Gründ, 80 p., 42 F.) – mort il y a cinquante ans –, que l'omniprésence du fabuliste de Château-Thierry nous aurait presque fait oublier.

Devant une telle morosité, l'aventure discrète, mais exemplaire, de Chantal Miglioli est une véritable gageure. Libraire à Draguignan, elle y a ouvert une galerie et s'est lancée *dans l'aventure de l'édition de* poésie avec une maison, Lo Païs (14, boulevard Foch, 83300 Draguignan, tél (16) 94. 68. 08. 00.), et une courageuse collection, « d'Enfance » : après Daniel Schmitt, Jacqueline Held, Pef (et son délicieux *Poëtic-Toc* où les montres *« avan....... ce[nt]* quand elles ne se sont pas *« arr »*), celle-ci acceuille ces jours-ci Guillevic (*Pense-Bêtes*, illustré par Hélène Vincent, 79 F.) et Joël Sadeler (*Mille pattes et trente et un poèmes*, illustré par Jacqueline Duhême, 79 F.). De belles réalisations, précieuses, qui devraient stimuler l'édition parisienne.




# Cure de jouvence

**LE LA FONTAINE**
Choix de fables
et peintures de Michel Potier.
Mango, coll. « Album DADA »,
48 p., 89 F.

Un coup d'envoi spectaculaire *pour une collection qui en*tend unir créateurs, poètes et artistes d'hier et d'aujourd'hui. On ne remarque pas immédiatement la présomption du titre. *Le La Fontaine*. Unique. Evident. Sans rival. Le sceptique tournera les pages faussement reprises d'un cahier d'écolier avec titre manuscrit et respect de la marge, même si les taches d'encre et les croquis de bestiaire disent autant la désinvolture du cancre lunaire que la leçon du bon élève. Le texte, mobile et coloré, plein d'effets rythmiques, échappe aux conventions séculaires ; l'image répudiant le *naturalisme naïf nettoie l'œil*, audace féconde d'un discours re*nouvelé, d'une vigueur intacte* pour un poète sans rides. Comme cette courte anthologie (vingt fables) sait aussi ménager quelques belles (re)découvertes, La Fontaine n'a jamais paru si jeune, si évidemment unique. C'est peut-être bien « Le » La Fontaine dont notre époque rêvait pour retrouver l'esprit du poète.

# Totem et Tam-Tam

Les *Totems* du livre de jeunesse, qui distinguent chaque année des ouvrages sélectionnés par les éditeurs et choisis par des jurys composés de professionnels (écrivains, critiques, scientifiques), couronnent désormais aussi un CD-ROM labellisant la meilleure production française à destination du jeune public. Parallèlement, reprenant le principe du Grand Prix des jeunes lecteurs, créé en 1986 par *J'aime lire* et *Je bouquine*, deux magazines de Bayard Presse, les *Tam-Tams* répondent à la volonté des organisateurs : promouvoir la littérature de jeunesse de qualité grâce à l'expression de ceux qui la lisent, les enfants.

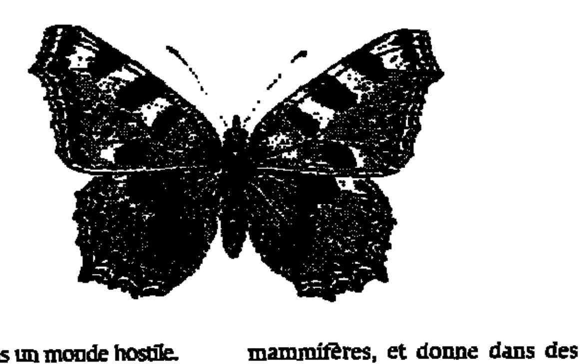
**TAM-TAMS DU LIVRE DE JEUNESSE 1995**

● **TAM-TAM 7-10 ans** : *Fous de foot*, de Fanny Joly et Christophe Besse (Casterman, coll. « Huit & plus », 92 p., 42 F).

*Comment faire quand* on est une fille pour entrer dans le cercle très machiste des joueurs de football ? Sonia est une *« foot-folle »* qui en remontrerait à ceux qui la snobent, si seulement elle pouvait jouer avec les gars du PS-G (entendez « Poussins de Saint-Grobœuf »). Créer en contre-offensive une équipe féminine ? Pas si simple ! Ce court roman rapide et efficace comme une passe bien ajustée règle quelques comptes avec les *a priori* et partis pris en vogue. Un exercice salubre et une récompense bien venue pour ce titre pionnier d'une collection née ce printemps (« Le Monde des livres » du 31 mars). Les mêmes auteurs viennent de faire paraître une fable désopilante sur le créateur en proie aux médias, rendu stérile par la reconnaissance (*Ernest s'énerve*, Hachette, 36 p., 59 F) : faudrait-il le malheur pour lui rendre sa grâce ?

● **TAM-TAM 11-14 ans** : *Les Oubliés de Vulcain*, de Danielle Martinigol (Le Livre de poche Jeunesse, 188 p., 25 F).

Charley (Cobaye humain amélioré résistant aux lieux extraterrestres) apprend fortuitement, le jour de son quinzième anniversaire, qu'il est en réalité un prototype génétique conçu en laboratoire. Bouleversé par cette révélation, il décide de s'enfuir dans un conteneur à ordures à destination de Vulcain, planète-poubelle soumise à la dictature des Ords. Sa constitution supérieure lui permet de résister aux émanations de gaz qui déciment, un à un, les habitants-récupérateurs, tentant, de rendre sa dignité à leur planète. Au fil de ce roman, véritable leçon de tolérance et d'écologie face aux dérives de la science, Charley fera l'apprentissage



de la vie dans un monde hostile.

**TOTEMS DU LIVRE DE JEUNESSE 1995**

● **TOTEM ALBUM** : *Le Chien invisible*, de Claude Ponti (L'Ecole des loisirs, 40 p., 78 F).

Oum-Popotte vit solitaire avec ses parents, mannequins de carton-pâte dont l'humeur change quand on les tourne. Il écoute son oreiller et récite ses leçons à son cartable jusqu'au jour où un événement inattendu bouleverse sa vie, l'école et *bientôt* tout le village. Le fautif ? Un trublion invisible que lui seul pourra apprivoiser. Parce qu'il l'admet, l'attend, le nomme et l'adopte finalement, mirage malin et brouillon qui illumine la vie secrète d'Oum-Popotte. Le dessin foisonnant, harmonieux et fou, de Claude Ponti, confère à cette histoire de marges partagées une douceur lumineuse d'une grâce infinie.

● **MENTION SPÉCIALE** : *Les Trois Clés d'or de Prague*, de Peter Sis Album étranger (Grasset Jeunesse, 64 p., 110 F).
*(Lire l'article page V.)*

● ***TOTEM DOCUMENTAIRE*** : *Petites Bêtes de la maison*, de Vincent Albouy (Gallimard Jeunesse, 48 p., 78 F). Qui n'a pas frémi à l'idée de se retrouver nez à nez avec araignées, punaises, rats, chauves-souris, petites bestioles souvent inoffensives qui ne nous inspirent que dégoût ? Cet inventaire des *Petites Bêtes de la maison* invite à se débarrasser des idées reçues et à apprendre à repérer les pique-assiettes, les réfugiés de l'hiver, les amateurs de bois ou de vêtements.

*Mais pas seulement.* Abondamment détaillé et illustré, et grâce à ses entrées multiples, le manuel de Vincent Albouy propose aussi de s'intéresser aux oiseaux et petits mammifères, et donne dans des pages pratiques, en fin d'ouvrage, des conseils d'écologie et d'observation. De quoi regarder la nature sans sortir de chez soi, et devenir un parfait petit entomologiste.

● **TOTEM ROMAN** : *Dans la ville invisible*, de François Bon (Gallimard, coll. « Page blanche », 128 p., 59 F).

C'est quand il ne se passe plus rien, quand tout le monde s'absente, que l'histoire commence. Pour Samuel, *ce sont cinq jours et cinq nuits* sans sa mère, qui est à la maternité, sans son père dont le métier est de n'être jamais nulle part, toujours entre deux lieux, sans rien voir du jour puisqu'il travaille à bord d'un de ces trains de nuit qui traversent toute l'Europe entre Paris, Rome, Vienne ou Budapest. Clin d'œil à Rabelais, les titres des chapitres annoncent un morceau d'aventure. Mais le périple de Samuel n'a rien de celui de Pantagruel. Comme Alice, plutôt, il passe « de l'autre côté ». Le miroir, ici, peut être un livre qui raconte une vieille légende allemande sur un village englouti, ou l'ascenseur de l'immeuble qui l'emmène de haut en bas vers toutes sortes de rêves et vers d'autres paliers, des *mondes proches qu'on oublie de re*garder : car la ville invisible est moins faite de ce qui n'existe pas que de ce qu'on n'a pas eu le temps de voir.

● **TOTEM BD** : *L'Œil du chat*, de Fabio (Seuil Jeunesse, 96 p., 59 F).

Vu par cet œil, c'est un monde dépouillé à l'extrême, en harmonie avec ce personnage de fildefériste fi*liforme qu'on prendrait volontiers* pour un homme, n'était sa longue queue qui le range au nombre des chats. Six histoires courtes, sans paroles ni gras, stylisées comme des saynètes à la Chaplin, la culture du cartoon en prime. Histoires de solitude et de quêtes élémentaires, où manger et boire s'abîment en déboires et où la chance, visage trompeur du hasard, n'est jamais au rendez-vous. *Lieu de la convoitise et de* l'échange, des affrontements et des rencontres, une poubelle traverse ces intrigues intrigantes, comme le lien social par excellence, si rude que l'arme à feu et la bombe à désagréger les obstacles tentent de le dénouer. En vain. Une fable en forme de ballade épurée sur un monde sans enchantement. Superbe.

● ***TOTEM CD-ROM*** : *Le Livre de Lulu*, de Romain Victor-Pubeiet (Flammarion Multimédia, 349 F).
*(lire l'article page VI.)*

● **MENTION SPÉCIALE** : *Le Monde des avions*, meilleure adaptation (Microsoft, 299 F). *(lire l'article « CD-ROM », page VI.)*

# Apprendre en s'amusant

Offrez des boîtes de jeu à vos enfants pour Noël, et allez les acheter chez votre libraire... Heureuse idée d'un éditeur, Hatier, qui, reprenant le principe du livre-atelier, propose d'apprendre en s'amusant, avec des volumes contenant tous les accessoires indispensables à la réalisation des expériences décrites dans le livret joint. Pour les « Juniors » (8-12 ans), *Graine de savant* décrit expériences et autres découvertes à réaliser grâce au nécessaire pour petit savant ; *Le Petit Cuisinier* donne des recettes amusantes, expliquées étape par étape ; et *Magique !* donne trucs et astuces pour réussir des tours, avec les inévitables jeux de cartes, foulards colorés et baguette magique. Ludiques et pédagogiques, ces livres-coffrets ont aussi le mérite de donner des conseils pour être un bon scientifique et apprendre en toute sécurité. Pour les plus grands (à partir de 12 ans), éveil à des techniques artistiques : à la peinture sur porcelaine, aux décors en papier et à la philatélie, avec, dans chaque volume, une introduction historique sur ces activités (134 F chacun).

Allier théorie et pratique est aussi la particularité d'*A la découverte de la science* (Bordas-jeunesse 120 p., 98 F), qui explique comment réaliser 101 expériences faciles et sans danger : faire pousser une plante, construire un thermomètre, comprendre les cinq sens, produire un arc-en-ciel miniature... Le *Méga expérience* de Nathan (à partir de 10 ans, 112 p., 128 F), explore les mondes de la physique, de la chimie et de la technologie par la théorie, pour que l'enfant les teste par des expérimentations simples, faciles à réaliser avec des objets de récupération domestique (bouchons, bouteilles en plastique, éponges...). Rappelons, chez le même éditeur, la version CD-ROM du *Comment ça marche* de David Macaulay, adapté aux outils les plus performants de la technologie au quotidien (Caméscope, lecteurs laser...). Autant de réponses pour les enfants curieux, autant pour prétextes offerts aux parents de s'amuser en leur faisant la lecture.

Les collégiens désireux d'acquérir une bonne culture scientifique pourront se pencher sur *Master Sciences* d'Hachette Education (448 p., 188 F), vulgarisation attrayante de concepts parfois arides. Le format encyclopédique permet de traiter tous les grands domaines de la connaissance, 380 thèmes regroupés par catégories (la matière, les réactions chimiques, électricité et magnétisme, le monde vivant...), abondamment illustrés et enrichis de planches et mémos encadrés. Aussi complets et complexes, les deux derniers volumes de la collection « Passion des sciences » de Gallimard viennent de paraître. Déclinés des maquettes imaginatives de Dorling Kindersley avec les doubles pages qui ont fait leur succès, *La Médecine*, de Steve Parker, en association avec le Science Museum de Londres, donne toutes les réponses sur les sciences de la santé, et *La Technologie* (chaque volume 64 p., 110 F), de Richard Bridgam, traite des inventions et des hommes. Enfin, la collection « Records » chez Casterman (45 p., 68 F) – pour laquelle on peut malgré tout regretter un titre quelque peu racoleur qui ne manquera pas d'attirer les enfants –, regroupe des volumes abondamment illustrés sur des thèmes divers touchant aux sciences : *Machines et inventions*, *La Terre et l'Univers*, *Le Monde vivant* et *L'Aventure humaine*.

# Les grands dans la cour des petits

*Fable gourmande avec Irène Frain, moraliste avec Tahar Ben Jelloun, contes exotiques et civiques avec Michel Rio. Un trio de renom s'exerce au récit pour la jeunesse*

**LA FÉE CHOCOLAT**
d'Irène Frain.
Illustrations de Laurent Berman,
Stock, 64 p., 75 F.

**RACHID**
**l'enfant de la télé**
de Tahar Ben Jelloun.
Illustrations de Baudouin,
Seuil Jeunesse, 40 p., 85 F.

**LES AVENTURES DES OISEAUX-FRUITS**
de Michel Rio.
Dessins de Nestor Salas,
Seuil Jeunesse, trois volumes,
28 p., et 49 F chacun
(147 F en coffret).

Cet automne, trois romanciers connus sacrifient au périlleux exercice du livre pour la jeunesse. Irène Frain, Tahar Ben Jelloun, Michel Rio, chacun des trois a une écriture, un monde qu'on imagine mal à la portée des enfants. Sans doute le goût de la narration, si vif chez Irène Frain, est-il l'une des qualités requises pour inventer un conte merveilleux. Histoire d'une princesse sucrée enlevée par le roi de la Soupe-aux-cailloux, *La Fée Chocolat* est écrit avec la gourmandise que l'on attendait, les mots y jouent jusqu'à la surenchère du clin d'œil et de la malice langagière ; c'est amusant, un peu, lassant bientôt. Si l'on sourit du magique *« Truffi-truffa »* qui programme l'évasion de Petit Page loin du cachot tout froid, où l'on ne mange que des clopinettes, minces brindilles saupoudrées de cendres, le prince Beau Blond, le roi de la Croustille, la reine des Tartes et la duchesse de Gratin hésitent entre la malice de Prévert et la coquille chez Raymond Oliver. Une fable gentillette au dénouement convenu qu'on ne retiendrait pas si la curiosité sur la performance de l'auteur n'avait faussé le jeu.



**Rachid et l'aïeul Jeddi**

Le cas de *Rachid*, de Tahar Ben Jelloun, est différent. La fable se veut moins gratuite. Rachid, petit Marocain fasciné jusqu'à la possession par le téléviseur et – drogue plus salutaire – les yeux de sa maîtresse d'école, va découvrir le temps des vacances pascales, la beauté de l'Atlas auprès d'un grand-père qui vit près des étoiles et loin de l'électricité, racines où l'enfant blême se ressource d'autant plus volontiers que l'aïeul a le nom d'un héros de Spielberg (Jeddi). C'est touchant, très militant mais pas tout à fait convaincant. La violence de la fascination cathodique, dite avec un moralisme d'adulte, voisine mal avec les scènes, lyriques, de promenades nocturnes. L'option, louable, achoppe sur des déséquilibres d'écriture qui étonnent quand on connaît le Tahar Ben Jelloun « pour les grands ».

Avec la même préoccupation civique, Michel Rio, lui, fait mouche. C'est pourtant, de ces trois auteurs, le moins attendu dans des récits ludiques et colorés, virevoltants de fantaisie. Ses romans aux intrigues ténues – épures de plus en plus cérébrales dans les récents *Principe d'incertitude* et *Manhattan Terminus* – ne sacrifient rien à l'anecdote et attestent d'une parfaite maîtrise du style comme de la pensée. Ces contes exotiques des Oiseaux-Fruits (1) portent toujours la marque de cette rigueur, et les préceptes de virulence et de respect (de l'autre comme du monde) qu'ils illustrent y gagnent en profondeur. Mais ces doctes principes (limites de la liberté de chacun dans le rapport social, vertu de l'entente et de la réciprocité des bienfaits, nécessité de préserver l'environnement victime d'agressions irresponsables) échappent ici aux lourdeurs du didactisme sentencieux. Tout n'est que malice et couleur, humour et fantaisie sur cette île à la géographie mutine, carte du Tendre aux vertus « diététiques » : les farces douteuses mais parfois salutaires des Oiseaux-Pommes-de-terre, la figure discrètement charismatique de Walter Avocat, personnage ingénieux doué pour le verbe comme pour l'action, jusqu'aux voiles vives et savoureuses comme des tranches de pastèque du « Coulera-coulera pas ? ». Décidément, la malice vaut mieux que le calembour. Tout est invention alors même que tout fait sens. Par l'image et le texte, une leçon d'une harmonieuse simplicité.

(1) Trois volumes : *Les Oiseaux-Fruits et les Oiseaux-Pommes-de-terre*, *Les Oiseaux-Fruits et le Serpent de mer*, *Les Oiseaux-Fruits et les Oiseaux-Ferraille*.

# Histoire vivante

*De Ramsès à de Gaulle, tour d'horizon des ouvrages pour historiens en herbe*

On a trop dit déjà le danger qu'il y a à composer des livres d'histoire pour la jeunesse avec la nostalgie de sa propre enfance. Tableaux de genre, les dessins coloriés qui visualisaient dans les salles de classe Saint Louis sous son chêne ou la prise de la Bastille ne passent plus aujourd'hui auprès du jeune public habitué par les manuels scolaires à n'observer que d'authentiques documents d'archives. Aussi faut-il saluer la lente mais essentielle évolution des productions de cette fin d'année.

La nouvelle édition du déjà classique *Alain Decaux raconte l'histoire de France aux enfants* (1), malgré sa couverture d'un autre âge, accorde désormais une priorité exemplaire à l'iconographie classique, les dessins originaux se faisant sinon discrets du moins plus tolérables. Signalons sur le fond la qualité d'écriture de l'historien, vivant et passionné comme aux grandes heures de ses rendez-vous télévisés et qui n'hésite pas à témoigner de sa propre mémoire dès l'évocation des années 30. La période la plus récente aurait toutefois gagné, comme la chronologie finale, à plus de contrôle : le traité de Maastricht fit l'objet d'un référendum en 1992 et non 1993, comme Jacques Chirac fut deux ans (et non deux mois) le premier ministre de Giscard d'Estaing. Même progrès pour la collection « Notre histoire », bien mal commencée ce printemps : avec son troisième volet, *De la Renaissance au règne de Louis XVI* (2), les tableaux de Fructus se font enfin moins envahissants (la gravure néo-baroque de la page 27 confirme l'intérêt du genre quand on sait le justifier) et la documentation est désormais nettement plus sûre. Un sursaut encourageant. On ne pourra pas reprocher une prudence excessive à Mango, qui publie cinq titres nouveaux de la très remarquée – et remarquable – collection de Dominique Gaussen « Regard d'aujourd'hui », doublant ainsi la mise.

L'audace iconique, impertinence assumée qui a fait la réputation des quatre premiers volumes, n'a de légitimité qu'appuyée sur un texte d'une solidité et d'une rigueur d'information – et si possible des perspectives – qui font sens. Avouons-le, la confrontation des nouveautés est terrible pour certaines, qui refont les audaces pionnières sans jubilation propre, sage application de ce qui ne peut devenir une recette, quand d'autres, plus risqués comme *De Gaulle* ou *Michel-Ange*, retrouvent le bonheur de la surprise pertinente. Le premier, sans doute très attendu dans la fièvre commémorative de l'automne, est un modèle de rigueur historique et d'audace visuelle à la fois (voyez mai 68, Montoire et la collaboration, ou la mort du chêne), le second, bien plus mince, un parcours ludique d'un dynamisme réjouissant parce qu'imprévisible. L'esprit initial de la série en somme. Il est difficile de rendre l'histoire attractive sans trahir sa mission civique, fondement de culture et de réflexion. La voie choisie chez Mango est étroite et appelle un contrôle délicat, mais les réussites – réelles – justifient le pari.

(1) Librairie académique Perrin, 344 p., 178 F.

(2) De François Bluche, Fleurus, 84 p., 98 F.

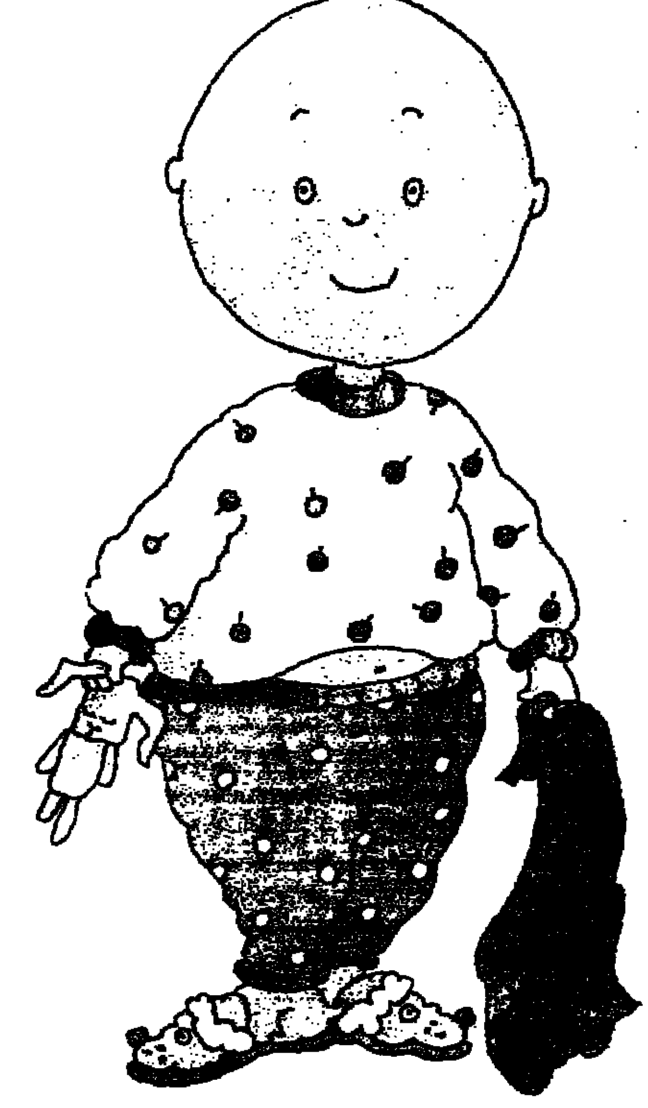
(3) *Ramsès II et son temps*, *Alexandre et l'Orient*, *César et Rome*, *Michel-Ange et son temps*, *De Gaulle et la France* (Mango, chaque volume 96 p., sauf *Michel-Ange* : 64 p., 125 F. et *De Gaulle* : 105 F).

Ce dossier spécial « Montreuil » a été coordonné
par Philippe-Jean Catinchi et réalisé par Marion Van Renterghem,
Philippe-Jean Catinchi, Patrick Kechichian, Sabine Audrerie
Secrétaire de rédaction : Christine Rousseau

# Un bébé héroïque

*Il est l'égal de Babar ou de Bécassine au Québec. Voilà que Caillou débarque en France. Un bébé qui a l'âge de ses « lecteurs »*

Ça y est, Caillou est arrivé. Il vient du Canada et il a traversé l'Atlantique, avec sa bouille ronde de petit bonhomme sans un poil – comme son nom l'indique – sur le caillou. Créé par Hélène Desputeaux, une illustratrice de livres pour enfants de Montréal, Caillou est à la fois un bébé et un héros, un héros qui a – enfin – l'âge des bébés qui le lisent, la nouvelle marotte des tout-petits québécois : depuis 1987, ils sont cinq cent mille à suivre ses aventures et en redemandent toujours, lui assurant une célébrité égale à celle de Babar ou de Bécassine. Et voilà qu'il est maintenant commercialisé en France, avec trois collections « lisibles » dès l'âge de trois mois, en attendant la poupée de chiffon qui accompagne les livres au Québec.



Caillou, la nouvelle marotte des tout-petits

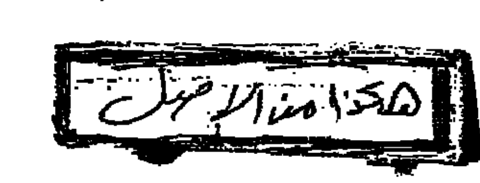
Caillou a pensé à tout, même à ceux qui ne veulent pas sortir du bain. Pour le regarder apprendre les couleurs, les chiffres ou donner le biberon à son mouton, la collection « Etoile de mer » présente quatre livres en mousse résistant à l'eau pour les baigneurs de plus de trois mois (30 F) ; d'autres, en pages cartonnées, sont faits pour lire au sec dès l'âge de neuf mois (collection « Cerf-volant », 28 F). Dans les minuscules livres de la collection « Grain de sable », adaptés aux petites poignes des bébés, le personnage de Caillou cède la place à de simples dessins qui aident à connaître les premiers mots (éd. Chouette – Canada. Diffusion en France : Omega).

Pour les mêmes âges (de 0 à 3 ans) et sur le même principe de format carré, deux collections, chez Hatier (« Tout-Doux », 29,90 F et « Minimagiers », 19,90 F), font aussi découvrir le monde aux bébés, mais avec des photographies en couleur à la place des dessins, ce qui a pour effet d'être plus trivial et nettement moins heureux. Plus réussie, chez le même éditeur, la série de Marie-Claire Brisson et Marie-Pierre Laurent (5 p., 24,50 F), qui met en scène Rigodon le hanneton et ses amis la chenille poilue, la coccinelle ou le têtard, et où les pages se tournent à la manière d'un répertoire.

Les mêmes bébés pourront s'extasier devant les quatre grands livres de la série dessinée par Antonin Louchard pour Le Seuil (39 F chacun) : des poussins à l'air triste, un tigre ou une banane donnent l'idée du jaune dans *Je vois jaune*, comme un Martien donne l'idée du vert dans *Je vois vert*, et on ne s'étonnera pas outre mesure si le mulet est bleu dans *Je vois bleu*, car pourquoi un mulet ne serait-il pas bleu ?

Et enfin, qui, des bébés ou des parents, s'amusera le plus en tripotant *Mon premier livre d'activités* (illustrations de Nancy Anderson, Seuil, 139 F), où l'on peut toucher la laine du mouton, le pelage du chat, la truffe du chien, poser la bougie sur le gâteau, plonger les grenouilles dans l'eau, et toutes sortes de choses formidables ?





# Les d'Artagnan du concept

*Le « Corpus des œuvres de philosophie en langue française » fête son centième volume. A cette occasion, Michel Serres célèbre les vertus singulières de nos philosophes*

**ÉLOGE DE LA PHILOSOPHIE EN LANGUE FRANÇAISE**
de Michel Serres.
Fayard, 280 p., 120 F.

Ils se chamaillent tout le temps. Jamais ils ne cessent de s'opposer, de se défier, de s'affronter. Mais ils doivent leur unité à cette dissension. Les Français, selon Michel Serres, ont inventé une admirable façon : faire de l'unité avec de la discorde. *« De ces irrépressibles rixes-là, continues et discordantes, se nourrit un contrat social invariant par variations, se paie l'unité presque parfaite. »* Dans ce pays de paradoxes, cultivant l'universel à force de *divisions*, les philosophes, on s'en doute, ne sont pas comme ailleurs.

Michel Serres les *juge exclus*. Marginaux, nomades, *rebelles*... Ceux qui ont fait la philosophie de langue française ne sont pas, à ses yeux, hommes d'institution ni de pouvoir. Ce sont des solitaires, des frondeurs battant la campagne et franchissant les clôtures. Braconniers et bretteurs plutôt que professeurs ou dignitaires. Goûtant tous les savoirs, narguant tous les pouvoirs, on les trouve acoquinés avec les belles-lettres ou les beaux-arts plutôt que cloîtrés avec des pédants. Ils parlent clair. Si leurs idées sont denses, elles se disent avec les mots de *tous* les jours, dans la langue du *peuple* plutôt que dans celle des doctes. *C'est en leur seul nom qu'ils s'expriment* : les philosophes français ne *désirent pas* faire école. Entre les clans *en* conflit qui font la France, ils n'interposent que l'arbitrage frêle de leur parole libre. Leur vie répond de la rectitude de leur pensée. Les cent volumes publiés par le *Corpus* l'attestent : ces individus conduisent sans relâche des révolutions solitaires que l'histoire tend à oublier. Il est utile de les redonner à lire, et juste de prononcer leur éloge.

*Cet éloge* est plutôt agréable à lire. Et sans doute, dans l'ensemble, n'est-il pas faux. On s'interroge pourtant, dès que s'évapore le charme de cette prose en cavale : où sont les preuves ? Sur quoi se fondent ces généralisations ? Pourquoi aucune objection n'est-elle envisagée ni discutée ? Ces questions sont finalement sans objet : Michel Serres s'invente une philosophie en langue française. Il dit ce qu'il aime, voilà tout. N'allons pas chipoter avec de vulgaires vérités historiques, ou de grossières comparaisons internationales...

**CRITIQUES**

L'académicien *dit aussi* ce qu'il n'aime pas. L'Université, cette *« organisation collective de l'anesthésie intellectuelle »*. Jean-Paul Sartre, qui *« cause du peuple »* mais ne s'intéresse pas à la science de son temps. Mai 68, qui *« retarda sur le Concile et les révoltes paysannes »*. Et, surtout, *« les notables et les barons parisiens du Parti socialiste* (...), *méprisant fort la province, fils de famille et grands bourgeois dédaigneux de la campagne, cultivés, magnifiquement éduqués, petits maîtres, riches et résidents des beaux quartiers, ignorants de la misère et la produisant donc sans pouvoir la voir, adonnés à la finance et aux affaires, intellectuellement dominants, vite corrompus, tricheurs en paroles et en morale »*. On voit mal ce que tant de haine vient faire là.

**Roger-Pol Droit**

★ Le centième volume du *Corpus des œuvres de philosophie* en langue française rassemble, sous le titre *De l'universalité européenne de la langue française*, huit réponses adressées en 1784 au concours lancé par l'Académie royale de Berlin. On y trouve, à côté du célèbre essai d'Antoine de Rivarol, qui fut lauréat, et de celui de Johann Christoph Schwab, traduit en 1803, six mémoires inédits, rédigés en français, dont les textes ont été revus par Pierre Pénisson (Fayard, 480 p., 280 F.)

**CORRESPONDANCE**

# A propos de Heidegger

A la suite de l'article de Christian Delacampagne sur l'édition des *Ecrits politiques* de Martin Heidegger par François Fédier aux éditions Gallimard (« Le Monde des livres » du 22 septembre), nous avons reçu des lettres de lecteurs prenant la défense du penseur allemand, qu'ils considèrent comme injustement traité dans nos colonnes.

Quelques-unes de ces correspondances sont, pour la première fois dans une polémique qui dure depuis plusieurs années, ouvertement antisémites et néonazies et ne sauraient être reproduites.

D'autres incriminent une partialité supposée du *Monde*. Ainsi M. Gérard Guest, professeur de chaire supérieure au lycée La Bruyère (Versailles), écrit-il notamment : *« Tant que vous ne laisserez s'exprimer dans vos colonnes qu'un anti-heideggerianisme primaire, de l'espèce la plus sommaire et la moins argumentée qui soit, sans jamais daigner donner la parole à la défense, il faudra bien que le lecteur avisé y voie à l'œuvre l'effet d'instance dogmatique qu'entend jouer dans cette affaire, depuis des années, votre journal. »*



L'HERNE

Martin Heidegger vers 1920

La plupart de nos correspondants mettent en cause le jugement de notre collaborateur Christian Delacampagne. M. Pascal David, professeur agrégé de philosophie au lycée Kerichen de Brest, écrit par exemple : *« Dans son unilatéralité outrancière, votre article omet de signaler la « résistance spirituelle », administrative aussi, en 1933-1934, de Heidegger (...). Il est surtout frappant de constater que vous ne donnez aucune citation de Heidegger à l'appui de vos allégations, ni du reste de François Fédier : rendre compte sur tant de colonnes, agrémentées d'un dessin dont le mauvais goût confine à l'obscénité, d'un livre de 336 pages sans jamais en citer une seule phrase, est-ce bien sérieux ? »*

D'autre part, M. Henri Crétella (Montauban) conclut en ces termes une longue lettre : *« La clé de l'actuelle « affaire Heidegger » est celle-là même qui, auparavant, nous permet de comprendre aussi bien l'« affaire Socrate » que l'« affaire Spinoza ». Que s'est-il passé, en effet, en ces deux occasions ? Une société en crise s'y est illusoirement protégée contre une dérangeante nouveauté par une persécution de la pensée aussi impuissante qu'acharnée. Car la nouveauté a finalement réussi à l'emporter dans les deux cas. La pensée, ainsi, ne pouvant sans doute pas être exterminée, on ne saurait, dans le cas présent, envisager une autre sorte de dénouement.*

*» Que dans ce dernier cas, effectivement, cela ne soit pas allé sans un errement particulièrement frappant, François Fédier l'établit précisément dans sa toute récente édition des* Ecrits politiques *du penseur allemand. Il nous permet ainsi de mesurer la personnelle portée, mais aussi la troublante vérité de cette « observation » de Heidegger en 1947 :* « Qui pense grandement est dans la nécessité de grandement se tromper. » *Car il ne s'agit pas ici d'un simple élément d'autobiographie à verser au dossier du procès qui lui est fait. Il s'agit plutôt d'une question à se poser devant chaque grand penseur : quelle est l'erreur qui a déterminé sa grandeur ? Pour être moins spectaculaire que celle de Heidegger, elle n'en aura sans doute pas été moins décisive, en effet, dans sa rectification comme dans son effectuation. Mais on ne saurait instruire une telle question qu'à la stricte condition de ne pas oublier que l'on peut soi-même se tromper. Et d'autant plus gravement qu'on le fera moins grandement. Chacun est ainsi conduit à la nécessité de la modestie. Soit, en l'occurrence, à plus de décence dans le traitement de l'affaire Heidegger, comme y invite François Fédier dans le titre de sa préface aux* Ecrits politiques. »

Enfin, sans nier les faits reprochés à Heidegger, certains lecteurs entreprennent de diverses manières de séparer sa pensée philosophique de ses engagements politiques. Ainsi M. Thierry Catrou (Lorient) écrit-il : *« Fédier a bien évidemment par trop tenté l'impossible – protéger absolument, détourner de leur sens les propos tenus par Heidegger – et il est du devoir du critique de le remarquer. Heidegger était nazi... Quant à savoir s'il l'était jusqu'en 1945 ou jusqu'à sa mort, c'est une autre affaire. On peut, bien sûr, conjecturer, et pourquoi pas conclure en toute bonne foi, mais ici on se perd. Il manque, semble-t-il, les preuves irréfutables. »*

Tout en admettant que Heidegger a été *« un adepte résolu du régime hitlérien »*, M. Régis Renouard Larivière (Champs-sur-Marne) ajoute que tous les penseurs qui se sont intéressés à lui au lendemain de la guerre ont eu connaissance de ce fait, mais qu'aucun n'en a conclu que Heidegger était nazi. *« Quels sont donc les faits nouveaux qui, depuis, ont été découverts et ont confondu le mystificateur qu'il aurait été ? »*, demande notre correspondant, qui poursuit : *« Ces faits nouveaux se trouvent principalement dans le livre de Victor Farias (...). Or ce livre, dont on a beaucoup parlé à sa parution, s'est révélé un fatras approximatif et malhonnête dans ses méthodes. Ce livre est tellement grossier que plus personne ne s'y réfère... »*

Enfin, en rappelant que l'antisémitisme n'était guère considéré comme un *« crime »* dans l'Europe des années 30, M. Louis Noël (Dreux) admet qu'*« en effet on peut citer certaines paroles ou réactions qui marquent dans la psychologie individuelle de Heidegger certaines réflexions antisémites »*, mais affirme qu'*« on n'en relève rien dans sa pensée et dans son œuvre »*, avant de conclure une longue interprétation psychanalytique de son caractère par cette phrase : *« Heidegger est véritablement, en dépit de ses fautes, le philosophe qu'il nous faut. »*

Rappelons que *Le Monde* a régulièrement publié les arguments des défenseurs de Heidegger, depuis la parution du livre de Victor Farias, *Heidegger et le nazisme* (Verdier, 1987), qu'il s'agisse de correspondances ou d'articles de ses collaborateurs réguliers. En ce qui concerne les critiques qui lui sont adressées, Christian Delacampagne nous a transmis les remarques suivantes :

*« Mon souci n'est pas de clore un débat qui, au contraire, doit demeurer ouvert, mais de lui donner sa véritable dimension. Il y a belle lurette qu'il ne s'agit plus de se demander si Heidegger a été, ou non, nazi. L'essentiel des faits qui le prouvent est connu, en France, depuis un ensemble d'articles publiés par* Les Temps modernes *en 1946-1947.*

*Et confirmé par le travail d'un historien allemand, Hugo Ott* (Martin Heidegger, éléments pour une biographie, *Payot, 1988), travail d'une rigueur scrupuleuse auquel on ne peut certainement pas adresser les mêmes objections qu'au livre de Farias, paru un an plus tôt. Ce dont il s'agit, maintenant, c'est de comprendre ces faits. Faut-il, comme s'y emploie François Fédier, en minimiser l'importance, au risque, d'une part, de briser la cohérence interne de la pensée heideggerienne, et, d'autre part, de devoir s'appuyer sur une interprétation hautement contestable du nazisme, celle que propose l'historien « révisionniste » Ernst Nolte ? Je ne le crois pas.*

*» Je ne crois pas davantage qu'on puisse se débarrasser de Heidegger en concluant que, puisqu'il était nazi, il n'est plus nécessaire de le lire. J'estime, au contraire, qu'il faut le lire (et pas seulement ses* Ecrits politiques*), pour démonter, avec toute la patience requise par ce genre d'exercice, les « pièges » dans lesquels une pensée qui se réclamait (en 1927) de la* « question de l'Etre » *a fini par tomber quelques années après et dont, à mon sens, elle ne s'est jamais vraiment sortie (comme le suggère l'entretien accordé par Heidegger au* Spiegel *en 1966). J'ajoute enfin qu'il vaut la peine de s'interroger sur les raisons qui ont pu conduire, depuis 1945, certains philosophes français à voir dans Heidegger le plus grand « penseur » de notre temps, alors que la facilité même avec laquelle sa pensée est tombée dans certains pièges (que d'autres, à l'époque, ont su mieux éviter) me paraît témoigner contre la « grandeur » même de cette pensée – si originale ou séduisante qu'elle ait pu être par ailleurs. »*



N. GUILBERT

## ÉCONOMIE
PAR PHILIPPE SIMONNOT

# Hypercapitalisme américain

**LA BANQUE DU VINGT ET UNIÈME SIÈCLE**
**Etats-Unis, Grande-Bretagne, Japon, France**
d'Hervé de Carmoi.
Odile Jacob, 250 p., 140 F.

En fait de capitalisme, on n'a encore rien vu ! C'est l'impression tonifiante que ressent le lecteur quand il a refermé le livre d'Hervé de Carmoi : *La Banque du vingt et unième siècle*. Sans doute le propos paraît-il limité au secteur bancaire, l'auteur étant lui-même banquier de profession. Mais il dépasse de beaucoup le seul commerce de l'argent. Car ce qu'il nous fait entrevoir, c'est la naissance de ce que l'on pourrait appeler un hypercapitalisme qui n'est peut-être, après tout, qu'un capitalisme pur sucre, sans entrave d'aucune sorte et livré enfin à lui-même. Il se trouve que l'aube de ce nouveau monde se lève à l'ouest de l'Atlantique, même si elle éclaire déjà l'Asie orientale. Et il faudra bien que l'Europe suive le mouvement.

Le point de départ de cette gigantesque mutation est l'authentique révolution bancaire qui a bouleversé les Etats-Unis, sans que l'on en soit tout à fait conscient ici, ni même là-bas.

Le système bancaire outre-Atlantique avait tout bonnement menacé de se désagréger au milieu des années 80. Pour Hervé de Carmoi, la cause principale de cette crise financière doit être recherchée dans un manque de rigueur des banquiers et une vigilance insuffisante de leurs autorités de tutelle. Mais il ressort tout de même de son analyse que la banque américaine a surtout souffert des effets pervers d'une réglementation datant d'un autre âge, par exemple le One Step Banking Act de 1927, limitant l'activité d'une banque à un Etat de la Fédération. Résultat final : entre 1984 et 1992, pas moins de mille deux cent quatre-vingt-seize établissements bancaires ont été liquidés pour un coût équivalent à la moitié du revenu annuel d'un pays comme la France.

A partir de là, fouetté par une déréglementation tous azimuts, le système s'est littéralement régénéré pour donner naissance à ce que Carmoi appelle la *« banque-dividende »*. Qu'est-ce à dire ? Le profane trouvera que l'on enfonce ici des portes ouvertes quand on lui apprendra que la « banque-dividende » doit simplement prendre le plus grand soin à la fois de ses clients et de ses actionnaires ! N'était-ce donc pas le cas auparavant ?

En tout cas, le résultat ne s'est pas fait attendre. Les banques américaines sont aujourd'hui redevenues les plus performantes et les plus puissantes du monde, suivies par la banque anglaise, qui assure que Londres sera le pilier européen du nouveau capitalisme. En Asie, en Chine notamment, la « banque-dividende » fait fureur, par opposition à la « banque-industrie » japonaise, elle en pleine crise.

Dans ce décor flamboyant, les établissements français font triste figure, empêtrés qu'ils sont dans leurs vieilles habitudes bureaucratiques. Il y a quinze ans, la France comptait trois banques parmi les cinq premières de la planète. Aujourd'hui, le Crédit agricole est descendu au quinzième rang mondial, la Société générale au dix-septième et la BNP au dix-neuvième. Le déclassement a été général et... brutal. Grâce à Carmoi, on comprend mieux, sans les excuser, les folies financières d'un Crédit lyonnais cherchant à maintenir son rang international par une fuite en avant qui s'est révélée suicidaire. Quant à nos deux banques d'affaires, Paribas et Indosuez, ces deux fleurons du capitalisme à la française, l'auteur doute qu'elles disposent des ressources en capitaux, en hommes et en méthodes de travail pour atteindre les normes de rentabilité de la « banque-dividende ». L'une et l'autres devront se soumettre prochainement à des *« nécessaires mutations »* – les intéressées apprécieront cet euphémisme.

Hervé de Carmoi nous laisse prévoir la disparition, un peu partout dans le monde, des banques moyennes indépendantes et de nouvelles fusions aux Etats-Unis. Le système américain, encore insuffisamment concentré selon lui, secrètera à l'horizon de l'an 2000 au moins une demi-douzaine de conglomérats bancaires. Ce gigantisme ne semble pas inquiéter notre auteur. Pourtant, une loi non écrite de l'économie bancaire s'écrit en anglais : *« too big to fail »* (Trop gros pour faire faillite). Ainsi le Lyonnais a-t-il dû être renfloué par l'Etat, car son naufrage aurait fait chavirer l'ensemble de la place de Paris. Gigantisme et irresponsabilité se renforcent l'une l'autre, quelles que soient vertus humaines ou les astuces des autorités de contrôle. Bref, l'hypercapitalisme sera tout aussi dangereux que le régime qu'il est censé remplacer.



## INTERNATIONAL
PAR DANIEL VERNET

# Cinq ans pour l'Europe

**LE CHOIX DE L'EUROPE**
de Laurent Cohen-Tanugi.
Fayard, 226 p., 110 F.

Cinq ans. C'est le court délai dont dispose l'Europe pour maîtriser la mutation double organisée par le traité de Maastricht et subie à la suite de la chute de l'empire soviétique. *« Cinq années au terme desquelles l'Allemagne aura fini d'absorber le coût de sa réunification, rempli ses engagements monétaires au titre du traité de Maastricht et sans doute renoué le dialogue avec les Etats-Unis à la faveur du retour progressif de la Russie sur la scène mondiale. »* Ces changements stratégiques justifient, pour Laurent Cohen-Tanugi, un engagement raisonné et passionné en faveur de l'Europe, contre l'euroscepticisme qui, écrit-il, est devenu *« l'idéologie dominante du Vieux Continent »*.

Cet avocat international qui parcourt les colloques européens pour lancer des avertissements et proposer des solutions ingénieuses avait déjà mis en garde, au lendemain même des accords de Maastricht, contre les dangers courus par l'intégration européenne, alors que l'euphorie ambiante n'avait pas encore été refroidie par les référendums danois et français. Avec son nouveau livre, il récidive, mais va plus loin en montrant que l'Europe doit choisir, et vite, entre l'être et la dilution, et en affirmant clairement son choix personnel en faveur d'une Europe *« fédération d'Etats-nations »* – pour utiliser l'expression de Jacques Delors – qui ait vocation à devenir une grande puissance mondiale. Dans ce choix, l'attitude de la France sera déterminante. Sinon, dans cinq ans, l'Allemagne...

Laurent Cohen-Tanugi a raison de prendre à rebrousse-poil l'opinion généralement admise qui couvre l'Union, la Commission, la bureaucratie bruxelloise de tous les péchés européens. Le système de plus en plus complexe et de plus en plus opaque qui s'est mis progressivement en place est devenu incompréhensible au commun des mortels, mais il n'est pas le fait des autorités européennes ; il est le résultat des compromis entre les Etats, des demi-mesures et des cotes mal taillées imposées par les hommes politiques nationaux pour sauvegarder des intérêts particuliers.

Comment s'étonner que les opinions se détournent d'une entreprise dont elles voient seulement les côtés les plus caricaturaux, complaisamment mis en valeur aux dépens de l'enjeu historique de l'aventure ? *« Plus les gouvernements orientent l'Europe vers des voies sans issue, plus ils accroissent le scepticisme des citoyens les mieux disposés à son égard et donnent des armes à ses adversaires »*, écrit l'auteur, et plus ils utilisent ce scepticisme pour freiner une intégration qu'ils redoutent.

La sortie de ce cercle vicieux exige des actes de courage de la part des gouvernements, notamment du nouveau président de la République française, pour répondre à trois défis : le renforcement des institutions, la réussite de la monnaie unique et l'émergence d'une philosophie européenne, commune au moins aux grands Etats. Ce devrait être l'ambition de la Conférence intergouvernementale (CIG) qui se réunit à partir de l'année prochaine, à un moment crucial pour l'Union européenne ; les cinq prochaines années verront, en effet, des décisions sur la monnaie unique, le financement de l'UE, son élargissement, sur fond d'élections en Grande-Bretagne, en France et en Allemagne.

Laurent Cohen-Tanugi réussit à mettre à la portée du lecteur non spécialiste une matière par nature ésotérique. Dans son souci pédagogique, il n'évite pas les petites erreurs – le Danemark est bien membre de l'OTAN –, les illusions – le temps est encore loin où le président de la Commission de Bruxelles, plutôt que le premier ministre britannique, le président de la République française ou le chancelier allemand, sera *« l'interlocuteur naturel »* de Bill Clinton ou de Boris Eltsine –, ni les contradictions : ainsi le conseil des ministres qui *« ne saurait faire office d'exécutif »* devient à la page suivante un rouage de la fonction exécutive.

Ce ne sont là que vétilles, explicables par l'imbrication des diverses institutions européennes qu'il s'agit précisément de simplifier pour que le citoyen s'y retrouve. Laurent Cohen-Tanugi fait des propositions concrètes, argumentées, appuyées sur la conviction que seul un *« fédéralisme décentralisé bien compris »* peut permettre de concilier l'efficacité et la transparence, les intérêts des Etats et la démocratie, l'approfondissement et l'élargissement, bref de donner à l'Union européenne l'unité institutionnelle dont elle a grand besoin.

Mais comme le *« fédéralisme »* – mal compris – fait peur, en France comme en Grande-Bretagne, contrairement à l'Allemagne où il est pratiqué avec succès depuis quarante ans, les accords qui sortiront de la Conférence de 1996 seront sans doute de nouveaux chefs-d'œuvre de clair-obscur, pour la plus grande satisfaction des petites passions nationales, une véritable adhésion populaire à l'Europe dût-elle en souffrir.

## POLITIQUE
PAR ANDRÉ LAURENS

# Vote de crise, vote fragile

**LE VOTE DE CRISE**
de Pascal Perrineau
et Colette Ysmal.
Département d'études politiques
du *Figaro* et Presses
de Sciences-Po. 350 p., 144 F.

**DE MITTERRAND À JOSPIN, TRENTE ANS DE CAMPAGNES PRÉSIDENTIELLES**
de Claude Estier.
Stock, 347 p., 130 F.

Retour à l'élection présidentielle de mai dernier : Pascal Perrineau et Colette Ysmal en présentent, avec la contribution de dix-sept autres politologues, une radiographie complète sous le titre *Le Vote de crise*. L'ouvrage analyse le déroulement de la campagne électorale, les résultats, les mouvements qui ont affecté les courants politiques, les parcours des candidats et les perspectives ouvertes par l'élection. De cette somme, on sera tenté de retenir ici ce qui éclaire la conjoncture, alors que s'amorce, après une période incertaine, un tournant si prononcé qu'il conduit à s'interroger sur les nouvelles orientations prises par rapport à celles qui étaient promises il y a six mois.

Le premier tour de la consultation avait montré la faible capacité de mobilisation des candidats *« présidentiables »* et la suite a inscrit le succès de Jacques Chirac dans *« le modèle minoritaire de la victoire présidentielle »*, à l'instar de celle de François Mitterrand en 1988. La droite l'a emporté mais, contrairement aux précédents, ce ne fut pas au profit du candidat (Edouard Balladur) qui avait été préféré par la *« droite profonde »*, que caractérisent son âge et sa pratique religieuse régulière.

Jérôme Jaffré le note et observe que Jacques Chirac a réussi à compenser *« la ferveur balladurienne de la droite profonde »* en s'appuyant sur la fraction la plus activiste (proche des partis) de son camp, ainsi qu'en attirant le vote des électeurs les plus jeunes et en puisant dans les couches populaires de la société. Il a construit sa victoire, explique-t-il, sur la critique du système politique et social en place, en jouant du clivage nouveau dans le paysage entre *« les gens d'en bas et les gens d'en haut »*, qui s'était matérialisé lors du référendum sur le traité de Maastricht. Jacques Chirac a réussi à opérer la synthèse entre *« la demande autoritaire qui émane de l'électorat le plus à droite et la demande largement répandue d'un changement de société »*.

Six mois plus tard, on retient cette contradiction en germe dans *« le vote de crise »* : laquelle de ces deux demandes, de ces deux adhésions, le président de la République va-t-il satisfaire ? Jusqu'alors, la non-dissolution de l'Assemblée nationale a prolongé une ambiguïté que des élections législatives auraient permis de trancher. Ce fut, selon Olivier Duhamel, une première erreur, la seconde étant d'avoir laissé se développer un processus de dissociation de la majorité. Autre question : le tournant politique en cours permettra-t-il de faire reprendre une mayonnaise qui était en train de brousser, si l'on en juge par les fluctuations de l'opinion, dont l'élection avait montré le caractère très volatil ?

Le vote de crise n'a donc rien dénoué et il peut déboucher sur un troisième tour social qui favoriserait la gauche, si celle-ci était au rendez-vous. Selon Gérard Grunberg, l'élection présidentielle s'analyse, pour cette dernière, comme *« la construction d'un nouveau leadership »*, après les échecs des scénarios fondés sur Michel Rocard et Jacques Delors. Il note que la logique présidentielle a prévalu et a fourni *« le surcroît de légitimité nécessaire »* au nouveau leader du PS. Parallèlement, une évolution du rôle des partis s'est dessinée car les dirigeants ont besoin d'une double légitimité, électorale et militante.

On dispose, à cet égard, d'un témoignage interne avec l'ouvrage de Claude Estier : *De Mitterrand à Jospin, trente ans de campagnes présidentielles*. Président du groupe des sénateurs socialistes, Claude Estier fut le mandataire national de Lionel Jospin pour l'élection présidentielle. Il n'est pas que *« le grognard mitterrandiste »* que l'on dépeint parfois : c'est l'un des plus anciens et, à sa manière qui n'est pas de se mettre en avant, l'un des plus efficaces artisans des retrouvailles de la gauche dans ce pays. Sans doute serait-il en mesure d'en dire beaucoup plus à ce sujet que ce qu'il raconte dans son livre, mais il s'en est tenu à son propos : montrer la profonde filiation entre ce que fut l'entreprise menée par François Mitterrand et celle incarnée aujourd'hui par Lionel Jospin. Les deux hommes ont pris personnellement la décision d'être candidat, le moment venu, en toute autonomie mais au service d'une gauche rassemblée, qui *« attire bien au-delà de ses propres forces, à condition qu'elle dispose d'un leader »*.

Fort des quatre campagnes présidentielles de François Mitterrand qu'il a vécues et qu'il fait revivre, Claude Estier voit dans la cinquième, celle de Lionel Jospin, la preuve que le rapport gauche-droite n'est pas plus figé qu'autrefois aux dépens de son camp et qu'il pourrait déboucher sur une nouvelle cohabitation *« à rôles renversés »*.

## SOCIÉTÉ
PAR ROBERT SOLÉ

# Désamorcer les bombes

**FACE AU TERRORISME**
de Michel Wieviorka.
Ed. Liana Levi, 107 p., 75 F.

Ce n'est jamais le bon moment d'engager une réflexion sur le terrorisme. Pendant une vague d'attentats, tous les esprits sont mobilisés par les mesures de sécurité ou la chasse aux suspects. Quand la vague est terminée, plus personne ne s'intéresse à la question. Le sociologue Michel Wieviorka échappe à ce dilemme en publiant un livre à mi-chemin, alors que la menace terroriste semble s'éloigner mais que le plan Vigipirate n'est toujours pas levé.

Il faut une certaine audace pour interpréter à chaud des événements aussi obscurs. Et un certain aplomb pour traiter en cent petites pages un sujet d'une telle complexité. Mais le directeur du Cadis (Centre d'analyse et d'intervention sociologiques) peut se prévaloir de plusieurs années de recherches sur la question, qui l'avaient conduit à publier *Terrorisme à la une* (avec Dominique Wolton, Gallimard, 1987) et *Sociétés et Terrorisme* (Fayard, 1988). Son nouveau livre se présente d'ailleurs comme une « opinion », qu'on a le droit de ne pas partager entièrement.

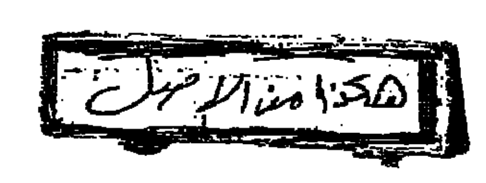
En France, souligne Michel Wieviorka, le terrorisme d'extrême droite est un fantasme. On s'est trompé en octobre 1980 en attribuant l'attentat de la rue Copernic à Paris à un groupuscule antisémite, alors qu'il avait une origine proche-orientale ; et on s'est encore trompé en mai 1990 en voyant la main du Front national dans cet acte apparenté au terrorisme qu'était la profanation du cimetière juif de Carpentras. S'il y a danger à la droite de la droite, ce n'est pas sous la forme d'attentats mais d'un grignotage de l'électorat et d'une conquête des mairies.

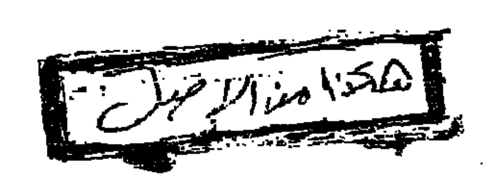
La France se trouve confrontée, en revanche, à un terrorisme bien réel, qui est à la fois islamiste, international, postcolonial et postindustriel. Ce phénomène provient de la rencontre d'une logique externe (l'Algérie), fondée sur une idéologie religieuse, et d'une logique interne (les banlieues), née d'une rage sociale. La fusion d'un terrorisme *« par le haut »* et d'un terrorisme *« par le bas »* peut donner des effets fulgurants, comme dans l'Italie des années 70 où les idéologues des Brigades rouges avaient fait la jonction avec de jeunes *« autonomes »* révoltés. Mais, en France aujourd'hui, ces deux logiques ont du mal à se fondre. L'islamisme n'a aucune chance de résoudre les problèmes d'emploi de jeunes banlieusards, qui sont loin de tous se réclamer de lui ; et le sort de ces jeunes n'intéresse guère les islamistes algériens, qui ne cherchent qu'à les utiliser. Qui oserait cependant parier sur cette désarticulation pour prédire un arrêt des violences ?

Les deux logiques terroristes nécessitent deux réponses différentes, nous dit Michel Wieviorka. Dans les bombes télécommandées de l'étranger, il voit *« une pression inacceptable »*, mais aussi – sans craindre la contradiction – *« un appel pour que soient sérieusement infléchies les orientations »* de la politique française vis-à-vis de l'Algérie. Infléchissement qu'il souhaite personnellement, pour que Paris ne soutienne ni le pouvoir en place ni les islamistes, mais *« la démocratie »*.

Quant aux attentats nés de la désespérance dans les banlieues, le sociologue préconise une *« action conflictuelle »* sur le terrain. Il faut, selon lui, que s'affirme ou se retrouve *« la capacité de formuler des revendications, de les voir débattues sur la scène politique, nationale, mais aussi locale »*. Ce n'est pas du ressort des médias, qui posent plutôt bien les problèmes mais ne sont pas en mesure de les traiter. Ce n'est pas non plus à la portée du gouvernement, contraint d'assurer l'ordre et prisonnier de sa clientèle électorale. Seule une *« gauche nouvelle »* pourrait aider les exclus à *« transformer leurs problèmes en action, en mouvements et en débats, plutôt qu'en violences destructrices et autodestructrices »*. Dans l'attente de cette action collective, qui n'est visiblement pas pour demain matin, Michel Wieviorka propose que soient *« simultanément débattus et combattus le racisme, les inégalités, la fracture sociale, l'intolérance culturelle et religieuse »*.

Le sociologue provoque quelque gêne lorsqu'il se confond un peu trop avec le défenseur des droits de l'homme, ou quand il mêle excessivement ses différents champs d'étude. Michel Wieviorka a beaucoup travaillé sur le racisme, et sans doute a-t-il tendance à considérer trop de choses à travers ce prisme-là. La manière dont il traite l'affaire du foulard islamique, ne voulant y voir qu'une *« démonisation de l'islam »*, est un peu courte. Et on aimerait savoir un peu mieux ce que recouvre son appel à une *« reconnaissance de la différence culturelle »*, surtout lorsqu'il s'agit de beurs nés en France, ne connaissant d'autre langue que le français et le parlant aussi bien – ou aussi mal – que les jeunes de leur âge. Il serait dommage que les violences de quelques désespérés, manipulés par des fanatiques, conduisent à remettre en question le modèle français d'intégration, fondé sur l'égalité, la citoyenneté individuelle et la... ressemblance.







# Du bon usage des femmes

## Georges Duby en chevalier servant de la dame médiévale
## De l'art de faire surgir une image longtemps occultée

**DAMES DU XIIe SIÈCLE**
**Tome II : le souvenir des aïeules**
de Georges Duby.
*Gallimard, coll.* « Bibliothèque des histoires », 256 p., 125 F.

Dans sa leçon inaugurale au Collège de France, le 4 décembre 1970, Georges Duby militait pour une histoire sociale majeure et indépendante (*« Il faut partir de l'idée que l'homme en société constitue l'objet final de la recherche historique »*, qu'elle cesse *« de se sentir la suivante d'une histoire de la civilisation matérielle* (...), *du pouvoir* (...), *des mentalités »*). Une histoire à *« édifier »*, en dégageant l'*« étroite cohérence* [qui] *réunit en une véritable structure »* perceptions et savoirs, réactions affectives et rites collectifs colorant les désirs et les actions des hommes.

Vingt-cinq ans plus tard, Georges Duby parachève son projet et le deuxième volet du triptyque entrepris au printemps (1) confirme la cohérence du propos. Quel meilleur angle d'attaque pour traquer les rêves et les fantasmes, les convenances et les normes sociales que la recherche du profil perdu des femmes médiévales ? Après le volume introductif qui parcourait la galerie des grandes figures, réelles ou littéraires, des dames du XIIe siècle, Duby reprend l'enquête à travers les cantilènes des jongleurs et les chansons de geste, *« gerbe d'épopées dont les séquences se transmettaient de bouche en bouche »*.

**« COMME DES REMPARTS »**

Bientôt, cette mémoire nobiliaire, en réserve, appelle une autre stratégie, plus matérielle, pour conserver durablement le souvenir des ancêtres face à l'hégémonie culturelle des monastères. D'où l'essor, dès le XIIe siècle, dans le nord de la France, de ces gestes généalogiques – *« monuments littéraires bâtis comme des remparts »* – commandées à des clercs qu'on s'attache pour les contrôler. Ce genre nouveau intéresse les historiens, lorsqu'il commémore le parcours dynastique des comtes de Flandre ou des ducs normands, barbares soucieux d'établir avec gloire leur promotion en héros de la civilisation chrétienne. Sa triple fonction, morale (stigmatiser les défauts et célébrer les vertus des aïeux), stratégique (protéger la nation en lui donnant une existence), et familiale (exalter les lignées paternelle et maternelle du commanditaire), garantit la richesse de l'enquête. On y lit, bien sûr, la place des défunts dans un monde qui les considère comme encore vivants, présents par les signes multiples qu'ils envoient. Pour conjurer la peur qu'ils ne manquent pas de provoquer, on les « évoque », c'est-à-dire qu'on les fait revenir, projets de contrôle et de révérence mêlés. Point d'ancrage des légitimités, l'origine familiale est un trésor fragile que les épitaphes ne parviennent plus à préserver face à la restauration de l'autorité de l'Etat. Dire ses morts devient, dès lors, un acte défensif, une priorité impérieuse. Et de ce débat, qui ne reconnaît que les partages entre hommes, émerge, souvent anonyme encore mais désormais *« utile »*, la figure de la dame.

La mort et ses rituels la qualifiaient déjà dans un monde violent, qui la considère, par ailleurs, comme un objet que les mâles se partagent pour en jouir. Ordonnatrice des commémorations, elle clame le deuil, qu'elle est chargée de rendre ostensible. Que la femme ait partie liée avec la vie, en charge des nouveau-nés et des défunts, cela n'a rien de très neuf – et, de fait, les textes n'évoquent cette charge ancestrale que fortuitement –, mais qu'elle joue un rôle par sa fonction maternelle dans la transmission du pouvoir et dans l'élaboration des mémoires nobiliaires est bien plus original.

**SPERME FÉMININ**

Qui sont-elles ces dames qui échappent à la grisaille des mémoires évanouies ? Le plus souvent, des femmes mieux nées que ceux qu'on leur destine. Les maris jouent leur promotion sociale dans ces épousailles qui fixent les fidélités vassaliques et entent la turbulente virilité des cadets sur la souche terrienne, gage concret de la transmission des vertus et des biens.

Cette sédentarisation dont rêvent les chevaliers sans fief fait la fortune des tournois, lieu des prouesses excessives. Ces affrontements sauvages où se libèrent l'agressivité des héritiers, impatients de remplacer leur père, et la frustration des cadets, condamnés au célibat pour préserver les équilibres claniques, Georges Duby les voit comme des *« foires »*. Foires aux champions et foire aux femmes, qu'on maquillera de courtoisie pour désamorcer la sourde hostilité de l'Eglise envers ces pratiques *« exécrables »*. Encore un retour très « politique » des femmes sur le devant de la scène.

Egérie affichée du nouveau discours de civilité, la dame n'est sûrement nommée que lorsque c'est d'elle qu'on tient le pouvoir. Elle n'est donc pas qu'un simple réceptacle de la semence virile. L'époque lui attribue un rôle équivalent à l'homme dans la conception. On croit alors à l'existence d'un sperme féminin par lequel s'opère l'héritage des vertus et du renom. Le sang maternel a un prix, seul capable de sortir la femme de l'ordinaire condition qui lui est faite : *« Corps donné, pris, mis en réserve pour la qualité de* [son] *sang, mis au rebut lorsqu'on n'en pouvait plus rien tirer. »* C'est sans doute la raison pour laquelle les « amies » des guerriers, repos nécessaire à ces célibataires contraints, ne sortent de l'anonymat – irrémédiable lorsque s'affirme la stricte conjugalité voulue par les clercs – qu'exceptionnellement, lorsque leurs bâtards succèdent à leur père. Proies faciles, butin savoureux, on les rapte plus qu'on ne les séduit, mais ce *« chaos sexuel »* s'accommode mal des règles nouvelles de la transmission héréditaire.

Le cas d'Arlette, « amie » du duc normand Robert le Diable et mère d'un Guillaume contesté avant de devenir Conquérant, est exemplaire. Il faudra un duel judiciaire douze ans après la mort du prince et la confirmation éclatante de son bon droit par la victoire d'Hastings (1066) pour asseoir au regard de Dieu la légitimité du bâtard. L'historiographie de la généalogie des ducs normands est l'illustration passionnante du fantasme dynastique à l'œuvre. On y invente le *« mariage à la danoise »*, version pudique du concubinat prohibé. Loin de rejeter l'origine étrangère qui différait l'assimilation aux Xe et XIe siècles, cette référence à l'équipée viking ajoute désormais au prestige de la lignée, qui se mesure volontiers, au XIIe siècle, à l'accouplement mythique qui en est la source. Un guerrier vagabond, *« venu d'un ailleurs improbable »*, une femme sédentaire ancrée par la terre des aïeules.

**ADÈLE OU ELSTRUD**

Comme la légende remplace avantageusement l'histoire, on invente l'aïeule, Adèle, Elstrud ou Judith, selon qu'on est comte d'Ardres, de Guînes ou de Flandre. Certains historiens positivistes ont rechigné à intégrer cette littérature militante où le romanesque contribue davantage qu'une enquête rigoureuse à l'élaboration de la mémoire. Georges Duby, lui, la défend au nom de cette histoire sociale qu'il incarne officiellement depuis 1970 : *« Le positif est cet objet concret, ce texte qui conserve un écho, un reflet, de paroles, de gestes, irrémédiablement perdus. Pour moi ce qui compte, c'est le témoin. »*

Vers 1200, l'osmose retrouvée entre cultures des clercs et des chevaliers, favorisant la reprise des traditions carolingiennes et le mécénat des princes, fait donc surgir des silhouettes fuyantes de dames, toujours « utiles » aux hommes qui leur font place, rejetées dès qu'elles choquent, guerrières farouches ou veuves disputant leur douaire à des fils âpres au gain : jamais leur droit propre ne les justifie. *« Dévoyées »* dès qu'elles échappent au projet masculin, ces dames n'ont de réelles chances d'indépendance que si un veuvage précoce et une progéniture adulte les dispensent de l'inévitable remariage qui les remet sous tutelle. L'espoir est mince mais le temps est proche où les régences passeront sans heurt des mains viriles d'un oncle à celles protectrices de la mère, figure reprise de l'image mariale qui triomphe dans la foi chrétienne du XIIIe siècle.

D'un terrain accidenté semé d'embûches, Georges Duby exhume une image, lacunaire sans doute, mais suggestive et convaincante, de ces femmes indispensables qui ont payé d'un oubli choisi leur singularité dans le regard des mâles. En se faisant leur chevalier servant, l'historien renoue malicieusement avec ces clichés courtois dont il n'est pas la dupe. Une distance souriante qui allège encore la docte leçon.

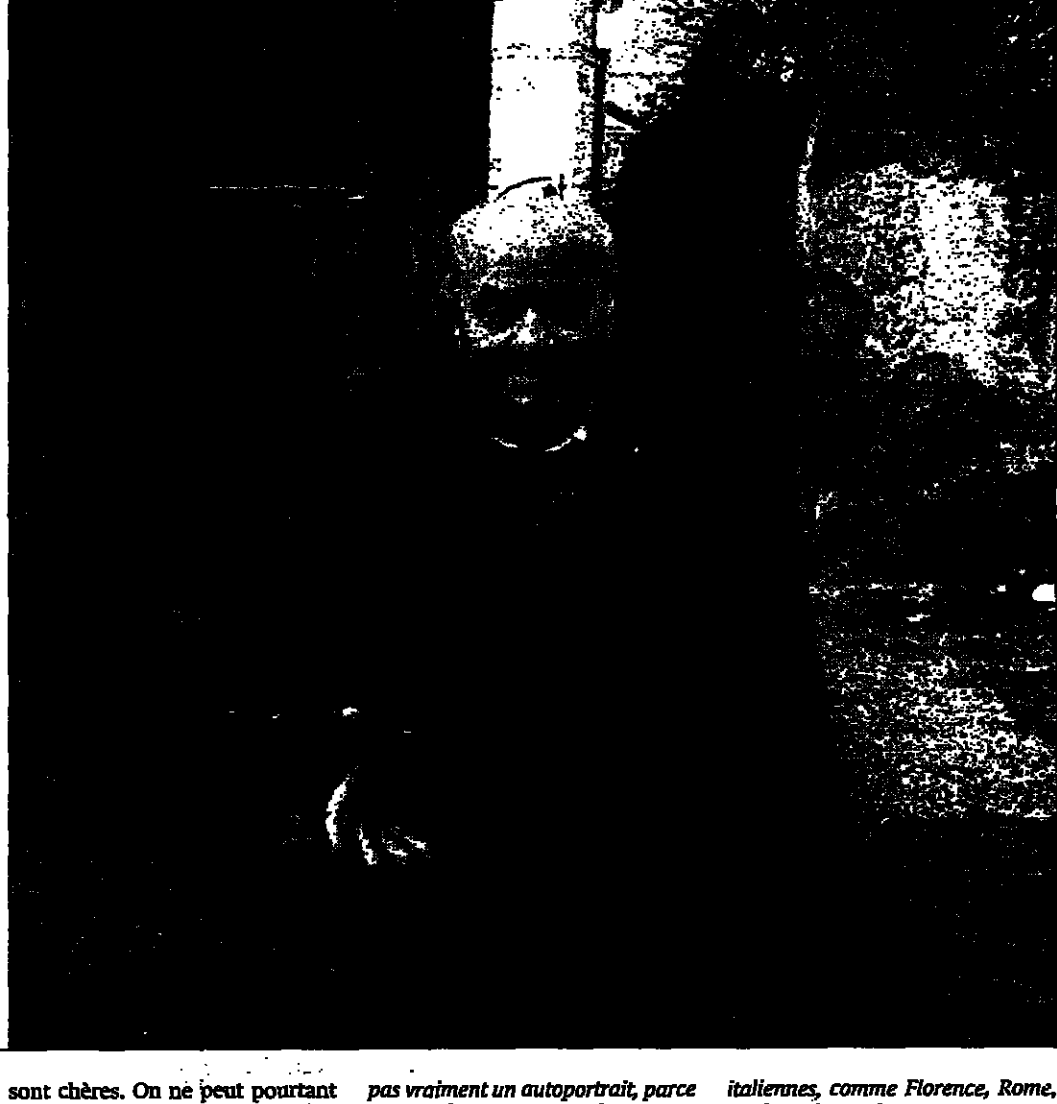
**Ph.-J. C.**

(1) *Dames du XIIe siècle*, tome 1 : *Héloïse, Aliénor, Iseut et quelques autres*, Gallimard (lire « Le Monde des livres » du 31 mars).

★ **Signalons, à paraître à la mi-décembre, une somme consacrée à Duby sujet d'histoire, *Georges Duby ou l'écriture de l'histoire*, ouvrage collectif dirigé par Claudie Duhamel-Amado et Guy Lobrichon (De Boeck Université).**

# Gustaw Herling, le Polonais napolitain

**Parfois comparé à Primo Levi, cet Italien d'adoption fut le premier à témoigner sur le monde concentrationnaire soviétique, avant d'aborder – tardivement – la fiction**


SOPHIE BASSOULS/SYGMA

A soixante-seize ans, âge qu'il annonce volontiers, Gustaw Herling apparaît comme un élégant aristocrate, en éternel voyage, tel qu'on peut se représenter les Anglais du « Grand Tour ». Un étranger dilettante qui, séduit par le soleil de Naples, aurait prolongé le dépaysement pour y élire définitivement sa demeure. Habitant dans une rue résidentielle et légèrement excentrée, il voit par sa fenêtre l'austère palais de l'Institut culturel français. Pour accéder à son appartement, il faut montrer patte blanche : il vit – par quel mystère ? – dans un curieux entresol aménagé dans les locaux du consulat d'Allemagne. Les étagères de sa bibliothèque sont envahies de livres polonais.

Le polonais reste sa langue, même si, depuis quarante ans, Gustaw Herling est napolitain. Comme Nabokov, comme son compatriote Gombrowicz, il a choisi la terre étrangère. Mais, depuis la fin du communisme, il ne se sent plus déraciné : « *Je ne me considère plus comme un écrivain exilé, mais comme un écrivain polonais qui vit à Naples. Je n'ai pas choisi tout de suite l'Italie. En Russie, en pleine guerre, je me suis enrôlé dans l'armée polonaise, organisée sur la base de l'accord entre le gouvernement soviétique et le gouvernement polonais en exil à Londres. J'ai fait tout ce parcours : Iran, Irak, Palestine, Egypte, Italie. J'ai pris part à la bataille de Monte Cassino. Puis j'ai vécu cinq ans à Londres. En 1951, j'ai épousé une Italienne et je suis venu vivre, en 1955, à Naples.* »

C'est avec un extraordinaire témoignage que Gustaw Herling s'est imposé en littérature. Arrêté à l'âge de vingt et un ans par le NKVD, la police politique d'URSS, alors qu'il franchissait la frontière lituanienne – c'était en 1940 –, il est presque immédiatement interné dans un camp. Sa description des conditions de détention sera le premier témoignage sur le totalitarisme soviétique. « *Le livre issu de cette expérience,* Un monde à part (1), *a eu, en France, une carrière vraiment curieuse. Le livre est d'abord sorti en Angleterre, en 1951, avec une préface de Bertrand Russell, chez l'un des meilleurs éditeurs, Heinemann, puis aux Etats-Unis. L'accueil critique a été remarquable. Plon a acheté les droits, l'a fait traduire de l'anglais, prépubliant deux chapitres dans* Le Figaro littéraire. *Et de nouveaux conseillers ont décidé de renoncer à la publication. C'était le premier livre qui décrivait le monde concentrationnaire soviétique, avant la mort de Staline, avant l'œuvre de Soljenitsyne. Toutes les tentatives de publication en France furent vaines, même avec l'appui d'Albert Camus, qui m'avait écrit avec beaucoup de chaleur et qui était disposé à le préfacer. Trente ans plus tard, Jorge Semprun l'a lu en anglais, préfacé et recommandé à Denoël. Quand le livre est enfin sorti, le succès a été immédiat. Imprimé par une petite maison d'édition en exil, il a été interdit en Pologne : les journaux n'avaient même pas le droit de me nommer. La situation a changé. Il est maintenant disponible, republié par une grande maison d'édition de Varsovie. Il a déjà atteint deux cent mille exemplaires et il est conseillé comme lecture scolaire...* »

Il est difficile de ne pas rapprocher le cas de Gustaw Herling de celui de Primo Levi, qui, comme lui, rencontra des obstacles pour la publication de *Si c'est un homme*. Mais, comme le rappelle Herling, « *Levi était, malgré tout, dans une situation plus favorable : les communistes n'étaient pas opposés à la publication de son témoignage contre le nazisme. L'Italie est, cependant, un pays très particulier. Les Italiens n'aiment pas lire des choses "terribles", comme ils disent. J'ai publié une enquête quand est sorti le premier volume de* L'Archipel du Goulag, *de Soljenitsyne. Sur dix lecteurs, aucun n'avait dépassé la cinquantième page. Le livre devait être sur les rayons des maisons bourgeoises, mais il n'était pas lu. Quand mon livre est sorti en Angleterre, un critique avait fait naître un doute sur la crédibilité de mon témoignage, parce que j'étais polonais et qu'on savait combien les Polonais détestent les Russes. Je me suis alors dit qu'il fallait que naisse un écrivain russe. Seul un Russe serait cru. Il fallait une critique venue de l'intérieur. Mais encore plus que Soljenitsyne, j'admire Varlam Chalomov et son* Kolyma (2).

De ce passé difficile, douloureux, qui donne encore à son élocution raffinée – où perce à peine, dans un italien parfait, une pointe slave – une vigueur meurtrie, Gustaw Herling offre une image ferme et violente quand il l'évoque directement. Mais le recueil de nouvelles qu'il publie aujourd'hui suggère peu l'univers atroce des camps de concentration soviétiques. L'inspiration est autre et permet, pourtant, de comprendre le cheminement très particulier de cet écrivain érudit. Là encore, le rapprochement avec Levi apparaît pertinent. Car, comme pour les contes fantastiques de l'écrivain italien, les nouvelles révèlent un tempérament profondément littéraire, porté à la réflexion sur l'art, sur les tremblements de la fiction, sur les incertitudes de la réalité. Gustaw Herling se souvient, non sans amusement, de la réaction d'un des critiques anglais à la parution de son premier livre : « *Quelle chance que les Russes aient arrêté un jeune homme qui avait des dispositions littéraires...* »

Récemment, à Varsovie, un hommage lui a été rendu par la publication d'une plaquette qui réunit des textes de jeunesse « *pour marquer le soixantième anniversaire de* [sa] *vie d'écrivain* ». « *Et c'est vrai, j'ai commencé quand je n'étais que lycéen. J'ai étudié les lettres deux ans seulement à Varsovie. J'avais déjà publié surtout de la critique littéraire. Je n'imaginais pas que j'écrirais de la fiction.* »

> *« Ce que j'écris n'est pas vraiment un autoportrait, parce que j'y parle peu de moi. A la Renaissance, les peintres se représentaient dans un coin de leurs tableaux. (...) Moi aussi, je fournis mon autoportrait dans le coin. Et mon journal est une sorte de tableau de l'époque. »*

La fiction est pourtant ce par quoi le talent de Herling paraît le plus immédiatement éclatant. Une atmosphère proche, tantôt, de celle de Henry James, dans la nouvelle qui donne son titre au recueil, tantôt, de celle des *Chroniques italiennes*, de Stendhal. James et Stendhal, on ne saurait lui faire un plus grand plaisir qu'en prononçant ces deux noms. Et les méthodes des deux écrivains, amoureux des archives et des secrets qu'elles recèlent, lui sont chères. On ne peut pourtant pas dire que Gustaw Herling soit un auteur de nouvelles au sens strict. Car la particularité de son œuvre est de constituer un livre unique, un *Journal écrit la nuit* (3), qui contient, outre des réflexions politiques et littéraires, de brefs récits troublants. « *En polonais, mon journal, qui compte déjà cinq volumes, est publié intégralement avec les nouvelles à leur place. Mais je ne peux pas exiger des éditeurs étrangers de publier l'ensemble. J'ai toujours rédigé des notes de travail. A la mort de Gombrowicz, j'ai demandé au directeur de* Kultura [la revue, éditée en France, des écrivains polonais en exil], *Jerzy Giedroyc, de le remplacer, d'une certaine manière, pour le journal qu'il y tenait. J'ai trouvé une forme qui satisfaisait tous mes besoins littéraires. Je pouvais y exprimer des observations personnelles, politiques, culturelles et y raconter des nouvelles. C'était ma forme. Je continue le* Bildungsroman *qu'était* Un monde à part... *Ce que j'écris n'est pas vraiment un autoportrait, parce que j'y parle peu de moi. A la Renaissance, les peintres se représentaient dans un coin de leurs tableaux. Par exemple, à Orvieto, il y a des œuvres de Luca Signorelli et de Fra Angelico avec leurs autoportraits dans le coin. Moi aussi, je fournis mon autoportrait dans le coin. Et mon journal est une sorte de tableau de l'époque. Le monde est devenu tellement confus, magmatique.*

En Italie, Gustaw Herling, actuellement publié par Feltrinelli et Adelphi, a été complètement boycotté pendant de nombreuses années parce que la vie culturelle était, selon lui, en grande partie sous la tutelle communiste. « *On ne voulait pas entendre parler de moi. J'ai publié* Un monde à part *avec de grandes difficultés. Mais le livre n'a pas été distribué...* » Un temps, et puis : « *Il est vrai qu'ici aussi tout a changé depuis la chute du communisme. Même* L'Unita [le quotidien du PDS, qui a succédé au Parti communiste italien] *est très élogieux sur mes livres...* »

Lorsqu'on lui demande pourquoi Naples – « *avec son sourire douloureux (mais un sourire quand même) et une étincelle rusée dans l'œil* » – a été sa terre d'élection, il hésite un instant et va chercher un petit volume d'hommage à sa ville. Il dit, non sans fierté, qu'il a été choisi, au milieu d'autres personnalités, italiennes elles, pour la célébrer. « *Au début,* précise-t-il, *l'atmosphère générale ne me convenait pas. Je me sentais très étranger. Alors qu'il y a des villes italiennes, comme Florence, Rome, Venise, où un étranger ne se sent pas un étranger. Les Français adorent Naples. Quand ils quittent cette ville, c'est une petite tragédie. Ils aiment cette espèce de relâchement psychologique qui contraste avec la tension parisienne. On travaille, mais avec relaxation...* » Mais, pour Herling, le problème était différent : « *Ce que j'avais à raconter n'intéressait pas les Napolitains : Naples est une ville extrêmement provinciale. On ne s'y intéresse qu'à des questions locales. J'étais déplacé, dépaysé. Les Napolitains sont enfermés dans leur ville. Mon attitude a beaucoup changé dès que j'ai été intégré à la vie culturelle italienne. Quand on se rend compte que la ville où l'on vit sera celle où l'on mourra et où l'on sera enterré, l'attitude change beaucoup. C'est Ribera qui l'a compris, avant moi. Quand il a peint les fresques de la chartreuse de San Martino, et qu'il s'est marié, et qu'il a eu des enfants, il a compris qu'il mourrait ici.* »

**René de Ceccatty**

(1) Denoël, 1985, republié en « Folio », nº 2769.

(2) Maspero, 1980.

(3) Dont une première sélection a paru à l'Arpenteur, en 1988.

**LE PORTRAIT VÉNITIEN ET AUTRES RÉCITS**
Traduit du polonais par Thérèse Douchy, L'Arpenteur-Gallimard, 260 p., 130 F.

## SOMMAIRE

### LITTÉRATURES


■ L'ESPÉRANCE-MACADAM de Gisèle Pineau. Page III

■ LE COMMENCEMENT DES DOULEURS de Sony Labou Tansi. Page III

■ SIMONE Deux ou trois choses que je sais d'elle de Jean-François Josselin. Page IV

■ DALIDA de Catherine Rihoit. Page IV

■ LA VIE RÉELLE DES PETITES FILLES de Chantal Thomas. Page IV

■ L'OISEAU ÉVENTAIL de Christian Le Guillochet. Page IV

■ LE VENTILATEUR de Régine Detambel. Page IV

Le Feuilleton de Pierre Lepape
■ ZONES de Jean Rolin. Page III


### JEUNESSE


Notre supplément « spécial Montreuil » : Tahar Ben Jelloun, Bernard Chambaz, Frédéric Clément, Marie Etienne, Irène Frain, Sonia Holleyman, Nicole Claveloux, Emmanuel Hocquard, Michel Potier, Michel Rio, Jacques Roubaud, Peter Sís, Romain-Victor-Pujebet. Page V à VIII


### ESSAIS


■ ÉLOGE DE LA PHILOSOPHIE EN LANGUE FRANÇAISE de Michel Serres. Page IX

■ DAMES DU XIIe SIÈCLE de Georges Duby. Page XI


### CHRONIQUES


■ LE VOTE DE CRISE de Pascal Perrineau et Colette Ysmal. Page X

■ DE MITTERRAND À JOSPIN TRENTE ANS DE CAMPAGNES PRÉSIDENTIELLES de Claude Estier. Page X

■ LA BANQUE DU VINGT ET UNIÈME SIÈCLE Etats-Unis, Grande-Bretagne, Japon, France de Hervé de Carmoi. Page X

■ FACE AU TERRORISME de Michel Wieviorka. Page X

■ LE CHOIX DE L'EUROPE de Laurent Cohen-Tanugi. Page X

